





Le Monde

# idées

## SUITE POLONAISE

La tension s'est apaisée en Pologne, où le travail a repris à peu près partout. Quelles perspectives d'avenir peut-on imaginer pour ce pays au passé chargé de tant d'épreuves ? Zbigniew Rapacki définit les conditions auxquelles la vie des Polonais pourrait devenir « supportable » et pense que la France aurait un rôle à jouer en la matière.

J.H. Brunon croit que l'autogestion fournirait la réponse la mieux appropriée, d'autant plus qu'elle est le seul terrain sur lequel on puisse imaginer une convergence de l'Est et de l'Ouest. Maximilien Rubel est plus radical. Prenant le contre-pied du langage officiel sur le « socialisme réellement existant », il estime qu'à l'Est, il est « réellement inexistant » et que les grèves polonaises montrent qu'il demeure entièrement à construire.

## Une vie qui serait supportable

par ZBIGNIEW RAPACKI (\*)

L'idée vient de tomber sur le premier acte. Mais si l'on est arrivé à parer au plus pressé, rien n'est réglé sur le fond. Certes, le parti s'est trouvé acculé à des concessions importantes, mais il peut fort bien se remettre à grignoter les avantages obtenus par les grévistes, une fois le calme revenu. Imagine-t-on M. Kania brillamment ce qu'il a adoré et adoré ce qu'il a brisé jusqu'ici ? Il y va de la survie du pouvoir : comment imaginer que son monopole s'étende sur la gestion exclusive de l'économie, s'il se voit avec la liberté d'information et donc de critique ? Un avant-goût en a été fourni par la transmission à la radio de l'hommage du prix Nobel à la première moitié de la vie tout simplement supportable et on n'a retenu de la seconde que ce qui arrangeait les autorités. Et c'est ainsi que certains commentateurs français ont parlé de l'Église comme étant en perte de vitesse.

Le dénoûment de la crise n'en élimine pas les causes, et notamment les deux plus importantes :

1) Un programme chimérique d'investissement qui a englouti des crédits gigantesques et dont 30 % seulement auraient été utilisés à bon escient. Le retard technologique ne cesse de se creuser. Les délais d'installation de nouvelles usines sont si longs que même l'outillage devient opérationnel sans un retard considérable sur les nouvelles données occidentales, en mutation rapide.

Quant aux matières premières, elles sont gravement hypothéquées pour des décennies et, de toute façon, leur livraison ne peut pas éliminer l'arbitraire. Restent les

produits alimentaires dont la rareté grandissante sur le marché intérieur a conduit au résultat que l'on sait :

2) La spécificité polonaise. On s'extasia sur la liberté de l'Église, sur l'existence d'un mouvement contestataire toléré, sur la liberté (relative) des voyages à l'Ouest, etc. On parle moins souvent du revers de la médaille : désordre, démoralisation, abaissement de la moralité publique, comportement économique défectueux, etc. La Pologne est, depuis des décennies, l'homme malade du bloc soviétique. La manière dont s'y est établi le pouvoir communiste fait penser à une greffe sur un organisme épuisé par la guerre. La greffe n'a pas pris. Le phénomène de rejet s'est manifesté à des intervalles de plus en plus rapprochés. De surcroît, les équipes successives de dirigeants de commande ne sont à chaque fois arrivées que les plus mauvaises de l'Europe de l'Est.

Certes, le système communiste ne pèche pas par excès d'efficacité. Nulle part il ne serait rattrapé par ses sujets et on les laisse se débrouiller librement. Il n'empêche qu'il fonctionne mieux ailleurs, y compris en Tchécoslovaquie, car le niveau intellectuel de ses cadres y est supérieur, et le facteur de compétence s'y est pas réglé au même point.

Les « partis frères » commentent à porter des jugements sévères sur le malade. C'est de Berlin-Est que viennent les

commentaires les plus acerbés. Sous un diagnostic sans complaisance, perçue l'envie d'apporter une aide fraternelle et de se faire reconnaître par la même occasion pour une fidélité à toute épreuve et pour la discipline polonaise dont on n'est pas fier. Mais la recette est-elle applicable en Pologne ? Comment un parti au pouvoir et habitué à assier son empire sur la population par la démolition pourrait-il imposer une discipline de fer ?

Et les choses demeurent en l'état. La Pologne ne cessera pas d'être un baril de poudre qui risque de transformer en une vision de cauchemar le beau rêve de la coexistence. Car les Polonais, surtout les jeunes, croient qu'ils n'ont rien à perdre. Une tentative d'aide fraternelle provoquerait un bain de sang.

Ce qu'appelle le cas polonais, c'est une médecine polonaise étalée sur une longue période. Il faudrait d'abord un dialogue du pouvoir et de la société, par l'intermédiaire de l'Église, seule capable, du fait de son autorité morale, d'obtenir de la population un comportement digne, et avec la participation du mouvement contestataire.

Une telle confrontation pourrait être pour honorer sans vision d'avenir à même de donner

une raison d'espérer à des gens persuadés de travailler pour rien aussi longtemps qu'existe un contraste aussi scandaleux entre la condition ouvrière et le standing des privilégiés. Il serait vain d'espérer une amélioration de la productivité singulièrement basse, avant que le climat de confiance soit rétabli.

Les créanciers de la Pologne pourraient de leur côté consentir un moratoire de dettes au moins partiel. On voit mal, en effet, comment le pays parviendrait à assumer le service d'une dette, qui approche la somme de 3 milliards de dollars par an. Ensuite, une aide alimentaire pourrait être accordée à la Pologne, de même qu'une nouvelle ligne de crédits. Il arrive souvent que, pour sauver la mise initiale, on continue d'alimenter le débiteur. Mais on ne renforce ses finances, en règle générale, qu'à la condition que la situation soit progressivement assainie.

Bien entendu, le résultat de l'entreprise requiert la participation d'un partenaire de choix : l'U.R.S.S. La philosophie de M. Brejnev ne le prédispose pas à envisager, au sein de son empire, des aménagements qui risquent de jurer avec la belle harmonie de l'ensemble : une configuration post-bérijnevienne s'y prêterait peut-être plus facilement. Mais la situation polonaise ne permet pas des alternatives.

### La voix de la France

Forcé est donc de demander ce que gagnent les Soviétiques à vouloir maintenir un système incapable de s'implanter au bout de trente-cinq ans. S'agit-il de préserver leurs positions en Europe centrale sur le plan politico-militaire ? Feraient-ils peur les grévistes ni parmi les contestataires, n'envisage que la Pologne quitte le Comecon ou le pacte de Varsovie. On ne met même pas en question la propriété collective des moyens de production. Dès lors, le désordre de la Pologne et l'impossibilité où elle se trouve de suivre à ses propres termes, propres moyens son développement, ne sont-ils pas le résultat d'un régime qui ne peut que se dégrader ?

Un débat à l'intérieur et un autre débat entre les principaux pays occidentaux et l'U.R.S.S. où le plan d'aide serait assorti des réformes nécessaires pour garantir enfin l'emploi rationnel des moyens disponibles et — pourquoi pas — de la définition d'un palier à ne pas franchir.

M. Carter et Schmidt se déclarent prêts à aider la Pologne. Il est temps qu'à son tour la France fasse entendre sa voix. Elle respecte avec une remarquable constance les intérêts de l'État soviétique (comme elle l'a fait auparavant pour la Russie des tsars), et témoigne d'une compréhension sans bornes pour les exigences de sa sécurité. À ce titre, elle se trouve bien placée pour proposer des accommodements qui feraient avancer les choses en Pologne sans modifier l'équilibre européen. Comment le Kremlin pourrait-il ne pas prêter une oreille complaisante à un ami aussi éprouvé ? On ouvrirait ainsi deux reprises dans le monde (28 janvier et 1<sup>er</sup> mars 1977). Que

ne l'a-t-on pas écouté ! Finalement, la solution devrait comporter deux éléments :

Un débat à l'intérieur et un autre débat entre les principaux pays occidentaux et l'U.R.S.S. où le plan d'aide serait assorti des réformes nécessaires pour garantir enfin l'emploi rationnel des moyens disponibles et — pourquoi pas — de la définition d'un palier à ne pas franchir.

M. Carter et Schmidt se déclarent prêts à aider la Pologne. Il est temps qu'à son tour la France fasse entendre sa voix. Elle respecte avec une remarquable constance les intérêts de l'État soviétique (comme elle l'a fait auparavant pour la Russie des tsars), et témoigne d'une compréhension sans bornes pour les exigences de sa sécurité. À ce titre, elle se trouve bien placée pour proposer des accommodements qui feraient avancer les choses en Pologne sans modifier l'équilibre européen. Comment le Kremlin pourrait-il ne pas prêter une oreille complaisante à un ami aussi éprouvé ? On ouvrirait ainsi deux reprises dans le monde (28 janvier et 1<sup>er</sup> mars 1977). Que

## Le salut par l'autogestion

par J.-H. BRUNN (\*)

Il faut saluer le calme et la victoire des ouvriers polonais. Mais leur lutte est loin d'être terminée. Les nouveaux syndicats seront admettent en butte au noyau des communistes : c'est pour ceux-ci un devoir Mininista. Et il est intéressant de remarquer, à propos des luttes futures, la disparition du mot d'ordre des conseils ouvriers mis en avant au début des grèves. Dans son article « L'autogestion renforcée » (1), M. Karon s'en était fait le protagoniste avant d'être emprisonné, le temps des négociations. Gomulka en avait accepté le principe en 1956. Mais ils furent rapidement mis aux oubliettes, tout comme le furent les soviets (conseils) d'usine en U.R.S.S., après la révolution d'Octobre.

Il faut dire que cette revendication, authentiquement socialiste, s'attaque aux fondements mêmes de l'oppression, au socialisme étatique, à l'économie centralisée planifiée, incompatible avec toute décentralisation, au système opposé, avec les interventions multiformes de l'État, ni le retour au libéralisme pur et dur tenté par M. Barre et Mme Thatcher. Faute de reconnaître les deux tares inhérentes au libéralisme capitaliste : division de la société en salariés et en personnes tirant leurs revenus de la vente des biens et des services — les seconds profitant plus de la hausse des prix (en vendant plus cher à tous) qu'elles n'en pâtissent en tant que consommateurs ; accumulation de capitaux financiers improductifs, mais spéculatifs et inflationnistes, c'est l'inflation-stagnation, le désordre monétaire, le chômage, qui engendrent l'incertitude, l'an-

goisse, et souvent la misère. Aussi les travailleurs se détournent-ils de plus en plus de ce régime, auquel ils n'adhèrent que faute de mieux, puisqu'ils se détournent également du socialisme étatique. Ici aussi les espoirs déçus engendrent le désespoir avec la recrudescence des sectes, à la drogue, au terrorisme, à la délinquance.

Seule une véritable société autogestionnaire peut, comme à l'Est, permettre de sortir de l'impasse. Les sources en sont lointaines : pluralisme prouhonien, coopérativisme anglais, association des travailleurs tunisiens par les communistes, les révolutionnaires français en 1918, les soviets de base vite éliminés, la renaissance de 1968. Elle a souffert des sarcasmes et du double anathème des capitalistes et des marxistes, également attachés au salariat. L'expérience yougoslave, bien que gravée des séquelles du stalinisme et d'illusions perfectionnistes, fut une réussite partielle.

Mais la lucidité et la clarté s'imposent. Des plans d'orientation sont certes utiles, mais il n'y a de gestion, donc d'autogestion, des entreprises que dans le cadre de l'économie de marché. Celle-ci est, en outre, la seule garante des libertés, comme Marx l'avait fort bien démontré (que n'aurait corrigé, ce marxiste, la planification totalitaire). La gestion, en partie déléguée à des managers compétents, doit néanmoins être responsable, c'est-à-dire qu'elle doit être sanctionnée par le partage des profits et des risques (jusqu'à une certaine limite, comme dans les sociétés à responsabilité limitée) entre tous les participants, travailleurs et collectivités d'investissement. C'est pourquoi le libéralisme-là, soulagé des tares évoquées plus haut, ne sera pas utopique comme celui de M. Barre et celui de Mme Thatcher. Les mécanismes économiques étant semblables à ceux du système actuel, le passage pourra être progressif (de même que l'émergence d'une telle société hors du socialisme étatique), ce qui est capital une époque où tout bouleversement expose à l'Apocalypse.

L'idée autogestionnaire a fait des progrès énormes en peu d'années. De vieilles habitudes de pensée empêchant qu'elle soit envisagée avec toutes ses conséquences, même par des hommes lucides mais assumant de lourdes responsabilités. Pourtant, il y a urgence. Comme le souligne M. Edmond Maire, l'action quotidienne est liée au projet politique. C'est donc dès maintenant qu'il faut « trouver des formes d'action porteuses de la dynamique autogestionnaire ». C'est dans cette optique que doivent être repensées toutes les orientations de l'action politique et syndicale, chez nous, mais aussi chez ceux qui luttent pour la liberté dans les pays de l'Est.

(\*) Le Monde du 20 août 1980.

## Le socialisme réellement inexistant

par M. RUBEL (\*)

LES pays où, en plein vingtième siècle, la classe ouvrière est assaillée à combattre pour les droits politiques qu'un dix-neuvième siècle le mouvement ouvrier a conquis de haute lutte sous les régimes dominés par la bourgeoisie, son État et son capital, ces pays ont encore à franchir l'étape de la révolution démocratique, condition sine qua non du développement de ce mouvement vers la révolution socialiste anonyme d'abolition du salariat et de l'État. Telle est la prémisse de la doctrine que les maîtres du pouvoir politique et policier dans les pays qu'ils ont proclames socialistes prétendent « appliquer » en se réclamant du « socialisme scientifique ».

L'action « réformatrice » des travailleurs polonais, en lutte pour les droits que la classe ouvrière a obtenus au dix-neuvième siècle des pouvoirs bourgeois, constitue la révélation la plus éclatante des dirigeants politiques de l'Est et des idéologues à leur service. Elle est à l'image des batailles ouvrières du siècle dernier : ouvriers « chrétiens » en Angleterre, ouvriers français — associés aux « bourgeois » — pendant les Trois Glorieuses, révolution de février 1948, mouvement « réformiste » des ouvriers allemands avant et après le régime hitlerien. On pourrait y ajouter le mouvement ouvrier et paysan dans la Russie tsariste à partir des réformes agraires, mouvement dont manœuvres et bolcheviks ont profité, en s'efforçant de le déformer en une étape démocratique bourgeoise et donc capitaliste sur la route révolutionnaire conduisant à la fin de la « préhistoire humaine ».

Les ouvriers polonais demandent ainsi la démolition et la volonté de puissance du pouvoir. Leur action prouve que le pouvoir n'est pas socialiste, mais réactionnaire, et que son essence, pour parler comme Marx, est proprement bonapartiste.

L'action ouvrière en Pologne et l'appui qu'elle a reçu de l'ensemble de la population prouvent que l'idéologie religieuse dispensée par l'Église catholique y est mieux reçue et supportée que l'idéologie marxiste-léniniste : elle est — le soubre de la création socialiste, l'âme d'un monde sans cœur — (Marx), monde dirigé par une oligarchie qui s'est approprié des pouvoirs séigneuriaux, politiques et économiques. Ce régime pousse l'oppression jusqu'à couvrir de l'équiquette « socialiste-scientifique » une marchandise trépassée, dont tous les ingrédients sont empruntés au mode de production classique, capitalisme, sans les avantages démocratiques conquis par les classes laborieuses dans la plupart des pays où règne le capital, privé ou anonyme, national ou multinational. Cette nouvelle variante du « socialisme impérial » possède des caractéristiques certes originales (exploitables par les conditions historiques créées dans l'Empire oriental après la deuxième guerre mondiale), mais il peut surtout se targuer de particularité qu'il a su emprunter au capitalisme occidental dans ses formes tant primitives qu'évoluées.

Réellement inexistant, le socialisme soviétique — modèle imposé militairement et policierement aux pays de la zone d'influence obtenue en 1945 — a pris le masque d'un régime qui se vante d'avoir dépassé le stade bourgeois-capitaliste de l'évolution sociale, alors qu'il n'a pas même atteint ce stade, lequel, conformément aux enseignements de la théorie « classique », doit être le précurseur d'une révolution appelée à faire disparaître les classes sociales, donc le salariat ; l'argent, donc le capital ; le pouvoir politique, donc l'État, donc les armées, la guerre, et les misères que l'aspect humain semble s'élever à s'effacer, à s'effacer.

(\*) Éditeur de MARX dans « Le Philade ».

### CORRESPONDANCE

## L'heure de saint Nicolas

Un de nos lecteurs, M. Thodé, de Paris-16<sup>e</sup>, nous demande d'ajouter les prévisions supplémentaires aux indications données par André Fontaine dans son article du 3 septembre (« L'heure de saint Nicolas ») sur les relations polono-soviétiques :

En 1920, à peine deux ans après avoir recouvré l'indépendance, perdue depuis cent vingt-cinq ans, la Pologne a été l'Union soviétique, en rejoignant ainsi l'Occident unique d'avoir enfin des relations de bon voisinage avec le voisin de l'Est, un des deux ennemis « héréditaires ». Ce faisant, elle a évité la catastrophe d'une défaite majeure, la Pologne, pays neuf et mal assuré, a annexé un vaste territoire, peuplé de millions de Polonais et d'Ukrainiens, un tiers de la population nationale peu désirée. Après l'assassinat du président de la République, Narutowicz, un véritable démocratisme, c'est très démocratiquement que les Polonais ont élu un Parlement et un président super-réactionnaire et porté au pouvoir un gouvernement de coalition entre les partis de droite et d'extrême droite. Fait exceptionnel dans l'histoire mondiale, une partie de l'armée, sous la conduite du maréchal Pilsudski, allié au parti socialiste (de tendance social-démocrate) a renversé par un putsch militaire, le

gouvernement « démocratique », mais trop réactionnaire !

Après avoir acquis une autorité morale indiscutable, en s'identifiant à la cause nationale polonaise, face aux occupants prussiens, protestants et russes orthodoxes, l'Église catholique a joué à fond le nouveau régime polonais avec ses deux cordons : l'explication de la classe ouvrière par des patrons avides et de la paysannerie par les grands propriétaires de latifundia (Radzivil, Potocki, Siedlce).

En 1928, la Pologne a participé aux côtés de l'Allemagne hitlérienne et de la Hongrie de Horthy au dépeçage de la Tchécoslovaquie. À cette occasion, comme tous les pays de l'Europe centrale, elle a montré un tel fanatisme antisoviétique et a si nettement refusé l'aide éventuelle de l'armée rouge que cette attitude n'a pas pu contribuer au pacte Molotov-Ribbentrop.

Précisons, d'autre part, qu'en ce qui concerne les officiers polonais massacrés à Katyn, leur nombre était d'environ quatre mille cinq cents et qu'ils l'ont été en avril 1940 et non pas comme nous l'avons écrit pendant la retraite soviétique de 1941.

**LE MONDE**  
diplomatique

de septembre  
EST PARU

Au sommaire :

L'ÉLECTRONUCLÉAIRE  
UNE SOLUTION  
CONTESTÉE

## ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE

secrétariat de direction  
secrétariat médical

Soyez une vraie secrétaire,  
vous deviendrez  
une véritable collaboratrice !

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS

Tél. : 387.58.83 (lignes groupées)

Métro : Liège - Europe - St-Lazare

مكتبة الرجل



EUROPE

LE CHANGEMENT DE RÉGIME EN TURQUIE

AU COURS DE SA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE PRESSE

Le général Evren a annoncé la constitution prochaine du gouvernement

Ankara. — Le général Evren a tenu, ce mardi 16 septembre au matin, sa première conférence de presse.

Il a, dans une déclaration liminaire, annoncé pour cette semaine la constitution du nouveau gouvernement. Il a indiqué que les réformes institutionnelles promises dans les heures qui ont suivi le coup d'Etat seraient mises en œuvre par une Commission. Avant la réunion de l'Assemblée, sur la composition de laquelle le général s'est refusé à tout commentaire, une Constitution provisoire sera préparée. Le général a souligné que le mode d'élection du président de la République serait modifié, et que des mesures seraient prises contre l'absentéisme des parlementaires. Il a promis un retour rapide au régime civil.

De notre envoyé spécial

Le général a annoncé que le plan de redressement économique préparé en janvier par M. Demirel, chef du parti de la Justice (conservateur), alors premier ministre, serait, grosso modo, poursuivi. Les mesures prises alors marquaient une certaine volonté de libéraliser l'économie. Le chef de l'Etat a ajouté que les relations du travail seraient réorganisées « dans un esprit sauvegardant les droits des travailleurs et respectant ceux des entrepreneurs ».

Le général a rappelé la fidélité de la Turquie à ses alliances, en premier lieu au sein de l'OTAN, et le désir d'Ankara de poursuivre la coopération avec la C.E.E. Au nombre des pays avec lesquels les autorités entendent développer leurs relations figurent, au premier chef, les Etats-

Unis, les Neuf et les pays occidentaux. Les pays islamiques ont été cités en deuxième lieu et, enfin, les voisins de la Turquie. L'Union soviétique, « puissance ayant une responsabilité importante dans le maintien et la stabilité dans le monde », a été citée, parmi ses voisins, une place particulière.

Répondant à des questions de journalistes turcs, le général a déclaré que les quatre chefs de parti qui se trouvent dans des enceintes militaires ne sont pas « en garde à vue », mais bien « sous la protection de l'armée ». Les partis ne sont pas « dissous » mais « suspendus ». Aucune poursuite ne sera engagée contre des députés qui ne faisaient pas l'objet de demandes de levée d'immunité avant le 12 septembre. Il n'y aura pas de purge dans l'administration, et notamment dans l'enseignement, sauf à l'encontre de fonctionnaires, directement ou indirectement impliqués dans des actes de terrorisme.

Analysant les causes du coup d'Etat, le général a expliqué que l'intervention de l'armée avait eu pour but, non de « renverser la démocratie », mais de « sauvegarder », face à ceux qui voulaient la détruire par la terreur et l'anarchie, ceci dans la « tourterelle » des institutions constitutionnelles prévues pour la défense.

« Le régime démocratique, a-t-il déclaré, est un régime de vertu », et ne peut « continuer à exister que par la présence des hommes vertueux ». Plusieurs références implicites ont été faites par le général aux activités récentes de M. Erbakan, président du parti du salut national (Islamique intégriste). Ses déclarations pourraient laisser présager des poursuites contre ces « délits » et même des « crimes ».

JEAN-PIERRE CLERC.

Les Neuf maintiennent leur coopération avec Ankara

De notre correspondant

Bruxelles. — Jugant encourageants les résultats de la mission accomplie au Proche-Orient pendant l'été par M. Gaston Thorn, leur président, les Neuf vont donner suite en mesure de présenter des propositions concrètes lors du conseil européen de la fin de l'année. C'est ce qui ressort de l'échange de vues qu'ont eu les neuf ministres des affaires étrangères, lundi 15 septembre, à Bruxelles.

« La déclaration publiée par les Neuf au conseil européen de Venise (13 juin) suscite, au Proche-Orient, une très grande attention et une très grande attente. On voudrait que l'Europe dise plus clairement ce qu'elle envisage de faire. Il y a nécessité pour elle d'être plus claire dans ses propositions », a déclaré M. François-Poncet.

Pour les Neuf, il s'agit moins d'analyser les résultats de la mission de médiation israélienne que de décider ce qui allait se passer maintenant.

« Il convient, désormais, pour les Neuf, de passer de l'idée générale à la proposition concrète », a observé M. François-Poncet. Cette tâche a été confiée aux directeurs politiques des ministères des affaires étrangères.

Les ministres, qui se retrouveront le 24 septembre à New-York, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, indiqueront alors la liste exacte des concepts évoqués dans la déclaration de Venise. On s'attendait ainsi dans une phase de réflexion, mais il a été indiqué qu'il n'aurait pas à être rempli. Cette nouvelle phase se déroulera en liaison avec les interlocuteurs du Proche-Orient. Certains rendez-vous ont déjà été pris : M. Thorn se rendra le 29 septembre en Cisjordanie afin de rencontrer les élus palestiniens et, à la fin du mois, il doit rendre visite à M. Kibbi, le secrétaire général de la Ligue arabe.

Les Neuf ont aussi approuvé lundi une déclaration où ils expriment leur inquiétude sur la situation au Liban. Ils répètent leur attachement à l'unité du pays et mettent en garde tous ceux qui envisageraient de la remettre en cause.

A propos des événements de Turquie, les ministres des affaires étrangères ont fait preuve d'une grande circonspection. Le coup d'Etat militaire n'est pas condamné, tant s'en faut. Les Neuf expriment, certes, leurs préoccupations et ont, après avoir relevé l'attention manifestée par les généraux turcs de rendre des comptes à la justice, insisté pour que les droits de l'homme soient respectés. Mais ils se prononcent ensuite pour le maintien d'une coopération étroite entre la Communauté et la Turquie. En d'autres termes, l'aide financière promise par les Neuf sera donc fournie. « Cela est nécessaire, ne serait-ce que pour donner les meilleures chances de succès à l'Assemblée constituante », a déclaré M. François-Poncet.

Le ministre a commenté à l'attention de ses collègues un mémorandum par lequel le gouvernement français invite les Etats membres du C.E.E. de ne pas hésiter à régler sans tarder le problème du siège des institutions de la C.E.E. Ce document fait référence à « aux difficultés que rencontre l'Assemblée européenne (...) pour assurer ses fonctions (...) du fait de la dispersion des Neuf ».

dans lesquels elle exerce ses activités. Ceux-ci sont au nombre de trois : Strasbourg, où se tiennent la grande majorité des sessions ; Luxembourg, où est installé le secrétariat de l'Assemblée et où a lieu quelques sessions ; Bruxelles, où travaillent la majorité des commissions parlementaires. Une forte tendance existe au sein des ministres pour demander que Bruxelles devienne le lieu de travail principal, voire unique. C'est pour ce motif qu'il est demandé que les Neuf soient encouragés à exercer leurs activités dans les trois lieux.

PHILIPPE LEMAITRE.

PROCHE-ORIENT

Israël

Les autorités démentent l'existence d'un plan de retrait partiel de Gaza

De notre correspondant

Jérusalem. — Le maire de Gaza, M. Rachad Chawa, n'aura pas attendu longtemps pour obtenir des éclaircissements au sujet d'une éventuelle initiative israélienne concernant l'avenir du territoire de Gaza (cf. Monde du 16 septembre). Au siège du gouvernement militaire, dans le territoire, on vient de démentir catégoriquement qu'il y ait le moindre projet d'un retrait ou d'un redéploiement de l'armée, et le moindre changement dans l'administration. A Jérusalem, dans l'entourage du premier ministre, on a également démenti qu'Israël soit engagé dans une application militaire du projet d'autonomie, ou précise que cette idée n'a jamais été discutée en conseil des ministres.

On rappelle par ailleurs qu'à plusieurs reprises, Israéliens et Égyptiens ont envisagé d'appliquer, d'abord dans le territoire de Gaza, le projet d'autonomie, mais à condition qu'un accord global concernant également la Cisjordanie ait été conclu auparavant.

De sources gouvernementales, on indique que le président Sadate lui-même a fait référence à cette éventualité dans une récente lettre adressée au premier ministre, M. Menahem Begin.

Ces mises au point impliquent qu'une initiative israélienne de Gaza ne saurait faire partie des « gestes » destinés au Liban, ce n'est pas que l'on veuille leur ravir la paix, mais qu'il est préférable de ne pas les laisser se faire. Les discussions de la part des dirigeants de Jérusalem, pour faciliter la reprise des négociations et les discussions lors du prochain sommet tripartite, qui doit avoir lieu à la fin de l'année aux États-Unis. Ces démentis proviennent d'autre part que le gouvernement israélien n'est pas prêt à suivre les conseils de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, qui affirme qu'Israël doit se résoudre à une décision unilatérale, et donc à un retrait partiel dans les territoires occupés, sans attendre un accord général sur l'autonomie.

FRANCIS CORNU.

La polémique autour du « lobby juif »

M. AVI PRIMOR : M. Guy de Rothschild sera balayé par l'histoire.

Dans une interview au Quotidien de Paris, publiée ce mardi 16 septembre, M. Avi Primor, qui représente en France l'Organisation sioniste mondiale, se défend d'avoir cherché à constituer un « lobby juif » et s'en prend violemment aux Rothschild, en particulier au baron David qui, au nom du Conseil représentatif des institutions juives françaises (CRIF), a demandé son appel en Israël. « Le sens de ma mission en France », déclare-t-il, « était pas de transformer les juifs français en autant de sionistes — l'erreur — je tenais, j'aurais voulu — mais d'expliquer que les juifs le sens de leur appartenance à une famille qui est avant tout une famille culturelle, de contribuer à susciter l'enthousiasme autour d'elle, comme la France, qui plus ni moins, a développé la francophonie ».

M. Primor ajoute : « Si David et Guy de Rothschild ont demandé mon respect en Israël, ce n'est pas que j'aie voulu leur ravir la paix, mais qu'il est préférable de ne pas les laisser se faire. Les discussions de la part des dirigeants de Jérusalem, pour faciliter la reprise des négociations et les discussions lors du prochain sommet tripartite, qui doit avoir lieu à la fin de l'année aux États-Unis. Ces démentis proviennent d'autre part que le gouvernement israélien n'est pas prêt à suivre les conseils de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, qui affirme qu'Israël doit se résoudre à une décision unilatérale, et donc à un retrait partiel dans les territoires occupés, sans attendre un accord général sur l'autonomie ».

Le chah, quant à lui, avait écrit au roi saoudien en juillet 1979, « Tôt ou tard, Guy de Rothschild sera balayé par l'histoire ».

L'armée, puissance économique

(Suite de la première page.)

Depuis deux ans, l'armée organisait des expositions pour montrer au public les produits fabriqués dans les usines militaires. Elle invitait les dirigeants du secteur privé à prendre une part plus active à la fabrication de matériel de défense dont le pays a besoin.

En Turquie, trois fondations ont été créées afin de renforcer l'armée. La plus importante se consacre aux forces aériennes. Ses avoirs dépassent 2 milliards de livres (1 franc français vaut 182 livres turques), grâce aux dons du peuple et des entreprises du secteur privé. Cette fondation, qui a vocation de lancer l'industrie nationale d'aviation, vient d'installer la société Tusa, avec un capital de 15 milliard de livres. A l'heure actuelle, les pourparlers avec les firmes américaines et européennes se poursuivent en vue de produire, en commun dans quelques années le premier avion de fabrication turque.

D'autre part, à l'heure actuelle, les avions à réaction sont réparés sans aide extérieure et certaines pièces sont également fabriquées en Turquie.

La deuxième fondation s'occupe des forces terrestres, ses avoirs atteignent environ quatre cents millions de livres. Cette fondation a été à l'origine de la création de l'usine d'appareils électroniques militaires, qui a commencé sa production pour satisfaire les besoins de l'armée de terre.

La marine, enfin, a sa fondation qui finance la construction de quelques éléments de guerre dans les armées militaires turcs. Les dons des particuliers constituent la première source de ses revenus. Ainsi, la fondation de la marine a été à l'origine de la construction de 50 mille livres turques en vente des pièces d'or commémoratives.

Mais l'armée turque ne s'occupe pas seulement des établissements qui travaillent directement pour la défense nationale. Elle a été amenée, pour assurer des retours, à prendre une part importante à l'économie du pays.

Elle intervient, par l'intermédiaire de l'OYAK (Office de la machine à l'assistance de l'armée), créé en 1961. Cet office doit assurer aux militaires des garanties sociales complémentaires à celles que donne la Caisse de pension des fonctionnaires d'Etat (Emekli Sandigi). La loi l'autorise à faire des investissements industriels et commerciaux conformes au programme économique, établi selon les orientations du plan quinquennal de développement, avec des fonds qui s'élèvent à 4,6 milliards de livres turques (l'OYAK est un des principaux groupes économiques du pays).

L'Office verse des redevances complémentaires. Il doit aussi amortir des prêts — notamment pour le logement — aux officiers et sous-officiers, dans les conditions de vie matérielles s'étaient détériorées dans les années 50-60. Le capital de départ fut réuni grâce aux cotisations, en fait aux prélèvements automatiques d'environ 8 % sur les salaires de base des officiers et sous-officiers actifs. A ce capital de départ, on doit ajouter les revenus annuels des investissements industriels. Depuis, l'OYAK, soumis comme n'importe quelle compagnie privée, aux lois commerciales ordinaires, a considérablement étendu ses activités. L'Office gère par des administrateurs intelligents et capables (des militaires et des civils), s'est finalement transformé en une compagnie de holding qui a des participations, en général majoritaires, dans quelque vingt-deux entreprises industrielles et commerciales. Il faut ajouter à cela huit autres participations indirectes par ses filiales.

Les capitaux investis représentent environ actuellement 2 milliards de livres turques dans diverses entreprises qui emploient près de vingt mille personnes. L'OYAK a investi surtout dans l'industrie automobile, le ciment, la construction de logements. Il a des intérêts dans la pétrochimie, les conserves, les assurances, les usines de pneus (il est associé, parmi d'autres, à l'OYAK à érudition, besoin de se procurer des fonds pour relancer de nouveaux investissements, mais il ne peut, sans méconter les millions d'adhérents, élever le loyer de l'argent qu'il prête. Les militaires — en activité ou à la retraite — figurent parmi les premières victimes de l'inflation galopante. Avec la pension versée par la caisse de l'Etat, plus celle de l'OYAK, un ancien militaire ne peut envisager l'achat d'un appartement, ni même d'une voiture Renault, qui vaut à présent 800 000 livres turques (de prix de vente étant d'environ 75 000 livres il y a cinq ans à peine).

compagnie OYAK-Renault se classe à présent parmi les dix premières firmes turques.

L'OYAK est surtout associé avec le holding turc Kutulas, un des plus importants groupes privés dans le secteur de la construction de maisons préfabriquées et du marketing. Il détient en outre 11 % des actions d'Aselsan, usine électronique militaire, dont le principal actionnaire est la Fondation pour le renforcement de l'armée de terre. Cette usine a récemment commencé à produire pour l'armée turque des appareils de communication sans fil.

En outre, l'OYAK gère une vingtaine de supermarchés éparpillés sur l'ensemble du territoire, qui offrent aux familles de militaires, des prix avantageux, divers produits allant du détergent aux réfrigérateurs. En revanche, l'idée de créer une banque n'a pas encore abouti. La somme totale des cotisations des militaires s'est élevée à quelque 933 millions de livres à la fin de 1979. Les revenus des capitaux investis dans les entreprises industrielles et commerciales étaient de l'ordre de 587 millions de livres. Selon les prévisions pour 1980, on s'attend à 1,5 milliard de livres de cotisations et 825 millions de livres de revenus. En raison de l'inflation galopante (100 % en 1979), l'OYAK éprouve des difficultés à satisfaire les besoins de ses adhérents, surtout de devenir propriétaires d'un logement. Environ deux mille demandes de prêts pour la construction sont présentées chaque année. Or la somme de 450 000 livres accordée à présent paraît dérisoire.

L'OYAK, qui accorde des prêts à un taux annuel de 7 % seulement (jusqu'à une date récente l'intérêt était même pas de 5 %), perd beaucoup d'argent (le taux pratiqué sur le marché dépasse largement 30 % par an). Il ne peut pas accroître facilement la somme de 450 000 livres pour un prêt au logement alors qu'il y a cinq ans un prêt de 300 000 livres était largement suffisant pour acheter un appartement. L'OYAK a évidemment besoin de se procurer des fonds pour relancer de nouveaux investissements, mais il ne peut, sans méconter les millions d'adhérents, élever le loyer de l'argent qu'il prête. Les militaires — en activité ou à la retraite — figurent parmi les premières victimes de l'inflation galopante. Avec la pension versée par la caisse de l'Etat, plus celle de l'OYAK, un ancien militaire ne peut envisager l'achat d'un appartement, ni même d'une voiture Renault, qui vaut à présent 800 000 livres turques (de prix de vente étant d'environ 75 000 livres il y a cinq ans à peine).

Le général Gormus, président du conseil d'administration de l'OYAK, a tiré la sonnette d'alarme lors de la dernière assemblée générale fin juin. Il soulève que l'Etat encourage l'investissement dans la construction de logements et envisage une politique d'octroi de crédits à long terme à des taux très bas à ses fonctionnaires civils et militaires. Sinon, dit-il, l'OYAK risque de n'avoir plus guère de ressources à partir de 1981.

ARTUN UNSAL.

LE P.S. CONDAMNE LA SUPPRESSION DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

M. François Mitterrand a évoqué, dimanche 14 septembre, le coup d'Etat militaire des généraux turcs. Le premier secrétaire du P.S. a souligné que ce coup d'Etat « ne modifie pas l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest ». Il a ajouté : « Le leçon de ces événements est que, si la démocratie ne sait pas équilibrer ses pouvoirs, cela finit comme ça. » De son côté, M. Lionel Jospin, chargé, au sein du secrétariat national du P.S., des questions internationales, a notamment déclaré le 13 septembre : « Le parti socialiste affirme sa solidarité avec M. Bülent Ecevit et le Parti républicain du peuple, membre de l'Internationale socialiste, et avec les forces démocratiques et syndicales touchées par la répression. Il rappelle que la Turquie, située au cœur d'une région particulièrement troublée, est liée par un accord d'association avec la Communauté économique européenne, et membre du Conseil de l'Europe, ce qui lui impose de respecter les principes démocratiques et les libertés politiques. Le parti socialiste condamne la suppression des institutions démocratiques et rejette sa conviction que le recours à la répression ne pourra en aucun cas résoudre les graves problèmes auxquels le pays est confronté. Il entend lutter pour la restauration des libertés dans ce pays ».

Iran

LE SORT DES OTAGES AMÉRICAINS

M. Muskie affirme qu'aucun processus de négociation n'est engagé avec Téhéran

Le président Carter a exprimé, lundi 15 septembre, un relatif optimisme dans l'affaire des cinquante otages américains détenus en Iran depuis plus de dix mois, tandis que le secrétaire d'Etat, M. Edmund Muskie, précisait la plus grande prudence.

Les déclarations faites par l'imam Khomeiny, et qui paraissent assombrir les conditions posées à la libération des otages (le Monde du 14-15 septembre), « pourraient être bien conduites », a souligné le secrétaire d'Etat, un avenir encore indéterminé, a dit le président Carter à Corpus Christi, au Texas.

Quelques heures plus tard, dans une conférence de presse tenue à Washington, M. Muskie insistait en garde contre l'« erreur » qui consisterait à fonder des espoirs prématurés sur des déclarations de tel ou tel dirigeant iranien. Il a répondu sèchement « non » à un journaliste qui lui demandait si l'on pouvait considérer qu'un processus de négociation avec l'Iran était engagé.

Les familles des cinquante otages, cependant, ont décidé d'agir collectivement : elles ont adressé au président du Parlement iranien une lettre, rendue publique lundi, par laquelle elles se proposent comme intermédiaires directs pour la recherche d'une solution et reconnaissent les « affronts et outrages » subis dans le passé par le peuple iranien.

Lundi matin à Téhéran, le président du Parlement iranien, l'ayatollah Rafsanjani, avait estimé que les députés iraniens traitent « plus loin » que les quatre conditions posées par l'imam Khomeiny et a laissé prévoir qu'ils demanderaient aux États-Unis de présenter des excuses à propos de leur politique passée en Iran.

Toutefois, il n'a pas explicitement précisé si ce « repentir » serait exigé par le Majlis comme une condition préalable à la libération des otages ou s'il ne serait qu'un élément de la discussion en vue du règlement du contentieux irano-américain.

nien a affirmé lundi qu'un calme préalable régnait à la frontière irakienne après dix jours de violents combats entre les forces armées des deux pays. Dimanche, pour la première fois, les machines de guerre étaient intervenues, selon Téhéran, qui affirme qu'une vedette iranienne a attaqué un poste frontalier iranien près du Golfe, à partir du Chah el Arab. Il est cependant difficile de juger de l'ampleur des combats, en raison de l'absence de précision quant aux effectifs engagés de part et d'autre, et du caractère totalement contradictoire des informations publiées par les deux parties. Les journaux iraniens de part et d'autre sont invérifiables, les correspondants de presse étrangers n'ayant pas accès aux zones de combat. — (A.F.P., Reuters.)

UNE MISE AU POINT DE M. ALI AMINI

Dans une déclaration rendue publique à Paris, l'ancien premier ministre iranien, M. Ali Amini, a démenti les informations publiées par des journaux américains affirmant qu'il coordonnait les activités des groupes d'opposition au régime de Téhéran en vue de préparer un coup d'Etat militaire.

M. Amini rappelle qu'au début de la « révolution de 1979 » il avait pris la décision de soutenir un « mouvement dont la revendication principale était la réhabilitation des droits fondamentaux du peuple qui avaient été usurpés par le régime du chah ». « Toutefois », ajoute-t-il, « mon comportement envers le régime et le gouvernement actuel n'est pas d'encourager la violence ou le coup d'Etat, mais au contraire de soutenir les mouvements qui s'opposeraient avec logique et par des moyens démocratiques à ceux qui, par leur conduite dictatoriale et monopolistique, ont aboli les droits les plus élémentaires du peuple et terni l'image humanitaire de l'Islam et de l'Iran ».



# EUROPE

## Chypre

### Les pourparlers intercommunautaires reprennent à Nicosie

De notre correspondant

Nicosie. — Les négociations intercommunautaires reprennent ce mardi 16 septembre à Nicosie, entre les représentants des communautés grecque et turque de Chypre, dans le but de trouver une solution au problème de l'île et de l'occupation de 40 % de son territoire par les troupes turques en 1974, l'espoir renait que les conditions d'un dialogue véritable, qui conduira à un règlement équitable, soient mûres.

Le décor reste le même : l'hôtel Hydra-Palace, sur la ligne de démarcation, qui divise la capitale chypriote. Les négociateurs sont les mêmes, M. Georges Jorjides pour les Chypriotes grecs, et M. Umit Süleiman Özen pour les Chypriotes turcs. Ce qui a changé radicalement, c'est la situation en Turquie après la prise du pouvoir par le général Kenan Evren, qui aura, de toute façon, des répercussions sur les négociations intercommunautaires.

Le rôle qui sera administré par chaque communauté.

La partie chypriote grecque est prête à examiner les principes d'une fédération comportant deux régions. Elle a d'ailleurs préparé un projet de Constitution et est prête à annoncer des mesures pratiques de rapprochement des deux communautés.

Quant à la partie turque, il ne semble pas qu'un progrès réel puisse apparaître avant quatre semaines, les négociateurs n'ayant qu'une seule rencontre hebdomadaire, ce qui laisse à M. Jorjides la possibilité dans l'intervalle de rapprocher les points de vue. Cette nouvelle phase servira essentiellement de test, et l'échec de ce dialogue serait un échec pour les Nations unies.

DIMITRI ANDREOU.

## Grèce

### WASHINGTON PRÉSENTE UN NOUVEAU PROJET DE STATUT DES BASES AMÉRICAINES

Athènes (A.F.P.). — L'ambassadeur des États-Unis à Athènes, M. Robert McCloskey, a remis, le 15 septembre, au ministre grec des Affaires étrangères, M. Constantinos Mitsotakis, un nouveau projet de statut des quatre bases américaines en Grèce. Le gouvernement grec a accepté d'étudier ce texte.

Dans un communiqué remis à la presse à l'issue de son entretien avec l'ambassadeur des États-Unis, M. Mitsotakis a rappelé que la Grèce possédait comme co-basées à la signature d'un nouveau accord gréco-américain sur les bases qui ont réglé la question de sa réintégration dans le commandement militaire de l'OTAN d'où elle s'était retirée en 1974 pour protester contre l'indifférence de l'OTAN devant le débarquement des troupes turques sur l'île de Chypre.

## Suisse

### Après les violents affrontements de la semaine dernière Les jeunes manifestants zurichois observent une trêve

De notre envoyée spéciale

Zurich. — Une semaine après les manifestations les plus violentes qu'elle ait jamais connues, Zurich a retrouvé son calme habituel. Pas d'affiches, pas de graffiti. Quelques vitrines brisées, non encore remplacées, dans la rue opulente Bahnhofstrasse, indiquent qu'il s'est passé là quelque chose. La dernière assemblée générale du mouvement des jeunes a été décidée une brève pour cette semaine. Un certain « ordre » règne aussi — quel qu'on dise — du côté des « spontanés », et cette trêve est actuellement respectée.

La ville risque cependant de connaître à nouveau, le 20 septembre, un de ces accès de fièvre qui la secouent le samedi soir depuis le début de l'été. Un comité pour le droit et l'ordre a appelé à un rassemblement et ce jour-là, le mouvement socialiste envisage d'organiser un défilé et on s'attend que le « mouvement », lui aussi, manifeste. De quel déconcerter la police zurichoise, laquelle a montré, ces derniers mois, qu'elle pouvait perdre son sang-froid.

Tout a commencé le 30 mai. Le public d'une première à l'Opéra essayait, ce soir-là, les cailloux et les quelques dizaines de jeunes gens venus protester contre l'attribution par la ville de 61 millions de francs suisses à la réfection du bâtiment. L'intervention de la police, dès ce premier incident, suffit à déclencher un mouvement de solidarité d'une ampleur inattendue qui, pendant tout le mois de juin, secoua la ville.

Les jeunes gens demandent que leur soit attribuée une usine désaffectée située derrière la gare, dans la Limmatstrasse. Ils l'ont fait : le parti socialiste ayant accepté de s'en porter garant envers le conseil municipal, le « centre autonome de la jeunesse » était ouvert le 2 juillet. Le calme ne revint pas pour autant. Dans la nuit du 12 au 13 juillet, six mille manifestants dressèrent des barrières dans le centre de la ville.

La police ressortit les deux voitures anti-émeutes dont on avait gratifié en 1968 et qui n'avaient plus servi depuis. Les Zurichois, plutôt enclins de coutume à considérer tout signe de violence comme indécent, commentaient qu'il se demander ce que pouvaient bien vouloir ces jeunes gens, qui, à seigneuriser la désobéissance, ont duré et qu'on ne pouvait tolérer plus longtemps qu'une poignée de truands livre la ville « au chaos et à l'anarchie ».

Obéissant à ce dernier courant, le conseil municipal décida, assez maladroitement, le 10 septembre, de fermer la centre de la Limmatstrasse. Le lendemain, le centre de Zurich, après une nuit d'ennuie, avait l'air d'un champ de bataille. Tandis que les commerces de luxe avaient baissé les rideaux de fer sur ce qui leur restait de vitrines intactes, plusieurs milliers de manifestants se heurtaient de nouveau à la police deux jours plus tard.

### Le désarroi des autorités

Les excès de langage pour qualifier ces troubles donnent la mesure de la fébrilité dans laquelle avait vécu la ville jusqu'à cet été chaud. Le bilan est en fait relativement léger : dégâts vite réparés, aucun blessé grave, aucun manifestant maintenu en détention. Mais le mouvement, sans leader, sans organisation, sans idéologie et sans autre revendication que celle de ce centre autonome qui, de toute évidence, ne le justifie pas à elle seule, plonge les autorités dans le plus profond désarroi. La police, après avoir illustré sa maladresse en dispersant brutalement des rassemblements qui se voulaient pacifiques, admet qu'elle est débordée. Que faire contre trente garçons surgis de la nuit qui dévalent

la Bahnhofstrasse en pelles à roulettes en brisant les vitrines ? Elle lance chaque vendredi des appels angoissés à la population pour que les passants s'écartent des manifestants.

Car les fauteurs de trouble n'ont même plus l'uniforme — jeans et baskets — qui permettaient d'identifier les seuls « hooligans ». « Il y en a même qui sont très bien habillés, savent-ils... » Le mouvement, en effet, a recruté parmi les douze à vingt ans dans toute la ville, dans tous les milieux. Il s'improvise au fil des semaines avec le minimum d'organisation : des assemblées générales où tout se décide et qui sont convoquées d'une fois sur l'autre (la dernière a rassemblé deux mille cinq cents personnes dans une salle prête par la ville après la fermeture du centre), deux ou trois radios pirates qui, à l'initiative, appellent aux manifestations et les guident, quelques tracts et, surtout, le bouche-à-oreille.

Trois mois et demi après le début des troubles, pas un des jeunes protestataires n'a encore prétendu parler au nom d'un mouvement dont la devise est : « Aucun pouvoir à personne ».

Le conseil municipal multiplie fébrilement les réunions stériles et cherche en vain un interlocuteur pour engager le dialogue. En juillet, deux de ses membres, Mme Lieberherr, chargée des questions de la jeunesse, et M. Kaufmann, adjoint au maire, avaient même accepté un face-à-face télévisé avec deux protestataires. Ces deux « porte-parole » offrirent ce jour-là à la Suisse allemande trois quarts d'heure de dérision sur le thème : « Il faut fuir tous les jeunes ». Que criait-on la nuit du 12 juillet sous les fenêtres de l'hôtel de ville ? « Macht aus dem Staat gürkenheit ! » (« Faites de la salade de connerie avec l'État »). De quoi s'agit-il ? De quel mouvement dont la devise est : « Aucun pouvoir à personne ».

Dans les milieux les plus libéraux on cherche confusément des causes à cette effervescence. On avance la crise économique (mais sans conviction) ou celle des valeurs (mais sans pousser plus avant l'analyse). En fait, Zurich ne compterait guère que quelques poignées de jeunes chômeurs. Le système d'enseignement n'est pas contesté, et si des lycéens et des étudiants se sont même récemment à un mouvement qui était né sans eux, le retour s'est effectué sans aucun incident. Lorsqu'on les interroge, les jeunes Zurichois évoquent plutôt les loyers chers, l'inéquitable répartition du budget de la culture, l'ennui de la vie à Zurich. Ils disent qu'ils se sentent étrangers à cette société de l'argent, qu'on ne leur accorde aucune responsabilité, aucun « espace pour vivre », que « l'air n'est pas pur dans cette ville ».

C'est pas une raison qui compte », répond M. Kaufmann.

Au pays de la démocratie-moquette, qui ne participe pas au consensus étouffé. C'est ce qu'expriment les manifestants, qui revendiquent un « Hechtstrasse Raum », un espace hors du droit. Déjà, à l'intérieur de leur mouvement, se dessine une ligne de démarcation entre ceux qui promettent la terre au sans-travail, demandent la réouverture du centre de la Limmatstrasse, et ceux qui, au contraire, demandent à l'autonomie un sens plus large. Les premiers pourraient avoir prochainement gain de cause. Les seconds auront procuré à la capitale de la haute finance quelques sensations fortes pendant cet été. Mais on voit mal qu'ils pourraient être les retombées de la situation de l'économie soviétique : les dirigeants, qui sont cooptés selon

## Pologne

### POUR FACILITER LA REPRISE DU TRAVAIL Les autorités précisent que les accords conclus à Gdansk sont applicables à toutes les entreprises sont applicables à toutes les entreprises

Les autorités polonaises multiplient les appels à la reprise du travail partout et insistent sur le fait que les accords de Gdansk sont applicables à toutes les entreprises. Elles protestent contre les revendications irrédigibles. Pendant que les nouveaux syndicats

indépendants s'organisent, et après la visite de M. Jagielski à Moscou, plusieurs personnalités dirigeantes du parti ont été envoyées dans les autres capitales du pacte de Varsovie et même à Belgrade pour expliquer la situation polonaise aux chefs des partis amis.

Varsovie (A.F.P., A.P., U.P.I.).

Le président du Front d'unité nationale (organisation qui cofine le parti ouvrier unifié polonais (communiste)), le parti paysan, le parti démocratique, divers groupes catholiques et d'autres organisations (de masses) s'est réuni lundi 15 septembre, au lieu des réunions n'a filtré de cette réunion, mais le téléviseur a diffusé le discours prononcé par M. Jablonski, président du Conseil d'État (présidence collégiale de la République). Celui-ci a lancé un appel pour que les ouvriers reprennent le travail et accablent leur productivité. Abondant dans le sens d'un article de Trybuna Ludu, l'organe du parti (le Monde du 18 septembre), M. Jablonski a dit aussi qu'il fallait lutter avec détermination contre la corruption, quels que soient le nombre et la position de ceux qui s'en sont rendus coupables. M. Jablonski a dit que « tous les Polonais devraient être fiers que nous ayons pu trouver une méthode de dialogue politique ».

« Mais, a-t-il ajouté, la stabilisation exige une lutte déterminée contre tout ce qui est hostile à l'unité de la nation, tout ce qui suscite et provoque le haine, tout ce qui est contraire à l'État et est contraire à nos alliances, qui constituent la garantie fondamentale de l'indépendance de la Pologne ».

Pour sa part, Trybuna Ludu rappelle dans un article de première page que « les accords de Gdansk conclus il y a deux semaines s'appliquent à toutes les usines du pays et entendent que les grèves qui ont encore lieu se produisent soit parce que les ouvriers ne le savent pas (parce qu'ils ne sont pas informés), soit parce qu'ils ne veulent pas (parce qu'ils ne sont pas informés), soit parce qu'ils ne veulent pas (parce qu'ils ne sont pas informés) ». Le quotidien rappelle que les accords garantissent le droit

de grève, qui « doit être l'arme ultime des ouvriers, mais ne peut être une arme utilisée à l'arbitraire ».

De son côté, le KOR (comité d'autodéfense sociale), dont l'un des dirigeants, M. Jacek Kurus, a été pris à partie par la presse, a publié, lundi, une déclaration datée du 11 septembre pour affirmer que « le KOR a été et est une organisation sociale, mais non un parti politique ». Il proclame son intention de « continuer, aussi longtemps que cela sera possible, à mener une action destinée à protéger les militants des nouveaux syndicats d'une éventuelle répression ». Pour le KOR, les changements de personnes ne peuvent garantir le respect des accords conclus avec les grévistes. « Seule la solidarité de la communauté dans la mise en œuvre de ces accords peut garantir la continuité de la paix sociale », affirme le KOR.

La télévision a signalé, lundi, que des accords avaient mis fin aux mouvements de grève défilants dans une usine de montage automobile de Kielce et dans une mine de lignite de Konin. Mais, à Kielce, deux autres entreprises sont en grève : une papeterie employant 1.500 personnes et les services de transports du secteur commercial de la ville.

On apprendrait aussi que la police avait libéré, après une garde à vue de quarante-huit heures, M. Andrzej Czum, un militant des syndicats libres. D'autre part, deux mille exemplaires d'une publication non officielle, *Opieta*, ont été saisis. Enfin, selon les dissidents, Mme Rosalia Anna Bendych, détenue depuis le 15 août à Katowice, a été prise en grève de la faim depuis le 17 septembre. Selon le *SEPCIO* (mouvement pour la défense des

droits de l'homme), Mme Bendych, une dissidente d'une cinquantaine d'années, avait été appréhendée pour conduite en état d'ivresse, puis accusée d'avoir tenté de soulever le fonctionnaire de la milice qui l'avait interpellée. Or, la prise de sang faite lors de l'arrestation avait été négative.

La messe dominicale sera radio-diffusée, précise l'agence PAP, entre 18 heures et 19 heures « pour permettre aux malades et à ceux qui sont de service le matin de l'entendre ». Quelques détails restent encore à régler au point. Pour sa part, le cardinal Wyszyński, primate de Pologne, a déclaré au cours d'une conférence de presse que ses entretiens avec le cardinal Josef Höffner, archevêque de Cologne, ont permis de dégager « de nombreux points de vue communs », sur « la souveraineté nationale, la liberté de l'Église, la coexistence pacifique et la coopération multiforme entre les nations polonaise et ouest-allemandes ».

Le cardinal Wyszyński a estimé que la visite en Pologne de la délégation de l'épiscopat allemand représentait une « importance spéciale », car il s'agissait d'une rencontre entre des évêques de deux nations « qui avaient été hostiles l'une à l'autre dans le passé à cause des erreurs accumulées, et qui entrent sur la voie de la coexistence dans un esprit de paix, de réconciliation et de pardon chrétien ».

### Les statuts des nouveaux syndicats

Enfin, à Gdansk, le comité fondateur des syndicats indépendants de la Baltique a rendu publique une charte de huit pages contenant les statuts de la nouvelle organisation. Ce projet sera présenté dans les entreprises d'ici à vendredi. Il sera alors mis aux voix au cours d'une assemblée. Le comité fondateur. Ce n'est donc qu'au début de la semaine prochaine que les syndicats de la Baltique déposeront leur demande d'enregistrement légal.

Si le syndicat de Katowice entend déposer sa demande dès ce mardi 16 septembre, d'autres, tel celui de Masovie (Varsovie et Lodz), attendent les décisions qui seront prises par le conseil d'État à Gdansk. Les délégués de tous les syndicats indépendants et des représentants d'entreprises où il n'y en a pas encore contrebalanceront au cours d'une réunion ouverte à leurs expériences et leurs souhaits fort partagés sur l'opportunité de la création éventuelle d'une fédération regroupant tous les syndicats indépendants.

## Hongrie

### UN CONCERT QUI FAIT PEUR...

Un « Fonds de soutien aux paysans », destiné à apporter une aide matérielle et morale aux couches de la société qui échouent à la sollicitude sociale des autorités, a été créé récemment à Budapest en tant qu'association indépendante.

Pour recueillir l'argent nécessaire à son activité, l'association avait organisé un concert qui devait avoir lieu le 11 septembre dans la salle des fêtes d'un institut de recherches industrielles. Plusieurs artistes de renom, dont le pianiste Zoltan Kocsis, avaient promis leur concours bénévole.

Curieusement, toutes les invitations envoyées par la poste ne parvinrent pas à leurs destinataires ou arrivèrent en retard, néanmoins, plusieurs centaines de personnes, prévenues de bouche à oreille, vinrent pour assister au concert. Elles trouvèrent porte close : la direction de l'institut avait prévenu la veille qu'elle ne pouvait plus mettre sa salle à la disposition des organisateurs à la date et à l'heure convenues. L'association avait donc été déçue.

Est-ce parce qu'on craignait que trop de personnes s'agglomèrent que la salle fut fermée ? N'est-ce pas aussi étonnant qu'on le dit que le concert n'a pu avoir lieu ?

A.M.B.

LE MONDE  
est chaque jour à la disposition de  
ses lecteurs des rubriques d'annonces  
immédiates.  
Vous y trouverez peut-être  
LA MAISON  
que vous recherchez

préparations d'états ou nouvelles et par correspondance  
**SCIENCES-PO**  
2 centres : bd saint-jermain (près St. Po) et wailly  
**CEPES** 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94-745.09.19  
enseignement supérieur privé

مكتبة الأمل



## ASIE

### Chine

# Un Dieu qui redevient homme

(Suite de la première page.)

Il continuait : « Je ne comprends pas encore suffisamment bien les œuvres de Mao Zedong et à partir d'aujourd'hui je vais mieux les étudier (2). » D'où sans doute les « instructions très importantes » qu'il adressait au parti, et que le *Guangming Ribao* du 4 octobre 1980 résumait ainsi sans rire : « Ces instructions du camarade Lin Biao sur l'étude et l'application des œuvres du président Mao Zedong recommandent d'étudier la pensée de Mao Zedong selon la méthode de la pensée de Mao Zedong. C'est la meilleure méthode pour étudier la pensée de Mao Zedong. »

C'est inépuisable, mais, il n'y a pas que des Chinois à avoir contribué. Et pas seulement du côté occidental, des esprits généreux, trop facilement portés à croire que la flamme du socialisme pur et dur, mise sous le boisseau au Kremlin, brillait à Pékin d'un éclat mille fois plus vif. Malraux, Pymouille, Nixon, Kissinger, entre autres, ont été fascinés par Mao, comme Churchill, de Gaulle, Roosevelt, et combien d'autres avant eux, l'avaient été par Staline, lui aussi objet, de son vivant, d'un culte qu'il avait contribué à organiser. N'avait-il pas ajouté de sa main à sa biographie officielle le passage suivant : « Quoi qu'il assumât ses fonctions de chef de parti et de peuple avec une habileté consommée et tout de l'appui sans réserve du peuple soviétique tout entier, Staline ignore toute vanité, préférence ou glorification personnelle (3). »

### La démolition pas à pas

Trotsky avait averti Staline, en citant l'exemple de Néron, qu'un jour ses statues seraient renversées. La démolition du maître du moment suppose en effet une telle humiliation chez ceux qui y contribuent, qu'à défaut de pouvoir la lui faire payer de son vivant, ils se vengent tôt ou tard sur son cadavre. Khrouchtchev a sorti celui de Staline de son mausolée et est allé jusqu'à débaptiser, pour asservir la nation, la ville dont le nom était devenu pour la terre entière le symbole même de la résistance au nazisme.

Dans le cas de la Chine, le professeur d'appel Deng Xiaoping, Secrétaire général du parti au début de la révolution culturelle, n'était permis de dire tout haut ce que beaucoup d'autres sans doute pensaient : « Les vieux ne se collent pas : il ne faut pas occuper les sièges quand on est considéré il faut descendre du trône. » Ce propos sacrilège, joint à son allergie avérée à toutes les formes d'idéologie, lui avait valu de se retrouver sept années durant en exil. Aujourd'hui, à soixante-seize ans, il est le vrai maître de la Chine : les remaniements qui viennent d'intervenir à Pékin consacrent sa victoire.

À la différence de Khrouchtchev, finalement victime de son impétuosité, il a procédé pas à pas. Il a laissé s'installer à la tête de l'État et du parti, après la mort de Mao, le chef de la police, Hua Guofeng, « homme sans grande autorité et peu connu », aux dires de l'Albanais Enver Hoxha (4). Moyennant quoi, le premier soin de Hua a été de mettre hors d'état de nuire la « bande des quatre », responsable entre autres de l'éviction de Deng. Lorsque celui-ci, poussé par Zhou Enlai, qui voyait en lui son dauphin, était revenu en grâce dans les dernières années du règne du Grand Timonier, Hoxha s'opposait le procès de laide laide, belle occasion pour le vainqueur d'aujourd'hui de savourer sa revanche.

La démolition a commencé presque aussitôt. Non pas ouvertement, mais sous l'invocation de Mao, comme pour justifier ceux qui, lors de la révolution culturelle, accusaient ses adversaires de « combattre le drapeau rouge au nom du drapeau rouge ». Comme une bonne religion aide à gouverner le peuple, on pouvait même penser que le culte de Mao continuerait longtemps, comme celui de Lénine en U.R.S.S. Deng, visiblement, ne l'entend pas de cette oreille. Mais les propos qu'il vient de tenir à Oriana Fallaci, dans une passionnante interview au *Corriere della Sera* reproduite par le *Nouvel Observateur* du 13 septembre, le montrent tout à fait décidé à dominer sa victoire. « Au prochain congrès, lui a-t-il dit, nous jugerons sur un plan objectif, les mérites et les erreurs qui ont caractérisé la vie du président Mao. Nous affirmerons ses mérites parce qu'ils sont d'une importance primordiale. Nous

reconnaitrons ses erreurs, mais elles sont secondaires. En rendant publiques les erreurs du président Mao à la fin de sa vie, nous adopterons une attitude réaliste. Mais cela ne fait aucun doute, nous continuerons à suivre la pensée maoïste. C'est-à-dire tout ce qui constitue la partie juste de sa vie. » Sous entendu : la partie antérieure à la révolution culturelle.

Plutôt que des injures par lui-même subies, Deng s'occupe de celles qui ont été faites aux autres. Le président de la Cour suprême a révélé que, sur deux cent cinquante mille personnes condamnées pour crimes contre-révolutionnaires pendant la révolution culturelle, cent cinquante mille l'avaient été sur la base de fausses accusations ou d'erreurs judiciaires. Leur réhabilitation aura coûté 686 millions de dollars, pour la seule année 1979, à l'État chinois.

### De Zhou à Zhao

Ce n'est pas Deng qui songerait à rétablir en sa faveur le moindre soupçon de culte de la personnalité. Il n'a même pas pris la parole devant l'Assemblée nationale au cours de la session qui vient de s'achever. Il a abandonné toutes ses responsabilités gouvernementales. Mais sans doute était-ce essentiellement pour permettre à Hua d'en faire autant en invoquant la nécessité de séparer les responsabilités au parti et dans l'État. L'argument de l'âge pouvait difficilement être invoqué en effet dans son cas, puisque son successeur à la tête du gouvernement, Zhao Ziyang, a deux ans de plus que lui.

« Homme de la classe de Zhou Enlai », à en croire le *Times*, Zhao est un fils de paysans riches, qui a fait merveille, paraît-il, comme gouverneur du Sichuan, la province la plus peuplée de Chine, ce qui n'est pas peu dire. Il fut l'une des principales victimes de la révolution culturelle. Sa renommée à la surface s'est faite dans le sillage de Deng, et il en est de notoriété publique l'homme lige, même s'il lui est arrivé de hurler avec les loups contre lui. Quant à Hua, il ne peut ignorer qu'en se contentant de la présidence du parti, alors que les créatures de Deng peuplent les organismes dirigeants, il a toutes chances de se trouver relégué sur le flanc de la voie de garage où Lin Biao se laissa aller. Le « Khrouchtchev chinois » — et son principal lieutenant — Deng — avaient réussi à installer Mao. Lorsqu'il s'en fut rendu compte, le Grand Timonier n'eut d'autre ressource, pour s'en dégarer, que de déclencher la révolution culturelle, autrement dit de lancer les jeunes à l'assaut des gens en place. On imagine difficilement Hua renouveler cette opération, dont tout un chacun admet maintenant qu'elle a plongé la Chine, pour reprendre l'expression officielle, dans le « chaos ».

C'est précisément à effacer autant que faire se peut les conséquences de ce chaos qu'entendent se consacrer les hommes de Deng maintenant au pouvoir. La diminution de 8 milliards de francs des crédits militaires au moment même où le nouveau chef du gouvernement affirme que les dangers de guerre se sont accrus, l'acceptation d'une impasse budgétaire importante, d'un taux d'inflation de 6 à 8 % et d'un endettement vis-à-vis de l'étranger qui dépasse 3 milliards de dollars, la réduction de 12,9 % en 1979 à 5 % en 1981 des objectifs de croissance fixés pour le plan, tout cela met en évidence les « problèmes formidables » auxquels se heurte la Chine, et que Danielle Hunebelle énumère de façon frappante dans le dernier numéro de sa *Lettre internationale* (5). Ne retenons qu'un des exemples qu'elle donne : « Chaque année, avec l'arrivée de dix-sept millions de bouches à nourrir en plus, Pékin doit importer 5,5 millions de tonnes de céréales supplémentaires. » (5)

On comprend que, dans son dernier discours en tant que chef du gouvernement, Hua ait insisté sur la nécessité de limiter la population chinoise à un milliard deux cent millions d'habitants en l'an 2050 et ait recommandé à ses compatriotes de n'avoir qu'un enfant par ménage avec la même énergie que met M. Debré à demander aux siens d'en avoir trois. On comprend aussi que tous les moyens soient bons pour relancer la production agricole, y compris le retour aux formes d'exploitation familiale que l'expérience des communes populaires tendait précisément à faire disparaître. Il est vrai qu'un même

moment on voit les dirigeants chinois parler quasi ouvertement de faciliter la renaissance des « koniaks », ces paysans riches dont l'élimination a constitué le premier acte de la terreur stalinienne.

On a mille fois cité l'objectif de Deng : « les quatre modernisations » et sa devise : « Peu importe la couleur du chat, pourvu qu'il attrape la souris. » Sa visite au Japon l'a montré fasciné par les réussites de l'industrie nipponne. Son propre fils étudie actuellement aux États-Unis. Les jeunes technocrates, ses disciples, issus de l'académie des sciences sociales ne croient comme lui qu'à l'efficacité. C'est en son nom qu'ils ont rendu aux intellectuels une certaine liberté d'expression, mis fin à l'abrutissement culturel, et introduit à tous les échelons les possibilités de critique indispensables pour contrôler et stimuler les responsables. Il ne s'ensuit pas qu'ils se sentent les moins du monde attirés par la démocratie à l'occidentale, où ils ne voient que prétexte à pagaille. A preuve leur décision de restreindre par la voie constitutionnelle certaines libertés et notamment celle d'attribuer les fameux *dashao*.

Le dessein est donc clair, et la voie tracée. Mais sans doute aurait-on tort de trop se fixer sur l'instant. La démolition bien tempérée à laquelle on assiste en ce moment est un moment de l'histoire de la Chine, une étape de la lutte incessante qui n'a cessé de diviser son parti communiste depuis la fondation de celui-ci en 1921. L'armée, qui détient le système des mandats à l'Assemblée nationale, demeure l'arbitre discret de toutes les grandes décisions. On a vu, à l'époque de Lin Biao, qu'elle pouvait être tentée de demander davantage : le pouvoir pour elle-même. Et elle ne doit apprécier qu'à moitié aujourd'hui la diminution de ses crédits.

### « J'ai ressuscité trois fois »

L'ouverture des portes aux Chinois d'outre-mer, le lent dégel avec Taiwan, la coopération de plus en plus étroite avec les Occidentaux, exposent l'intelligentsia et la population des villes à la contagion d'idées sur antipodes de l'existence prédictive du marxisme : la semaine dernière encore des éditeurs de journaux clandestins ont été arrêtés à Shanghai. Et rien ne dit que, de même qu'en U.R.S.S. une certaine restauration a succédé à la désintégration, on ne verra pas la Chine, un beau jour, se transformer à nouveau vers le socialisme, enjolivé à son tour, du Grand Timonier. L'homme des réhabilitations suit souvent celle des anathèmes et c'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles Deng, malgré tout ce qu'il a subi — « je suis mort trois fois et j'ai trois fois ressuscité », a-t-il dit à Oriana Fallaci — se garde bien de pousser la démolition jusqu'à ses ultimes conséquences. Mao n'est plus un dieu mais il reste un homme, un homme, dit Deng dans la même interview, qui nous a menés à la victoire et qui a fondé un pays » et auquel il n'est donc pas question de « faire ce que Khrouchtchev a fait à Staline ».

Les deux cas, au demeurant, ne sont pas comparables. Chez Staline, les aspects pathologiques, pervers, criminels l'avaient indiscutablement emporté, et c'est par dizaines de millions que l'on compte les victimes de sa folie. Personne n'est aujourd'hui en mesure de dire avec exactitude combien a fait celle de Mao, mais les chiffres ne sont certainement pas comparables. Marxiste ou pas, c'est lui qui a réalisé l'ambition de Sun Yat-sen : arracher la Chine au sommeil satisfait qui la conduisait à l'abîme. S'il est responsable de la révolution culturelle, c'est lui aussi qui a décidé d'y mettre fin, en s'appuyant sur le sage Zhou Enlai plutôt que d'écouter les flatteurs qui, avec Lin Biao, cherchaient à l'entraîner sur la pente d'un inapplicable gauchisme. Quelque exécrable qu'il pu être, de son vivant, le culte de la personnalité de Mao, Deng a sans doute raison de se déclarer hostile, aujourd'hui, à la destruction de l'énorme mausolée qui cherche à perpétuer sa mémoire.

ANDRÉ FONTAINE.

(2) Discours à la réunion élargie du Bureau politique du 18 mai 1980.  
(3) Cité par Khrouchtchev dans son rapport secret au vingtième congrès sur les crimes de Staline.  
(4) Enver Hoxha, *Reflexions sur la Chine*, Tirana, 1972, II, 30.  
(5) *Lettre internationale* de Danielle Hunebelle, 6 rue Saint-Vincent, 75001 Paris, n° 94, 1<sup>er</sup> septembre 1980.

**SCIENCES PO.**  
**Préparations**  
Documentation sur demande  
Octobre à Juin  
• Plein Temps  
• Parallele  
**PEC** Enseignement supérieur privé  
46, bd Saint-Michel, Paris 6<sup>e</sup>  
Téléphone : 633.81.23/22.03.71/754.85.87

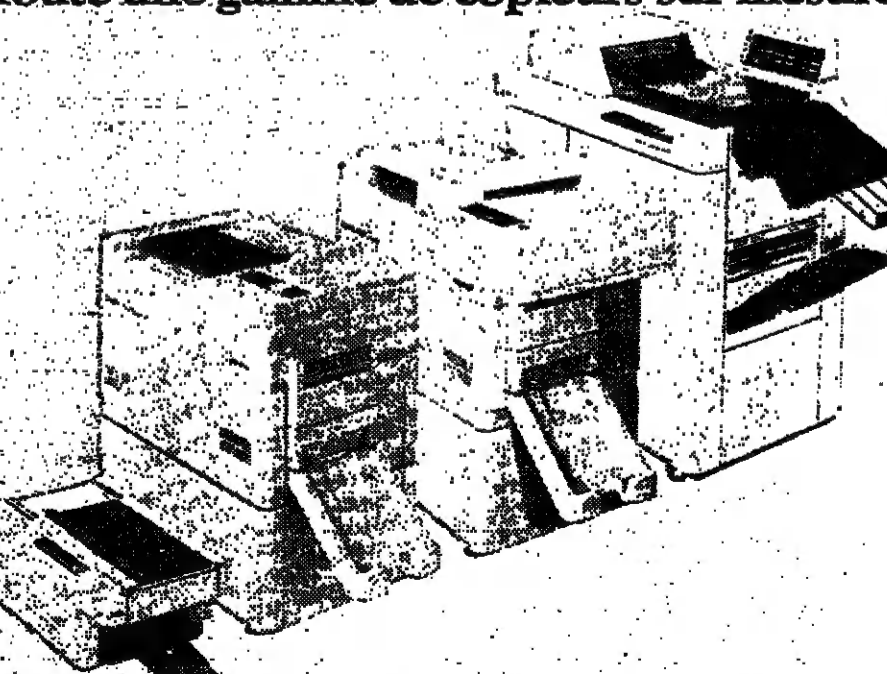
*Listes de*  
**Marriage**  
260.39.30 - poste 233  
**AUX TROIS QUARTIERS**

**1980 RÉUSSISSEZ VOTRE ENTRÉE** / **1983 ENTREZ DANS LA RÉUSSITE**  
Entrer à l'E.D.C., c'est déjà entrer dans les affaires. Depuis 30 ans, l'E.D.C. forme en 3 ans d'études pratiques et concrètes, de véritables experts de marketing, commerce international, informatique, P.M.E. et gestion financière. L'E.D.C. vous offre la possibilité d'obtenir parallèlement un D.E.C.S. et de préparer un M.B.A., aux U.S.A., en un an seulement.  
Pour s'inscrire au concours d'entrée, téléphoner au 747.06.40.  
**ÉCOLE DES CADRES**  
du Commerce et des Affaires Économiques  
Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État  
92, avenue Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY  
Tél. : 747.06.40. +

**Chez Agfa-Gevaert, on ne vous vendra jamais un copieur qui ne répond pas à vos besoins.**  
  
Si vous êtes architecte ou avocat, si vous faites 2.000 ou 20.000 copies par mois, vous n'aurez pas les mêmes problèmes de reprographie. Dans la gamme Agfa-Gevaert, chaque appareil est là pour répondre à un besoin précis.

**L'ORDINATEUR, C'EST PAS POUR LES ENFANTS ! FAUT LIRE LE GUIDE 1980**  
de l'ORDINATEUR INDIVIDUEL  
chez les marchands de journaux

**PARIS LONDRES 157<sup>F</sup>**  
(138 F pour les jeunes, les étudiants et le 5<sup>e</sup> âge)  
Un prix super économique. Paris-Calais en car. Calais-Ramsgate sur coussin d'air. Ramsgate-Londres en car. Jusqu'à 5 départs par jour.  
**HOVERLLOYD 278.75.05**  
24 rue de Saint-Quentin - 75010 Paris.

**Agfa-Gevaert. Toute une gamme de copieurs sur mesure.**  
  
Notre main-copieur X 12 s'adresse aux petites entreprises ou à celles qui veulent décentraliser leur poste de reprographie. Le X 21 aux entreprises moyennes, le X 22 aux utilisateurs qui ont des documents hors formats à classer, et le X 31 à ceux qui reproduisent des grands formats.  
**AGFA-GEVAERT**  
Agfa-Gevaert, 8, rue Ampère - 78390 Bois-d'Arcy. Tél. : 043.28.60.



# DIPLOMATIE

AU COURS DE SA VISITE OFFICIELLE EN FRANCE

## Le principal danger qui menace le Pacifique sud provient de l'U.R.S.S.

nous déclare le premier ministre des îles Fidji

Ratu Sir Kamisese Mara, premier ministre des îles Fidji, a terminé samedi 13 septembre une visite officielle de deux jours en France (le Monde du 12 septembre), au cours de laquelle il a été reçu par M. Giscard d'Estaing. Avant son départ, il nous a déclaré que les relations franco-fidjiennes « s'étaient améliorées », bien que « les pays du Pacifique soient toujours en proie à des expériences nouvelles françaises dans la région. Nous avons demandé à l'annulation leur suspension mais la France a refusé, nous disant qu'elles ne représentaient aucun danger. Mais je ne pense pas que les pays du Pacifique changent leur manière de voir ».

Ratu Mara a entendu avec satisfaction M. Giscard d'Estaing lui rappeler la position de la France selon laquelle, si la majorité de la population locale le souhaitait, les territoires français du Pacifique pourraient accéder à l'indépendance. En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, le chef de l'Etat français lui a dit que de telles conditions n'existaient pas actuellement. Pour le premier ministre fidjien, « il existe chez tous les peuples du Pacifique une aspiration à l'indépendance qui a commencé à nous montrer que quelques-uns ne peuvent déterminer leur propre destin. Mais la vague d'indépendance qui a déferlé au cours des dernières années a commencé à nous montrer que quelques-uns ne peuvent déterminer leur propre destin. Mais la vague d'indépendance qui a déferlé au cours des dernières années a commencé à nous montrer que quelques-uns ne peuvent déterminer leur propre destin ».

Le premier ministre fidjien est par ailleurs désireux d'éviter que la rivalité entre les « super-puissances » ne s'étende au Pacifique sud et ne « divise » les pays de la région. C'est pourquoi celui-ci a déclaré vouloir se tenir en « commun », ce qui les préserverait de la domination de puissances extérieures. Le danger principal est, selon lui, avant tout soviétique : « L'U.R.S.S. n'a pas encore réussi à conclure des accords avec les pays de la région ; elle a essayé avec l'Angola, le Mozambique, le Zimbabwe, mais elle n'a rien obtenu. Fidji a refusé d'autoriser l'ouverture d'une ambassade soviétique. La présence soviétique, m'ont dit des collègues africains, a toujours été une source de tentatives de sabotage contre le gouvernement en place (...). Il n'est pas de même avec la Chine ».

Enfin, Ratu Mara, qui a été fort actif au sein de la conférence de Lomé II, a déclaré que les pays du Pacifique ont des besoins communs, car les pays développés y ont des obligations envers les pays en voie de développement et ont mis en place les moyens de transfert des ressources. Il souhaite une « plus grande égalité » dans ces relations.

PATRICE DE BEER.

## Les problèmes du Cambodge et de l'Afghanistan vont dominer les travaux de la trente-cinquième Assemblée générale des Nations unies

Alors que l'Assemblée générale de l'ONU, réunie en session extraordinaire, a commencé lundi 15 septembre, ses travaux sans être parvenus à un résultat, la même assemblée générale ouvre ce mardi à New-York sa trente-cinquième session ordinaire, chargée de discuter, d'ici à Noël, un ordre du jour comprenant quelque cent vingt sujets. A propos d'un des premiers points de cet ordre du jour, la représentation du Cambodge,

M. Muskie, secrétaire d'Etat américain, a confirmé lundi, au cours d'une conférence de presse, que les Etats-Unis soutiendront le maintien à l'ONU du régime Pol Pot. Cette attitude, qui coïncide avec la position des pays de l'ASEAN, n'implique en aucune façon la reconnaissance du gouvernement d'extrême gauche des Khmers rouges, dont les Etats-Unis ne soutiendront jamais la réinstallation à Phnom-Penh, a précisé M. Muskie, mais elle vise à

ne pas légitimer le régime actuel pro-vietnamien, « installé par l'agression ».

A la veille de la session, Amnesty International, qui vient de reconduire M. José Zalaquett (Chili) à la tête de son comité exécutif, a invité l'ONU à condamner la peine capitale comme une violation des droits fondamentaux de l'homme et à adopter une convention contre la torture.

F.B.I. qui mène l'enquête, redoute que l'organisation, dont le quartier général serait situé dans le New-Jersey, n'ait recruté de nombreux membres parmi les Chinois arrivés lors de l'exode de mai dernier. Le chef de la mission cubaine, M. Raúl Roa-Roa, a déclaré que les assassinats de M. García Rodríguez avaient été opérés sous la protection de la C.I.A. Le F.B.I. de son côté, a démenti les rumeurs selon lesquelles la victime aurait été tuée à la suite d'un trafic de drogue.

La présidence de la trente-cinquième Assemblée va être assurée par le chef de la mission diplomatique de la République fédérale d'Allemagne, M. Rudiger von Weizsäcker, qui succède à M. Salim Ahmed Salim (Soudan). L'élection de M. von Weizsäcker a été assurée par le retrait de son seul concurrent, le chef de la mission espagnole, M. Jaime de Pineda. C'est la première fois que l'Assemblée générale de l'ONU sera présidée par un Allemand, la R.F.A. n'étant membre à part entière de l'Organisation internationale que depuis sept ans.

NICOLE BERNHEIM.

[Après cinquante-deux ans, M. von Weizsäcker est né à Berlin. Il a été professeur à l'université de Königsberg et a travaillé pendant la guerre dans l'Armée allemande. Il a été fait prisonnier en 1945 par les Américains. Il profite de son séjour aux Etats-Unis pour étudier la politique internationale à l'école de journalisme de l'université de Minnesota.]

### Un président allemand

L'Assemblée du 11 septembre, à New-York, de M. Félix García Rodríguez, membre de la mission cubaine, a provoqué une certaine émotion. M. García Rodríguez n'occupait qu'un poste très modeste à la mission, mais il jouissait du statut diplomatique. Son mandat a été renouvelé par l'Assemblée, qui a pris à son compte dans le passé une vingtaine d'attentats à la bombe et deux assassinats. Le

### La fin de la session extraordinaire sur le dialogue Nord-Sud

#### Les ponts ne sont pas rompus

L'Assemblée générale des Nations unies a clôturé, lundi soir 15 septembre, sa session extraordinaire sur le dialogue Nord-Sud en adoptant le texte sur la stratégie internationale pour la troisième décennie du développement. Cependant, l'Assemblée n'a pu que constater l'échec des conversations sur la procédure à suivre pour les négociations globales en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Elle a décidé de transmettre cette question à la session ordinaire de l'Assemblée qui s'ouvre ce mardi 16 septembre.

L'Assemblée générale a adopté, sans vote, une résolution concernant la situation critique des pays les moins avancés, et une autre contenant les suggestions du secrétaire général destinées à améliorer cette situation.

#### De notre envoyé spécial

New-York. — La onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies s'est achevée le 15 septembre, à New-York, sur un bilan mitigé. Elle a tout de même permis d'élaborer une stratégie de développement pour la décennie, qui sera adoptée formellement dans les prochains mois. Les discussions sur la coopération économique internationale sont d'ailleurs arrivées très près du but, mais ont dû être ajournées à plus tard en raison du « manque de flexibilité » des Etats-Unis, de la R.F.A. et de la Grande-Bretagne. Les efforts pour instaurer un nouvel ordre économique international marquent ainsi une nouvelle fois la paix. Les ponts ne sont pas rompus et le dialogue, même s'il est souvent de sourde, va se poursuivre.

Les pays industriels à économie de marché sont, en principe, d'accord pour participer à des négociations globales et universelles qui permettraient d'ouvrir le dossier de l'énergie avec les pays en développement au sein des Nations unies, forum de prédilection du tiers-monde. Mais, outre que ce cadre ne leur paraît pas idéal, ils craignent, à des degrés divers, des réactions des Etats qui se passerait au stade pratique. La plupart, et notamment les plus puissants, tentent de sauvegarder l'autonomie de négociation — autrement dit le pouvoir économique, financier et monétaire — des institutions spécialisées qu'ils contrôlent, comme le F.M.I., la Banque mondiale ou le GATT. Les conversations de New-York ont tourné autour de cette question — et échoué — donnant un avant-goût de ce qui pourrait être une véritable négociation multilatérale qui, selon le tiers-monde, devrait avoir pour finalité une profonde réforme des relations économiques Nord-Sud.

GÉRARD VIRATELLE.

ERRATUM. — Une coquille typographique nous a fait écrire dans le Monde daté du 16 septembre en page 43 (article de Gérard Viratelle sur la session extraordinaire de l'ONU) : « Le document invite les pays développés à augmenter rapidement et substantiellement le volume de leur aide publique au développement en vue d'atteindre et si possible de dépasser l'objectif international convenu de 7 % du P.N.B. d'ici à 1985 ». C'est évidemment 0,7 % qu'il fallait lire.

### M. JACQUES LECLERC EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU RWANDA...

Le Journal officiel, daté des lundi et mardi 15 et 16 septembre, annonce la nomination de M. Jacques Leclerc comme ambassadeur de France au Rwanda. Le placement de M. Paul-Henry Manière.

[Né en 1928, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Jacques Leclerc a été en poste à l'administration centrale (Europe, Afrique du Nord), à Phnom-Penh (1966-1969) et à Abidjan (1970-1973), comme chef de la mission d'aide et de coopération, ainsi qu'au cabinet de M. Billancourt, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale (1971-1972), puis secrétaire d'Etat aux affaires étrangères chargé de la coopération (1977). Il était depuis 1978 conseiller directeur aux affaires économiques et financières.]

### ...ET M. PIERRE ANDRÉ DUMONT A PANAMA

Le même Journal officiel des 15 et 16 septembre annonce la nomination de M. Pierre-André Dumont comme ambassadeur de France à Panama, en remplacement de M. Louis Leleux de Longchamps.

[Né en 1918, ancien élève de l'Ecole des sciences politiques, M. Pierre-André Dumont est entré aux affaires étrangères en 1946. Il a été en poste à l'administration centrale (Europe, Afrique du Nord), à Phnom-Penh (1966-1969) et à Abidjan (1970-1973), comme chef de la mission d'aide et de coopération, ainsi qu'au cabinet de M. Billancourt, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale (1971-1972), puis secrétaire d'Etat aux affaires étrangères chargé de la coopération (1977). Il était depuis 1978 conseiller directeur aux affaires économiques et financières.]

5 L'INFORMATIQUE, C'EST UNE FAUX Lisez le GUIDE 1980 de l'ordinateur individuel chez les marchands de journaux

**Pour les PME et PMI qui ont choisi l'expansion: ordinateurs Philips P330/P430**

Les ordinateurs P330 et P430 conviennent à toute entreprise, quelle qu'en soit la taille. Car ils sont modulaires. De plus, ils vous font bénéficier d'une technologie avancée, résultat d'un effort permanent de recherche. Philips, l'un des grands fabricants mondiaux de composants électroniques, conçoit, réalise, installe et entretient ses ordinateurs P330 et P430. Cela compte dans la réussite et la stabilité d'une installation! Auxiliaires discrets, efficaces, rapides, les P330 et P430 sont également peu coûteux et ne constituent pas, pour l'entreprise, une surcharge financière. Enfin, grâce à des normes ergonomiques très étudiées, ils sont aisément manipulés par vos collaborateurs, dont le travail est ainsi facilité. Et valorisé. Mais il y a mieux.

**... avec leurs produits programmes spécialisés.** Bien sûr, les ordinateurs Philips P330 et P430 couvrent tous les besoins classiques des PME et PMI — gestion comptable, facturation et ses dérivés, paie du personnel. Mais, grâce à leurs programmes spécialisés par secteur d'activité, ils vous permettent d'aller beaucoup plus loin. Par exemple, dans les domaines de la gestion de production ou de la gestion financière. Programmés à l'avance, ils sont immédiatement opérationnels. D'autant que leurs utilisateurs bénéficient, avant l'installation, et lors de la mise en route, d'une formation complète assurée par Philips. Important. La rapidité d'intervention est assurée par nos 39 agences, concessionnaires et centres de maintenance régionaux qui vous fournissent, partout en France, un service après-vente attentif et compétent.

**PHILIPS**

S.A. Philips I.C. Division Data Systems - 5, square Max-Hymans - 75015 Paris - TEL. 734.77.59.

### BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

à envoyer à S.A. Philips I.C. Division Data Systems - 5, square Max-Hymans - 75015 Paris - TEL. 734.77.59

Sans engagement de ma part, veuillez :

☐ m'envoyer votre documentation sur les ordinateurs P330/P430 et éventuellement sur celui qui couvre mon secteur d'activité.

☐ demander à l'un de vos collaborateurs de me téléphoner pour prendre rendez-vous.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

مكتبة الأمل



## AMÉRIQUES

POINT DE VUE

## Le Canada entre deux épreuves

## II. — Peuples ou nations ?

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

Trois mois après le référendum québécois, ni les anglophones ni les fédéralistes ne considèrent avoir gagné la partie. Beaucoup estiment que le « non » du 20 mai n'est qu'un sursis pour les uns et une partie remise pour les autres. L'histoire aura à juger si la politique de M. Trudeau, non contente de poursuivre l'ancienne politique coloniale consistant à intégrer et à assimiler les francophones dans le reste du Canada, ne conduit pas le Canada lui-même à sa perte à force d'avoir fait s'additionner les conflits sans en résoudre aucun (« Le Monde » du 18 septembre).

Le 24 mai dernier, dans le *Devoir*, l'éditorialiste qui est sans doute actuellement le plus remarquable et le plus réfléchi de la presse québécoise, le philosophe Jacques Dufresne, écrivait, après avoir dénoncé la mesquinerie dont M. Claude Ryan fit preuve au soir du référendum : « M. Trudeau a bien commencé son travail. Quelques-uns n'auront pas voulu croire en sa sincérité. Personne ne saurait contester qu'il a été grand, mardi soir. Il lui reste à être conséquent (...). M. Trudeau s'est engagé à faire d'autres concessions, moyennant celles-ci. En donnant au Québec la nourriture substantielle qu'il attend, comment pourra-t-il, avec l'Alberta et l'Ontario, empêcher que l'Etat central ne glisse, pas à pas, vers un rôle voisin de celui que lui réservait le projet péquiste de souveraineté-association ? Or il a aussi promis un Canada fort. »

Un homme comme Jacques Dufresne, à la fois disciple de Simone Weil, ami de Gustave Thibon et de Philippe Ariès, ancien directeur de la très remarquable revue *Critères*, où il n'a cessé de développer une pensée sociologique moderne alliant à merveille le pragmatisme nord-américain à l'intelligence française du monde, un tel homme, jeune encore, indépendant, ou, ce qui est mieux, tout à fait libre dans ses jugements et dans son expression, est un témoin vivant de ce que le Québec peut apporter sur un continent encore voué aux phantasmes du profit, aux illusions de la liberté à sens unique et à une conception tristement unidimensionnelle de l'homme. Il témoigne aussi de ce que l'aventure commencée voici une vingtaine d'années au Québec avec la Révolution tranquille n'a aucune raison de s'achever dans l'impasse actuelle.

Jacques Dufresne habite une ferme des cantons de l'Est, d'où il dirigeait sa revue (dont il a cédé la direction pour se consacrer à d'autres travaux) et où il écrit. Durant les mois qui ont précédé le référendum, il a organisé, dans un bistrot bienôt célèbre tenu par dame Jacqueline, haute en couleur et bien en gaulle, ce qui s'est très vite appelé l'Université référendaire. Là tout le monde est venu, s'est exprimé : le succès a été tel que les réunions continuèrent et que Dufresne y prolonge l'élan suscité par une réflexion permanente sur les problèmes du jour et l'avenir du Québec post-référendaire.

Naturellement, comme la plupart des gens qui ont voté oui, Jacques Dufresne est un fédéraliste et un libéral dégoûté, converti à l'idée de la souveraineté. Être souverain, au Québec, c'est pouvoir respirer sans qu'on vous facture l'air, rien de plus. Et dans ce pays où le pouvoir n'est pas encore usurpé par une technocratie déshillante, où il est couronné par des philosophes, des écrivains, des journalistes se lançant soudain dans la politique et y tiennent les premiers rôles (c'est la voie suivie par Trudeau, par Lévesque, par Ryan), il est certain qu'un homme comme Jacques Dufresne, fort sollicité depuis quelques mois, pourrait être à terme l'homme d'une troisième voie entre l'échec du parti québécois et les tentatives de réaction, de toute manière vouées à l'échec également, de Claude Ryan et de son équipe.

Je n'ai pas cité Jacques Dufresne sans raison. Son jugement sur Trudeau au lendemain du référendum est significatif de l'attitude sans cesse mêlée d'espérance et de déception des Québécois à son égard. Mais il écrit aussi : « Blotti contre ses interminables chemins de fer, le Canada est une île du dix-neuvième siècle qui perd son sens à mesure que s'accroît le coût économique et écologique de l'énergie (1). »

Les liens économiques mêmes se font, de plus en plus, en d'autres sens. Une fois par an, les quatre premiers ministres des provinces maritimes du Canada se réunissent avec les quatre gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre : ils ont d'intérêts en commun que le Québec n'en a avec la Colombie-Britannique, géographiquement aussi éloignée que la vieille France. Cela, ce sont les réalités d'aujourd'hui qu'un Pierre Trudeau, attaché à ce Canada du dix-neuvième siècle, est incapable d'admettre. Nationaliste d'un pays sans passé et sans structure, il ne peut pas être, lui, l'homme d'un État fantôme, Pierre Trudeau, comme son ami Gérard Pelletier, est au fond un maurassien qui signe et un jacobin qui se cherche, ce qui n'est pas sans déranger les Anglo-Canadiens qui lui doivent tant et ne peuvent cependant le supporter.

## Le mystère du rapatriement

En tout cas, Pierre Trudeau est non seulement incapable d'être conséquent avec lui-même comme le souhaitait Dufresne au lendemain du référendum, mais il n'est pas davantage conséquent avec les choses — dont la nature lui échappe. À deux jours du vote, il est venu dire, à Montréal, aux Québécois éberlués : « C'est en votant non que vous voterez oui, parce que c'est moi qui vais faire les réformes que vous souhaitez. » Mais il a des réformes une conception toute glacéenne qui consiste seulement à sortir un lapin de son chapeau. De plus, on connaît déjà le lapin : il s'agit en tout et pour tout de « rapatrier » la Constitution canadienne, dont les instruments sont au Parlement de Westminster depuis l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, proposition déjà rejetée par les provinces, du temps où le parti libéral était lui-même au pouvoir à Québec.

Les Anglais sont bien embêtés. M. Nicholas Ridley, ministre d'Etat aux affaires étrangères,

est donc venu accomplir une mission d'information au Canada sur ce que Michel Roy a pu appeler le « mystère du rapatriement ». Il a laissé entendre que le gouvernement britannique y était tout disposé, pour autant que le gouvernement fédéral ait l'accord unanime des provinces qui, selon les Britanniques, seraient la source et non l'émancipation de la souveraineté du pouvoir fédéral. M. Trudeau s'est ensuite rendu à Londres, où il lui fut tenu le même langage. Mais il n'y croit pas et rêve d'un rapatriement unilatéral, d'une sorte de coup de force constitutionnel assorti de son propre référendum qui en appellerait au « peuple du Canada » à l'encontre des pouvoirs provinciaux. C'est une curieuse façon de montrer aux Québécois qu'ils ont bien voté oui en votant non. Ainsi une incohérence avec soi-même est bien doublée d'une incohérence avec les choses, sans parler d'une curieuse conception de la démocratie.

## Les arrière-pensées de M. Trudeau

Pourquoi les provinces, en tête desquelles le Québec, ne veulent-elles pas entendre parler d'un tel rapatriement de la Constitution ? C'est parce qu'elles exigent qu'un référendum d'abord sur le partage des pouvoirs et sur un certain nombre de principes fondamentaux : elles ne veulent pas rapatrier une Constitution « bloquée » qui ne comporte aucune procédure pour sa propre révision. Ce problème laisse, évidemment, dériver les arrière-pensées de M. Trudeau. Il a tenté de les dissimuler au cours de ces trois derniers mois en provoquant une conférence constitutionnelle qui a été des divergences grandissantes et des convergences fragiles. Le gouvernement québécois a fort honnêtement joué le jeu, laissant aux provinces de l'Ouest le soin de faire ressortir que le Canada n'est pas seulement malade du Québec. On sait que l'Alberta en a assez d'être obligé de fournir tout le Canada en pétrole à 16 dollars le baril, quand le prix mondial est à plus

de double. Ceux qui regardent de haut les revendications nationales du Québec, sa quête d'identité, ne risquent plus lorsqu'il s'agit de gros sous. Là, on est dans le sérieux américain, et il n'est pas sûr que les méthodes du gouvernement fédéral aient le même succès que les méthodes de M. Trudeau faisant le poids.

Car Pierre Trudeau, que le général de Gaulle avait éprouvé en marge d'une dépêche diplomatique comme « ennemi de la chose française au Canada », est, en effet, assez cynique, et parfois diabolique. A l'issue d'un débat public avec des journalistes français, ne confiait-il pas à l'un d'eux que, de toute façon, le Canada serait fichtu d'ici vingt ans ? Rempêcher à tout prix le Québec d'exister pour sauver quelque chose qu'on juge de toute façon perdu est un exercice assez diabolique du pouvoir. On sait qu'au lendemain même du référendum, et pour ouvrir la conférence constitutionnelle sur le nouvel avenir du Canada, le premier ministre fédéral proposa un préambule constitutionnel commençant par ces mots : Nous, peuple du Canada...

Ce peuple au singulier suscitait un tollé général au Québec, formulation rassemblant en un jour contre soi ceux qui avaient voté oui et ceux qui avaient voté non, ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas. Le *Devoir* publia en manchette cette admonestation cocasse de Claude Ryan à Pierre Trudeau : « Ne nous jetez pas dans les bras du parti québécois ! » Car il y a, en tout cas, un mythe auquel tiennent tous les Québécois, c'est celui des deux nations fondatrices : la française et l'anglaise. Ce mythe permet de nier en partie l'acte de violence de 1789 et d'oublier que, s'il y a des fondations, ça s'écroule, et il y en a qui se superposent. Mais

ce mythe sera, aujourd'hui, d'autant plus précieux que la souveraineté, qui est seule l'aveu l'aliénation consécutive aux traités de 1763, est reportée à une date ultérieure.

Consentant d'avoir commis une maladresse de plus, M. Trudeau a tenté de se répondre à lui-même en adressant une *Lettre ouverte aux Québécois*, qui fut vendue publique le 15 juillet. Ce document est un modèle du genre confus, où le premier ministre canadien se livre à de subtiles analyses philosophiques et sémantiques sur les significations respectives des mots « peuple », « nation », « ethnicité », son arrière-pensée étant toujours d'accroître ses complicités québécoises comme une simple trêve, au même titre que les Amérindiens. Mais le clou de la démonstration, où il a mis tout le cynisme dont il est capable, consiste à dire aux Québécois : certes, sociologiquement parlant, et linguistiquement parlant, vous constituez bien une espèce de nation, mais comme les Anglais du Canada n'en constituent plus vraiment une, ayant été noyés par les apports extérieurs, on ne saurait donc plus parler de deux peuples réels. Ce qui signifie, en clair : certes, vous existez encore, mais comme les autres n'existent plus, n'insistez pas car votre seule existence fait de vous un facteur de division.

## « L'Ontario ne suit pas »

Une dépêche du 26 août nous apprenait que le « gouvernement d'Ontario » s'est montré prêt à discuter de la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Québécois mais (que) l'Ontario ne suit pas ». (Le gouvernement de l'Ontario se charge toujours de prendre des positions extrêmes qui permettent au pouvoir fédéral de se donner des allures de modérateur.) Fichtu que d'un « droit à l'autodétermination », on pourrait donc s'entendre sur le principe plus pudique de « maintenir la libre adhésion des provinces au Canada », et l'on

définirait l'existence d'une nation au Québec en utilisant l'expression suivante : « Une société francophone distincte ayant son centre de gravité au Québec. » Mais cela ne dit toujours pas à quel prix l'Alberta pourra vendre son pétrole, ni si le Québec pourra disposer librement de son électricité.

Le Canada n'a pas de budget depuis deux ans. Ses problèmes demeurent insolubles, et les idées pour les résoudre cultivent le mélange des genres et la confusion des actes. Pierre Trudeau avait très largement débouché lorsqu'il a été remplacé par Joseph Clark, dont on attendait peu, et qui n'a guère eu le temps de faire ses preuves. Puis il est revenu, n'ayant apparemment rien appris ni rien oublié. Et comme il n'a pas eu le courage ou l'intelligence de résoudre le problème québécois ainsi qu'il méritait de l'être, selon sa spécificité et son importance, M. Trudeau se trouve aujourd'hui confronté, avec la contestation des provinces de l'Ouest, à des problèmes qui ne cessent de se multiplier sans pour autant se recroquer ou se ressembler.

Des alliances purement circonstancielles entre les provinces mettent en échec un pouvoir central qui n'a pas su, à mesure, rendre à chacun ce qui lui était dû selon sa légitimité propre. Et à un nationalisme qui avait un sens et qui le conserve, celui du Québec, on prétend encore opposer un nationalisme qui n'en a aucun puisqu'il n'y a pas de nation canadienne, de l'avis unanime. A vrai dire, à Ottawa, on en est à appeler socialement de ses vœux la grande crise internationale qui permettrait de différer la prochaine tourmente intérieure. C'est ainsi qu'en 1940 le conflit avait permis au bon moment de prendre les « mesures de guerre » qui avaient favorisé ce « contraindre fédéral » dont le Canada est malade et que M. Trudeau, croyant soigner le mal par le mal, ne rêve que de renforcer.

FIN.

## Apprenez une langue de plus à deux pas de chez vous.

## APPRENEZ-LA CHEZ BERLITZ®

CENTRES BERLITZ EN FRANCE

## PARIS

CHAMPS-ÉLYSÉES :

25, av. Franklin Roosevelt - 750 41 60

OPÉRA :

29, rue de la Michodière - 752 13 39

SAINT-AUGUSTIN :

26, rue de la Pépinière - 522 22 23

PANTHÉON :

31, rue Du Sommerard - 633 98 77

## RÉGION PARISIENNE

BOULOGNE :

35, av. Edouard Vaillant - 609 15 10

LA DÉFENSE :

5, av. du Gal de Gaulle - 773 66 16

VERSAILLES : 22 bis, av. de Saint-Cloud - 950 08 70

## NATION :

15, place de la Nation - 371 11 34

RUE DE LA PAIX :

9, rue de la Paix - 261 64 34

VICTOR HUGO :

14, rue Léonard de Vinci - 500 34 38

ST-GERMAIN-EN-LAYE :

11, rue de Paris - 773 75 00

## PROVINCE

BORDEAUX, CANNES, LILLE, LYON, MARSEILLE, NICE, STRASBOURG, TOULOUSE

BERLITZ®

depuis 1878

organisme privé

**LENTILLES DE CONTACT**

La 1<sup>re</sup> fabrication mondiale lance des nouvelles lentilles souples. Un progrès formidable : encore plus minces et plus perméables à l'oxygène.

Tolérance incomparable

Reportez avec vos lentilles le jour même.

**Pour tous les sports**

**596F**

Adaptation par spectrométrie, 200 F. Révision de vos anciennes lentilles, 100 F.

Bon pour un essai totalement gratuit de lentilles associées à votre vue, pendant une semaine. Caution 400 F. Centre visible, ouvert de 10h à 19h.

Laboratoire OSMIS

21 rue de Friedland Paris 8<sup>e</sup> - (1) 563.55.99

(Publicité)

**LE DROIT DE VIVRE**

40, rue de Paradis, 75010 PARIS

Directeur : PIERRE-BLOCH

Le numéro de septembre vient de paraître.

En sommaire :

- Le FANE reconstitué avant même sa dissolution
- A quand celle des F.N.E. ? (Faisceaux Nationalistes Européens), nouveau refuge des nœuds français.
- L'éditorial de PIERRE-BLOCH « La presse au service de l'anti-racisme »

et les rubriques habituelles sur les livres et les arts.

En vente dans les librairies, lesquelles, gares et aéroports de région parisienne. Le numéro 4 F.


**ELLE**

Cette semaine, je fais une boulimie de mode. La mini, le vrai, le toc, le noir, les talons plats, j'aime. Pour l'éducation des enfants, on verra la semaine prochaine.

**Numéro spécial**

**Tout le ELLE est consacré à la mode.**

Prix spécial 9 F.









A Orléans

Le P.C. et le P.S. ne sont pas parvenus à réaliser une liste d'union

De notre correspondant

Orléans. — Sept listes seront en présence, dimanche 21 septembre, pour le premier tour des élections municipales destinées à compléter le conseil municipal (1) d'Orléans (Loiret), où quatre sièges sont vacants depuis le récent décès du maire, Gaston Galloux (R.P.R.), et de deux conseillers (Robert Bonbart, R.P.R., et Georges Landré, U.D.F.-C.D.S.), et la démission de Mme Yvaine (U.D.F.-P.R.).

L'extrême gauche, dont la liste unique avait recueilli 11,98 % des voix au premier tour des élections municipales de mai 1977, sera représentée par trois listes : l'une investie par l'Union ouvrière (trotskiste), l'autre par la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) et la troisième par le parti communiste marxiste-léniniste (maoïste).

Communistes et socialistes n'ont pu se mettre d'accord pour présenter une liste d'union. Le parti communiste avait proposé une liste commune composée de 2 P.C. et 2 P.S. ; la proposition du parti socialiste consistait en une équipe comprenant 2 P.S., 1 P.C. et 1 M.R.G. Les socialistes demandaient également au P.C. de s'engager publiquement à passer toute polémique avec le P.S. et cela jusqu'à la fin d'un éventuel mandat. « Dans toutes les batailles ouvrières du département, ont déclaré les responsables socialistes d'Orléans, le P.C. a non seulement refusé toutes les propositions d'actions communes des socialistes, mais il a attaqué prioritairement le P.S. alors que celui-ci déployait tous ses efforts pour sauver l'emploi. En réalité, le P.C. fait comme s'il y avait deux sortes de combats, ceux qu'on mène chaque jour dans les entreprises, dans le cadre de vie, pour les droits de l'homme, et

« L'HUMANITÉ » JUGÉE PAR UN DES SIENS

Le Quotidien de Paris a publié, lundi 15 septembre, la lettre que M. Jean Weber, trente-deux ans, ancien adjoint au chef du service social de l'Humanité, avait adressée à la direction du quotidien du P.C.F. pour annoncer sa démission (le Monde date 29-30 juin). M. Weber oppose l'attitude du P.C.F. face à l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, en août 1968, à celle qu'il a adoptée devant l'intervention soviétique en Afghanistan. Il écrit :

« Que reste-t-il aujourd'hui des essais (et erreurs) du P.C.F. pour prolonger la critique du système politique des pays du « socialisme réel », développer une conception originale de l'avenir du mouvement ouvrier international, établir de nouvelles alliances politiques et hâter la démocratisation du parti ? »

« On n'en finit pas de s'interroger sur les raisons pour lesquelles le parti communiste, ses dirigeants, ont brutalement et rétrogradement le P.S. restait une parti social-démocrate et a oublié qu'il demeurait un parti ouvrier. »

M. Weber exprime ses doutes sur « notre indépendance de communistes français ». Il écrit au sujet de l'Humanité :

« Ce qu'une certaine presse refuse à son public, qui n'aime pas être dérangé — la sensibilité, la réflexion, le doute, l'expression libre des contradictions, la recherche — l'Humanité devait en faire sa loi. Lettre morte, inertie, la gravité, l'éprouvée, la petite dose d'esprit ; les ambitions dérisoires, les divisions tribales pesant sur des journalistes strictement surveillés et des lecteurs toujours et inutilement par renouveau. Cela sert à quoi, à quoi ? »

« Cette quotidienneté prêche à tout, je la refuse. »

RÉGIS GUYOTAT.

(1) Le conseil municipal est actuellement composé de 9 U.D.F.-rad., 8 U.D.F.-C.D.S., 4 U.D.F.-P.R., 1 C.N.P. et 1 mod. maj.

Dans l'Isère

LE P.C. ACCUSE LE P.S. D'ENTRAÎNER SON ÉLECTORAT À DROITE

De notre correspondant

Grenoble. — Après les résultats du second tour de l'élection cantonale de Tignes (Isère), qui a vu le succès du candidat sans étiquette soutenu par les partis de la majorité, M. Moïse Zala (le Monde du 10 septembre), la fédération de l'Isère du parti communiste dénonce, pour la première fois dans ce département, d'une manière aussi vigoureuse, l'attitude des responsables du parti socialiste aux niveaux local, départemental et national. Selon la fédération communiste, « une part importante des électeurs socialistes du premier tour, environ la moitié, ont voté au second tour pour le candidat de la droite ». Le communiqué du P.C. poursuit : « Ce résultat est d'abord la conséquence de la politique nationale du P.S. Le scrutin de Tignes nous amène à faire le constat que, à force de pencher de plus en plus à droite depuis 1977, le P.S. arrive malheu-

reusement à y entraîner une partie importante de son électorat. » Il précise : « Ceci est aussi la conséquence de l'attitude de la direction des dirigeants départementaux du P.S. La fédération socialiste, dirigée par Louis Mermeux (1), si elle a annoncé le déstabilisme socialiste pour le second tour, a refusé tout appel et campagne en commun. C'est la première fois, depuis près de vingt ans, qu'il n'y a pas d'appel commun au second tour pour une élection dans l'Isère. Le député socialiste de la circonscription (2) et le secrétaire de la section socialiste de Tignes ont refusé d'appeler à voter pour le candidat de l'union. — C. F.

(1) M. Louis Mermeux, député de la cinquième circonscription de l'Isère, est le président du comité directeur du P.S.

(2) Le député de la circonscription législative dont fait partie Tignes est M. Jacques-Antoine Gat.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. LECANUET (U.D.F.) : M. Chirac doit reconnaître la primauté de M. Giscard d'Estaing.

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a déclaré lundi matin 15 septembre au micro de France-Inter : « M. Jacques Chirac doit reconnaître la primauté de M. Giscard d'Estaing — non seulement du fait de sa position de président de la République, mais dans l'opinion française — et en tirer les conséquences. » Il a précisé : « Cela signifie pour le président du R.P.R. qu'il doit, au second tour, apporter son appui à M. Giscard d'Estaing, après avoir, s'il le souhaite, exprimé ses corrections au premier tour. »

M. Lecanuet a émis le vœu que le R.P.R. « ait un surcroît majoritaire, mais pas contre M. Giscard d'Estaing ». Il a ensuite remarqué : « J'ai moi-même commis cette erreur dans le passé quand j'étais en désaccord avec le général de Gaulle. Quand il y a un chef d'État respecté et estimé dans le pays, il est vain de tenter de modifier le cours des événements. (...) Je ne regrette pas d'avoir combattu le général de Gaulle. C'est un acte noble que de manifester sa conviction, mais il faut bien voir que c'est un acte finalement sans conséquences pratiques. »

● M. Jean Elieinstein a déclaré, lundi 15 septembre, au R.T.L., que, « dans l'état actuel des choses », il « ne voit pas de raison dire grande de voter pour Georges Marchais », lors de l'élection présidentielle. M. Elieinstein estime que le secrétaire général du P.C.F. s'autodésigne candidat. « Nous assistons aujourd'hui, a-t-il dit, à la renaissance du culte de la personnalité, du culte du chef. »

● M. Michel Rocard, membre du bureau exécutif du P.S., a refusé, lundi 15 septembre, de commenter les déclarations hostiles au P.S. faites par M. Georges Marchais à l'occasion de la fête de l'Humanité. Le maire de Conflans-Sainte-Honorine a indiqué : « Je suis de plus en plus exaspéré par la politique politicienne et je veux m'intéresser aux seuls problèmes importants, tel celui de l'emploi. »

AU CONVENT DE LA GRANDE LOGE DE FRANCE

M. DE JUST : « Les Eglises doivent être nos interlocutrices. Il est grand temps de tourner la page »

Le convent de la Grande Loge de France, qui vient de réunir les « députés » de ses deux cent cinquante loges et de réélire M. Michel de Just comme grand maître (le Monde du 16 septembre), a fait un pas de plus vers les Eglises des différentes confessions, et notamment vers l'Eglise catholique, tout en soulignant que cette démarche ne répond qu'à une fidélité et à des principes intangibles.

Exprimant cette orientation des loges, M. de Just a notamment déclaré : « Lorsque l'Eglise, sortant de son rôle spirituel, a voulu dominer dans le domaine temporel, notamment l'école républicaine, les francs-maçons s'y sont opposés. Aujourd'hui, on assiste dans les Eglises au renouveau d'une véritable vocation spirituelle. Loin d'être nos ennemies, elles sont et doivent être nos interlocutrices pour résoudre les problèmes qui se posent à tous. Il est grand temps de tourner la page. Qui tra vers l'autre ? Cela n'est pas important. »

Dans une déclaration liminaire, le grand maître de la Grande Loge de France avait lancé cet appel aux « autres forces spirituelles » : « Nous devons en loge pour retrouver et magnifier le meilleur de nous-même. Nous venons en loge pour nous enrichir de l'apport de tous nos autres frères et pour enrichir tous nos autres frères de notre apport. Mais si la loge est et doit rester

ce lieu privilégié où n'entrent point les passions du monde, elle ne doit pas être un sépulcre mais, au contraire, une source de lumière appelée à l'irradier afin que nous poursuivions au-delà de l'œuvre commencée dans le Temple. »

« Nous la poursuivons notamment en prenant conscience chaque jour davantage des atteintes à la dignité de l'homme : emprisonnements arbitraires, morales oppressives de toutes sortes, exils, rélegation dans des camps, exécutions sommaires, déferlement des fanatismes, sans oublier les horribles famines dues à l'égoïsme et à l'appât au gain de certains individus (...). Nous ne disons pas que nous sommes les seuls à pouvoir nous présenter initiés et à pouvoir affronter les épreuves de l'histoire. Nous disons seulement que des siècles de pratiques initiatiques dans la tolérance et dans la confrontation constante de valeurs différentes et complémentaires nous ont donné occasion pour lancer un appel à toutes les autres forces spirituelles qui cherchent la Lumière et l'Amour avec autant d'obstination que nous (...). »

« L'heure a-t-elle sonné dans l'histoire de l'humanité où doit enfin s'accomplir la conjonction des initiés, la cohabitation de toutes ces forces spirituelles qui ont traversé les siècles et qui se présentent aujourd'hui et différentes par leur passé et par leurs traditions, si proches dans leur espérance, au rendez-vous de la fraternité militante ? »

Répondant à nos questions, M. de Just a indiqué que la Grande Loge de France ne participera pas aux assises internationales.

nales de la laïcité organisées par le Grand-Orient et prévues pour 1981. Son obédience, en revanche, prépare une journée du centenaire de l'école républicaine. « La G.L.D.F., a-t-il précisé, ne se démentira pas de la laïcité, mais celle-ci ne nous paraît pas aujourd'hui en danger. »

Interrogé au sujet de la campagne présidentielle, M. de Just a souligné que la G.L.D.F., dont tous les membres sont intéressés par cette affaire nationale, « est, continuera d'être et restera apolitique ».

Sur le plan international, le grand maître a évoqué les alliances privilégiées conclues avec les loges locales lors de voyages en Afrique noire et en Afrique du Nord, notamment au Maroc. Sur le plan européen, la G.L.D.F. a commencé, avec d'autres loges, à constituer les bases d'une « alliance maçonnique universelle » qui devrait se concrétiser par un protocole d'accord. D'autre part, l'obédience sera représentée lors de la conférence maçonnique inter-américaine qui se tiendra le 26 octobre à Caracas. Le grand maître a évoqué, en outre, l'aide apportée par la G.L.D.F. aux francs-maçonnies espagnole et portugaise renais-

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe

les amateurs de 3 à 83 ans

5, RUE LACROIX, PARIS-5<sup>e</sup>

Téléphone, 16 20 11 - 707-83-64

NOUVEAU: Dans un seul gros volume

toutes les poésies de

Charles Baudelaire

« poète du Diable » illustrées par Félicien Rops « l'artiste maudit »

Voilà pour la première fois toutes les rimes du « poète du Diable », illustrées par son ami et confident, le « graveur maudit » Félicien Rops. Celui-là même qui assista à son horrible agonie.

Baudelaire fut condamné de son vivant pour outrage aux mœurs. Il est aujourd'hui reconnu comme un des plus grands poètes, mais il est resté interdit, dans toutes nos écoles, jusqu'en... 1949 ! Le *Figaro* de l'époque écrivait : « Jamais on n'assistait à une semblable revue de démons, de fétus, de diables, de chats et de vermines. »

Pourtant, il est à présent considéré comme l'inventeur de la poésie moderne. Baudelaire s'effondra, le 15 mars 1866, dans l'église de Saint-Loup à Namur, dans les bras d'un autre artiste maudit : le graveur Félicien Rops.

Tous deux expriment les mêmes sentiments tourmentés : l'un par la poésie, l'autre par le burin. Ce sont les mêmes délires, les mêmes passions, la même alchimie d'hallucinantes évocations.

Passionné de livres rares, j'ai réuni, pour la première fois et dans un seul et même volume, l'œuvre fantastique du grand poète et du grand graveur.

L'a fabrication du papier, l'impression, la reliure en peau de mouton, la dorure à l'or pur ont été confiées à mes meilleurs compagnons. Les illustrations de Rops sont tirées directement sur les gravures originales, rien n'est perdu de leur sensibilité de trait et de nuances.

Ce livre est déjà un classique admirable. L'édition, hors commerce, est limitée aux seuls souscripteurs.

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix et donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, c'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot  
Imprimeur de livres rares.



« Bizarre déité », « Mégère libertine », « à reine des péchés », « vil animal », « femme impure », « bête cruelle »...

Ce sont les noms que Charles Baudelaire donne à sa bien-aimée Jeanne Duval, grande fille de couleur à l'allure fière, à la chevelure luxuriante qui inspirera au poète une grande partie des Fleurs du Mal.

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une estampe originale sur bois représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot.

**BON** à renvoyer à JEAN DE BONNOT, 7 fg St-Honoré, 75392 Paris Cedex 08

Envoyez-moi, à l'adresse ci-dessous, le volume de l'Œuvre Poétique de Baudelaire, auquel vous joindrez ma gravure en cadeau.

Deux possibilités de paiement me sont proposées (mettre une croix dans la case choisie) :

☐ régler à réception, au facteur, la somme de 84,80 F + 34,55 F de frais de port, soit 109,35 F.

☐ joindre à ce bon de souscription un chèque de 84,80 F. Je bénéficie alors des frais de port qui restent à votre charge.

Si je ne suis pas convaincu de la valeur et des soins apportés à la réalisation de cet ouvrage et décide de vous le renvoyer, je serai intégralement remboursé de la somme versée, y compris des frais de port si j'ai réglé à réception.

Quelle que soit ma décision, je garderai ma gravure.

Nom \_\_\_\_\_ Prénoms \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_



## POLITIQUE

### LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

#### GARD : le P.S. vise le troisième siège

De notre correspondant

Nîmes. — La dénomination, par le P.C.F. de la mauvaise volonté mise par le maire socialiste du Gard-du-Rhône, M. Jean Bastide, à constituer des listes d'union pour l'élection des grands électeurs (le 10 octobre 1980) n'est pas le seul motif de l'hostilité, dans le conflit des marins-pêcheurs, à l'égard de l'estime de tous les socialistes. Quel qu'il en soit, l'incident aura eu pour effet d'apporter quelque précision à une campagne bien calme, jusqu'alors, dans un département où l'on songe plus au retard pris par les vendanges qu'aux élections sénatoriales.

Les principaux candidats sont connus. Pour le P.S., ce sont M. Edgard Tallhades, président du conseil régional, sénateur sortant (réélu au premier tour depuis 1969), qui fait « ticket » avec M. Benoit, maire de Bagnols, président du groupe P.S.-M.R.G. du conseil général. M. Gilbert Baumet, président du conseil général et maire de Pont-Saint-Espirit, qui, lors de la désignation des candidats socialistes, avait été le seul à recueillir au premier tour la majorité des suffrages fédéraux, a pour suppléant M. Paul Flory, professeur de lycée, ancien premier secrétaire fédéral, qui accablait au cours du scrutin. Le troisième candidat socialiste est M. Rouvière, directeur de collège, maire, conseiller général de Bagnols et ancien suppléant de M. Edgard Tallhades. Il fait équipe avec M. Barrère, secrétaire général de l'Amicale des maires du Gard. C'est la seule équipe dont la solidité ne semble pas avoir été compromise par le grave accident de la route dont les conséquences retiennent M. Baumet sur un lit de clinique. Les autres candidats ont déclaré qu'ils feront campagne pour leur collège handicapé, lequel pourrait, d'ailleurs, retirer quelques avantages psychologiques de son éloignement forcé des trinités électorales.

On s'accorde généralement à penser que deux sièges devraient revenir dès le premier tour au P.S. Pour le troisième, les supputations ne peuvent s'appuyer que sur des

manipulations hasardeuses des chiffres. Le P.C.F. a mis tous ses espoirs en M. Robert Jouis, premier adjoint du conseil général, qui bénéficie de la solide expérience de son suppléant, M. Roger Roucaute, maire d'Ales et ancien député.

Le deuxième candidat communiste, M. Belmont, conseiller général de Gagnac et authentique résistant idéologique, a beaucoup d'amis dans les Gervannes. Le troisième candidat est un exploitant agricole, M. René Mathieu, conseiller général de Roquemaure.

Du côté de la majorité, on ne note actuellement que deux candidatures certaines, celles de MM. Gache (U.D.F.), conseiller général et maire de Villeneuve-les-Avignon, et Antoine Castelnaud (C.D.S.), conseiller général de Nîmes-IV. On s'ignore de l'absence de M. Jean Poudvigne (C.D.S.), directeur général du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, ancien vice-président délégué de Radio Monte-Carlo, ancien député, conseiller général de Montmirail, qui n'a pas encore confirmé la candidature qu'il avait annoncée publiquement au printemps. Peut-être M. Poudvigne, expert en études de marchés, a-t-il entre-temps, fait ses comptes.

Enfin, il y a l'indépendant, M. Paul Eschard, ancien maire d'Ales, ancien sénateur socialiste, ancien président du conseil général, ancien secrétaire d'Etat et ancien gouverneur général de l'A.O.F., et qui, éloigné de la scène politique depuis deux lustres, brigue « le siège de doyen du Sénat », selon le mot d'un de ses impertinents adversaires. Mais il est douteux que ce revenant, si « tiré », soit, trouble les nœuds des trois socialistes désignés par la fédération. Ajoutons que le deuxième sénateur gardois actuellement en exercice, M. Maurice Fontaine, de tendance modérée, qui avait succédé à Mme Suzanne Crémieux, décédée il y a deux ans, avait annoncé, sans commentaire, qu'il ne se représenterait pas.


JEAN-CHARLES LHEUREUX.

#### UNE ÉLECTION MUNICIPALE

MOSELLE, Woestviller (1<sup>er</sup> tour). Inscr. 899; vot. 498; suffr. expr. 314. Liste d'Union et de défense des intérêts communaux, 186 voix en moyenne; 5 sièges. (Il y avait eu pour le 1<sup>er</sup> tour de cinq conseillers municipaux qui s'étaient démis de leur mandat pour protester contre les méthodes de ges-

tion du maire, notamment pour la passation de marchés de gré à gré à une entreprise dirigée par le père du maire, M. Joseph Gross (mod. mod.). Une information judiciaire est d'ailleurs actuellement en cours. Les cinq conseillers ne se représenteront pas. La liste, dont les cinq membres ont été élus dès le premier tour, avait reçu le soutien du maire.)

# LE BEST SELLER DE LA RENTREE EST GRATUIT



La brochure «Hiver-Printemps 1981» vient de paraître dans tous nos bureaux

## nouvelles frontières

nous luttons pour le droit au voyage

37, rue Violet 75015 PARIS, Tél. 578.65.40

#### FINISTÈRE : « Quand trois crocodiles mâles sont dans le même marigot... »

De notre envoyé spécial

Quimper. — On se dit qu'il faut oublier les petites histoires, rester sourd aux rumeurs, aux passions et aux invectives, à tout ce superflu qui est l'écume de l'humanité et qui transforme les rivalités politiques en haines personnelles. On voudrait s'attacher à discerner l'évolution des forces politiques, le poids de l'économie, l'influence de la géographie, le rôle de la politique. La politique, c'est la politique, et elle est essentielle. Elle porte en germe la « grande politique ». La politique, c'est la politique, et elle est essentielle. Elle porte en germe la « grande politique ».

Pour essayer de comprendre, il faut prendre des repères, et s'y tenir. Le premier, à toutes les échelles du truchement, le Finistère est en Bretagne, mais en Bretagne, il y a le Finistère. C'est la seule région qui soit une île, et qui est isolée par la mer. En outre, il faut savoir qu'un habitant du « Finistère-Nord » aura plus de mal à recueillir les voix de Quimper (« Finistère-Sud ») que celles de Brest.

La deuxième notion est d'ordre politique : historiquement, le Finistère est terre centriste. C'est le M.R.P. C'est parce que si les hommes ont changé et les partis modifié leur sigle, concentré, l'U.M.R. n'est plus fin d'un décodeur Trinité : référence à S. à l'exception notable de Quimper, la gauche tient la plupart des villes (Brest, Morlaix, Concarneau, Douarnenez, Quimper, Carhaix), les centristes sont beaucoup mieux implantés dans les communes rurales.

La gauche, mathématiquement, n'a guère de chances. Elle le sait, et se prépare au spectacle. Le spectacle ? Il va naître de l'oubli d'une règle essentielle en politique, rappelée jadis par Georges Pompidou sous la forme d'un vieux proverbe africain : « On ne met jamais deux crocodiles mâles dans le même marigot. » Surtout

logiquement, favoriser le R.P.R. Opération purement tactique donc. M. Cosan lui, parle de « respect de la démocratie » et, faisant à la fois allusion au fond de la position politique des socialistes de M. Bécam et aux conséquences de ces primaires majoritaires, affirme : « Il n'y a pas de raison d'installer l'ambiguïté dans ce département. »

Pour importer au fond, peu importe, comme le soutient M. Cosan, que le R.P.R. porte ou non la responsabilité d'avoir cassé la majorité et provoqué le bourgeoisielement des listes. Tout le monde dans le Finistère, ou au moins Quimper, est conscient que les élections sénatoriales constituent une excellente occasion pour que la légendaire, sourde, mais profonde jalousie qui lie M. Bécam et M. Cosan puisse enfin être exorcisée. Mieux que les escarmouches aigres-douces et féturées des séances du conseil municipal, la campagne sénatoriale, et son mettre, permet déjà, un combat public. « À la loyale ». Après, on verra.

M. Cosan est un homme que tout le monde (y compris ses ennemis) s'accorde à trouver très intelligent, un homme d'« avenir », un homme au moins Quimper, de Douarnenez, qui n'a pourtant rien à lui envier quand au premier qualificatif — dit-il — « l'esprit d'André Colin » : « Un type assez ancien ; j'ai une profonde admiration pour lui, c'est dommage qu'il ne soit pas communiste. » M. Mazéas n'est pourtant pas homme à se laisser impressionner, et son jugement sur quelques autres candidats de la majorité n'a rien de complaisant : « Il y a là, note-t-il, un vrai panier de crabes... C'est lui qui a conduit tout le désastre de la fonction sénatoriale. »

#### Une lourde erreur tactique

Aujourd'hui, il serait vain de rechercher la genèse de l'histoire, chacun en ayant une version différente. « Tout le monde me disait d'y aller, assure le maire de Quimper, M. Bécam, et c'est vrai, un peu privilégié avec moi. Il n'y avait aucun moyen d'en sortir. » Bref, devant la « quadrature du cercle », M. Bécam a pris la tête d'une liste d'union, avec les trois sénateurs sortants. Mais le secrétaire d'Etat aux collectivités locales a commis une lourde erreur de psychologie et de tactique. Pour faire faire les élections locales, la composition de sa liste « tombe » de Paris, sous la forme d'un communiqué : « Paris a décidé la liste d'union, et elle obéit. » Cette politique, rien ne pouvait braver davantage les états-majors locaux, la manœuvre aboutit au contraire du but escompté : les centristes se sentent floués et constituent une liste qui, seule, a officiellement le parrainage du C.D.S. Le R.P.R. et les indépendants, qui au conseil général ont constitué un intergroupe (l'IPES) (2) avec l'espoir — ambitieux — de mettre fin à la domination centriste dans le Finistère, font de même. La rupture est consommée. En réalité, ces primaires au sein de la majorité ne reflètent qu'impartialement la situation, et c'est à tort que l'on y verrait l'effacement de trois listes politiques homogènes. La liste R.P.R., impulsée par M. Guernneur, compte des « R.P.R. » de fraîche date et celle de M. Cosan au moins un centriste récent. Enfin, chez les « gaullistes » et les « centristes », les objectifs ne sont pas les mêmes.

M. Guernneur fonde des espoirs sur la division de l'électorat centriste ce qui, estime-t-il, devrait, logiquement, favoriser le R.P.R. Opération purement tactique donc. M. Cosan lui, parle de « respect de la démocratie » et, faisant à la fois allusion au fond de la position politique des socialistes de M. Bécam et aux conséquences de ces primaires majoritaires, affirme : « Il n'y a pas de raison d'installer l'ambiguïté dans ce département. »

Pour importer au fond, peu importe, comme le soutient M. Cosan, que le R.P.R. porte ou non la responsabilité d'avoir cassé la majorité et provoqué le bourgeoisielement des listes. Tout le monde dans le Finistère, ou au moins Quimper, est conscient que les élections sénatoriales constituent une excellente occasion pour que la légendaire, sourde, mais profonde jalousie qui lie M. Bécam et M. Cosan puisse enfin être exorcisée. Mieux que les escarmouches aigres-douces et féturées des séances du conseil municipal, la campagne sénatoriale, et son mettre, permet déjà, un combat public. « À la loyale ». Après, on verra.

#### La division des centristes

Le maire de Quimper souhaiterait ne pas être obligé de considérer son adjoint comme un rival. Mais son alliance naturelle, le détachement que lui confèrent habituellement ses titres, mandats et responsabilités, tout cela, se lève, dès qu'il s'agit de l'« Autre ». Il n'y a pas d'union à sens unique : « Il y a un côté freudien », dit-il de lui, et se demande quand la place va être libre. Mais son problème est qu'il n'est pas tranquille. Il préfère faire des « coups ». C'est un homme de « courtoisie », pas un travailleur ! M. Mazéas, conseiller général de Brest, qui conduit la liste socialiste, partage cette opinion. « C'est très fort, mais il ne faut pas cela. » Plus mesuré ou plus prudent, M. Cosan se contente d'assurer que M. Bécam est « un type de droite » et rappelle le passé cen-

triste du candidat R.P.R. Il reconnaît qu'un point ouvert est, à terme, « inévitable » avec celui « qui se voulait le rassembleur de l'homme d'un clan ». M. Cosan assure que les divergences sont avant tout politiques, tout en admettant qu'il y a aussi un problème de caractère. Le maire de Quimper, après les explications d'ordre psychologique, résume ainsi l'ensemble du différend : « C'est lui ou moi ! »

M. Bécam estime que pour un secrétaire d'Etat aux collectivités locales, être candidat aux élections sénatoriales est une démarche normale. Les collectivités locales, ajoute-t-il, c'est mon milieu naturel. Pour le choix de ses collègues, il concède qu'il a été guidé un peu par le souci de respecter un équilibre politique et beaucoup par celui du bénéfice que l'on accorde généralement

aux sortants. « Je n'ai pas le goût de l'échec », avoue-t-il franchement. M. Bécam était en tout cas loin de supposer que son initiative provoquerait de telles vagues sur les rives de l'Odé. Et même si sa volonté de passer du Palais-Bourbon au palais du Luxembourg apparaît à certains comme une décision d'élémentaire prudence pour un député qui voit son fief électoral peu à peu grignoté, même s'il est bien obligé d'admettre que l'investiture du R.P.R. lui a été refusée, il s'efforce de rester serein. Sa circulaire ? « Elle a toujours été fragile. » Ses convictions politiques ? « J'ai des convictions politiques. » Le secrétaire d'Etat se refuse de choisir, pour l'élection présidentielle, entre M. Giscard d'Estaing et Chirac, parce que, déclare-t-il, « c'est trop tôt pour répondre ». Il se refuse aussi à choisir entre son ministère et un éventuel siège au Sénat : « Normalement, je vote pour le R.P.R. »

Le maire de Quimper a au moins une certitude : l'affaire de l'investiture n'est pas née « rue de Lille » (3). Elle porte, ainsi que l'absence de soutien des cinq autres députés R.P.R. du Finistère, la marque de M. Guernneur. Celui-ci, en coulisse, pousse ses pions, c'est-à-dire « sa » liste. Tout ce qui accroît la division des députés R.P.R. du Finistère, la marque de M. Guernneur, lui compte deux R.P.R. (M. Cheminant et Sergent) et deux indépendants (M. Roumant et Le Borgne). Pour M. Bécam, si M. Pons, secrétaire général du R.P.R., a tranché en faveur de candidats dont la « gaullisme » a si peu de racines, c'est uniquement parce que M. Guernneur, en « homme d'appareil », a su « manœuvrer » et parce que lui-même aurait bien voulu « y aller » (lire candidats). Les deux listes se rencontrent par M. Bécam pour se faire reconnaître par ses pairs l'ont conduit à dépolitisier l'image de marque des hommes qui, avec lui, se sont gardés sous le drapeau de l'Union pour un Finistère de progrès. Au après des mille huit cent quarante-cinq grands électeurs du département, les socialistes sont présentés comme des hommes de « caractère » qui « assument » déjà de nombreuses « responsabilités ».

An deuxième tour, les risques de « brèches » apparaissent réduits, les trois listes ayant annoncé publiquement qu'un désistement s'effectuerait en faveur des quatre candidats de la majorité. Mais le maire de Quimper, qui a écrit pour l'Union pour un Finistère de progrès, c'est un accord en béton ! A une exception près : M. Le Cornec, candidat « majoritaire » local, préfet honoraire, cadre aux ambitions, n'a pas, que l'on sache, pris un tel engagement.

Mais les Quimpérois savent que ce n'est pas là que réside le véritable danger de ces élections sénatoriales. Ils savent de même

[Candidats à ce jour :  
— Liste d'Union centriste : MM. Jean-Yves Cozau, Alphonse Arsel, Jacques de Menon, Pierre Stephan.  
— Liste d'Union pour un Finistère de progrès : MM. Marc Bécam, Georges Lombard (rés. sort.), Edouard Le Jeune (rés. sort.), François Prigent (rés. sort.).  
— Liste I.P.E.S. : MM. André Cheminant, Jean Roumant, Théophile Le Borgne, Jean Sergent.  
— Liste P.S. : Mlle Jacqueline Desouches, MM. Joseph Yonnet, Marcel Leht, Jean Fennel.  
— Liste P.C. : MM. Jean-Pierre Jendry, Alphonse Feuvrel, Joseph Argeau, Mme Yvonne Lacroix.  
— Liste U.D.S. : Mmes Marie-Claire Corré, Madeleine Guillon, Danièle Gueguenat, Jeanine Roue.  
— Candidat isolé : M. Jacques Le Cornec.]

### LA DÉMOCRATIE C'EST LE PARLEMENT... LE PARLEMENT C'EST VOUS

Suivez l'élaboration, le cheminement de la loi. Informez-vous pour agir... et réagir avant que les textes ne soient votés.

## LA GAZETTE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Collecte, synthèse, analyse chaque semaine une information dense, dispersée, souvent hermétique. Outil de travail, instrument de références, la G.P. est indispensable aux hommes responsables, aux décideurs économiques et socio-professionnels.

UNIQUEMENT PAR ABONNEMENT ANNUEL : 1100 F TTC.

Bilan de la session de printemps, n° de présentation et n° en cours : 30 F (réductions du montant de l'abonnement).

Siège social Administration - Abonnements 5, rue des Jardins - 92600 Asnières Tél. : 733.64.41	Rédaction 286, bd St-Germain - 75007 Paris Tél. : 551.69.13 Métro : Chambre des Députés
---	--

### NADAUD

enseignement privé  
secondaire  
SUPERIEUR

## Rentrée le 23 Septembre

19, rue Jussieu - 75005 Paris - Tél. : 337.71.16 +

### NADAUD

enseignement privé  
secondaire  
SUPERIEUR

## Rentrée le 23 Septembre

19, rue Jussieu - 75005 Paris - Tél. : 337.71.16 +

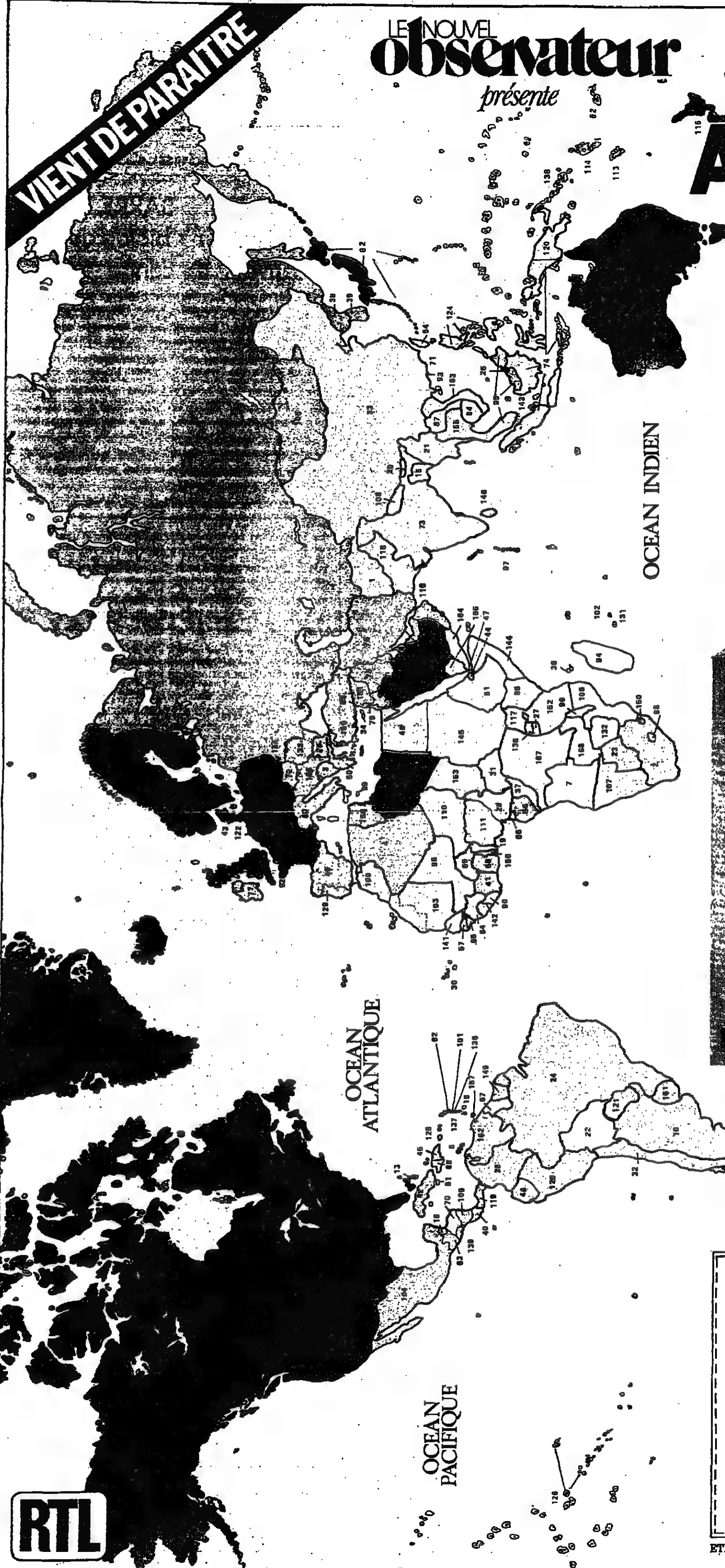


VIENT DE PARAITRE

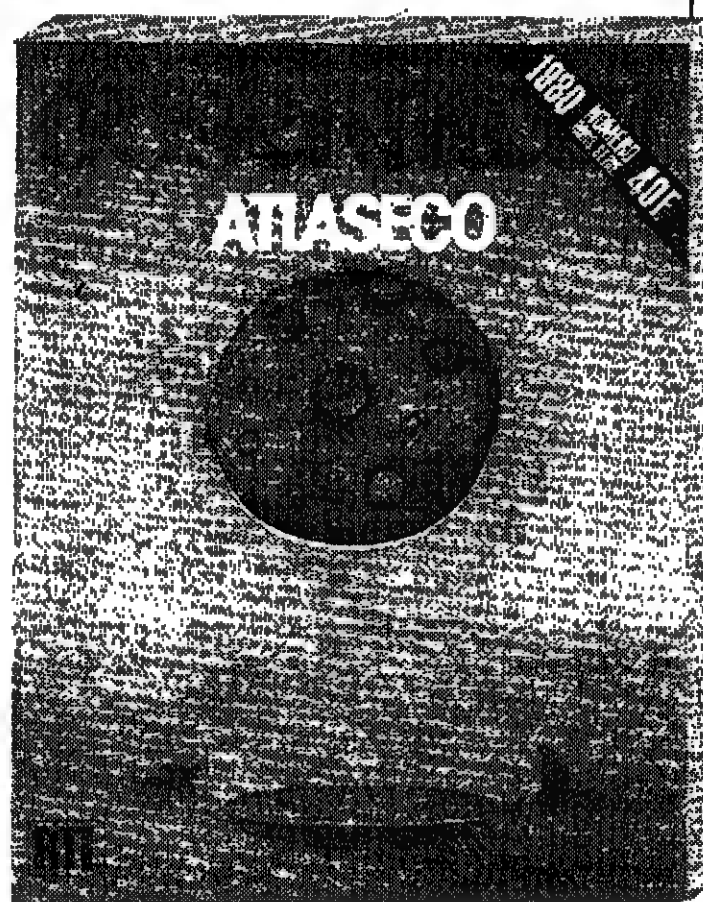
LE NOUVEAU  
**observateur**  
présente

**ATLASECO**

ATLAS ECONOMIQUE ET POLITIQUE



PLANISPHÈRE DES PNB/hab  
■ plus de 18 000 F. en 1978  
□ entre 2700 F. en 18 000 en 1978  
□ moins de 2700 F. en 1978



**BON DE COMMANDE**

NOM .....

ADRESSE .....

Je tiens à recevoir :

☐ Un exemplaire d'ATLASECO au prix de 40 F (étranger 45 F)

Cette année, ATLASECO édite également :

☐ Trois posters en couleur, sur les libertés individuelles, les PNB et les PNB/hab., format 70x102, au prix de 60 F (étranger 80 F)

☐ Le jeu de ATLASECO au prix de 125 F (étranger 145 F)

Je joins à ma commande un chèque de ..... F, libellé au nom de Société S.G.B., 9, rue d'Aboukir 75002 Paris.

ETRANGER : pour certains pays, transport par bateau, chez votre marchand de journaux habituel.

RTL







Le Monde

# équipement

PÊCHE

A PROPOS DE...

## LE MÉMORANDUM FRANÇAIS SUR LA POLITIQUE COMMUNAUTAIRE

- La liberté d'accès aux ressources doit être garantie à tous les pêcheurs
- Mise à l'étude d'une politique d'aide au stockage

Afin que la politique française soit clairement connue des experts de Bruxelles et des États-membres, le gouvernement vient de publier un mémorandum sur la politique commune des pêches. Ce document doit servir de texte de référence dans les négociations qui, au cours des prochaines semaines — et d'abord le 29 septembre — donneront l'occasion aux ministres des Neuf de se rencontrer pour tenter de mettre en place, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1981, une position commune des États-membres de la Communauté.

L'incertitude règne depuis trop d'années et si un accord n'était pas trouvé, cela « provoquerait une grave crise au sein de la Communauté », note le mémorandum.

Le point essentiel souligné par Paris concerne la garantie d'accès aux ressources halieutiques localisées, pour l'essentiel, autour des îles britanniques. Le gouvernement n'accepte qu'un délai de la transition à dire après fin 1983 — la Grande-Bretagne et l'Irlande décident de

créer de nouvelles zones côtières exclusivement réservées à la pêche.

Le 29 septembre, les ministres des Neuf auront deux sujets à l'ordre du jour :

— la question du maillage des filets (notamment pour la capture des langoustines) et d'autres mesures à prendre pour préserver les stocks de poisson ;

— la réglementation de la pêche au lacard norvégien — dont les zones de capture sont situées entre l'Écosse et le Danemark —, qui est utilisé pour la fabrication de la farine. Paris souhaite que l'activité des pêcheurs danois soit réduite car leurs chalutiers capturent « considérablement » des quantités considérables de petits poissons, ce qui a pour résultat d'appauvrir les stocks de très nombreuses espèces.

Dans son mémorandum, Paris demande aussi que les quotas de capture attribués à la France soient déterminés « de manière équitable et judicieuse » selon les zones de pêche. Ils ne de-

viennent, en tout cas, pas être inférieurs à ceux qui ont été attribués à la France pour la pêche au lacard en 1980.

Une clause sur la production et la conservation des stocks, une autre sur la réglementation et l'organisation des pêches. Or, le mémorandum français de 1979 visait le plus en plus les problèmes de leur adaptation. Il est donc nécessaire :

— d'actualiser, c'est-à-dire de modifier les prix de certains poissons et de les rendre compatibles avec les besoins des entreprises d'armement. Pour le cabillaud, le lieu noir et le merlu, le prix d'orientation doit être de 20 % ;

— de renforcer les mesures de protection du poisson de la pêche au lacard, aux produits du pays tiers (le Pérou, Canada, Islande, Norvège) en fixant un prix de référence, qui doit être supérieur à celui des importations de dumping ;

— d'étudier les mécanismes

financiers d'aide au stockage des produits de la mer, en liaison avec les organisations de producteurs, car le contraste entre une politique de gestion communautaire et de conservation des ressources, d'une part, et la destruction du poisson et la transformation en farine, d'autre part, est politique-ment inacceptable.

Enfin, on notera que le mémorandum ne fait aucune mention des problèmes des professionnels des pêches à la réglementation du prix du carburant, qui fut le vers le dénoûment. L'un des objectifs de la France, le gouvernement se propose de faire évaluer, éventuellement, la situation à court terme, et d'extrêmement préoccupante. Il est donc tout à fait souhaitable qu'une réflexion d'ensemble soit rapidement engagée sur les problèmes qui devraient être pris en compte dans la politique d'entreprises communautaires et de développement.

## La révision du schéma directeur de l'Ile-de-France LES PARIS DU PLAN

Dans le courant de ce mois d'octobre, M. Lucien Lanier, préfet de la région Ile-de-France, va envoyer aux sept préfets généraux de la région parisienne et au Conseil de Paris, le projet de schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU). Il en présente les grandes lignes au cours d'une conférence de presse, ce mardi 17 septembre.

Le SDAU — Encore une invention des technocrates ignorent les réalités de la vie quotidienne dans les grands centres urbains, les bousculades dans les trains de banlieue ou de l'attente du métro —, ce schéma directeur, dit-on, n'est qu'un plan, un projet en l'air.

Pourtant, le développement d'une agglomération de 10 millions d'habitants comme l'Ile-de-France, ne peut se faire sans un plan, un projet en l'air.

En outre, le schéma directeur régional a été approuvé par le conseil régional le 17 juillet, à l'Elysée, le préfet n'a donc rien de nouveau à annoncer.

Les préfets généraux auront donc pour tâche de proposer au conseil régional le schéma directeur régional, le nouveau schéma directeur régional, le nouveau schéma directeur régional, le nouveau schéma directeur régional.

A la lumière des conséquences du schéma directeur, le projet de schéma directeur régional a été approuvé par le conseil régional le 17 juillet, à l'Elysée, le préfet n'a donc rien de nouveau à annoncer.

Le schéma directeur régional a été approuvé par le conseil régional le 17 juillet, à l'Elysée, le préfet n'a donc rien de nouveau à annoncer.

Le schéma directeur régional a été approuvé par le conseil régional le 17 juillet, à l'Elysée, le préfet n'a donc rien de nouveau à annoncer.

Le schéma directeur régional a été approuvé par le conseil régional le 17 juillet, à l'Elysée, le préfet n'a donc rien de nouveau à annoncer.

Le schéma directeur régional a été approuvé par le conseil régional le 17 juillet, à l'Elysée, le préfet n'a donc rien de nouveau à annoncer.

Le schéma directeur régional a été approuvé par le conseil régional le 17 juillet, à l'Elysée, le préfet n'a donc rien de nouveau à annoncer.

Le schéma directeur régional a été approuvé par le conseil régional le 17 juillet, à l'Elysée, le préfet n'a donc rien de nouveau à annoncer.

Le schéma directeur régional a été approuvé par le conseil régional le 17 juillet, à l'Elysée, le préfet n'a donc rien de nouveau à annoncer.

Le schéma directeur régional a été approuvé par le conseil régional le 17 juillet, à l'Elysée, le préfet n'a donc rien de nouveau à annoncer.

Le schéma directeur régional a été approuvé par le conseil régional le 17 juillet, à l'Elysée, le préfet n'a donc rien de nouveau à annoncer.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### LE PLAN SUD-OUEST A LA BONNE VITESSE

Dressant un premier bilan de l'application du plan Sud-Ouest (annoncé le 17 novembre 1979 à Mazamet par le président de la République), M. André Chazotte, délégué à l'aménagement du territoire, note dans le dernier numéro de la revue de la DATAR :

« Plus des trois quarts des crédits supplémentaires prévus pour l'année 1980 — 768 millions de francs sur 1 milliard — ont été mis en place, et la mission interministérielle chargée de la coordination des mesures du plan Sud-Ouest dans les trois régions a été constituée et est opérationnelle.

Si l'on entre dans le détail des différentes actions, il convient de noter que :

— L'ensemble des crédits affectés aux infrastructures, qu'elles concernent les communications ou l'agriculture, ont été délégués et, dans de nombreux cas, sont pour une large part déjà consommés. Il en est ainsi des crédits consacrés aux routes et aux auto-

routes, au total 760 millions, ou des crédits consacrés aux bâtiments d'élevage ou à l'hydraulique ;

— Les crédits de développement économique ont largement dépassé les prévisions. Ainsi, en matière industrielle, pour le premier semestre, 7 millions de crédits ont été affectés ;

Enfin, soixante-dix primes de développement régional ont été accordées pour la création de mille neuf cents emplois. Dans le domaine agricole, les premières opérations de mise en place au point de vue financier, notamment un important contrat concernant le vin blanc en Aquitaine, tandis qu'une dizaine de projets sont à l'étude.

En ce qui concerne l'artisanat, sur les 17 millions prévus pour 1980, 16,4 millions ont été affectés, et, pour le tourisme, sur les 51 millions de l'enveloppe 1980, 48 millions ont été affectés.

## LES RESSOURCES DE LA NAVIGATION FLUVIALE A CONFLANS-SAINTE-HONORINE

### Rocard à la barre... de la batellerie

« Il ne faut pas laisser s'échapper l'idée que nous sommes perdus, à son échelle, régler les problèmes de l'emploi. Mais nous si elle dispose de pouvoirs et de moyens limités, il faut à un moment donné remplir son devoir. »

ainsi que M. Michel Rocard a présenté le lundi 15 septembre, au conseil d'entreprises, la mise en place de la navigation fluviale.

« En ces temps d'économie d'énergie, dit-il, le transport fluvial peut probablement faire l'objet de développements importants. »

A Conflans-Sainte-Honorine, ville de 33 000 habitants, la principale entreprise, L.T.T., filiale de Thomson-Brandt, a été créée en un an près du quart de ses 4 137 salariés. Une usine de plus pour que le secteur de la navigation fluviale ne soit pas en retard.

Partant du principe que le lancement d'une entreprise exige des moyens et des services qui ne sont pas ceux de la petite et moyenne entreprise, génératrice d'emplois.

d'un particulier, qu'il ne saurait être créé n'importe quel emploi n'importe où, la Société d'Aménagement de la Navigation Fluviale (S.A.N.F.) a été créée, une entreprise qui, à son tour, développe, au local, des conseils en ingénierie technique et financière, une prise en charge des problèmes administratifs, des moyens de formation et une assistance pour la promotion commerciale. Cette société coopérative mise sur pied, après une large concertation avec les professionnels de la navigation fluviale, va s'installer dans un immeuble de 900 mètres carrés, qui sera géré par une société civile immobilière dans laquelle la commune a pris une participation de 20 %.

#### Sur le Nil

Les textes régissant l'activité des communes ne prévoient pas, en effet, leur intervention directe dans le domaine économique, et il leur est même interdit de participer au capital de toute société ayant un objet commercial. Il a donc fallu contourner la difficulté au risque de ne rien entreprendre.

Les actions de la navigation fluviale (transport de passagers, de touristes, de fret) présentent des facettes multiples. Et M. Michel Rocard n'a pas manqué d'en souligner beaucoup au cours de sa conférence d'entreprises.

La première société épaule par la commune se lance dans la fabrication de bateaux à moteur (1). Il y a là un « creneau » à occuper dans le secteur du tourisme. Mais l'enjeu principal pour cette entreprise naissante est la fabrication de bateaux à moteur, avec ses activités touristiques, les constructeurs français ont de nombreux atouts pour enlever ce contrat.

DAMIEN REGIS.

(1) Les engins, un peu compliqués aux aéroglyphes circulant sur le Nil, fonctionnaient avec un moteur à essence.

## TRANSPORTS

Les difficultés de British Airways

### LES VOLS EN CONCORDE SUR SINGAPOUR SONT SUSPENDUS

Londres (A.F.P.) — Les compagnies nationales britanniques ont annoncé le 15 septembre la suspension de nombreux vols, notamment la ligne Londres-Singapore-Singapore par Concorde, afin d'éviter un déficit de 10 millions de livres sterling.

Le vol en Concorde Londres-Singapore sera suspendu à partir du 1<sup>er</sup> novembre. Les liaisons à partir de Singapour vers Londres, Tokyo et Georgetown seront aussi suspendues. Plusieurs vols seront réduits, notamment la destination de Singapour (Malaisie, Singapour, Brunei) et la destination de Hong Kong (Chine, Hong Kong, Macao, Taïwan).

La compagnie aérienne britannique a déclaré que ces mesures sont prises pour éviter une perte de 10 millions de livres sterling.

## D'importantes quantités de déchets de plomb empoisonnent les rivières du Gard

notre correspondant

Nîmes. — Saignade intervenue dans l'Ardèche, petit torrent qui descend des Cévennes, mais aussi dans le Gardon d'Anduze, une rivière plus importante, cadavres de poissons à répétition une bonne vingtaine de kilomètres en aval de la confluence de l'Ardèche dans le Gardon.

Après les pluies de la fin août, telle est la situation au pied du mont Aigoual.

Responsable : les résidus toxiques accumulés par la société Pennaroy à cause de l'exploitation d'une mine de plomb à Saint-Sébastien (Gard). Il y a là 15 millions de tonnes de résidus — plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Voilà dix ans que l'association des pêcheurs publics a été attirée sur les dangers de ces résidus. Mais à plusieurs reprises les cours d'eau ont été pollués par les résidus de plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Le 15 septembre, le conseil d'administration de la société Pennaroy a décidé de suspendre l'exploitation de la mine de plomb à Saint-Sébastien (Gard). Il y a là 15 millions de tonnes de résidus — plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Voilà dix ans que l'association des pêcheurs publics a été attirée sur les dangers de ces résidus. Mais à plusieurs reprises les cours d'eau ont été pollués par les résidus de plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Le 15 septembre, le conseil d'administration de la société Pennaroy a décidé de suspendre l'exploitation de la mine de plomb à Saint-Sébastien (Gard). Il y a là 15 millions de tonnes de résidus — plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Voilà dix ans que l'association des pêcheurs publics a été attirée sur les dangers de ces résidus. Mais à plusieurs reprises les cours d'eau ont été pollués par les résidus de plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Le 15 septembre, le conseil d'administration de la société Pennaroy a décidé de suspendre l'exploitation de la mine de plomb à Saint-Sébastien (Gard). Il y a là 15 millions de tonnes de résidus — plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Voilà dix ans que l'association des pêcheurs publics a été attirée sur les dangers de ces résidus. Mais à plusieurs reprises les cours d'eau ont été pollués par les résidus de plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Le 15 septembre, le conseil d'administration de la société Pennaroy a décidé de suspendre l'exploitation de la mine de plomb à Saint-Sébastien (Gard). Il y a là 15 millions de tonnes de résidus — plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Voilà dix ans que l'association des pêcheurs publics a été attirée sur les dangers de ces résidus. Mais à plusieurs reprises les cours d'eau ont été pollués par les résidus de plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Le 15 septembre, le conseil d'administration de la société Pennaroy a décidé de suspendre l'exploitation de la mine de plomb à Saint-Sébastien (Gard). Il y a là 15 millions de tonnes de résidus — plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Voilà dix ans que l'association des pêcheurs publics a été attirée sur les dangers de ces résidus. Mais à plusieurs reprises les cours d'eau ont été pollués par les résidus de plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

## ENVIRONNEMENT

### LES ÉLUS SOCIALISTES FRANÇAIS, LUXEMBOURGEOIS ET ALLEMANDS PROTESTENT CONTRE LA CONSTRUCTION DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE CATTENOM EN LORRAINE

Le parti communiste français n'est pas systématiquement opposé à la construction de la centrale nucléaire de Cattenom, a déclaré M. Michel Barcellini, premier secrétaire du parti communiste français, lors d'une conférence de presse à Cattenom, le 15 septembre, pour protester contre la construction d'une centrale nucléaire à Cattenom.

« En Lorraine, a estimé M. Barcellini, il faut inverser les priorités afin de faire face au chômage. La construction d'une centrale nucléaire est une erreur.

M. Willy Dondelinger, député socialiste au Parlement luxembourgeois, a évoqué les craintes de la population du Grand-Duché, qui ne dispose d'aucun plan d'évacuation, bien que 140 000 personnes se trouvent dans le périmètre à risque.

Enfin M. Friedel Loepple, député socialiste à la Diète sarroise, a indiqué qu'en Allemagne la construction d'une centrale nucléaire est une erreur.

Le 15 septembre, le conseil d'administration de la société Pennaroy a décidé de suspendre l'exploitation de la mine de plomb à Saint-Sébastien (Gard). Il y a là 15 millions de tonnes de résidus — plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Voilà dix ans que l'association des pêcheurs publics a été attirée sur les dangers de ces résidus. Mais à plusieurs reprises les cours d'eau ont été pollués par les résidus de plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Le 15 septembre, le conseil d'administration de la société Pennaroy a décidé de suspendre l'exploitation de la mine de plomb à Saint-Sébastien (Gard). Il y a là 15 millions de tonnes de résidus — plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Voilà dix ans que l'association des pêcheurs publics a été attirée sur les dangers de ces résidus. Mais à plusieurs reprises les cours d'eau ont été pollués par les résidus de plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Le 15 septembre, le conseil d'administration de la société Pennaroy a décidé de suspendre l'exploitation de la mine de plomb à Saint-Sébastien (Gard). Il y a là 15 millions de tonnes de résidus — plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Voilà dix ans que l'association des pêcheurs publics a été attirée sur les dangers de ces résidus. Mais à plusieurs reprises les cours d'eau ont été pollués par les résidus de plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Le 15 septembre, le conseil d'administration de la société Pennaroy a décidé de suspendre l'exploitation de la mine de plomb à Saint-Sébastien (Gard). Il y a là 15 millions de tonnes de résidus — plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

Voilà dix ans que l'association des pêcheurs publics a été attirée sur les dangers de ces résidus. Mais à plusieurs reprises les cours d'eau ont été pollués par les résidus de plomb, cadmium, mercure et autres métaux.

3 L'INFORMATIQUE, C'EST SÉRIEUSEMENT POUR LES ENTREPRISES

LISEZ LE GUIDE 1980 de L'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE chez les marchands de journaux

PHILOSOPHIE



Le Monde

# société

## ÉDUCATION

### La rentrée scolaire dans la région parisienne

Quand il n'y a pas de grève, ce sont les enfants qui gagnent, déclare M. Christian Beullac

Trois académies de la région parisienne (Paris, Créteil et Versailles) donnent le coup d'envoi, ce mardi 16 septembre, à la deuxième « vague » de la reprise des cours en ce début d'année scolaire. Ils sont près de 1 800 000 élèves à retrouver, comme l'avaient fait la semaine dernière, des camarades de dix académies, le collège de l'école, du lycée et du lycée.

Les mouvements de grèves des enseignants annoncés avant la rentrée ont commencé, lundi 15, par un arrêt de travail des adhérents

du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) dans les académies où les cours ont repris la semaine dernière. Cette action précède la journée de grève du jeudi 18, annoncée par cinq syndicats d'enseignants des lycées et collèges.

M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, s'est encore réjoui, ce mardi 16 septembre, micro d'Europe 1, des décisions prises par certaines sections du Syndicat national des instituteurs (SNI-P.E.G.C.) de ne pas appeler

leurs adhérents à faire la grève. « Quand il n'y a pas de grève, ce sont les enfants qui gagnent », a-t-il déclaré.

Dans la polémique au sein de la FEN du SNI-P.E.G.C. au sujet de cette action, un nouveau pas a été franchi. Accusant la tendance majoritaire Unité, indépendance et démocratie (U.I.D.), proche des socialistes et singulièrement de Guy Georges, secrétaire général du SNI-P.E.G.C., d'avoir « une attitude anti-syndi-

caliste » et « d'apporter un renfort au gouvernement », la tendance Unité et action, animée par des militants communistes, a annoncé lundi qu'elle appelle les syndiqués à réexaminer les modalités d'action. Première conséquence : après celle de la Sarthe, samedi, les sections départementales SNI-P.E.G.C. du Calvados, de l'Eure, du Maine-et-Loire, des Côtes-du-Nord, du Finistère et de l'Ille-et-Vilaine ont suspendu leur mot d'ordre de grève des instituteurs pour le 18 septembre.

#### Unité et action : « éviter la cassure »

La décision des sept sections départementales du S.N.I.-P.E.G.C. de renoncer à la grève des instituteurs aura l'immédiat effet de clore l'étape d'une guerre d'états-majors qui rassemble de plus en plus à un véritable mouvement de grève il y a pris d'un air, une semaine divergences entre les sections départementales.

La décision du S.N.I.-P.E.G.C. et de la FEN, dominées par la tendance Unité et action, avaient organisé une grève des lycées et collèges et la majorité U.I.D., une marche sur Paris le 12 septembre. Au printemps, les instituteurs avaient eu lieu, particulièrement à Paris, des manifestations des 24 et 25 avril.

Le 1<sup>er</sup> juillet, la tendance Unité et action avait fait connaître son intention d'appeler à la grève des enseignants rentrée à la rentrée de septembre. Mais elle n'a pas profité du répit des vacances pour « dégrader des moyens nouveaux pour l'enseignement ». Les dirigeants du S.N.I.-P.E.G.C. estiment que les discussions de l'été ont permis d'obtenir la suppression de postes dans les écoles et les collèges ne serait inscrite au budget de 1981. Ils ont commencé que les grèves, au début de l'année scolaire, sont impopulaires; ils craignent — bien qu'ils s'en défendent — de compromettre par la suite la négociation avec le gouvernement.

La FEN, pour sa part, a tenu à ne pas se laisser entraîner par les conclusions. Son secrétaire général, M. André Henry, n'a-t-il pas déclaré la semaine dernière qu'il ne fallait pas opposer « à un gouvernement qui s'efforce de faire passer des réformes utiles à la jeunesse, une attitude de cassure ».

Quand, au début du mois de septembre, dix sections départementales où Unité et action est majoritaire ont appelé à la grève, la tendance Unité et action du ministère, le secrétaire général du S.N.I.-P.E.G.C., M. Guy Georges, a accusé les communistes de vouloir « casser le syndicat ». Il a demandé aux adhérents de rejeter le mot d'ordre. M. Henry, par ailleurs, a parlé de « grève-éclat », s'en est tenu à la FEN, au P.C.F., voudraient « déstabiliser la FEN » et « mettre en place une FEN-bis ».

Unité et action, après avoir dénoncé une « brisure de grève », a jugé, ce mardi, qu'un complot nouveau était « créé par le renfort de Guy Georges au gouvernement », et qu'il fallait rompre l'action en ce début d'année. « Ce n'est pas un renouveau », a précisé M. Alfred Soré, secrétaire général de la tendance et membre du bureau national du S.N.I.-P.E.G.C., car les « résultats » du pouvoir « sont décevants ».

Mais « le secrétaire général du Syndicat ayant jeté tout le poids de son autorité sur la pression contre ceux qui ne veulent pas », il s'agit « d'éviter la cassure ».

Repli stratégique, hésitations face aux pressions de l'État, éprouve-t-on ? Les responsables d'Unité et action mettent en avant, pour justifier leur revirement, la présence au sein du syndicat de militants antagonistes et dirigeants.

#### Le SGEN-C.F.D.T. : « tohu-bohu politique » et « vrais problèmes »

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.), qui avec quatre autres syndicats (F.S.T., F.S.P., F.S.I., F.S.T.) appelle à des grèves tournantes par académies dans l'enseignement secondaire, a pris, lundi 15 septembre, au « tohu-bohu politique » des discussions de la commission de l'éducation nationale, une commission de gouvernement, une commission de socialistes utilisant la scène de la rentrée pour leurs querelles habituelles.

Affirmant que « ce n'est pas un collectif de prestige », le SGEN-C.F.D.T. ne doit pas abandonner il se que les vrais problèmes soient soulevés », M. Patrice Beghin, secrétaire général du SGEN-C.F.D.T., a ajouté : « Cette querelle politique n'a-t-elle pas pour effet, une fois de plus, de confondre l'école ? En tout cas, estime le SGEN-C.F.D.T., « les vrais problèmes disparaissent ». « Une question fondamentale n'est pas posée : comment faire pour que les enfants ne soient pas pour trop de jeunes — notamment les enfants de travailleurs — en l'absence de la marginalisation ? Comment rendre l'école solidaire d'un projet éducatif auquel les parents adhèrent ? »

Le SGEN-C.F.D.T. déclare, d'autre part, qu'il y a « tohu-bohu politique » à faire croire que

l'action dans ce secteur (l'éducation) est liée aux élections présidentielles. « Le SGEN veut agir pour obtenir des résultats par la négociation » et qu'on lui refuse celle-ci. M. Patrice Beghin a lancé un appel aux parlementaires syndiqués du second degré : « Si vous utilisez l'action commune à des fins politiques, le SGEN ne peut pas le faire ».

#### Trois nouveaux diplômes à l'université de Compiègne

Alors que M. Raymond Barre doit rencontrer, jeudi 18 septembre, la commission permanente de la conférence des présidents d'université afin de faire part de ses conclusions à la suite d'une enquête menée de la situation des sciences et techniques, le SGEN-C.F.D.T. a annoncé que les habilitations d'ingénieur en sciences de l'électronique, de l'électronique et de la physique (université de Poitiers) et de M. Raymond Barre (université de Rennes) (le Monde daté 14-15 septembre), c'est M. Jacques Felleiter qui fait savoir que les habilitations demandées par l'université de technologie de Compiègne (U.T.C.) viennent d'être accordées.

Dans une lettre à M. Jacques Felleiter, secrétaire d'État à l'éducation, candidat aux élections sénatoriales dans l'Aisne, le ministre des universités écrit que vient d'être décidée la création de l'université de Compiègne d'un

diplôme d'études approfondies en sciences de l'électronique, de l'électronique et de la physique (université de Poitiers) et de M. Raymond Barre (université de Rennes) (le Monde daté 14-15 septembre), c'est M. Jacques Felleiter qui fait savoir que les habilitations demandées par l'université de technologie de Compiègne (U.T.C.) viennent d'être accordées.

Les problèmes, en revanche, restent cruciaux. À l'heure, nous signalons trois nouveaux diplômes, mais les trois diplômes révisés (le 30 août), il reste deux habilitations à approuver. À ce sujet, le parti communiste appelle à un communiqué, le 30 septembre, par le conseil régional.

● Rectification. — Dans la liste des habilitations à délivrer, des diplômes de troisième cycle (sciences et sciences politiques), publiés dans nos éditions du 19 août, nous avons omis de signaler l'université de Rouen comme habilitée à délivrer le diplôme d'études approfondies (D.E.A.) en droit public.

(Publicité)

**A.C.E. ASSOCIATION DES COMPTABLES SOCIÉTÉ D'ENSEIGNEMENT**  
82, rue Saint-Lazare, 9<sup>e</sup> - 874-34-64  
BROCHURES - PROGRAMMES  
**PRÉPARATION AUX EXAMENS D'ÉTAT**  
**FIN DE JOURNÉE**  
PROGRAMME I : Comptabilité - Informatique  
CAP - BEP - BP - BTS  
PROGRAMME II : Comptabilité - Fiscalité  
PROBATOIRE - LICENCE - LAURENCE - LICENCIATION - CAPACITÉ  
**JOUR**  
PROGRAMME : Comptabilité - Informatique  
CAP - BP - PROBATOIRE - C.E.C.  
CYCLES COURTS DE FONCTIONS  
(Intra-entreprise, Inter-entreprise)  
INSCRIPTIONS - INSCRIPTIONS :  
11, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. : 874-34-64.

(Publicité)

**« Une autre école pour une autre vie »**  
Le discours de Georges Marchais, objet de la vindicte de M. Beullac, publié intégralement dans  
**L'Ecole et la Nation**  
avec le compte rendu des journées d'étude de Noisy-le-Sec  
Numéro de septembre : 14 francs  
L'ÉCOLE ET LA NATION, 2, place du Colonel-Fabien, 75017 Paris  
C.C.P. 21.589-44 F  
Abonnement normal 10 numéros : 115 F - 15 numéros 175 F

**MÉDECINE**  
**CAPU** Enseign. privé  
Vendredi au Samedi  
Tél. : 531-31-13  
Séminaires de réflexion

**INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.L.E.R.I.)**  
Établissement privé d'enseignement supérieur  
12, rue Saint-Pères, 75007 PARIS  
Tél. : 296-51-48  
Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique et économique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux  
**CARRIÈRES INTERNATIONALES**  
L'enseignement est assuré par des professeurs d'université. Le Diplôme est admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 14 février 1967) et donne accès aux  
Recrutement aux titres : Baccalauréat exigé - Étudiants étrangers. Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

**APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE**  
COURS SPÉCIAUX D'ÉTÉ  
★ Séjours complets de deux semaines dans la région d'été.  
★ 5 semaines de cours par jour, par semaine d'été.  
★ Petite grappe d'anglais à l'école.  
★ Séjour gratuit d'été en chambre.  
★ Laboratoire de langues modernes.  
★ Soins médicaux par la médecine de l'école anglaise.  
★ Photos aériennes gratuites, maps, etc. Écrivez rapidement bord de mer 100 rue de Londres.  
Bourses de :  
REDFORD HARRISON  
100, rue de Londres  
Tél. : 212-12-12  
ou : 212-12-12  
4, rue de la République,  
95 - EMBLÉVILLE  
Tél. : 200-26-23 (nuit).

**Comment détecter les ondes de plaisirs ?**  
Les trésors de la radio sont des plus ignorés. Pourtant, il suffit de tourner un bouton pour y accéder. Que vous soyez amateur de musiques, de grands débats, d'interviews-vérité, de voyages au bout du monde ou au fond de la nuit, Télérama vous annonce et présente chaque semaine tous les programmes de toutes les radios françaises (et quelques autres), et va aussi pêcher dans ce foillis les programmes rares, excitants ou bouleversants. Ensuite, à vous le plaisir. Si vous voulez faire connaissance avec un hebdo de télé passionné de radios, retrouvez-nous chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

**Télérama : pour choisir chaque semaine la bonne radio.**

**Comment s'orienter dans la jungle-à-musiques ?**  
Chaque année, un buissonnement de disques nouveaux, par milliers : musique classique, rock, jazz, variétés. La jungle. Pour s'y orienter, Télérama signale chaque semaine dans sa rubrique « Musique en tête » tous ses coups de cœur pour toutes les musiques. Passion trop folle pour qu'on se contente de demi-mesure. Aussi les journalistes de Télérama vous feront-ils partager leurs enthousiasmes autant que leurs déceptions ou leurs colères. Si vous voulez faire connaissance avec un hebdo de télé enchané de musiques, retrouvez-nous dès mercredi chez votre marchand de journaux.

**Télérama : pour choisir chaque semaine les bons disques.**

مكتبة من الكتب







## Tennis et vélo

● Un nouveau mensuel est en vente depuis le lundi 15 septembre dans l'agglomération lyonnaise. Il s'agit de la revue *«L'Esprit»*, créée par une formule proche de *Résonance*, un bimensuel qui avait été racheté au début de l'année 1977 par Paul Dini, président du conseil d'administration de la revue. *«L'Esprit»*, entre autres, d'une série d'hebdomadaires gratuits dans ce pays.

Le directeur est placé sous la responsabilité rédactionnelle de M. Joël Madieu, qui animera une équipe de trois journalistes professionnels et un réseau d'intervenants. Le directeur général est l'ambassadeur du nouveau magazine est d'attendre une diffusion de 30 000 exemplaires. M. Dini s'annonce très satisfait pour l'avenir de ce projet et se dit très critique pour les Lyonnais. «*C'est chère à leur hygiène*», a-t-il dit.

مكتبة من الأهل



**Le Monde**  
**MEDECINE**

# Les professions paramédicales

La rentrée dans les écoles d'infirmières se fera, d'ici l'année, sous le signe de la sélection. Si celle-ci n'est plus une nouveauté pour les étudiants en médecine, elle l'est en revanche à la suite d'une mesure qui sera appliquée, au niveau national, pour les élèves infirmières. Les places dans les écoles de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années seront plus rigoureusement rendues publiques et les places, par région, par région, un plan de réduction des effectifs qui doit, au minimum, diminuer de 10 % par rapport à la rentrée précédente. La circulaire ajoute cependant que, « sauf cas tout à fait exceptionnel, il ne doit pas être envisagé de réduire le nombre d'infirmières ».

Cette mesure entre dans le cadre de la loi L901 expliquée M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, qui a été votée lors de l'examen du projet de loi définissant le nouveau statut des infirmières, « de la nécessité de disposer en temps voulu de la main-d'œuvre nécessaire à la délivrance annuelle des diplômes ouvrant droit à l'exercice des professions de santé ».

Le nombre de étudiants admis à entreprendre des études est de la délivrance des diplômes ainsi que pour l'exercice de la profession d'auxiliaires médicaux peut, en effet, désormais être fixé, chaque année, compte tenu des besoins de la population et de la nécessité de remédier aux inégalités géographiques. Le Monde - des 5 et 6 juin. L'alignement sur les études médicales, odontologique et pharmaceutiques concerne les professions paramédicales : infirmier, masseur-kinésithérapeute, pédicure, orthophoniste, orthopédiste, audiprothésiste et opticien lunetier, soit près de 220 000 personnes. Les autres professions de l'ordre des dix-huit professions du tableau parafédéral (voir tableau ci-dessous). Le profession d'infirmier d'infirmerie bien par le nombre de représentants, la pèche maître de ce système de distribution des soins.

Il n'est pas moins vrai qu'en raison du développement extrêmement rapide des connaissances, des technologies, et des méthodes thé-

reputées, l'activité ■ infirmières, qui accomplissent ■ y a quelques décennies l'ensemble des tâches ■ soignantes, ■ progressivement divisées ■ spécialisées, donnant ■ en quelques ■ à un grand nombre de professions ■ technicien en électro-encéphalographie ■ psychorééducateur en passant par la prothèse dentaire. Le plus souvent, ■ sont ■ progrès technologiques qui sont à l'origine de l'individualisation ■ ces professions. Leur développement, par voie ■ conséquence, n'a pu se faire au départ que dans le désordre. La ■ d'un ■ et d'une maîtrise ■ différents ■ n'est pas étrangère ■ à la ■ Maitre ■ ministre ■ il nous observe ■ si ■ effectivement possible de faire coïncider, pour chaque profession, l'offre ■ la demande et, par là, d'établir ■ cohérence ■ dans ce ■

Un autre élément devra vraisemblablement être pris en considération. L'évolution des pratiques médicales, liée à d'importantes disparités régionales et à l'augmentation

prochains du nombre des généralistes par rapport à celui des spécialistes, débouchera vraisemblablement sur d'importantes modifications des habitudes professionnelles médicales. Ainsi, les auteurs du rapport sur la démographie médicale, réalisé par un groupe de travail placé sous la présidence du professeur Jean-Pierre Etienne (« Le Monde » du 30 janvier), estiment que l'une des conséquences possibles d'ici que, dans les zones sous-dotées, les praticiens réaliseraient « un certain nombre de consultations aujourd'hui pratiquées par des personnels paramédicaux ».

Les auteurs soulignent l'importance qu'il y a à accorder à l'ensemble des professions paramédicales. On voit véritablement analyser le système de distribution des rôles, dans lequel les médecins ne sont plus qu'un des éléments, numériquement moins important, par exemple, que les infirmiers ou que les aides soignants.

DOSSIER RÉALISÉ PAR NICOLAS BEAU.

## *Pragmatisme, disparité et confusion dans la formation des personnels*

UNE seule profession de santé, la sage-femme, repose une responsabilité, de l'avis de tous, accroutie. Allée avec un *titre* étatique elles ont baccalauréat, après un *examen* d'état sévère (soit après pour mille candidates dans la région parisienne), les étudiantes sages-femmes reçoivent une formation de trois ans, une spécialisation, une qualification que rapport sur autres pays européens. Alléens, en effet, les sages-femmes ne sont que des infirmières spécialisées, quand elles ne sont pas, comme en République fédérale d'Allemagne, recrutées à un niveau équivalent à notre B.E.C. Das n'est pas le cas, en effet, les territoires de siège proposés sont, la densité aidant, brigués de façon de plus en plus pressante

Leur situation paraît exemplaire par rapport aux autres professions de santé, qui connaissent des évolutions caractéristiques d'après le rapport du C.E.S., par le pragmatisme, la disparité et la confusion.

La plupart, en effet, ne sont pas reconnues par le code de la santé, sont étrangères à un diplôme d'Etat qui constitue pour les praticiennes, par exemple, un mode indirect de reconnaissance de la profession. Pourtant, la lecture des conditions de recrutement, des cursus d'études, des programmes d'enseignement donne, toujours d'après le rapport du C.E.S., un sentiment de discontinuité, d'inséparation et

de malaise. L'expérience semble-t-il que les formations sont en fait très inégalement dispensées selon les lieux, les structures et les types d'enseignement.

Le secteur privé est la plupart des établissements (recrutement) de kinésithérapie et de pédicure ne facilite guère la coexistence des formations. De plus, l'existence de droits d'entrée fort élevés (1) ne permet guère une homogénéisation du recrutement.

L'enseignement clinique est dans l'insuffisant. Sa durée chez les chirurgiens canadiens semble insuffisante si l'on s'en tient aux normes européennes minimales. Ainsi, à Moncton, les étudiants de troisième et de quatrième année ont huit cent dix heures de formation clinique, alors que mille sept cent cinquante seraient nécessaires pour respecter les directives européennes adoptées en juin 1978. Enfin, l'absence de qualification des maîtres de stage chez les orthopédistes par exemple ne concourt pas à améliorer la qualité de l'enseignement.

Cette situation est peu dénoncée par les professions elles-mêmes. Dans ce domaine, elles demandent, comme tout un allocement de la durée des études, surtout fondamentalement à leurs compétences nouvelles et d'indicateurs salariaux plus élevés. Les inférieurs à deux ans jadis inférieurs aux autres ont obtenu un allongement de leur formation, fondée en effet, actuellement, la place de ces professionnels dans la hiérarchie des professions de santé.

Cette appellation accrue

dominée par les professions elles-mêmes, risque de leur nuire à terme. En effet, les fonctions de ces personnels sont appelées à évoluer de façon profonde et rapide. Il faut savoir, par exemple, que dans dix ans la mise au point de la télématique permettra à une infirmière de fournir électrocardiogrammes et électro-encéphalogrammes avec un degré de précision supérieur à celui des radiologues spécialistes d'aujourd'hui.

Dans une telle perspective, il paraît, comme le souligne le rapport, qu'il faut, de simplifier la mission de ces pouvoirs publics. Ainsi, se regroupent en quatre grandes filières comportant de nombreux sous-filières, les soins, les techniques de rééducation et de thérapie, les techniques de diagnostic, les manipulations techniques et d'appareillage. Un diplôme national sanctionnerait la formation commune à chaque filière. Ainsi serait évitée la multiplication des statuts et des modes de recrutement. Un tel projet a été étudié de près par le ministère de la Santé et de la Sécurité Sociale. Ainsi que les propositions de loi [ ] ponctuelles et quelques-uns démo- graphiques se multiplient pour donner naissance à une nouvelle forme de groupe de pression, la mise en œuvre d'une telle réforme de l'enseignement apparaît plus prioritaire que jamais.

(2) A titre d'exemple, les droits d'inscription annuels dans certaines écoles parisiennes sont de 9 000 F pour les kinésithérapeutes (trois ans d'études) et de 12 000 F pour les pédicures deux ans d'études).

**L**e centre national de la formation sur la qualification renouveau, en 1978, a été créé par la loi n° 78-1033. Trente professions ont été choisies, dont dix-neuf ont obtenu un arrêté leur définissant le code de la santé. Deux sont « médicales », puisque les *ophtalmologistes* et les *chirurgiens-dentistes* se voient attribuer, à l'exemple des médecins, un diplôme propre à la compétence. Sept autres professions (1) ont obtenu, sur les termes comme *dentistes*, *assistants médicaux*, *beneficiaires* d'un monopole d'exercice, mais n'agissant que sur prescription des médecins.

Le principe des tâches varie tous les autres, qualifiées de façon vague et péjorative de « pseudo-médicales », se fait de façon pour le moins pragmatique. Jusqu'à qu'en 1971, se définissent les fonctions des psychologues ; les professions dentaires n'ont aucune existence légale. Le statut des dentistes est incertain. Ce pragmatisme se traduit au niveau européen par une grande difficulté à harmoniser les différents de modalités de professions. Des directives n'ont pu être élaborées car pour les infrastructures et les chirurgiens-dentistes. La situation de certains américains, où les proboscistes peuvent poser des appareils sur des patients — qui feraient frémir les dentistes français, témoigne également de la contingence de ces

**Le spectre du chômage est loin**  
 **Pourtant, ces professions**

## Des attributions mal définies

des aujourd'hui marquent la volonté d'allonger la durée de leurs études, de leur donner une compétence. Les orthopédistes parlent de prévention, les chirurgiens - dentistes d'hygiène, les sages-femmes de prescription d'antidotes de travail de quinze jours. La multiplication des propositions de loi les accablent les compétences de leurs collègues. Les disciplines techniques sont enseignées dans un territoire. Beaucoup veulent enfin se démarquer du corps médical : les infirmières revendiquent l'obtention, par un réel projet de loi, que leur soit reconnu une rôle propre, indépendant des prescriptions médicales. Les sages-femmes souhaitent la présidence de leur conseil de l'ordre ne soit plus attribuée d'office - à un médecin.

## L'essentiel des énergies

Le travail est terrible. Les professions de destruction de leur champ d'action pourraient médicaliser davantage nos existences: les sages-femmes parlent aujourd'hui de s'occuper de l'homme conjugal. La fratrie ne s'occupe plus de la fratrie pour la plus difficile prise en charge globale, au sein d'équipes médicales, de l'homme malade. On a déjà, souligne le C.C.E.S. économique et social, dans un rapport publié en 1970, « une consécration de la médecine à l'égard de divers éléments du fonctionnement hospitalier (médecins, personnels infirmiers, personnels administratifs), alors qu'une réflexion neuve s'impose ».

Toutes ces questions, pour l'instant, ont été occultées par le débat sur les licenciements de ces professions, âprement discuté avec les partenaires sociaux. Le jeu grignotage actuel du pouvoir d'achat du nombre de ces professionnels démontre que les conditions de vie médiocres des salariés de la branche publique hospitalière ont entraîné l'orientation des énergies des responsables syndicaux.

On comprend les préoccupations des pouvoirs publics. Pourtant, une politique plus rigoureuse des personnels de la limitation générale du lieu champ d'action, dispensée d'une formation, serait-elle dispensée des autres contrôles, l'allongement de la durée de vie de ces professions largement (2) sont ceux de ceux qui pourraient effriter la progression des dépenses de

(1) Il s'agit des infirmières, des masseurs-kinésithérapeutes, des pédicures, des orthophonistes, des orthoptistes, des audio-prothésistes, des opticiens-jouailliers.

Les professions traditionnelles féminisées n'évoluent guère : 95 % orthophonistes, infirmiers, 10 % sages-femmes, femme. De plus, traditionnellement culines et ménagères.

30 % de femmes en 1976 dans les promotions chirurgiens

Qualifications	Effectifs	Qualifications	Effectifs
Infirmière soins généraux	170 000	Psycharabandement	2 000
Infirmière de secteur		Laborantin d'analyses mé-	
psychiatrique	43 000	dicales	15 000
Pneumologiste	6 500	Manipulateurs d'Electro-	
radio-méthodiste	2 000	radiologie	5 500
Cadre infirmier (moniti-		Orthopédistes	6 000
trice)	2 100	Audio-prothésistes	1 500
Infirmier de salle d'opéra-		Orthoptistes	900
tion	1 750	Ophticien-lunetier	800
Masso-kinésithérapeute	33 000	Assistante de puéricultrice	25 000 (1)
Médecine	2 500	Aide-soignant	120 000 (2)
Ergothérapeute	1 500		

■ dont 15 000 dans les hôpitaux publics et privés et 10 000 dans les  
craches et les pouponnières.  
■ dont 80 000 dans les ■ publiques.  
■ : rapport annuel 1966 ■ générale des affaires sociales

**Le Monde**

Service des Abonnements  
7, rue des Italiens  
PARIS 6 - CEDEX 08  
C.C.P. Paris 6097-03

**ABONNEMENTS**

12 mois	6 mois	3 mois	12 mois
<b>FRANCE - R.O.M. - E.O.M.</b>			
285 F	331 F	461 F	590 F

**POUR PAYS ÉTRANGERS**  
**PAYES VOUS NORMAUX**

307 F	351 F	476 F	1.050 F
-------	-------	-------	---------

**ÉTRANGER**  
(par mandat-poste)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG	
204 F	248 F
II. - SUISSE-TURQUIE	
202 F	246 F

Par voie aérienne  
@ Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront verser au chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés qui envoient leurs chèques (ou virements ou plus) : nos abonnés sont invités à insinuer leur demande de changement à nous avant leur départ.

Jointure la dernière bande émise à toute commande (pour les ventes aux Postes) de réclamer tous les noms propres en capitales d'imprimée.

UN ORDINATEUR, C'EST PAS PLUS CHER QU'UNE TELE

VRAI!

LISEZ LE GUIDE 1980  
de L'ORDINATEUR INDIVIDUEL  
chez les marchands de journaux

## CRÉATION D'UN INSTITUT DU MÉDICAMENT A TOURS

Le premier institut du médicament a été officiellement créé à Tours, le vendredi 8 septembre, après à un accord établi entre les représentants des pharmaciens, des chimistes, et des sciences et le Groupement régional des établissements pharmaceutiques industriels du Centre (GRIPEC). L'Institut, qui a pour but de réunir à l'université et à l'industrie pharmaceutique ainsi qu'à l'industrie chimique, a pour objectif de créer des équipes de travail et de promouvoir des recherches et des études. La structure qui vient d'être créée, sera pluridisciplinaire, regroupant pharmaciens, médecins, chimistes, biologistes, etc. L'Institut a pour but d'effectuer une expertise du médicament, tant au niveau analytique qu'au niveau biologique, et d'assurer la mise au point de nouvelles molécules (efficaces), de participer à la réalisation des dossiers d'autorisation de mise sur le marché et de participer au développement de spécialités nouvelles.

Le financement de l'Institut est assuré, pour une part, par le conseil régional, qui a inscrit une somme de 4 millions de francs dans son budget pour les crédits de fonctionnement universitaire et par un apport financier du GREPIC. Cette réalisation survient précisément au moment où industriels et la pharmacie collaborent entre secteurs public et privé. Monde du chiffre. Ce dernier représente, dans la région Centre, 20 % de l'industrie pharmaceutique française et, avec près de huit cents salariés, 12 %

## *Une situation démographique apparemment favorable*

L'existence des villages aujourd'hui par l'Agence nationale pour l'emploi diffuse, sans succès, des offres à des postes de sage-femmes. Les *kinésithérapeutes* et les *orthophonistes* ne connaissent pas les villages. Au moment de l'installation, alors que c'est d'ores et déjà le cas pour les médecins. On manque de manipulateurs dans les services de radiologie, et, au point de vue des infirmières, le C.N.I. n'existe, on doit faire appel à un personnel formé sur le tas. Le spectre du chômage ne hante pas encore les personnels de santé. Mais, il est évident qu'il pourrait considérablement augmenter : pour le seul réseau hospitalier, l'ensemble des effectifs du personnel non médical est passé de 180 000 en 1964 à près de 200 000 en 1970.

En revanche, des situations de pénurie peuvent apparaître ici ou là. Il existe en effet une très forte concentration des installations dans la région parisienne. Celle-ci compte 40 % de kinésithérapeutes, 60 % des pédicures, 80 % des orthophonistes. Les écoles, souvent privées, s'installent de préférence à Paris ; or, les élèves ont tendance à choisir la région parisienne.

Les chirurgiens-dentistes ont une inégale répartition sur l'ensemble du territoire : on compte 128 praticiens pour 100 000 habitants à Paris, alors que ce chiffre tombe à 28 dans la Somme, que la moyenne nationale est de plus de 50 chirurgiens-dentistes pour 100 000 habitants. A terme, pourtant, la situation démographique pourrait s'aggraver pour trois raisons :

« La **naissance** du corps médical, qui comptera, en 1985, 150 000 praticiens contre 100 000 aujourd'hui. Pourquoi les généralistes d' alors ne pratiqueraient-ils pas des actes infirmiers ? Pourquoi des obstétriciens un peu découvreurs acceptent-ils pas des accoucheurs de nursing le travail d'accouchement ? D'une façon ou d'une autre, le champ d'activité des professions de santé sera très différent : ainsi, en Grande-Bretagne, les pouvoirs traditionnellement importants de la « nurse », l'infirmière anglaise, sont dus en partie à la disparition des infirmiers anglais. De même, dans les hôpitaux français, le plein temps hospitalier institué en 1988 a pu

diminuer l'incidence de certaines maladies générales, qui assurent auparavant assurément la permanence des soins.

La rigidité des formations et des statuts pourra susciter, ou la, des tensions et du chômage. En effet, ces professions ont des exigences scientifiques et techniques de la médecine. Or la multiplication des spécialités peut déposséder, demain, les compétences de personnels généraux et spécialisés. Les professions, en effet, risquent de disparaître, économiquement et socialement, au mouvement, sans peine de disparition par momification.

● L'absence de projections démographiques et statistiques ne permet pas même de fixer le flux de formations adaptées aux exigences de demain. La détermination des besoins étudiants se fait encore un peu mieux selon les capacités de formation (dans les sages-femmes, par exemple), un peu de façon non consciente (dans le cas des écoles privées de kinésithérapeutes ou d'orthophonistes).







## CONFORMÉMENT A SON NOUVEAU STATUT L'INRA pourra créer des filiales pour valoriser ses recherches

Après la réforme du statut national de la recherche scientifique puis du statut national d'études des télécommunications, c'est au tour de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) dont le statut fait l'objet d'un décret paru au Journal officiel du 13 septembre.

Texte attendu, car les deux ans se sont écoulés depuis que les pouvoirs publics ont chargé l'INRA d'enquêter sur le fonctionnement de l'Institut.

En son temps, syndicats et chefs de départements de recherches

condamnèrent ce qui ne paraît pas non plus avoir le faveur du Parlement. L'INRA, ainsi que le Conseil d'Etat, demeure un établissement public dont la mission est redéfinie et précisée. L'INRA est ainsi partie de la responsabilité de l'INRA la biotechnologie, la production d'énergie, les protéines ou le développement ou par l'utilisation de sous-produits des aliments.

Si le ministre de l'Agriculture et de la Pêche veut par la réforme, il n'en reste pas moins l'un des points importants du décret, que l'INRA est autorisé à prendre des participations financières ou à créer des filiales.

En outre, le décret prévoit la création d'une commission d'enquête, dont les membres sont nommés par le ministre.

### La coopération franco-britannique dans les surrégénérateurs

#### UN DROIT D'ENTRÉE ÉLEVÉ...

En définitive, ce ne sont pas 25 millions mais 50 millions de livres (environ 500 millions de francs) que les Britanniques devront payer s'ils souhaitent participer aux côtés des Français et des Allemands à la conception d'un réacteur surrégénérateur commercial (le "Mondex" du CEA). Ce droit d'entrée, réclamé par Paris, devrait, en cas d'accord, couvrir une partie de l'investissement en recherche et développement déjà consenti pour la réalisation du réacteur surrégénérateur prototype Super-Phénix (1.200 mégawatts) en construction sur la Rhône, à l'est de Lyon.

Le président de la United Kingdom Atomic Energy Authority — l'autorité britannique à l'énergie atomique — Sir John Hill, après avoir annoncé la nouvelle, a exprimé le vœu que le gouvernement britannique réponde, d'ici à la fin de l'année, à la proposition de coopération française.

Soucieux de répondre aux vœux de la commission d'enquête, l'INRA a mis en place une nouvelle structure administrative, dont le directeur général, remplacé par le président du conseil d'administration, est le ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Le conseil d'administration, composé de représentants des professions agricoles et des professions agricoles, est chargé de la gestion de l'INRA.

Une telle réforme permettra-t-elle de gouverner le manque de cohérence entre les données par les pouvoirs publics et les moyens de l'INRA, de surmonter les difficultés de financement de ses partenaires sur le devenir de l'agriculture française, de mener à bien la recherche d'enquête ?

Une telle réforme permettra-t-elle de gouverner le manque de cohérence entre les données par les pouvoirs publics et les moyens de l'INRA, de surmonter les difficultés de financement de ses partenaires sur le devenir de l'agriculture française, de mener à bien la recherche d'enquête ?

## Un oscilloscope pour lutter contre la pénurie d'électroniciens

Pour qui a en l'occasion de s'en approcher, un oscilloscope est un appareil on un écran cathodique — un petit « écran de télévision » — permettant de visualiser des phénomènes électriques rapides et entouré d'une nuée de boutons, qui règlent la luminosité et la finesse de l'image, sa dimension, la vitesse du balayage de l'écran, etc. Avec les perfectionnements récents, le nombre de boutons a en tendance à croître, certains appareils de haut de gamme, comme le modèle 7854 de Tektronix, adjoignant même aux classiques boutons rotatifs un véritable clavier.

Il est donc un peu étonnant de voir un oscilloscope n'exhiber qu'un seul bouton — en cherchant bien on en découvre certes quelques autres, comme le poussoir d'arrêt-marche, mais qui servent peu. L'oscilloscope HP-1980 que vient de présenter Hewlett-Packard ne comporte qu'un bouton de réglage multi-fonctions. Le panneau avant porte, en outre, un certain nombre de plaques sensibles. En effleurant du doigt l'une d'entre elles, on sélectionne une fonction, par exemple l'échelle verticale. L'indication de la fonction choisie s'imprime sur l'écran, ainsi que la valeur correspondant à la position actuelle du bouton, celle-ci changeant instantanément dès qu'on tourne le bouton. Quand on a terminé le réglage, on peut le mettre en mémoire, et rappeler ultérieurement la même valeur. En fait, ce qu'on mémorise est un ensemble de réglages, ou même une succession de réglages correspondant à une séquence de mesures.

Il va dire, il n'y a là rien de mystérieux. L'oscilloscope contient un micro-processeur — il n'est pas le premier — et un ensemble de mémoires qui en font un véritable petit ordinateur. Cela permet de faire automatiquement plusieurs réglages, d'enregistrer ceux qui restent manuels, d'afficher sur l'écran des textes d'avertissement ou de diagnostic. Le HP-1980 peut être couplé à un véritable ordinateur pour faire des séquences de mesures dont la complexité dépasserait ses capacités propres.

Cette conception nouvelle résulte d'une constatation : il y a pénurie d'électroniciens. Il faut donc augmenter leur productivité en leur fournissant des instruments qui leur facilitent le travail et les déchargent de tâches annexes mais essentielles, comme vérifier qu'un réglage n'a pas changé au cours du temps.

Le HP-1980 est moins destiné aux laboratoires qu'aux services de production, spécialement aux équipes chargées des contrôles : ce sont des tâches répétitives, mais qui exigent en général trop souvent pour relever d'un appareillage spécialisé. Il y a quelques années, un même équilibre entre le besoin de répéter fréquemment les mêmes opérations et celui de ne pas trop spécialiser l'appareil a fait le succès du microprocesseur. La même recette est-elle bonne pour les oscilloscopes ? — M. A.

SCIENCE  
**VIE**  
et

HORS-SÉRIE

**INVENTION  
ET  
INNOVATION**

EN VENTE CHEZ VOTRE  
MARCHAND DE JOURNAUX

## La grande misère des muséums d'histoire naturelle de province

De notre correspondant

Marseille. — Le premier colloque national de muséographie s'est tenu à Marseille du 8 au 11 septembre, sur l'initiative de Robert Julien, directeur du Muséum d'histoire naturelle du palais Longchamp à Marseille. Il a réuni une quarantaine de participants : universitaires, scientifiques, techniciens, directeurs de parcs naturels et de jardins privés) venus de France entière pour échanger des idées

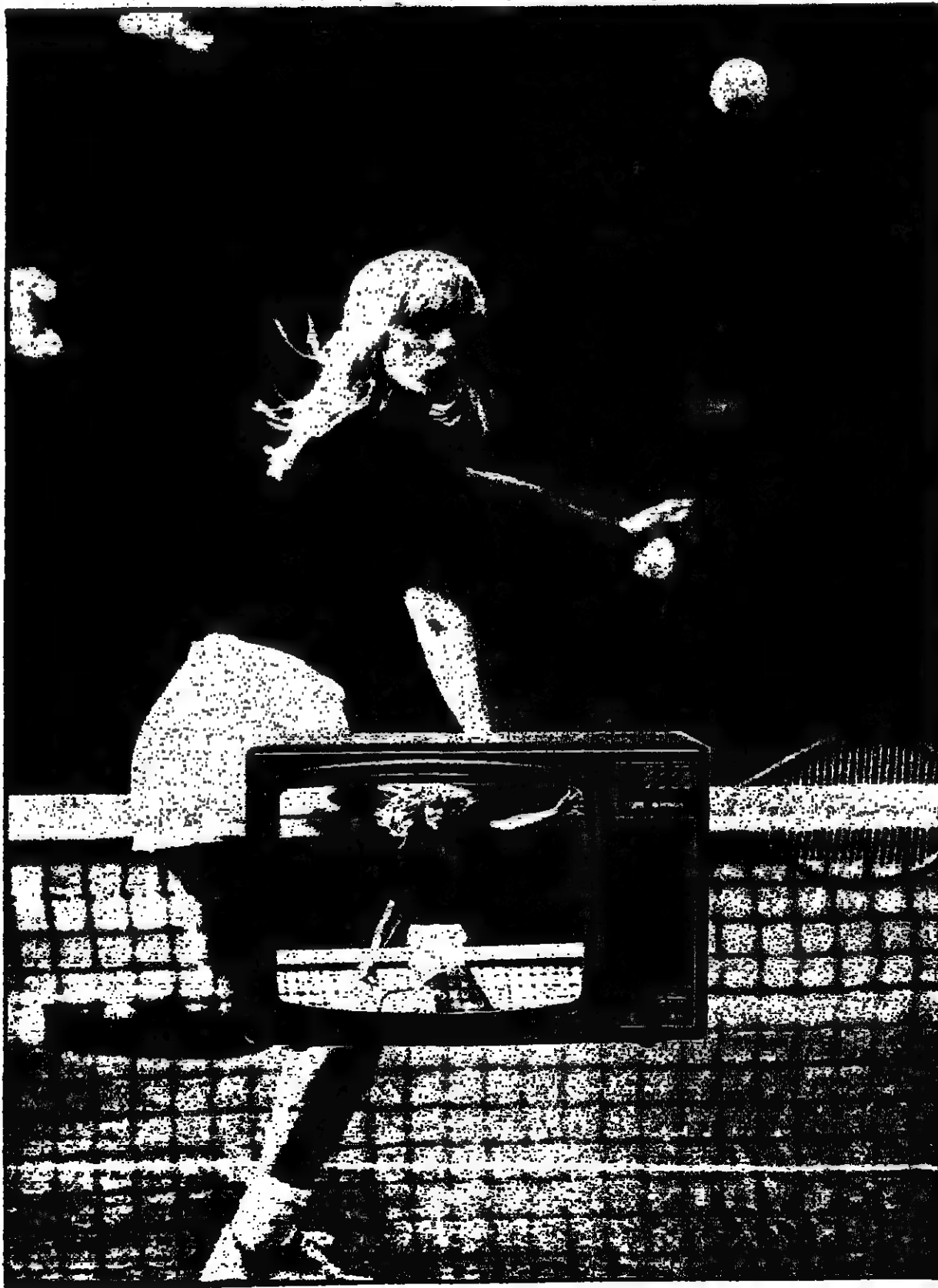
sur les techniques d'exposition, d'animation et de protection du patrimoine naturel.

Cette réunion, qui a pu avoir lieu grâce à deux subventions exceptionnelles de la ville de Marseille et du conseil général des Bouches-du-Rhône, a tenu à souligner les faibles ressources des muséums français, et a été organisée par M. Julien et M. Buisson, directeur du Muséum d'histoire naturelle de la ville de Marseille, qui travaillent généralement en ville dispersée ; mais ont pu bénéficier de l'attention des pouvoirs publics, qui semblent ignorer jusqu'à l'existence des muséums de province, et dont les budgets n'ont pas été prévus à leur hauteur. Le ministère de l'Environnement leur alloue une somme annuelle de 10 millions qu'ils doivent partager. C'est le cas du Muséum d'histoire naturelle de la ville de Marseille, qui a été profité par le professeur Jean-Louis Hamel, inspecteur général des muséums d'histoire naturelle de province.

Les difficultés rencontrées n'ont cependant pas été la seule préoccupation des congressistes de Marseille : ils ont profité de leur réunion pour échanger des idées techniques et les expériences de conservation, d'exposition, d'animation applicables à la muséographie. Celles-ci ont été appelées à participer à des ateliers (électronique, audio-visuel, montages en maquette synthétique). Elles ont permis de mettre en évidence les possibilités de collaboration plus étroites entre muséums et pour le profane.

Une motion a été adoptée à l'unanimité par le congrès, pour rappeler, outre la grande misère des muséums d'histoire naturelle de province, la disparité des statuts des personnels dans les traités de la loi de 1979, qui prévoit de la part de la municipalité, la participation à une mission qui pèse lourdement sur l'avenir des muséums, appelés à jouer un rôle de plus en plus important auprès du public et des pouvoirs publics pour l'enseignement des sciences de la nature.

JEAN CONTRUCCI



## «... Pris sur le vif...!»

(magnétoscope portable Hitachi)

Avec le nouvel équipement vidéo couleur HITACHI, la vidéo devient portable.

Sa caméra électronique est une véritable caméra de télévision miniaturisée et ne pèse que 1,8 kg.

Son magnétoscope est ultra compact, se porte en bandoulière et fonctionne avec des cassettes de 2 ou 3 heures ; il fait déjà partie de la nouvelle génération de portables.

Il est conçu pour que vous l'emportiez partout avec vous. Pour fixer, sur le vif, les événements les plus agréables et les plus importants de votre vie, pour les revoir ensuite, immédiatement, grâce à votre T.V. couleur.

En l'associant au tuner programmable HITACHI VT-TU 70 S, vous l'utiliserez en plus chez vous pour enregistrer les grands moments de télévision, vos films préférés...

Cet équipement est le produit de la technologie HITACHI, un des premiers groupes industriels japonais. Une garantie de sérieux que vous retrouverez sur tous les appareils de la marque dans les domaines vidéo, Hi-Fi, télévision, radio et électro-ménager.



**HITACHI**

Une technologie pour vivre mieux

Documentation sur demande: Hitachi - 9 Bd. Ney - 75018 Paris.



## Connaissez-vous le « Pattern » ?

[illegible]

groche, vous transformez une chanson basale en mélodie d'élégantisme et au rythme délicat. Il avait d'ailleurs saisi l'élégie; vous saisissez croûte à un air vicié comme le monde, à un *changement*, quand il jouait ses propres compositions.

En fait, de l'élégie, Solé, il n'a saisi que le cadavre. Il a saisi l'apparence, mais pas l'essence, jusqu'à ce point, enroulé seulement à travers un vieillissement encore plus de simplisme.

**FRANCIS MARMADE.**

qui apparaissent comme le prolongement de cette école de piano robuste et nerveuse, mais des influences conjuguées de France de Liszt et de Wagner.

\*\*\*

La soirée du lundi, placée sous le signe de la mélodie française, ne manquait pas non plus d'être intéressante, et que s'il n'était confiée pas à un ténor, à un soprano mais à une basse chantante, Jacques Mura, dont nous est trop associé aux grands rôles du répertoire lyrique pour que nous ayons besoin de le rappeler, en piano. Ensuite, parce que, le programme important Chazottes de Don Quichotte, Ravel, il proposait aussi celui de Jacques Ibert, Serles également, l'émulation de Chabrier et qu'il citait des noms de Drape et de Fauré, on trouvait ces d'Albert Roussel et de Clément Janáček. Der, premier, les Occidentaux (1928) méritaient de figurer, ainsi qu'il y eût à rendre compte à Fauré, entre les mélodies Debussy et de Poulenc. Quant à celle de Charles Bordes (1909), elle attirait l'attention du public bien cultivé de la Schola

[illegible]

GERARD CONDE.

100







**La Cinémathèque**  
Chaillet (704-24-24), 18 h. Le patrimoine cinématographique français : la Croisière jaune, d'A. Sauvage : 19 h. Cinémathèque québécoise : 19 h. Ferns Chopin, l'oncle du Canada, de F. Ozep : 21 h. Rétrospective 1960-1980 du Festival d'Annecy.  
F. Ozep (724-25-57) relâche.

## Les exclusivités

[illegible]

**STUDIO DES  
CHAMPS-ÉLYSÉES**

**SUZANNE FLON  
MARTINE SARCEY**

**Le cœur  
sur  
la main**

Mise en scène : **JEAN BOUCHAUD**  
Décor et costumes de **ANDRÉ ACQUART**

**ALAIN MAC MOY  
GILBERT PONTE**

**MADELEINE CHEMINAT**

La...radio, Agences et par... 733510

**LOCATION OUVERTE**

**MERCREDI**

CATHERINE DENEUE  
GERARD DEPARDIEU  
JAN TOME

# LE DERNIER METRO

Un film de FRANÇOIS TRUFFAUT

**ANDREA FERREOL**  
**PAULETTE DUBOST • SABINE HAUDEPIN**  
**JEAN-LOUIS RICHARD • MAURICE RISCH**  
**et HEINZ BENNETT**  
 avec **FRANÇOIS TRUFFAUT • SUZANNE SCHIFFMAN**  
 production **FILMS DU CARROSSÉ • SÉDIF S.A. • TFI • SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUCTIONS**

---

## cinemas

[illegible]

## LES FILMS NOUVEAUX

**KENTHEQUE NOÛR**, film français, 12', 1932 (V.G.). Opéra, 2<sup>e</sup> (281-50-32) ; **Revue** (163-63-71) ; **Myriade**, 8<sup>e</sup> (228-57-00) ; **Caumont-Les Bains**, 14<sup>e</sup> (287-50-11) ; **Caumont-14-Juillet**, 14<sup>e</sup> (287-50-00) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Clichy-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-01) ; **14-Juillet-Besangenne**, 14<sup>e</sup> (578-10-79).

**KEVIN**, film français, 12', 1932 (V.G.).

**LA FEMME A MARSEILLE**, film français de R. Allio, 1<sup>er</sup> Forum-Cinéma, 1<sup>er</sup> (287-52-74) ; **Berlitz**, 2<sup>e</sup> (743-50-33) ; **Quintette**, 8<sup>e</sup> (284-35-40) ; **Pagoda**, 7<sup>e</sup> (705-12-15) ; **Montparnasse-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-01) ; **Montparnasse-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-11) ; **14-Juillet-Besangenne**, 14<sup>e</sup> (578-10-79).

**LE COEUR A L'ENVERS**, film français de F. Appréhendi, 1<sup>er</sup> Rex, 2<sup>e</sup> (287-50-79) ; **Ducloux**, 2<sup>e</sup> (282-48-33) ; **Marcelle**, 8<sup>e</sup> (732-50-22) ; **Caméo**, 8<sup>e</sup> (244-54-44) ; **U.G.C. Gare de Lyon**, 15<sup>e</sup> (283-01-99) ; **U.G.C. de la Gare**, 15<sup>e</sup> (283-01-99) ; **Mitral**, 14<sup>e</sup> (283-53-43) ; **Rien-vent-Montparnasse**, 15<sup>e</sup> (244-28-02) ; **Magie-Convention**, 15<sup>e</sup> (282-58-64) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Rue de Valenciennes**, 14<sup>e</sup> (282-48-22).

**UN ESCARGOT DANS LA TÊTE**, film français de J. S. Mity, 1<sup>er</sup> Berlitz, 2<sup>e</sup> (743-50-33) ; **Quintette**, 8<sup>e</sup> (284-35-40) ; **Myriade**, 8<sup>e</sup> (287-50-54) ; **Caméo**, 8<sup>e</sup> (244-54-44) ; **U.G.C. de la Gare**, 15<sup>e</sup> (283-01-99) ; **U.G.C. Gare de Lyon**, 15<sup>e</sup> (283-01-99) ; **Mitral**, 14<sup>e</sup> (283-53-43) ; **Rien-vent-Montparnasse**, 15<sup>e</sup> (244-28-02) ; **Magie-Convention**, 15<sup>e</sup> (282-58-64) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Rue de Valenciennes**, 14<sup>e</sup> (282-48-22).

**UN ESCARGOT DANS LA TÊTE**, film français de J. S. Mity, 1<sup>er</sup> Berlitz, 2<sup>e</sup> (743-50-33) ; **Quintette**, 8<sup>e</sup> (284-35-40) ; **Myriade**, 8<sup>e</sup> (287-50-54) ; **Caméo**, 8<sup>e</sup> (244-54-44) ; **U.G.C. de la Gare**, 15<sup>e</sup> (283-01-99) ; **U.G.C. Gare de Lyon**, 15<sup>e</sup> (283-01-99) ; **Mitral**, 14<sup>e</sup> (283-53-43) ; **Rien-vent-Montparnasse**, 15<sup>e</sup> (244-28-02) ; **Magie-Convention**, 15<sup>e</sup> (282-58-64) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Rue de Valenciennes**, 14<sup>e</sup> (282-48-22).

**LES** film américain de T. Hooper (v.o.), 1<sup>er</sup> Rex, 2<sup>e</sup> (287-50-79) ; **Caumont-Les Bains**, 14<sup>e</sup> (287-50-11) ; **Caumont-14-Juillet**, 14<sup>e</sup> (287-50-00) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Clichy-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-01) ; **14-Juillet-Besangenne**, 14<sup>e</sup> (578-10-79).

**LES** film américain de T. Hooper (v.o.), 1<sup>er</sup> Rex, 2<sup>e</sup> (287-50-79) ; **Caumont-Les Bains**, 14<sup>e</sup> (287-50-11) ; **Caumont-14-Juillet**, 14<sup>e</sup> (287-50-00) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Clichy-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-01) ; **14-Juillet-Besangenne**, 14<sup>e</sup> (578-10-79).

**LES** film américain de T. Hooper (v.o.), 1<sup>er</sup> Rex, 2<sup>e</sup> (287-50-79) ; **Caumont-Les Bains**, 14<sup>e</sup> (287-50-11) ; **Caumont-14-Juillet**, 14<sup>e</sup> (287-50-00) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Clichy-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-01) ; **14-Juillet-Besangenne**, 14<sup>e</sup> (578-10-79).

**LES** film américain de T. Hooper (v.o.), 1<sup>er</sup> Rex, 2<sup>e</sup> (287-50-79) ; **Caumont-Les Bains**, 14<sup>e</sup> (287-50-11) ; **Caumont-14-Juillet**, 14<sup>e</sup> (287-50-00) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Clichy-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-01) ; **14-Juillet-Besangenne**, 14<sup>e</sup> (578-10-79).

**LES** film américain de T. Hooper (v.o.), 1<sup>er</sup> Rex, 2<sup>e</sup> (287-50-79) ; **Caumont-Les Bains**, 14<sup>e</sup> (287-50-11) ; **Caumont-14-Juillet**, 14<sup>e</sup> (287-50-00) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Clichy-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-01) ; **14-Juillet-Besangenne**, 14<sup>e</sup> (578-10-79).

**LES** film américain de T. Hooper (v.o.), 1<sup>er</sup> Rex, 2<sup>e</sup> (287-50-79) ; **Caumont-Les Bains**, 14<sup>e</sup> (287-50-11) ; **Caumont-14-Juillet**, 14<sup>e</sup> (287-50-00) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Clichy-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-01) ; **14-Juillet-Besangenne**, 14<sup>e</sup> (578-10-79).

**LES** film américain de T. Hooper (v.o.), 1<sup>er</sup> Rex, 2<sup>e</sup> (287-50-79) ; **Caumont-Les Bains**, 14<sup>e</sup> (287-50-11) ; **Caumont-14-Juillet**, 14<sup>e</sup> (287-50-00) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Clichy-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-01) ; **14-Juillet-Besangenne**, 14<sup>e</sup> (578-10-79).

**LES** film américain de T. Hooper (v.o.), 1<sup>er</sup> Rex, 2<sup>e</sup> (287-50-79) ; **Caumont-Les Bains**, 14<sup>e</sup> (287-50-11) ; **Caumont-14-Juillet**, 14<sup>e</sup> (287-50-00) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Clichy-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-01) ; **14-Juillet-Besangenne**, 14<sup>e</sup> (578-10-79).

**LES** film américain de T. Hooper (v.o.), 1<sup>er</sup> Rex, 2<sup>e</sup> (287-50-79) ; **Caumont-Les Bains**, 14<sup>e</sup> (287-50-11) ; **Caumont-14-Juillet**, 14<sup>e</sup> (287-50-00) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Clichy-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-01) ; **14-Juillet-Besangenne**, 14<sup>e</sup> (578-10-79).

**LES** film américain de T. Hooper (v.o.), 1<sup>er</sup> Rex, 2<sup>e</sup> (287-50-79) ; **Caumont-Les Bains**, 14<sup>e</sup> (287-50-11) ; **Caumont-14-Juillet**, 14<sup>e</sup> (287-50-00) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Clichy-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-01) ; **14-Juillet-Besangenne**, 14<sup>e</sup> (578-10-79).


**LES** film américain de T. Hooper (v.o.), 1<sup>er</sup> Rex, 2<sup>e</sup> (287-50-79) ; **Caumont-Les Bains**, 14<sup>e</sup> (287-50-11) ; **Caumont-14-Juillet**, 14<sup>e</sup> (287-50-00) ; **14-Juillet-Bastille**, 14<sup>e</sup> (287-50-81) ; **Clichy-Patré**, 14<sup>e</sup> (282-48-01) ; **14-Juillet-Besangenne**, 14

**MERCREDI**

GAUMONT COLISEE v.o. - QUARTIER LATIN v.o. - 7 PARNASSIENS v.o.  
LES HALLES v.o. - BERLITZ v.f. - CAMBRONNE v.f.

**est-ce un extra-terrestre  
ou un terrien extra ???**

# Simon

Produced and Directed by LOUIS A. STROLLER - produit par MARTIN BREGMAN  
Scénario de MARSHALL BRICKMAN d'après une histoire de MARSHALL BRICKMAN et THOMAS BAY  
Monté par MARSHALL BRICKMAN  
An ORION PICTURES Release. The WARNER BROS.  A Warner Communications Company  
© 1971 Orion Pictures Company Inc. All Rights Reserved  
Dolby Stereo  
Dolby Stereo

**LE TROUPEAU** (Ture, v.o.) : Stadio de la Harpe, 5° (354-35-40);  
 ■ Juillet-Bastille, 1° (257-90-87);  
 ■ Juillet-Baugrenelle, 15° (575-51-80).

UNE SEMAINE DE VA

(Fr.): Paramount-Opéra, 8 (194-56-31).  
 LE PARAIEN I et II (A. V. V.)  
 Templem, 8 (272-94-55).  
 PHANTOM OF THE PARADISE (A. V. V.)  
 v.o.: Gaitmex, 8 (354-32-59).  
 REUX DE LA NORTES (Jap.-V.)  
 St-Andre des-Arts, 8 (232-42-18).  
 14-Juillet-Parade, 8 (232-60-60).  
 SCARFACE (A. V. V.)  
 v.o.: Gaitmex, 8 (354-32-59).  
 YANES (A. V. V.): Palace Opéra  
 Nivert, 15 (374-95-04).

### Les grandes reprises

[illegible]

### Les festivals

[illegible]

**MERCREDI**

PARAMOUNT ELYSÉES v.o. - PARAMOUNT ODEON v.m. - PARAMOUNT  
OPERA v.f. - PARAMOUNT MONTPARNASSE v.f. - PARAMOUNT  
MONTMARTRE v.f. - PARAMOUNT GALAXIE v.f. - PARAMOUNT  
BASTILLE v.f. - MAX LINDER v.f. - PARAMOUNT MAILLOT v  
SAINT-CHARLES CONVENTION v.f. - PASSY v.f. - PARAMOUNT  
ORLÉANS v.f. - PARAMOUNT La Varenne - BUXY Val-d'Yonne  
CLUB Colombes - PARAMOUNT Only - ULIS Orsay - CARREFOUR Paris  
VILLAGE Neufly - ARTEL Villeneuve - MÉLIES Montreuil - ARGENTUEIL  
FLANADES

COLUMBIA FILMS présente  
Une production de MARTIN RANSCHOFF  
**CHARLTON HESTON**  
**BRIAN KEITH** **LA**  
**FUREUR SAUVAGE**  
**STEPHEN MACTH-VICTORIA RACIMO-SEYMOUR CASSEL**  
**MICHEL LEGRAND** **RICHARD R. S. JOHNS**  
**MARTIN SHAFFER & ANDREW SCHEINMAN**

هكذا من الأصل







ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	Ts.
OFFRES D'EMPLOI	\$3,00	\$8,00
DEMANDES D'EMPLOI	1,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

### REPRODUCTION DEFERRED



ter de l'homme à terre Mer)

let d'engrèvements d'Outre-Mer.

(et départements d'Outre-Mer)

100













emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

**COMEX SERVICES**  
Leader français des travaux sous-marins.

**contrôleurs de région**

FRANCE MEDITERRANEE AFRIQUE - M. 233  
AMERIQUES CENTRALE ET SUD - Réf. M. 233

responsable de la préparation, du suivi des budgets ainsi que de la gestion et comptable de la région.

De 32 ans minimum, maîtrise de l'anglais impérative - espagnol souhaité.

Postes : Marseille - Expatriation intérieure - prévoir.

Information Carrière SVP  
Marseille (01) 54 82 55, aux de bureau, en précisant la référence.

On peut aussi : dossier SVP RESSOURCES HUMAINES MARSEILLE 48, rue Grignan 13001.

Usine Performante, Produits du bâtiment  
250 pers. en Alsace du Nord  
Equipements très modernes, faisant partie d'un puissant groupe international recherche.

**JEUNE DIRECTEUR DE PRODUCTION**

Ingenieur Electromecanicien ou similaire.

10 ans d'expérience du commandement et fabrication de grandes séries mettant en œuvre techniques variées, employant des équipes importantes.

Mission : Direction l'encadrement ateliers et services techniques. Responsabilité globale de la production (quantité, qualité, rentabilité, délai) en production de nouveaux projets.

Equipements en collaboration avec les fournisseurs, d'avenir stable. Rémunération motivante. Véhicule de fonction logement facilité. CV et 2 photos.

**seletec**  
57000 STRASBOURG CEDEX

**chef du laboratoire**  
développement de procédés

Une société fabriquant des **PRODUITS CHIMIQUES A USAGE PHARMACEUTIQUE** pour son usine d'AVRILLE (proche de la Roche-Beaucourt) - 49 - un chimiste dont le rôle sera de travailler lui-même sur les nouveaux projets de développement et d'encadrer une équipe de 4 techniciens.

Il aura 30 ans minimum, une formation DUT CHIMIE ORGANIQUE, une expérience de la mise au point de produits de chimie organique fine ou d'intermédiaires de synthèse, acquise dans un groupe performant.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2012 - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**POTAIN**  
Leader mondial de la manutention et du levage

Groupe : K.F. C.A. consolidé recherche

pour son Siège Directionnel implanté à

**LYON**

**CADRE COMPTABLE ET FINANCIER**

Sous l'autorité du Directeur des Comptabilités il sera chargé d'une première expérience d'adaptation et de formation au travail, d'assumer la responsabilité de la comptabilité d'une importante filiale de la région Lyonnaise.

Les responsabilités d'encadrement ensuite au sein du groupe, sur les secteurs suivants : Comptabilité, consolidation, Recouvrement Export.

Les candidats sont diplômés de l'enseignement Supérieur (Grande Ecole ou Expertise) et ont acquis une expérience de plusieurs années au sein d'un grand international.

Envoyer C.V. et présentations à POTAIN Direction des Ressources Humaines - Route des Charbonnières 69620 ECULLY.

**Au pied du mur...**

Vous êtes Ingénieur, E.S.C., maîtrise, technicien organisateur...

Après formation, vous serez chargé de missions de diagnostic et de conseil dans les domaines de l'organisation et de la gestion des entreprises. Vous participerez à la mise au point de terminaux, à la formation des équipes de travail, à l'analyse des processus, à l'amélioration de la productivité.

Des déplacements fréquents de courte durée sont à prévoir (en France). Votre intégration dans le département organisation sera facilitée par la jeunesse de ses membres, votre réussite dans ce département sera un atout pour votre évolution au sein du Groupe. Vous travaillerez au sein d'une première mutuelle d'assurances, au plein temps, à 10 km de ROUEN.

Envoyez votre C.V. manuscrit et 2 photos à Mme MAUHOURET Mutuelles Unies - 3037 X - 76120 Rouen Cedex.

**mutuelles unies**

Importante société de produits chimiques recherche.

Responsable de la région lyonnaise pour la vente, des produits de la vente, de l'efficacité, le service de l'opportunité du client.

**RESPONSABLE DE VENTE**

pour la région lyonnaise, avec des clients : Industriels, pépiniéristes, forestiers, de grosistes et d'entrepreneurs à suivre et à développer. Formation agricole ou horicole.

Localisation : LYON, à l'intermédiaire d'un véhicule, à l'intermédiaire d'un véhicule, à l'intermédiaire d'un véhicule.

Adr. C.V. et 2 photos à : INTER P.A. B.P. 1000, 69000 LYON.

ou à : PONTALIER, habit., d'urgence, UN - 58 ASSIST. SOCIALE, s'adresser en direct.

**cadres comptables et de gestion**

La Direction Financière de CREUSOT-LOIRE recherche plusieurs jeunes cadres pour la comptabilité et les techniques modernes de gestion.

Ils devront être diplômés d'une école supérieure, avoir acquis une formation financière, avoir acquis une totalité ou en partie la formation complémentaire préparant à l'expertise comptable, notamment le DECS. Deux ou trois ans d'expérience professionnelle sont souhaitables. Les candidats doivent également être examinés.

Les postes sont à pourvoir au départ dans les services comptables centraux de la société - Creusot (Saône-et-Loire). Une large évolution de carrière est offerte pour des éléments de valeur et mobiles géographiquement.

Les candidatures, avec indication de la rémunération actuelle ou souhaitée, à adresser à Monsieur BOUCHI, Direction Financière, CREUSOT-LOIRE, 8, rue de la Rochefoucauld - 75001 Paris.

**CREUSOT-LOIRE**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE BATIMENT**  
RÉGION ROUEN

recherche

**INGÉNIEUR DIPLOMÉ**

à ses minimums

(Licence, Master, T.P., Mines...)

Poste : Directeur régional.

Compétences : responsabilité, sens du commandement et du travail.

Envoyer sous référence 9003 à : P. LICHARD S.A., 230 - 75003 Paris Cedex 03, qui transmettra.

**CLAUDE**

filiale GTE, n° 1 mondial de réclame, cherche pour son siège de LYON (69000) un

**CHEF SCE MATERIALS**

expérience des achats + anglais

Cette fonction appelée aussi CONTRÔLE PRODUCTION comprend les achats, la gestion des stocks, la programmation et les magasins. Le candidat supervise l'ensemble (35 personnes) et assure personnellement les achats (50 % de son temps). Il est ingénieur ou équivalent avec une bonne pratique des achats (5 à 10 ans) et de la programmation de productions en grande série, expérience acquise de préférence dans une société américaine.

Des procédures sont mises en place mais elles laissent la place à beaucoup d'autonomie. Ses principales qualités : sens du commandement, dynamisme, bon contacts, rigueur, méthode, réactivité, imagination.

Merci d'envoyer votre CV + appoint. sous. (ref. MCH) à

**SCHNEIDER RECRUTEMENT**  
55, montée de chouans 69323 Lyon cedex 1

**L'UN DES PREMIERS GROUPES PAPETIERS FRANÇAIS**  
recherche

**ingénieurs débutants exploitation**

Les candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur mécanicien ou papeter, seront recrutés au sein de cette importante unité de production pour prendre peu à peu des responsabilités d'exploitation.

L'importance de la Société peut assurer, à des candidats de valeur, un développement de carrière.

Lieu de résidence : Nord de la France - Fribourg de LILLE.

Ecrire C.V. à G. STIKER, sous la référence 32180 E, à :

**BOSSARD SELECTION**  
« Centre Vautans » 201 rue Colbert  
59800 LILLE - Tél (20) 54.06.37

**SAPHYMO - STEL**  
THOMSON-CSF

Activités Electrothermie Centre de Grenoble

**Ingénieur**

GRANDE ÉCOLE

3 à 5 ans d'expérience pour la mise au point et développement automatisés machines-outils et machines spéciales à commande numérique.

Ecrire à la Direction 14, rue du Drac 38000 GRENOBLE

**EN VENTE**  
UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE, recherche

**JEUNE CADRE**

à ses minimums, ingénieur Agré/Agri de préférence ou formation équivalente (Eco, Droit, ESSEC, similia) conforme à une expérience bancaire de 2 à 5 ans.

Sous la responsabilité du Chef de Département Financier, il aura pour mission essentielle : mettre en œuvre les techniques financières, analyser les formules de crédit, détecter les risques, assurer la spécificité locale, avec un souci permanent d'adaptation.

Il aura des relations extérieures en amont et en aval, poste, sera en contact.

Le poste est vacant, veuillez adresser lettre manuscrite C.V. sous référence 10/85 à Jean OLLIVIER, B.P. 20 59740 PACE, qui transmettra les premières candidatures dans l'entreprise en garantissant l'anonymat.

Importante Société de Construction de gros Matériaux Thermiques et Nucleaires, située à VERNY

recherche

pour ses usines de LYS-LEZ-LANNOY (Nord)

**UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN**

avec des notions en équivalent + diplôme E.S.P. ou équivalent.

Ayant une expérience en chaudronnerie, Fonderie, Mécanique, contrôle non destructif pour CONTRÔLE ET ENTRETIEN DES FUSILLES.

30 ans environ.

ANGLAIS PARLE EXCELLENTE.

Déplacement France et Etranger.

Adr. C.V. manuscrit et photo sous réf. 2453 à : M. B. 209 - 75241 PARIS - qui transmettra.

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE FRATIS**  
recherche

**JEUNE COLLABORATEUR**

Notamment pour études de développement de programmes d'investissement d'entreprises régionales.

Après une période de formation, il aura des contacts avec la clientèle et les administrations financières.

Le poste convient à un homme de 20 ans min., diplômé d'une grande école commerciale ou ayant une formation juridique et comptable. Il aura une formation juridique et comptable. Il aura une formation juridique et comptable.

Une première expérience serait appréciée.

Env. C.V. manuscrit, photo, présentations s/réf. 1620 à Mme A. GARRET 11, rue de la République 44000 NANTES

Concours sur titres : Un ingénieur contrôle stations d'épuration - Renseignements : D.D.A.S. du Loiret, 10, rue de la République, 45000 Orléans. Tél. (38) 35-35-35.

**L'N.R.S. RECHERCHE**  
pour le laboratoire d'acoustique au service civique de NANCY

**UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE OU UNIVERSITAIRE DE HAUT NIVEAU**

Les candidats possédant une culture scientifique étendue, une maîtrise des techniques de pointe, des connaissances approfondies dans les domaines suivants : 1. Acoustique ; 2. Traitement du signal ; 3. Programmation informatique, simulation numérique.

La responsabilité sera fonction de la compétence et des expériences acquises.

Env. C.V. manuscrit et présentations sous réf. 2452 à : SWEETS, 10, rue de la République, 45000 Orléans. Tél. (38) 35-35-35.

**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**  
GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES

recherche pour le

Département Organisation Informatique d'un établissement industriel de 2400 personnes

**un Ingénieur Chef de Projets**

diplômé d'une Grande École, ingénieur débutant, ou quelques années d'expérience.

Il aura la charge de la synthèse et de l'organisation de l'équipe.

Il sera chargé de la conception d'applications de gestion automatisées.

Il aura des relations extérieures en amont et en aval, poste, sera en contact.

Le poste est vacant, veuillez adresser lettre manuscrite C.V. sous référence 10/85 à Jean OLLIVIER, B.P. 20 59740 PACE, qui transmettra les premières candidatures dans l'entreprise en garantissant l'anonymat.

photo et présentations à : M. le Directeur du IPEAS 6, rue de la Guay - BP 705 et 713 18105 BOURGES CEDEX

Importante Région ETANG DE BERRE recherche

**INGÉNIEUR**

DEBUTANT SUP-ELEC

pour participer à la réalisation, de la mise au point des circuits électriques et des systèmes d'avions prototypes.

Env. C.V. manuscrit et photo sous réf. 2453 à : M. B. 209 - 75241 PARIS - qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ ORLÉANAISE**  
recherche pour son Département

« Systèmes de Sécurité »

en pleine expansion

**UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR**

Chargé au sein d'une équipe projets en liaison avec les clients, de concevoir, d'élaborer des propositions techniques dans le domaine de la sécurité.

Les propositions techniques sont mises en œuvre par les équipes de montage et de contrôle pour la mise en main des systèmes complexes auprès des grandes administrations civiles et militaires.

La rémunération est fonction de l'expérience du candidat.

Env. C.V. manuscrit et présentations à n° 71.356, « Centre Vautans », 201 rue Colbert, 59800 LILLE - Tél (20) 54.06.37.

**offres premières emplois**

**INSTITUT DE GESTION SOCIALE**

Dans le cadre du 7<sup>e</sup> Pacte National pour l'emploi 2 stages spécialisés de formation et d'insertion professionnelle débiteront les 4 et 5 novembre prochains :

**GESTION ET ANIMATION DES SURFACES DE VENTE**

les aspects de la gestion des points de vente et l'animation des hommes

**ANIMATRICES ET PROMOTRICES DE VENTE**

la gestion des ventes et les techniques de vente (animation - promotion - publicité)

Ces stages sont conçus en liaison avec les entreprises.

Ils sont réservés aux demandeurs d'emploi de moins de 30 ans et femmes ayant au moins un enfant à charge.

Les candidats sélectionnés recevront une indemnité mensuelle de 75 % du SMIC.

Recrutement : niveau Bac + 2

Les demandes de candidature doivent être adressées dans les plus brefs délais à :

Monsieur Max MAYETTE

**INSTITUT DE GESTION SOCIALE**  
11, rue Viète - 75017 Paris - Tél. 766.23.80



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



## THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT

Pour faire face à une expansion continue importante, l'un des premiers grands constructeurs mondiaux de SIMULATEURS, implanté en REGION PARISIENNE et ayant une filiale aux ETATS UNIS recherche des

## jeunes ingénieurs

ELECTRONIQUE - AERONAUTIQUE - ELECTROMECHANIQUE

Vous avez 5 ans d'expérience en tant qu'ingénieurs d'études, par exemple dans l'électronique, l'aéronautique, l'électromécanique, etc.

Vous souhaitez élargir votre vision et accéder à des responsabilités de coordination de projets.

Vous êtes de nationalité :

## coordinateurs techniques

Vous participerez directement à la conduite de projets qui ont une portée internationale, seront des simulateurs utilisés par les armées, les chars, les navires et les systèmes.

La responsabilité d'un projet : • technique d'ensemble, • coordination des groupes d'études et de réalisations, • préparation de propositions techniques et de devis, • relations techniques avec le client. (R. 12.30.30-31)

BONNE PRATIQUE DE L'ANGLAIS - L'ALLEMAND

Adressez C.V. photo et rémunération souhaitée en indiquant la référence du poste à Alain de BEJARRY THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT 6.P. 116 - 75192 Trappes Cedex



## CAP SOGETI LOGICIEL

c'est plus que l'annuaire électronique. Beaucoup plus!

CAP SOGETI LOGICIEL, c'est sûr, l'annuaire électronique, mais c'est aussi la réalisation de grands projets nationaux et internationaux dans les technologies de pointe (espace, télécommunications, micro-processeurs, systèmes d'armes, ADA...). Ces grands projets qui nous sont aujourd'hui confiés ouvrent des perspectives représentant de nombreuses opportunités professionnelles pour des

## Ingénieurs Informaticiens débutants et expérimentés

Recrutés dans le cadre d'objectifs de constitution de futures équipes dirigeantes, ingénieurs expérimentés immédiatement à la réussite de projets d'envergure à PARIS, LANNON, TOULOUSE, GRENOBLE.

Les dimensions internationales de CAP SOGETI LOGICIEL, que les références constituent des atouts uniques pour participer à plus importants projets actuels et futurs.

Vous souhaitez vous associer à une croissance dont on ne connaît pas aujourd'hui les limites, ou tout simplement, disposer d'informations précises sur CAP SOGETI LOGICIEL, ses activités, ses projets, ses hommes, ses salaires. Il suffit pour cela d'écrire à : M. DUVAL, CAP SOGETI LOGICIEL - 5, rue Louis-Léger, 92110 MONTRouGE Cedex.

Prenez une option sur l'avenir

CAP SOGETI LOGICIEL

CAP SOGETI LOGICIEL présente ses réalisations au SICOB : Niveau 3 - Zone F.

LA FILIALE FINANCIERE D'UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

Banque Est

## DES INGENIEURS ANALYSTES DE GESTION

Réf. 101 M

## UN INGENIEUR ANALYSTE STATISTICIEN

Réf. 101 M

Pour renforcer les équipes et pour développer les applications (leasing, crédit, etc.) à long terme, comptables et statistiques, nous recherchons des jeunes ingénieurs.

Après une préselection préalable de l'entreprise, les ingénieurs seront affectés à un poste de longue durée, avec des applications en temps réel et sur IBM.

Débutants ou expérimentés, nous retenons ceux qui ont une grande capacité d'adaptation à un langage de programmation évolué en gestion.

Une formation et une évolution de carrière sont assurées.

Ecrire et présenter la référence à : A.L. CONSEIL, 24, rue Murillo, 75008 PARIS, qui garantira l'emploi et la réponse.

AL conseil

## Cil Honeywell Bull

recherche pour ses unités d'Etudes et de Développement un

## RESPONSABLE DE FORMATION

Intégré à une équipe pluridisciplinaire rattachée à la Direction du Personnel, il jouera un rôle de conseil auprès des unités opérationnelles pour élaborer des plans de formation généraux et individuels, organiser les actions adaptées et gérer leur déroulement.

Il pourra aussi être amené à animer des sessions de formation dans ses domaines de compétence.

De formation supérieure (Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Gestion) il devra avoir acquis une expérience de la formation en milieu industriel ou Cabinet Conseil.

Lieu de travail : banlieue Ouest.

Adressez C.V. photo et prétentions sous référence 172 M (à préciser sur l'enveloppe) à : Cil Honeywell Bull - ACLES - 61-63, rue d'Avon - 75008 Paris Cedex 20.

HAVAS CONTACT

## Futur Gérant

Laboratoire Photographique



Créé en 1938, Labo-Color, filiale de Picta Service, premier laboratoire photographique professionnel, est spécialisé dans la réalisation des travaux photographiques pour les agences de publicité.

L'accroissement de son C.A. (+ 22 %), l'importance de son effectif (20 personnes) et surtout la totale autonomie qu'elle aura, prochainement, amène Labo-Color à rechercher son FUTUR GERANT.

Homme de communication, attiré par la photographie, le candidat que nous recherchons à 27 ans minimum, est de formation supérieure en gestion, a une expérience de 5 ans minimum et est capable de la conduite des hommes. Il sera pour nous dans un premier temps le développeur du C.A. en recherchant de nouveaux clients tout en acquérant les connaissances indispensables pour prendre la direction de la société.

Le poste est situé à COURBEVOIE.

Jean-Louis MUTTE vous fera parvenir votre C.V. + prétentions sous référence 237/1.

Beckwell

41, avenue de Friedland - 75008 PARIS

Amsterdam, Frankfurt, Hambourg, Londres, Los Angeles, New York, Paris

cde

Comptoir des Entrepreneurs

RECHERCHE

## JURISTE

Diplômé de l'enseignement supérieur, ayant de solides connaissances en Droit Privé en vue d'intégrer une entreprise à caractère général ou sur des dossiers particuliers.

La préférence sera donnée à un candidat ayant acquis 2 à 3 années d'expérience pratique du Droit Immobilier.

Réf. S.J.

## CHARGES D'ETUDES

Diplômés de l'enseignement supérieur, en Sciences Economiques ou I.A.E. Les candidats doivent être des hommes de contact à l'esprit ouvert et capables d'assimiler rapidement les divers aspects de l'entreprise.

La préférence sera donnée à des candidats ayant une expérience bancaire, immobilière, ou informatique.

Réf. E.O.I.

Les dossiers de candidatures (lettre manuscrite, curriculum vitae, prétentions), sont à adresser à : S.J. ou E.O.I. Monsieur François Coudurier, C.D.E. 6, Rue Volney, 75011 PARIS.

## CABINET D'AUDIT

RECHERCHE POUR SON BUREAU DE PARIS

## UN CONSULTANT

DE HAUT NIVEAU

## EN CONTROLE DE GESTION

Le candidat, âgé de 30 ans environ, diplômé d'une grande école, aura une solide expérience des techniques comptables et de contrôle de gestion et des systèmes de reporting des groupes, acquise dans l'industrie ou en cabinet de conseil ou d'audit.

Il aura à diriger, un premier temps, une importante mission pour l'un des tout premiers groupes industriels français. Il devra pouvoir à terme la prolonger d'un DÉPARTEMENT du

complet à envoyer à :

CABINET BERTHO et ASSOCIÉS

10, rue de Longchamp, 75116 PARIS.

transac

groupe CGE

une des plus importantes entreprises françaises, recherche pour PARIS et proche banlieue Sud

## INFORMATICIEN

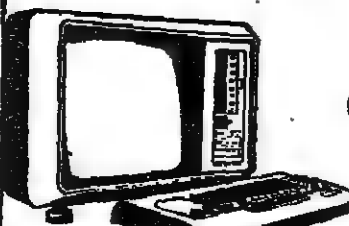
## REDACTEUR TECHNIQUE

Rattaché à l'activité marketing de l'entreprise, le candidat sera chargé de rédiger des manuels de présentation, de programmation et d'utilisation de nos matériels :

• TERMINAUX INTELLIGENTS

• MINI-ORDINATEURS.

Pour ce poste évolutif, le candidat, pratiquant couramment l'anglais, aura une formation Ingénieur ou Technicien Supérieur dans le domaine électronique et/ou informatique, complétée par une expérience de la programmation terminaux, mini ou micro.



Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) au Service des Relations du Travail 10, rue de la République 92110 MONTRouGE Cedex TRANSAC S.A. Carole Pierre Herrang BUREAU BRUYERES LE CHATEL

## PHILIPS

Data Systems

Vous êtes : soit d'une Ecole d'Ingénieurs, soit d'un enseignement supérieur scientifique. Vous êtes intéressés par une carrière

## INGENIEUR LOGICIEL

## SYSTEME

Pour contribuer au développement de nos

PHILIPS DATA SYSTEMS

Centre Industriel de : FONTENAY-AUX-ROSES (92)

Vous offrez cette possibilité après un stage de formation.

Vous serez intégré à des équipes de développement haut niveau travaillant en coopération avec nos autres d'études en EUROPE.

Bonne connaissance de l'anglais.

Adressez C.V. manuscrite, photo et prétentions au Service du Personnel - CITI, 11, rue de la République - 92200 Fontenay-aux-Roses.

## SOFINCO

LA MENIN

SIEGE EVRY

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

recherche

## UN COMPTABLE

DECS + 2 à 3 ans de formation

en cabinet ou en Service Audit Interne

Ecrire avec C.V. photo et prétentions à SOFINCO LA MENIN - Mile TANTURRI 91038 EVRY CEDEX.

HAVAS CONTACT

## Encadrement Hiérarchique et Technique

Une grande Entreprise Aérospatiale située en région parisienne recrute pour son service fabrications prototypes un

## Ingénieur

(Arts et Métiers ou équivalent)

Il est âgé de 30 ans minimum et possède une expérience en soudure et fabrications de préférence en mécanique générale ou de précision. Devant assurer l'encadrement hiérarchique et technique du service fabrications prototypes une bonne pratique de ces responsabilités est indispensable au candidat.

Le service couvre les activités suivantes : • ordonnancement et méthodes ; • usinage et montage ; • micro-mécanique ; • soudage par faisceau d'électrons ; • mesure sous vide.

Les lettres de candidatures accompagnées d'un C.V. manuscrit sont à adresser sous réf. 271/48918 à HAVAS CONTACT - 155, bd Haussmann, 75008 PARIS. (La plus grande discrétion sera assurée).

مكتبة الأهل



4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

**etap**

**BATIMENT**  
**Jeune**  
**chef de**  
**département**

référence JU 166 AM

**société industrielle - PME filiale de distribution du GROUPE BSN**

offre une réelle opportunité de développement de carrière à un jeune ingénieur TP (bâtiment) ou AM.

Ce jeune Chef de Département devra seconder le Directeur de la Société tant sur le plan gestion, organisation et relations commerciales dans la branche "Entreprise".

Dans un premier temps, il sera plus particulièrement chargé des contacts commerciaux afin de se familiariser avec la clientèle et de bien connaître la société.

Ce poste conviendrait à un candidat disposant d'un réel dynamisme et ayant acquis une première expérience et si possible dans le secteur second œuvre bâtiment.

Les candidatures de débutants seront examinées favorablement s'ils disposent de stages dans ce domaine et souhaitent s'y orienter.

Poste : région Sud-Ouest.

**Ingénieur**  
**méthodes et**  
**amélioration**  
**des procédés**

référence LV 166 AM

**ALLIA DOULTON (3 500 personnes, 11 usines en Europe) filiale du GROUPE LAFARGE,**

propose au sein de sa direction technique, une opportunité de carrière à un jeune ingénieur (ECP, IDN, AM) 3 ans environ d'expérience en méthodes et/ou fabrication.

Pour ses différentes usines du groupe en France et à l'étranger, sa mission consistera à analyser et comparer les méthodes et procédés de fabrication, de façon à en harmoniser ou en généraliser l'usage, dans une perspective d'amélioration des coûts de production. Ces missions impliquent une participation très nette à la politique d'investissement des usines.

Fonctions intéressantes pour un candidat doté d'un très bon sens des relations, possédant une excellente pratique de l'anglais et si possible de l'allemand.

Déplacements nombreux et de courte durée.

Large possibilité d'évolution vers postes opérationnels.

Lieu de travail : Paris.

**ECP, AM, IDN,**  
**confirmé**  
**pour poste**  
**opérationnel**  
**d'usine**

référence SB 174 AM

**UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS**  
(industrie de process, plusieurs usines en France et à l'étranger) recherche un ingénieur ECP, AM, IDN école équivalente, ayant minimum 5 ans d'expérience en entreprise en fabrication.

Il sera formé aux techniques du groupe pour assumer rapidement des fonctions hiérarchiques importantes en production.

Poste ville Sud-Est.

Possibilités de mutation ultérieure au sein du groupe.

**Chef**  
**service**  
**comptabilité**  
**générale**

référence WH 175 AM

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PLAN NATIONAL, 2 500 personnes, Paris, recherche Chef de Service Comptabilité Générale.**

DECS, BTS ou formation équivalente, 35 ans minimum ayant solide compétences comptables et expérience de l'animation d'un service étoffé 30 personnes.

Rattaché au Directeur des services comptables, il aura la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité générale et des services de pays.

Il sera également responsable de l'analyse et du perfectionnement des procédures comptables en liaison avec les services de gestion et comptabilité analytique.

Situation intéressante dans organisme dynamique.

Ordre de grandeur de rémunération : 150 000 F.

**Jeune**  
**Ingénieur**  
**ENICA, ENSMA,**  
**ETACA ou ENSI-**  
**vocation**  
**électronique**

référence NY 170 AM

**UN IMPORTANT ORGANISME INDUSTRIEL DÉVELOPPANT DES TECHNIQUES DE POINTE : AÉRONAUTIQUE, SPATIAL, propose une situation à un**

Jeune Ingénieur.

Il (elle) sera chargé(e) à partir de l'étude d'informations scientifiques et techniques et du dépouillement de documentation spécialisée de suivre l'évolution des techniques dans les domaines considérés et d'assister des responsables de projets et programmes.

Cette tâche, attrayante par la variété des techniques rencontrées, conviendrait à un ingénieur diplômé(e), ayant une formation supérieure et de bonnes aptitudes à la communication écrite et orale.

Une première expérience professionnelle du type brevets ou documentation serait appréciée. Ce poste nécessite de bonnes connaissances en langue (anglaise et éventuellement autre langue).

Lieu de travail : Paris.

**Secrétaire**  
**général**

référence 1 305 M

**P.M.E. ville Côtière de Normandie, marque renommée (500 personnes)**

offre un poste de Secrétaire Général à jeune cadre formation école supérieure de commerce, capable de seconder P.D.G. en prenant en charge la fonction personnel et en supervisant les services financiers et comptables.

**UNE ENTREPRISE DE FABRICATION DE MOBILIER**  
(350 personnes) leader dans son créneau de marché et en pleine phase d'accroissement continu, recherche un Responsable Fabrication.

Il sera chargé d'organiser et d'animer la production (environ 200 personnes) : planification, gestion de la production (informatisée).

La diversité des techniques mises en œuvre (bois, laminés, serrurerie, couture...) nécessite une formation de l'ingénieur AM ou formation supérieure équivalente, 30 minimum et une pratique professionnelle de 5 à 10 ans en fabrication de série.

Une expérience préalable dans l'industrie de l'ameublement n'est pas indispensable. Poste attractif pour un candidat ayant un réel sens de l'organisation, de l'animation des hommes et du commandement.

Localisation : ville moyenne région Champenoise.

Rémunération de l'ordre de : 140 000 F.

**etap**

4, rue Massenet 75016 Paris

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

**etap**

**Ingénieur**  
**grande école**  
**responsable**  
**centre de**  
**profit**

référence MX 169 CM

**L'AIR LIQUIDE**

recherche pour son Département Construction (matériels cryogéniques, usines de liquéfaction, etc.) un ingénieur grande école confirmé, ayant 5 à 10 ans d'expérience impliquant direction de personnel d'atelier et gestion, de préférence dans la chaudronnerie ou mécanique.

Il assumera la responsabilité d'un centre de profit à caractère industriel et commercial.

Poste impliquant initiatives, autonomie et ouvrant de nombreuses possibilités d'évolution au sein du groupe, pour un candidat ayant le caractère d'un "chef d'entreprise".

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Poste : banlieue Est Paris.

**Ingénieur**  
**électronicien**  
**spécialiste**  
**micro-processeurs**

référence OZ 171 AM

**IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE ÉQUIPEMENTS DE GRANDE DIFFUSION** marque renommée, spécialisée, recherche pour ses services études un ingénieur Electronicien, spécialiste micro-processeurs, capable d'en assurer la programmation et d'en développer la mise en œuvre.

Plusieurs années d'expérience acquise dans l'application de micro-processeurs aux produits de grande diffusion : électroménager, auto, jouet, machine à calculer, sont indispensables.

Situation intéressante dans firme dynamique.

Connaissance anglaise.

Lieu de travail : Paris.

**Ingénieur**  
**adjoint au**  
**directeur de**  
**l'émaillerie**

référence RS 173 CM

**LE CREUSET,**

**FORGE ÉMAILLÉE**, leader mondial dans sa spécialité, recherche pour son usine Fresnoy le Grand - Alsace, l'ingénieur Adjoint au Directeur de l'émaillerie.

Ce poste peut convenir à un ingénieur ou technicien expérimenté en émaillerie, tôlerie émaillée, émaillage peinture au four (minimum 5 ans d'expérience dans le domaine).

Ce cadre sera progressivement formé à une spécialité rare afin de succéder au Directeur de l'émaillerie.

Situation intéressante et avenir dans firme plein essor impliquant outre de nombreuses connaissances techniques, une expérience de commandement.

**Jeune**  
**auditeur**

référence PA 172 AM

**PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE, NOMBREUSES FILIALES FRANCE ET ÉTRANGER,** souhaite intégrer au sein de l'équipe de la direction financière la holding, le Jeune Auditeur.

Une réelle opportunité de carrière est offerte à HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, désirant acquies 2 ou 3 ans d'expérience acquise dans groupe important ou cabinet anglo-saxon.

Après avoir assuré avec succès sa fonction d'auditeur, le titulaire du poste pourra accéder dans un avenir proche, à de larges responsabilités au sein d'une des filiales françaises ou étrangères.

Poste à Paris.

**Responsable**  
**du**  
**personnel**

référence VA 177 CM

**UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RÉPUTÉE DANS SA PROFESSION,** fabrication et vente de produits alimentaires, 1000 personnes, plusieurs établissements, propose une situation attrayante et évolutive de Responsable du Personnel.

Rattaché au Secrétaire Général, ses principales missions concerneront :

- la responsabilité de la gestion du personnel,
- le suivi administratif et la paie,
- l'élaboration de statistiques diverses, de tableaux de bord, du bilan social,
- la formation du personnel et l'information dans l'entreprise.

Ce poste conviendrait à un(e) diplômé(e) d'enseignement supérieur (Sciences Po, ESC...) ayant 5 à 10 ans d'expérience de la profession et capable de participer à la mise en œuvre d'une politique de personnel et de la formation.

Lieu de travail : proche banlieue Sud-Ouest de Paris.

**ECP, Mines,**  
**AM, ESE**  
**confirmé**  
**pour**  
**responsabilités**  
**importantes**  
**et évolutives**

référence UF 176 AM

**UNE SOCIÉTÉ EN FORT DÉVELOPPEMENT, FILIALE D'UN DES PREMIERS GROUPE INDUSTRIELS FRANÇAIS,** plusieurs unités de production mécaniques et automatisées recherche un Ingénieur Confirmé.

Il aura environ 10 ans d'expérience en production dans travaux neufs, acquise de préférence dans une industrie de process.

Il sera d'abord chargé de l'élaboration d'une stratégie importante au sein d'une unité de production (déplacements d'atelier, organisation de service, amélioration de productivité).

Ses qualités d'opérateur lui permettront d'évoluer vers des responsabilités de direction d'un atelier.

Lieu de travail : environ 100 km de Paris.

Rémunération : 160 000 F +

**Responsable**  
**des ventes**

référence XH 130 CM

**CARTONNERIE EN EXPANSION** recherche une structure commerciale et recherche un Responsable des Ventes. Rattaché à la Direction Générale, ce cadre devra en région parisienne :

- assurer la mise en œuvre de la politique commerciale,
- animer le réseau de ventes,
- assurer les contacts clients importants,
- participer au marketing et au développement des produits en faisant remonter les informations recueillies sur le terrain.

Ce poste conviendrait à un candidat disposant d'une solide formation de base, d'une expérience de 5 ans environ dans branche similaire et de réelles qualités d'animateur et de dynamisme commercial.

**etap**

4, rue Massenet 75016 Paris



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



**jeune sous-directeur**  
**banque internationale**  
**140/170.000 F an**

Nous sommes un très important groupe d'origine internationale, et nous recherchons l'Adjoint du Directeur de notre Département Commercial France.

Il s'agit d'une personne de formation supérieure, de plus de 28 ans, disposant d'au moins 4 années d'expérience dans le secteur bancaire, à qui nous confierons la responsabilité du suivi et du développement d'un portefeuille d'importants clients (industriels et particuliers de très haut niveau).

Il est demandé, en plus d'une pratique (espagnol ou arabe apprécié), un esprit très créatif, de bonnes capacités de négociateur commercial et de gestionnaire.

A un candidat au bon potentiel, des possibilités d'évolution seront offertes, après réussite dans la fonction.

Séjour : Paris.

Envoyez votre CV sous référence M 845 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

**directeur logistique**  
**250/300.000 F an**

Nous sommes un important Groupe Industriel en très fort développement et notre champ d'action se situe à l'échelle internationale (plusieurs établissements industriels en France et à l'étranger). La logistique reste un secteur clé pour notre type d'industrie (forts tonnages de production). Nous souhaitons donc, pour compléter efficacement notre équipe de direction, intégrer auprès du Directeur du Groupe, un Directeur de Logistique de haute volée.

Bien entendu, la fonction, proche des problèmes industriels, portant couramment anglais (éventuellement allemand), et capable d'avoir sous son autorité un effectif de près de 200 personnes (hiérarchiques et fonctionnelles).

La sollicité entreprise, particulièrement porteurs sur lesquels nous nous trouvons, doivent permettre à un candidat de valeur de se pleinement ce qui comporte d'importantes possibilités de développement.

Séjour : Lille.

Envoyez votre CV sous référence M 838 ACT aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

**contrôleur de gestion**  
**150/190.000 F an**

Nous sommes une importante société Industrielle multinationale, et recherchons pour notre filiale française (Siège Paris), d'architectes de notre système de gestion. Sa fonction couvrira l'ensemble des problèmes de gestion Industrielle et de contrôle budgétaire des sociétés françaises du groupe. L'homme recherché, de formation supérieure (Sup de Co par exemple) aura pour première mission de faire évoluer les systèmes de gestion existants et de concevoir de nouveaux outils. Il sera assisté dans cette tâche par une équipe de 7 personnes qu'il animera en direct.

Disposant d'une pratique courante de l'anglais, il devra posséder un excellent potentiel, car une bonne réussite dans ce poste doit pouvoir lui permettre une très saine évolution de carrière.

Il faut prévoir, principalement au démarrage, un certain nombre de déplacements dans les différents sites du groupe.

Envoyez votre CV sous référence M 844 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

**direction grands projets**  
**140/160.000 F an**

L'une des principales sociétés de péri-informatique, élargissant sa gamme de produits et son implantation géographique, recherche deux chefs de projets d'envergure.

Les responsabilités de ces relations avec les clients et la Direction Commerciale (définition des spécifications des systèmes) à la mise en œuvre des projets, avec la responsabilité technique et budgétaire de leur réalisation.

Ces postes, à pourvoir en Région Parisienne, impliquent des capacités d'animateur d'équipe, et offrent des possibilités d'évolution à la mesure des responsabilités. Les candidats ayant déjà plusieurs années d'expérience dans le domaine des réseaux et de la gestion transactionnelle, le nécessitent de courts et fréquents déplacements.

L'un des postes (pour lequel la connaissance de l'allemand serait un atout) donnera l'occasion de contacts à l'étranger.

Envoyez votre CV sous référence M 848 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

**achats électroniques**  
**140/180.000 F an**

Fabricant de renom en France (domaine informatique), nous sommes un important utilisateur de matériels électroniques en grandes séries (composants, semi-conducteurs, circuits intégrés, etc.). Le développement constant de nos besoins nécessite le renforcement de la structure de notre fonction ACHATS (actuellement plus de 30 personnes), dont le recrutement d'un excellent professionnel pour le remplacer le remplacera lors de sa démission.

Le candidat devra posséder une expérience de plus de 5 ans, une connaissance bien le marché, sa principale activité sera la recherche de fournisseurs, la négociation d'importants contrats, le contrôle du respect des plannings et délais prévus, l'animation de l'équipe.

Ce poste, primordial pour l'activité de la société, offre donc de sérieuses perspectives de carrière à un professionnel motivé.

Il est situé dans la Région Parisienne et implique seulement environ 10% du temps en déplacements.

Envoyez votre CV sous référence M 841 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

**logiciels évolués**  
**110/130.000 F an+**

Une exceptionnelle possibilité d'évolution de carrière est offerte par la Direction « Applications » d'une société leader française, élargissant et sophistiquant sa gamme de produits péri-informatiques.

Pour assurer la réalisation des logiciels, l'assistance technique aux chefs d'importants projets et effectuer la liaison avec les clients, des postes de grand avenir sont offerts à des ingénieurs informaticiens. Ceux-ci auront de préférence quelques années d'expérience et la connaissance de langages évolués sur mini-systèmes transactionnels et/ou celle du langage Assembleur, et possible, sur systèmes en langage Pascal.

Les rémunérations envisagées, très ouvertes, dépendront des capacités et de l'expérience des candidats retenus.

Séjour : Région Parisienne Sud.

Envoyez votre CV sous référence M 792 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

**consultant informatique**

EUREQUIP SA International Conseil vous propose de vous intégrer à une équipe de Consultants. En tant que tel, vous serez responsable informatique du siège, participerez à l'exploitation des chaînes d'information et à la conception d'une partie des applications nouvelles sur ordinateur CH 100 de l'entreprise. Vous serez également chargé de former les utilisateurs à la pratique de cet outil informatique.

Vous formerez les procédures internes ou nouvellement mises à jour, vous participerez chez nos clients en équipes pluridisciplinaires, il leur sera appliqué à des problèmes de Transfert de Matières Industrielles, de Stratégie d'entreprise et de Ressources Humaines.

Si ces perspectives vous intéressent et que vous avez une double formation supérieure, une expérience de l'informatique de gestion d'au moins 3 années, la maîtrise d'une langue étrangère, une mobilité géographique totale et le besoin de vivre des expériences variées qui vous passionnent, écrivez sous référence 80.72-M aux Consultants du Département Recrutement d'EUREQUIP qui sont chargés de l'examen des candidatures.

**EUREQUIP**  
Département Recrutement  
B.P. 30 - 92420 Puteaux.

PARIS LONDRES ROUSTON LAUSANNE

**VCP** **BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS.**

Vous êtes diplômé(e) :

- INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
- ou
- DIPLÔMÉ(E) DE L'UNIVERSITÉ

Vous avez le goût du travail en équipe, des contacts humains, des responsabilités et de l'engagement personnel.

Vous souhaitez, lors de votre début de carrière, participer à l'essor de notre

**INFORMATIQUE DE GESTION**

Vous serez chargé(e) de la conception et du développement de projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétransmission.

Écrivez-nous avec un CV et une photo à :

**BVCP**  
Direction du Personnel, 52, avenue Hoche - 75382 Paris Cédex 08.

**GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS D'IMPLANTATION MONDIALE**  
recherche

**pour ses services fiscaux**  
**des cadres confirmés de haut niveau**

Diplômés de l'enseignement supérieur, les candidats auront une expérience de quelques années dans le secteur des entreprises.

Déplacements éventuels.

La connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères sera appréciée.

De larges perspectives de carrières seront offertes dans les différentes branches du groupe en France et dans le monde.

Adresser C.V. détaillé sous référence DANDE (mentionnée sur l'enveloppe) à :

**Publicité Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES**  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

**Johnson & Johnson S.A.**

**FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL**  
commercialisant des produits de grande consommation : pharmacie et des produits hospitaliers

**UN ACHETEUR confirmé**

La mission pour laquelle :

- la recherche et la sélection des fournisseurs par des études de marchés à l'achat;
- la négociation puis la conclusion des contrats;
- le suivi et la mise à jour des fournisseurs afin de respecter le planning de livraison.

Ce poste est à pourvoir rapidement, nous vous offrons si vous possédez :

- une bonne formation (ESA ou équivalent) + une expérience de quelques années dans la fonction;
- pratique aisée de l'anglais;
- grande rigueur professionnelle, le sens de l'organisation, le goût des responsabilités et du travail en équipe.

Merci de bien vouloir adresser votre C.V. (photo récente) et références à :

Personnel, Johnson & Johnson S.A., 95, rue Alexandre Fourny, 94500 CHAMPIGNY-OUTREMER. Réponse assurée.

**GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS D'IMPLANTATION MONDIALE**  
recherche

**pour ses services d'audit**  
**des cadres financiers et comptables confirmés**  
(Expert-comptable)

Diplômés de l'enseignement supérieur, les candidats auront une expérience de quelques années dans un Cabinet d'Audit ou dans des divisions financières ou comptables d'une grande entreprise.

Déplacements fréquents.

La connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères sera appréciée.

De larges perspectives de carrières seront offertes dans les différentes branches du groupe en France et dans le monde.

Adresser C.V. détaillé sous référence COSE (mentionnée sur l'enveloppe) à :

**Publicité Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES**  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

**INFORMATIENS ....**  
**ÉVOLUEZ VERS LA FONCTION CONSEIL**

Appartenir à un groupe de pointe en Informatique et Bureautique : prendre en charge la responsabilité de projets et l'animation d'équipes dans les principales entreprises françaises des secteurs de l'Automobile, de l'Aéronautique, de l'Industrie, de l'Administration, de la Banque, de l'Énergie, de la Santé, de la Distribution, etc.

Nous vous demandons un diplôme de grande école, ou un DUT d'informatique et de nous justifier de 1 à 5 ans d'expérience professionnelle. Des connaissances en Bases de Données et Télétransmission sont un atout supplémentaire.

**GIS**  
GROUPE DATAID

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature sous référence IC 81 M

48, avenue Raymond Poincaré  
75116 - Paris

**IMPORTANT GROUPE de CONSEILS D'ENTREPRISES**  
recherche pour PARIS

**conseil en organisation commerciale**  
30 ans minimum

- Expérience pratique de la vente.
- Goût pour le travail.
- Travail varié et enrichissant pour candidat dynamique.

Envoyer CV détaillé, photo et références à :

**FIDEX - DIRECTION PARIS**  
13 bis rue de Villiers  
92300 LEVALLOIS PERRET

**GRUPE INDUSTRIEL IMPORTANT**  
recherche

**CHEF DE PUBLICITÉ HAUT NIVEAU**

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE EN AGENCE**

**DISCRETION ASSURÉE**

Envoyer curriculum vitae + lettre manuscrite à :

**REGIS PERREX**  
N° 1 021.497 M, 83 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

هكذا من الرجل







offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES POUR ETUDES TECHNIQUES D'ENGINEERING INTERNATIONAL

Notre **groupe** vend et construit des usines dans le monde entier. Elle appartient à un très grand groupe français, son siège est à Paris. Nos domaines d'intervention vont de la Pétrochimie à l'Agro-alimentaire, en passant par la Métallurgie, la Céramique, la Papeterie, etc... Les processus que nous maîtrisons sont d'origines très diverses.

Comme chaque année nous proposons à quelques jeunes ingénieurs diplômés de grandes écoles de venir nous rejoindre : nous leur apprendrons notre métier et nous en ferons les responsables de demain.

Intervenant en opérationnels dès leur arrivée, ils ne se fixeront cependant que dans une fonction avant d'avoir fait un tour très complet de l'Entreprise.

■ vous parlez Anglais, si le challenge international vous attire, ■ vous êtes disponibles pour des missions à l'étranger, prenez contact avec nous en écrivant à :

CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra, sous référence No 71041

Nous avons pris des dispositions particulières pour accueillir les réponses à cette annonce.

## L'AIR LIQUIDE

Offre à des jeunes  
**INGENIEURS  
GRANDES ECOLES**  
ECP - MINES - SUPAERO - ESE

Des postes dans sa direction informatique pour :

- Développer des applications de gestion
- Développer des applications scientifiques et techniques ;
- Faire évoluer les logiciels de base.

Ils mettront en œuvre sur l'ordinateur actuel IBM et sur des réseaux de mini-ordinateurs, les techniques les plus récentes : Bases de données, temps réel, télétraitement, etc...

Ils pourront ainsi acquérir la connaissance du groupe AL et évoluer dans d'autres fonctions en France ou à l'étranger.

La connaissance de la langue Anglaise est indispensable. Une première expérience informatique serait appréciée.

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite, CV, photo récente) doivent être envoyés à la Société L'Air Liquide Direction Relations Humaines, 75 Quai d'Orsay - 75001 PARIS Cedex 07.

## ESC ou diplômés d'études supérieures

Nous sommes une société performante dans un secteur en pleine expansion, celui de la distribution. Nous sommes un des premiers groupes français d'hypermarchés. Aujourd'hui nous proposons à plusieurs jeunes diplômés d'études supérieures, après formation, de devenir de véritables managers de la distribution moderne.

Entièrement responsables de leur unité, ils décideront de la politique commerciale à mener et formeront leur équipe. Pour mener à bien leur tâche nous mettons à leur disposition un outil de gestion informatique extrêmement sophistiqué.

Il ne s'agit pas de leur courage et à leur dynamisme, mais aussi à leurs compétences et à leur esprit d'entreprise, d'inscrire dans des délais sans limites aux fonctions de chefs de secteur et de directeurs adjoints, ou de s'orienter vers les fonctions de contrôleurs de gestion, responsables de personnel, etc... Tous nos directeurs ont suivi la même filière.

Si vous voulez commencer votre carrière dans un de nos hypermarchés, situés en Seine et Marne, envoyez votre CV et photo à ADM, 164 rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris, sous réf. 10011, qui transmettra.

## réviseur comptable confirmé

Nous sommes un cabinet d'expertise comptable international de tout premier plan. Nous recherchons pour Paris, un réviseur comptable confirmé expérimenté par le client.

Le candidat devra avoir une première expérience de 5 ans au moins en fiscalité, acquise de préférence en Cabinet.

Des diplômes en comptabilité et une bonne maîtrise de la langue anglaise sont indispensables.

Les personnes intéressées seront reçues au cabinet de la firme pour discuter des possibilités de formation et de développement personnels.

Envoyer C.V. en indiquant votre adresse à Pierre Alain MOLINIER sous référence 094 - 6, rue Marceau, 75008 PARIS.

## un coordinateur expérimenté

BATIMENT

Nous sommes une société spécialisée dans le pilotage, la coordination, la planification et l'ingénierie générale. L'homme que nous recherchons peut justifier d'une expérience réussie de 5 ans et plus dans la

profession. Il souhaite travailler en province ou en région parisienne. Et pourquoi pas à l'étranger, auquel cas il maîtrise l'Anglais ou l'Espagnol.

Une réponse sera adressée à toute candidature envoyée sous référence 9036 à :

OP organisation et publicité  
21 rue de Valenciennes 75001 PARIS

## SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)  
recherche  
des ingénieurs et techniciens  
à Paris

### 2 agents approvisionnement

ayant une solide formation de base au minimum : bac technique, ou BT ou BTS et un minimum de pratique professionnelle dans une entreprise industrielle dans le domaine des achats, ou de la gestion des stocks.

Les candidats devront posséder un bon anglais technique, la connaissance du matériel et des méthodes pétrolières sera appréciée.

Après un temps de fonction dans nos services à Paris, ces agents seront affectés dans un poste de responsabilité dans l'une de nos filiales à l'étranger.

Envoyer avec C.V., photo et présent. sous No 70.448 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement - Avenue de Lilles (Tour 12.04) 64018 PAU Cedex.

## GFI CISMO

Le Groupe Français d'Informatique - mille personnes, une croissance de 50% en 1979 - poursuit ses performances à PARIS, pour sa filiale CISMO spécialisée en mini-informatique, plusieurs

### ANALYSTES-PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

Réf. M 21

ayant une bonne connaissance des temps réel. Ils développeront leurs compétences en participant, chez nos clients, à la réalisation de projets sur mini-ordinateurs et stationnels, en particulier HP 3000 et PDP 11. Une formation pratique sur ces matériels leur sera assurée.

### ANALYSTES-PROGRAMMEURS DÉBUTANTS

Réf. M 22

titulaires d'un MIAG, d'un DUT ou équivalent. Une formation complémentaire leur sera donnée et ils acquerront une expérience en tout premier plan : diversité des matériels, des applications et des méthodes de travail.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à M. DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI-SELECTION  
49, avenue de l'Opéra,  
75002 Paris.

Très importante Entreprise de Bâtiment renforce sa Direction

## METHODES

et recherche pour son siège  
PARIS-SUD

### ingénieur CONFIRME

pour préparation de chantiers. Une expérience d'au moins 4 ans est indispensable, si possible dans un bureau d'études ou dans une fonction Travaux.

### ingénieur ORGANISATION PRODUCTION PROPRE

Il aura la responsabilité de cette cellule organisation du travail et production propre. Une expérience dans ce domaine est souhaitée.

### technicien ORGANISATION

Une expérience Bâtiment est souhaitée.

Ces postes sont à pourvoir rapidement. Adresser CV, photo et prétentions sous référence 9068 à :

OP organisation et publicité  
21 rue de Valenciennes 75001 PARIS

## 2 INGENIEURS INFORMATIENS

La SFENA, pour sa Division Systèmes Informatiques, recherche deux ingénieurs informaticiens.

Le premier, technico-commercial, sera chargé d'assister les ingénieurs commerciaux pour analyser les cahiers des charges, répondre aux appels d'offres, effectuer les démonstrations des systèmes.

Le second, Chef de Produits, aura à assurer la mise en place de nouveaux produits basés de données : tests pilotes, formation des commerciaux, assistance technique.

Ces deux postes s'adressent à des candidats de formation supérieure, connaissant les bases de données, ayant une expérience des mini-ordinateurs.

Restaurateur d'entreprise.

Transports associés.

Adresser CV, photo et prétentions, sous réf. 1/047, à SFENA, Boîte Postale 59, 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

SFENA

مكتبة الامم المتحدة



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## AUDIT TECHNIQUE

Importante d'Ingénierie solidement implantée en France et à l'Etranger souhaite confier à un ingénieur haut niveau la responsabilité d'audit technique ses chantiers en Entreprise Générale.

Ce poste exige une formation Ecole d'Ingénieurs à dominante Génie Civil. (Connaissances en mécanique et électricité appréciées). Une expérience confirmée en Entreprise : devis, direction de travaux, coordination sous-traitants, etc... et, au moins, la référence d'un commandement sur un chantier important à l'Etranger. 35 minimum, la pratique courante de l'anglais, une grande disponibilité pour des déplacements fréquents de durée, dans pays.

Adresser CV manuscrit et prétentions référence YMO à nos carrières, 24 rue la Boétie 75008 PARIS.

## chefs de produit junior

ESSEC, ESCP, SCIENCES ECO.

Une IMPRIMERIE d'importance nationale, spécialisée dans les EDITIONS ADMINISTRATIVES et commercialisant ses produits par CORRESPONDANCE, souhaite renforcer son équipe Marketing par DEUX JEUNES (20-25) DE TALENT.

Ils auront la responsabilité d'un type de produits à haute valeur ajoutée. Ils auront les nouveaux produits et assureront l'entretien de la clientèle (professions juridiques, collectivités locales...) et les spécialistes de l'imprimerie.

Ils apprécieront de se voir confier rapidement des responsabilités et de les exercer dans une ambiance d'entraide et de solidarité.

Les dossiers de candidatures - sous réf. M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**RESPONSABLE D'EXPLOITATION INFORMATIQUE**, vous maîtrisez les techniques les plus récentes, vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre poste en élargissant vos responsabilités.

Nous vous proposons de créer un poste à la mesure de vos aspirations en devenant :

## L'ADJOINT DU DIRECTEUR

REF. MDU

d'une entreprise connue comme LA PREMIERE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS L'ASSISTANCE EN PERSONNEL D'EXPLOITATION ET SAISIE (300 personnes).

Dans le cadre d'une large autonomie, nous vous confierons une mission de développement commercial, de gestion du personnel et d'optimisation des services.

Ce poste impliquant des contacts à haut niveau, requiert une personnalité solide et rigoureuse.

Pour faire développement de marché et préparer l'évolution de ses activités, la filiale d'un groupe informatique français, spécialisée dans le CONSEIL EN GESTION DE PERSONNEL recherche des :

## CONSULTANTS

De formation et d'expérience, ce sont des SPÉCIALISTES de la FONCTION PERSONNEL, dont ils dominent les techniques et suivent l'évolution ; par tempérament, ils ont le sens du service, le goût des responsabilités et l'esprit d'entreprise.

Dans un premier temps, des postes sont à pourvoir dans deux domaines :

## FORMATION

REF. NFO

Interventions en entreprise : étude des besoins, élaboration de plans de formation, conception et animation de stages.

Coordination des activités : définition d'une stratégie, mise au point de produits, action commerciale, supervision des animateurs.

## RECRUTEMENT

REF. MRO

Prise en charge complète d'opérations d'assistance en recrutement : analyse du poste dans son environnement, recherche, sélection et présentation des candidats, suivi des contrats.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL ET DE SERVICES EN INFORMATIQUE

DÉPARTEMENTS SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIE

offre à

## INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES OU UNIVERSITAIRES

REF. M OBT 1

## INFORMATIENS CONFIRMES

EXPERIENCE SOUHAITEE EN TEMPS REEL

ET BASES DE DONNEES

M CAST 2

de participer à d'importants projets dans les domaines suivants :

- Avionique
- Automatismes
- Calcul scientifique
- Gestion industrielle
- Gestion commerciale
- Gestion de Production
- Conseil en Organisation
- Informatique

Si vous êtes intéressé(e) par l'un de ces postes, envoyez, pour examen confidentiel, votre C.V. avec photo et prétentions, en mentionnant la référence correspondante à :

Ordis

CONSEIL EN RECRUTEMENT  
10 rue Aubert - 75009 PARIS

**URGENT**  
SUPPORT LOGISTIQUE INDUSTRIEL  
SOCIÉTÉ FRANÇAISE SOLIDEMENT  
IMPLANTÉE en EUROPE et aux U.S.A.  
ET OCCUPANT UNE POSITION DE  
LEADER DANS SES SECTEURS  
D'ACTIVITÉ :

## DOCUMENTATIONS TECHNIQUES

Elaboration d'importantes bases d'informations graphiques et techniques (catalogues de pièces détachées, manuels de maintenance, etc.).

## SIMULATION AÉRONAUTIQUE ET INDUSTRIELLE

Production de simulateurs de maintenance de « Cockpit » procédures d'entraînement, divers simulateurs industriels.

## AIDES PÉDAGOGIQUES AUDIO-VISUELLES

Réalisation de programmes de formation et d'entraînement pour les utilisateurs du personnel de maintenance, de produits ou de processus complexes.

RECHERCHES

## INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Leur mission sera d'assister le Directeur Commercial, dont ils dépendront directement dans toutes les actions de prospection, de négociation ou de suivi d'affaires, au niveau National et Européen, dans un secteur industriel défini.

## FORMATION

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

AGE : 30 ANS MINIMUM

EXPERIENCE : 3 à 5 ans dans les domaines du « PRODUCT SUPPORT » et/ou de la maintenance de produits industriels complexes.

LA PRATIQUE COURANTE DE L'ANGLAIS est indispensable.

## LIEU DE TRAVAIL : PARIS

FREQUENTS DÉPLACEMENTS

Notre société est en très forte expansion. Nous recherchons des individus à fort potentiel, ayant le goût de l'innovation, et capables de s'intégrer à une équipe jeune et très dynamique.

C.V., photo et prét. n° 53843 sur enveloppe à 30, rue de l'Arcade, 75008 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHE offre pour compléter son équipe « Calcul de structures » les postes suivants :

## INGÉNIEUR MÉCANICIEN

confirmé, ayant de bonnes connaissances en informatique scientifique et expérience de la maintenance et du développement de logiciels de calcul de structures. (Référence CAL 1.)

## INGÉNIEUR MÉCANICIEN

confirmé ou ayant une première expérience de développement de logiciels de calcul de structures. (Référence CAL 2.)

## TECHNICIEN

ayant une première expérience de l'utilisation de calcul de type pour l'application. (Référence CAL 3.)

Pour ces 3 postes connaissances de l'anglais appréciées.

curriculum vitae, photo et prétentions en indiquant la référence du poste sous le n° 70.451 à CONTEXTE Publicité, 20, rue de l'Opéra, 75002 Paris, qui transmettra.



THOMSON-CSF

Télécommunications

## CADRE COMPTABLE

de formation supérieure + DEC

Le candidat retenu aura la responsabilité d'une équipe de 5 à 6 personnes et sera chargé de la comptabilité générale et des opérations comptables.

Un établissement de 1.000 personnes. Une expérience de plusieurs années dans une entreprise de télécommunications très appréciée.

C.V., photo et prét. à J.-P. GALLAIS, 20, rue de l'Opéra, 75002 Paris, qui transmettra.

## adjoint du directeur général

Le Directeur Général d'un GROUPE de VINS SPIRITUEUX recherche un adjoint pour la gestion.

Il sera chargé plus particulièrement du contrôle des filiales, de l'étude des plans d'investissement, de la gestion générale du groupe.

Ce poste comportant à la fois des études théoriques et des interventions concrètes correspond à un jeune cadre ayant une FORMATION SUPÉRIEURE de GESTION, quelques années d'expérience et souhaitant un rôle polyvalent et évolutif dans une entreprise en fort développement.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1897 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

## futur crédit manager

Un important ÉTABLISSEMENT FINANCIER figure parmi les leaders de la profession recherche un (e) futur (e) CRÉDIT MANAGER.

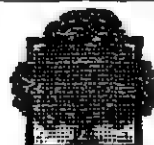
Sa mission sera de développer et de contrôler la mise en place d'une nouvelle technique de sélection des risques et de participer à la formation des équipes chargées de l'appliquer.

Ce poste conviendrait à un DIPLÔMÉ d'une ÉCOLE SUPÉRIEURE de COMMERCE ayant acquis 1 ou 2 années d'expérience dans le secteur des Banques ou des Assurances. Une connaissance de la langue anglaise sera appréciée.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2015 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



Cii Honeywell Bull

recherche pour sa Direction des Études Magnétiques

## INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Expérimenté en circuits analogiques faibles niveaux, circuits logiques et microprocesseurs, il se verra confié la conception et la mise au point de circuits pour disques. Réf. 172 M

## INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Débutant, il participera à l'étude de nouveaux dispositifs magnétiques et testeurs appropriés. Réf. 173 M

## INGÉNIEUR PHYSICIEN

Il s'intégrera à l'équipe chargée de l'étude des têtes magnétiques de haute performance et devra avoir des connaissances en optique mécanique de précision. Réf. 172 M

Lieu de travail : Centre d'Études de Clayes-sous-Bois (77).

Adresser C.V., photo et prétentions sous l'adresse correspondante (à préciser sur l'enveloppe) à : Cii Honeywell Bull - ACLES - 61-63, rue d'Avron - 75980 Paris Cedex 20.

## contrôleur de gestion débutant

Le premier groupe de l'industrie des services hôteliers et touristiques, chiffre d'affaires de 1 milliard de F., siège Paris, recherche pour son équipe un jeune cadre, un diplômé d'une Grande École de Commerce, ayant une formation en gestion ou d'une faculté, possédant une bonne connaissance d'une langue européenne.

Il participera à des missions très complètes comprenant l'analyse, la conception et la mise en œuvre des systèmes de gestion.

Après quelques années de sa fonction, il sera admis à s'inscrire dans la hiérarchie opérationnelle du Groupe.

CV, photo et prétentions, sous réf. 237 RT, à :

SCOTI 33 rue de Valenciennes - 75005 Paris



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS**  
implanté dans un site agréable de la banlieue Ouest de Paris  
près gares SNCF Garches/Marnes-la-Coquette  
offre plusieurs postes

**ANALYSTES PROGRAMMEURS**  
possédant bonne expérience COBOL NDL (pt. 100)  
MEDIUM SYSTEM BURROUGHS.  
DMS GAP II appréciés.

La fonction fait appel à des professionnels expérimentés  
et intéressés pour mettre en place un ensemble de programmes.

**OPÉRATRICE DE SAISIE**

professionnelle confirmée sur IBM 37/42. (pt. 200)

Manuscrite, CV, prétentions, photo (retournée)  
sous référence correspondante à  
**EMPLOIS ET ENTREPRISES - 18, rue Volney - 75002 PARIS**



**Groupe  
ELF AQUITAINE**

recherche  
dans le cadre de l'assistance technique au raffinage

**un ingénieur procédés**

de formation Grande Ecole (ENSPM)  
possédant une bonne expérience professionnelle (au minimum 3 à 4 ans)  
des procédés catalytiques en raffinage.

Il aura particulièrement en charge :  
- les négociations et la gestion des contacts de l'usine  
- la gestion des catalyseurs (préparation des schémas et revêtement)  
- l'exploitation pour le suivi et l'entretien des catalyseurs.

Ce poste implique une bonne maîtrise de l'anglais.  
Basé à Paris le candidat sera à effectuer de fréquents déplacements en  
France et à l'étranger.

**un jeune ingénieur**

Grande Ecole - X - ECP - Mines - AM - EBC - ECL (ENSPM souhaitée)  
Il aura particulièrement en charge, en relation avec les raffineries et les  
industries, du suivi des études d'économie d'énergie.

**un ingénieur électricien**

ENSPM ou ENSERG

Possédant une première expérience professionnelle possible  
dans le raffinage ou la pétrochimie.

Ses principales missions d'intervention seront :  
- le développement des nouvelles technologies  
- l'assistance technique auprès des raffineries  
- les problèmes techniques dans le cadre des projets de construction.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable, l'allemand est  
souhaitée.

Envoyer CV, photo, prétentions sous référence 71408

137, rue de l'Université 75006 PARIS CEDEX 07.

**délégué exportation**

100 000 Fns

PARIS

Le secteur hors zone méditerranéenne, le bassin  
méditerranéen, le Proche et le Moyen-Orient, une  
bonne maîtrise de l'Est de l'Afrique anglophone et  
francophone seront le champ de votre action.

En effet, nous sommes connus dans le monde  
entier, mais nous voulons renforcer la position de  
nos produits dans toute cette partie du globe.

Vous avez de préférence fait une Ecole Supérieure  
de Commerce. Vous avez une bonne connaissance  
de l'anglais écrit et parlé, ainsi que l'expérience,  
depuis 3 à 5 ans, de la vente des produits de luxe  
(bijoux, parfums, vins fins...) dans ce genre de  
pays.

Notre image de marque est prestigieuse et vous  
serez l'ambassadeur de nos produits lors de vos  
déplacements de moyenne durée.

Merci d'envoyer votre CV sous référence 4711 à  
Romano DEMOINET,

INTERNATIONAL  
BUSINESS DRIVE

28, av. de Messine  
75005 PARIS

**IBD**

à qui nous avons confié cette recherche.

**steria**

Dans le cadre du développement  
de son unité, STERIA SYSTEME  
recherche des :

**INGENIEURS  
INFORMATIENS**

pour participer à des projets associant  
les techniques du temps réel, des bases  
de données et des télécommunications :

- applications spatiales (SPACELAS,  
ARIANE...)  
- outils génie logiciel (PASCAL, UNIX...)  
- services nouveaux de télématique  
(VIDEOTEK...)

Les candidats sont assurés d'une rapide  
intégration dans une Société d'Ingénierie  
Informatique qui se situe parmi les leaders  
de sa spécialité en Europe. Ils bénéficieront  
de solides méthodes de travail,  
d'une formation sans cesse renouvelée et  
de larges possibilités d'évolution de carrière.

Adressez C.V. et prétentions à :

Pierre HUGOT

steria 25, avenue de l'Europe  
75140 VELIZY

- Vous êtes ingénieur formé dans une Ecole d'Informatique
- Vous avez au moins 1 an d'expérience de l'assemblage sur  
micro-processeur (Z 80, 8080, 8800...).
- Vous maîtrisez le sens de la méthode et de réelles capacités de  
communication.

**sema informatique**

vous propose

de participer à la conception et à la réalisation d'importants  
systèmes temps réel (contrôle de processus, télécommunications,  
simulation).

Adressez votre C.V. et photo avec une courte lettre  
manuscrite sous réf. 10271 / M à J. Hajagos, Sema - Sélection :  
92126 MONTROUGE Centre Metra, 16 - 18, rue Barbès.

**sema selection**

Paris - Lille - Lyon  
Marseille - Toulouse

**FINOUS**

**GLACE GERVAIS**

Si vous êtes intéressé par des  
possibilités de carrière, lisez  
cette annonce.

Nous recherchons :

**UN CHEF DE DISTRIBUTION REGIONAL**

(GAG. : CD)

**VOUS AUREZ LA RESPONSABILITE :**

- du stockage et de la distribution de nos deux gammes de  
produits : Surgelés : FINOUS  
Crèmes Glacées : GERVAIS
- de la gestion administrative et informatique du centre de  
distribution.
- d'une équipe d'une quarantaine de collaborateurs.

**SI VOUS AVEZ :**

- un diplôme de l'Enseignement Supérieur.
- une expérience réussie de la gestion et de l'animation de  
Personnel dans un Etablissement similaire.
- et si de « temps à autre » un changement d'air ne vous fait  
pas peur, vous nous intéressez.

**UN CADRE POUR L'ADMINISTRATION  
DES VENTES**

(GAG. : GA)

(poste à pourvoir au Siège Social)

**VOUS AVEZ :**

- un diplôme de l'Enseignement Supérieur de Commerce.
- 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine commercial (pas  
forcément sur le terrain).
- à la fois du dynamisme et le goût de la précision.

**NOUS VOUS PROPOSONS :**

- d'acquiescer à l'administration à l'intérieur d'un  
bureau et à des Statistiques commerciales.
- d'avoir la responsabilité d'une équipe de travail.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, en précisant la réf. à

**FRANCE GLACES FINOUS**

DIRECTION DU PERSONNEL  
19, CITE VOLTAIRE - 75011 PARIS.

**Ingénieur Chimiste  
Laboratoire Développement**

De formation en CHIMIE MINERALE.  
Une première expérience 2 ans, en laboratoire si possible intéressante pour le  
bâtiment (ciments, plâtres...).

Un esprit ouvert et de bonnes capacités de contact.  
Vous assisterez le responsable pour ce qui concerne les méthodes d'analyse, la  
conduite et l'exploitation des essais en laboratoire et en production (produits  
nouveau, amélioration des produits existants, diagnostic).

A ce titre, vous serez en relation avec les responsables des laboratoires.  
Vos compétences et votre ouverture d'esprit vous permettront de vous associer  
à la conception et au développement des produits.

La connaissance de l'anglais (réaction) est un atout.  
Lieu de travail : VALJOUREUX (93).

Nous sommes le premier fabricant français de plaques de plâtre. 4 unités de  
production, 1150 personnes, 600 millions de francs de C.A. (+ 21 % en 79).

Merci d'adresser sous référence C-412-1 à J.L. GRAMPE



**PLACOPLATRE**  
SERVICE RECRUTEMENT  
B.P. 318  
92506 RUEIL-MACMAIS

**A PARTIR DU VENDREDI 19 SEPTEMBRE**

(date samedi)

*carrières du commerce  
et de la vente*

**le bon jour, maintenant,  
c'est le VENDREDI**

Les « **DEUXIEMES** vendeurs »  
sont arrivés.  
Ils n'ont ni le même profil ni les  
mêmes exigences que les représen-  
tants traditionnels, ils ne travaillent  
pas dans les mêmes entreprises et  
n'ont pas la même conception de  
leur activité.  
Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer  
les mêmes listes interminables  
d'annonces, conçues de manière  
identique pour l'un ou l'autre type  
commercial, souvent dans les  
mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses  
lecteurs de nombreux « nouveaux  
vendeurs ». C'est normal, ils sont  
ouverts, curieux, exigeants, ont le  
« niveau Monde ». Ils en ont fait  
leur quotidien habituel, souvent  
depuis longtemps. Pour beaucoup  
d'entre eux, depuis le temps où

ils faisaient leurs études supérieures  
(plus de 20% des étudiants de  
toutes disciplines et de tous niveaux  
lisent Le Monde régulièrement).

Ces nouveaux vendeurs,  
lecteurs du Monde, vont maintenant  
disposer de leur rubrique d'offres  
d'emploi, dans leur journal.

**Son nom ?**

**Fonctions Commerciales**

annonceurs ? Les nombreu-  
ses entreprises qui ont un besoin  
impérieux de recruter ce nouveau  
type de commerciaux, et qui ren-  
contrent souvent de grandes  
difficultés pour disposer de candi-  
datures satisfaisantes.

Ses résultats ? Certainement  
des curriculum vitae et des recrute-  
ments d'une qualité rarement  
obtenue ailleurs.

**TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde**

(date samedi)

**DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.**

**ENTREPRISE  
DE FORAGE PETROLIER**  
recherche pour le  
service maintenance de  
son siège social à  
VELIZY  
(Nouvelles par cars  
après Pont de Stouan  
ou Versailles).

**AGENT TECHNIQUE-  
MECANICIEN**

Pour recrutement technique  
Niveau DUT ou STS.  
Quelques années d'expérience  
techniques. Connaissance  
de l'anglais technique  
indispensable.

Adr. C.V. manuscrite, photo  
et prétentions à  
Monsieur CACHIAU, B.C.T.,  
Cantine Publique, 28, av.  
Opéra, Paris-1er qui transmet  
à l'ORGANISME PUBLIC  
recherche

**INGENIEUR  
OU PHYSICIEN**

Quelques années d'expérience  
professionnelle pour travail de  
relation entre industriels et  
laboratoires de recherche du  
secteur public.  
Lieu de travail : Paris  
Déplacements fréquents  
Paris et province

Adr. C.V. et prétentions à  
Monsieur CACHIAU, B.C.T.,  
48, rue Comarthe, 75009 Paris

Enseignement d'Enseignement  
de COULOMMIERS  
recherche  
**UN PROFESSEUR**  
FRANÇAIS - ANGLAIS  
Tél. : 402-04-41

**URGENT**  
Ingénieur généraliste  
cherche

**CHEF COMPTABLE**  
Niveau D.E.C.S. expérience  
édition indépendante  
et informatique souhaitée.  
LIBRE RAPIDEMENT  
Régime avec C.V. détaillé et  
prétentions : EREL No 97,  
17, rue Saint-Séverin, Paris 6

**IMPORTANTE SMTÉ  
TRAVAUX PUBLICS**  
500 personnes  
Chiffre d'affaires 14 milliards  
recherche

**INGENIEURS  
DE TRAVAUX  
DEBUTANTS**

(Bonne maîtrise de T.P. -  
Arts et Métiers...)  
POUR SES SERVICES DE  
PROVINCE

Adressez lettre manuscrite,  
C.V., photo et prétentions, sous  
réf. 2598, à Paul LAROCHE, 19, r.  
Périer, 92100 MONTROUGE  
ou 11500 METZ

مكتبة من الامم



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## Cincom Systems

le spécialiste  
des systèmes DB/DC  
et des systèmes d'application  
**RECHERCHE**

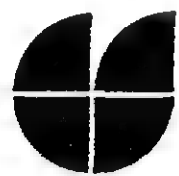
### INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Diplômés de l'enseignement supérieur, ayant une bonne connaissance des applications informatiques et/ou l'expérience de la vente de logiciels. Les candidats retenus seront chargés de la promotion de nos systèmes avancés DB/DC. Ces postes sont à pourvoir à Paris. Des déplacements ponctuels sont à prévoir. Rémunération très importante, promotion basée sur les résultats.

### INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT (CII-HB)

Spécialiste CII-HB niveau 66, 64 et/ou Mini 6. Bonne connaissance de GCOS et assembleur indispensable. Connaissance TDS, DTF appréciée. Poste à Paris.

SGBD TOTAL est disponible sur plus de 25 matériels différents et constitue avec quelque 3000 utilisateurs le SGBD le plus utilisé à travers le monde.



Envoyez CV, photo et prétentions à  
**CINCOM SYSTEMS**  
101 des Matières  
208, rue Raymond-Losserand  
75690 PARIS CEDEX 14 - Tél. : 545.67.79

FILIALE FRANÇAISE  
TRES IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL AMERICAIN  
SECTEUR PHARMACEUTIQUE  
recherche pour PARIS

### Assistant du Directeur des Systèmes Informatiques

Ce collaborateur aura pour missions d'effectuer toutes études d'organisation et de mettre en place et contrôler l'ensemble des systèmes informatiques, financiers et administratifs. Ce poste convient à un homme jeune, 28 ans au moins, de formation ESC ou assimilée, possédant une expérience bivalente, opérationnelle et fonctionnelle, dans les domaines de l'organisation, de la gestion et de la comptabilité générale. Des connaissances d'informatique sont un atout. Bonne pratique de l'anglais exigée. Des connaissances existant dans l'entreprise.

Adresser C.V. + photo (retournée) + rémunération actuelle sous réf. 805M



140, rue de la Croix Nivert  
75015 PARIS

### SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)  
recherche

### 1 AGENT TECHNIQUE TELECOMMUNICATION

pour assurer maintenance réseau télécommunication dans une filiale à l'étranger ou effectuer des études de réseau dans un service central.

Diplômé STS télécommunication ou électronique.

Domaine des connaissances souhaité :

TELEPHONIE, MATERIEL VHF, FAISCEAU HERTZIER, BLU.

Connaissances en instrumentation appréciées.

Anglais minimum parlé, lu et écrit.

Quelques années d'expérience souhaitées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à no 70633 SNEAP  
O.C. Recrutement 25, avenue des Lilas - (Tour 12.04) -  
64018 PAU CEDEX.

LIBRAIRIE ERNEST FLAMMARION  
L'UN DES PREMIERS ÉDITEURS FRANÇAIS

### QUATRE CANDIDATS

ayant le goût des contacts humains et qui seront de véritables atouts de terrain, possédant un véhicule personnel.

— Les candidats sélectionnés par leur niveau.

— Tous ces postes offrent un salaire motivant et des perspectives d'avenir.

### DEUX ATTACHÉS COMMERCIAUX DÉBUTANTS

Chargés de la présentation de nos ouvrages auprès des détaillants des secteurs suivants :

Départements : Rhône-Alpes, Auvergne : 01, 03, 07, 26, 42, 43, 63, 69, 71.

Sud-Ouest : 13, 17, 19, 24, 34, 33, 40, 47, 64, 67.

### DEUX ATTACHÉS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

Sur les secteurs suivants :

— Belgique.

— Suisse.

La période de formation aura lieu à Paris et sera rémunérée.

Envoyer C.V. + photo + manuscrite avec photo + téléphone à :

FLAMMARION, Direction Commerciale,  
R.P. 493 - 94152 RUNGIS.

### responsable gestion et organisation comptable

105 000 Frs +

Nous sommes une importante filiale d'un groupe multinational, leader sur son marché.

Rattaché au Service Comptabilité de notre Siège, vous participerez à l'élaboration des bilans, réels et provisionnels, dans le cadre de la gestion anglaise et française. Vous conseillerez et assisterez vos interlocuteurs sur le plan technique et méthodologique. Enfin, vous élaborerez, réviserez et placerez des procédures et assurerez la maintenance et la cohérence des systèmes de gestion.

Vous avez un diplôme du type ESSEC, ESC, complété par la DEC et une expérience de quelques années dans un cabinet d'expertise comptable, qui vous aura familiarisé avec la comptabilité anglo-saxonne.

En raison des fréquents contacts que vous aurez avec notre Siège européen, une pratique courante de l'anglais est indispensable.

Il s'agit d'un poste évolutif dont les perspectives doivent être à la mesure de vos aspirations.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 4717, à Bruno DEMOINET.

INTERNATIONAL  
BUSINESS DRIVE  
10, rue de la République  
75008 PARIS

Il est nous avons confié cette recherche.

Le Groupe ROMBALDI, Filiale du Groupe Redoute, un C.A. de 12 millions de Frs (1979) par la commercialisation de livres et de litographies. Pour assurer l'équipe de la Direction Financière, nous recherchons le poste de

### contrôleur de gestion

Ce poste est complet par la diversité des activités du Groupe : Fabrication, Achats, Vente par Correspondance et par Courtage, Gestion des clients et des stocks, Gestion des réseaux de distribution. Nous recherchons donc un Laïc diplômé de l'enseignement supérieur, ayant 4 à 5 ans d'expérience dans le domaine (de préférence dans une Société de Distribution ou dans un Cabinet d'Audit), capable de mettre en place les systèmes, de former les Collaborateurs, et de s'imposer auprès des différents Services de la Société qui auront des interlocuteurs. Le titulaire sera nommé au Directeur Financier et sera basé au Siège. Il aura de bonnes connaissances en informatique, et devra maîtriser l'un de ses principaux outils de travail.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions à E. VIGNERON, Editions Rombaldi, 15, rue de Rome 75008 PARIS.



Banque de Paris  
et des Pays-Bas

PARIBAS

Pour compléter ses équipes  
la DIRECTION de l'ORGANISATION  
et de l'INFORMATIQUE

recherche

### ANALYSTES PROGRAMMEURS EXPÉRIMENTÉS

2 à 3 ans de pratique exigée de la

### PROGRAMMEURS DÉBUTANTS

niveau de formation : DUT informatique

lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. à  
la BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS,  
direction de l'Organisation et de l'Informatique,  
boîte postale 75008 PARIS CEDEX 02.

PARIBAS

O.C.S. MANAGEMENT CONSULTANTS  
GROUPE CLAUDE SICARD

pour faire face à son développement international

### 1 DIRECTEUR DU MARKETING

Pour prendre la responsabilité du Département chargé d'assurer les ventes dans

de leur

— Expérience minimale de 10 ans en marketing et vente.

### 1 CONSULTANT MARKETING- DÉVELOPPEMENT

— Formation grande école ;

— Expérience minimale de 5 ans de la fonction

Pour ces deux postes, une connaissance concrète de l'exportation serait un atout, ainsi que la pratique de l'anglais.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :

O.C.S. 37, quai de Stalingrad,

92100 BOULOGNE-SUR-MER (Paris)

Tél. : 621-41-71.

L'UNE DES PREMIÈRES IMPRIMERIES FRANÇAISES  
renforce son équipe commerciale à Paris

sa recherche

### RESPONSABLE DU SERVICE EXPORTATION

(Poste référence A)

L'exportation du produit de l'imprimerie est une tâche facile, pourtant l'entreprise a été lancée à Paris, elle est décidée aujourd'hui à consolider et à développer son activité dans ce domaine.

Il s'agit d'un poste évolutif qui, par son dynamisme, son sens créatif et son expérience, aura élargi les horizons de l'entreprise :

— Il sera âgé de 25 ans, diplômé d'une École Supérieure de Commerce.

— Bilingue anglais ;

— Basé à Paris et disponible pour effectuer de fréquents déplacements à l'étranger (Afrique, M.-O., U.S.S.R., etc.) ;

— Il devra mettre à profit une première expérience de contacts commerciaux et maîtriser les problèmes inhérents au commerce international.

### CHEF SERVICE COMMERCIAL

APPLICATIONS INFORMATIQUES

(Poste référence B)

Depuis plus de 10 ans l'entreprise a débuté dans la technique de la photo-composition (traitement et préparation de textes). Un service commercial a été créé pour vendre cette technologie auprès des entreprises et des administrations. Ce service informatique des grandes entreprises, nous assure avec les meilleurs compétences la réalisation de nos projets.

Pour prendre la responsabilité de ce service nous souhaitons rencontrer un homme de 30 ans, formation supérieure (commerciale-informatique), d'une première expérience commerciale au milieu informatique.

### COMMERCIAL APPLICATIONS INFORMATIQUES

(Poste référence C)

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'Université L.V.T. informatique ayant obtenu une première expérience commerciale au milieu informatique (constructeur, etc.).

Il lui sera demandé de comprendre et faire connaître les applications de la photo-composition au milieu informatique des grandes entreprises.

### COMMERCIAL SERVICE - LEADER

(Poste référence D)

Le titulaire devra vendre les services de l'imprimerie aux entreprises (presse, éditeurs, agences de publicité, etc.) ; élaborer le produit avec ses interlocuteurs, organiser avec rigueur son travail, mettre avec efficacité à l'œuvre les moyens de l'entreprise.

Ce poste convient à un jeune candidat, 25 ans maximum, de formation supérieure ou vendeur confirmé.

### TECHNICIEN D'IMPRIMERIE : ACHETEUR

(Poste référence E)

Le titulaire aux missions commerciales, se spécialise dans l'imprimerie sera chargé de l'achat des matériaux de base, mais surtout de la gestion des stocks et des relations avec les fournisseurs et les clients (papier, encre, etc.). Nous souhaitons rencontrer un homme justifiant d'une solide expérience au milieu.

La société s'engage à donner une solide formation.

Les postes conviennent à candidats sérieux de faire connaître

Envoyer avec curriculum vitae ou téléphone à :  
4 rue de la République -  
59000 LILLE - Tél. : 3-336-44-71.



### Attaché Commercial Expériences Télécommunications

Nous recherchons un attaché commercial expérimenté, capable de vendre nos services de télécommunications aux entreprises et aux administrations. Ce poste convient à un homme de 30 ans, de formation supérieure, ayant une première expérience commerciale dans le domaine des télécommunications.

Le titulaire devra être basé à Paris, effectuer de fréquents déplacements de courte durée en province. Discretion et rigueur exigées à toute lettre manuscrite + C.V. adressés sous références 80580 M à Madame Claude FAVEREAU



13, bis rue Henri Mottier  
75008 PARIS

### RENTABILISEZ VOTRE COMPÉTENCE

Vous êtes diplômé MAGE ou équivalent.

— Vous avez acquis une expérience de 1 à 3 ans

— Constructeur ou SSC.

Vous souhaitez un poste vivant, responsable,

évolutif (récompensé).

Vous voulez disposer d'une voiture en fonction pour vos déplacements.

Mettez sur l'entreprise qui

bouge et avance.

### INGÉNIEURS TECHNICO COMMERCIAUX CMC

Sur Paris, Lille, Marseille, ou Rouen.

(référence : ITC - JCF)

Vous apporterez votre expérience des applications de gestion et de la connaissance d'un langage (COBOL) et participerez à son développement continu.

— Au niveau du Support Central France - Filiales Européennes

(référence : ITC - JCF)

Votre expérience des télécommunications et votre pratique de la langue anglaise nous seront d'une grande utilité pour améliorer notre support au client et à l'étranger.

Envoyer C.V. et prétentions à :

CMC - ITC - JCF - 2001 FRANCE, Département

Commerciale, 10, rue de la République - 91000 EVRY-VAL-DE-FRANCE

— ITC - JCF - 1000 FRANCE Support Central

15, rue d'Angiviller 78000 VERSAILLES



Poursuivant son expansion, LE GROUPE IE - Institut de l'Électronique - recrute de jeunes

### INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

débutants, pas nécessairement formés à l'informatique, pour une

activité d'ingénieurs conseils à haut niveau.

La session de formation débutera pour les 17 novembre 1980

suivie d'une intégration à une équipe entraînée où ils seront en

relation directe avec les clients.

La progression des 3 sociétés du groupe ouvre des possibilités de

carrières motivantes liées à vos efforts personnels.



Une lettre manuscrite, accompagnée d'un C.V. et d'une

photo sont à adresser, sous la réf. 457 à

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE

Conseil en Informatique et Gestion

— 9, rue Alfred-de-Vigny, 75008 PARIS



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## CHEFS DE DÉPARTEMENT CONFIRMÉS

Société Alsacienne de Supermarchés  
Groupe de 4500 personnes couvrant de la distribution (Supermarchés, Hypermarchés, Entrepôts gros, Industriels, etc.)

recherche  
pour l'ouverture de nouveaux magasins  
**CHEFS DE DÉPARTEMENT CONFIRMÉS EN HYPERMARCHÉS**

Les candidats doivent posséder une expérience de 3 à 5 ans et la pratique du commerce de détail.  
Il s'agit de prendre en main le service clientèle, de contrôler la qualité de la production, de gérer la logistique, de gérer les hommes (20 personnes) et l'organisation.  
La connaissance de notre activité (la conception et la mise en œuvre de programmes informatiques) est indispensable. Nous pourrions, en effet, vous apporter les moyens d'être rapidement opérationnel. Par contre, la pratique de la langue anglaise est impérative.  
Rafin, sachez que le CA de notre société progresse à un rythme de 25% par an, autant dire que les possibilités d'évolution dépendent surtout de vous.  
Merci d'envoyer votre CV, sous réf. 4723, à Michel GARNIER.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE  
28, av. de Messine  
75008 PARIS  
à qui nous avons confié cette recherche.

**S.A.S.M.**

117 A, Route des Romains  
67200 STRASBOURG - KOENIGSHOFFEN

## GRUPE MULTINATIONAL produits grande consommation (leader sur ses marchés) recherche SPECIALISTE MATERIELS PUBLICITAIRES ET PROMOTIONNELS FABRICATION - IMPRESSION - EDITION

En liaison étroite avec les responsables marketing, il aura pour mission de les conseiller, de leur apporter des idées, ainsi que de négocier les achats et d'assurer les relations fournisseurs.

Le poste exige une formation de base appropriée (Arts Graphiques, Arts Déco...) et/ou une expérience de chef de fabrication en agence ou similaire chez un annonceur ou un imprimeur.

Poste d'avenir dans une société en expansion.  
Adresser CV avec photo, salaire souhaité, sous réf. 35839 M à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

## IMPORTANT GROUPE CONSTRUCTIONS MECANQUES recherche pour son Siège Social à PARIS

### cadre fonction personnel

POUR :  
- prendre en charge la gestion informatisée et l'harmonisation des procédures de l'ensemble du personnel (10.700 personnes)  
- participer à l'élaboration des bilans sociaux des établissements  
- traiter les questions relatives à l'application de la participation salariale.

Le candidat retenu justifiera d'une expérience en gestion industrielle et comptable, applications informatiques, sera diplômé de l'enseignement supérieur, fera preuve d'un esprit novateur et prospectif, d'évolution pour candidat à valeur.

Merci d'envoyer lettre, curriculum vitae et prétentions sous réf. 70.891 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra - 75001 PARIS 01 qui transmettra.

## Organiser les études d'ingénierie

Au sein d'un groupe (plus de 800 personnes) d'une des plus grandes entreprises d'ingénierie, le Département Organisation recherche un **ASSISTANT**.  
- participer à la mise au point de l'ensemble des méthodes de gestion des tâches, de gestion des documents ainsi qu'à la mise en place de l'organisation correspondante.  
- pour intervenir sur le terrain dans la coordination des équipes chargées du développement, de l'exportation et de l'utilisation du système de gestion des documents d'ingénierie.  
Les candidats, de formation Ingénieur, doivent avoir une expérience concrète dans le secteur études d'une industrie mécanique ou électrique et connaître les problèmes d'organisation et méthodes liés à l'ingénierie.  
Adresser CV et prétentions sous réf. 7280 à 130g Carrière, 64 rue la Boétie 75008 PARIS, qui transmettra.

## IMPORTANT GROUPE DU TERTIAIRE recherche pour le

### Etudes et Marketing CHARGE D'ETUDES

(Maîtrise Sciences-Eco et de Gestion)

principales missions :  
- organiser la surveillance du portefeuille (recherche des clients déficitaires, mise au point des actions à prendre...)  
- réaliser des études statistiques sur la performance des produits.

Pour un poste à responsabilité nous recherchons un débutant ayant un excellent contact et le sens des initiatives.

Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à CONTESSÉ PUBLICITE - 21, av. de l'Opéra 75004 PARIS 01, qui transmettra sous réf. No 71807.

## responsable de la qualité

130/150 000 Fns. Banlieue N.O.

C'est un ingénieur grande école (Centrale, Arts et Métiers, ENSI...) ayant une expérience dans la production de 3 à 5 ans et la pratique du commerce de détail.

Il s'agit de prendre en main le service clientèle, de contrôler la qualité de la production, de gérer la logistique, de gérer les hommes (20 personnes) et l'organisation.

La connaissance de notre activité (la conception et la mise en œuvre de programmes informatiques) est indispensable. Nous pourrions, en effet, vous apporter les moyens d'être rapidement opérationnel. Par contre, la pratique de la langue anglaise est impérative.

Rafin, sachez que le CA de notre société progresse à un rythme de 25% par an, autant dire que les possibilités d'évolution dépendent surtout de vous.

Merci d'envoyer votre CV, sous réf. 4723, à Michel GARNIER.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE  
28, av. de Messine  
75008 PARIS  
à qui nous avons confié cette recherche.

## GRUPE NATIONAL D'ASSURANCES

recherche pour son service INFORMATIQUE et ORGANISATION  
Siège Paris

## JEUNE ORGANISATEUR

HOMME ou FEMME

Dans une première période ce jeune cadre devra assurer les responsabilités de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique. Il devra également assurer la mise en place d'une COMPTABILITE ANALYTIQUE. Ultérieurement, il prendra des fonctions opérationnelles dans l'organisation ainsi mise en place pour y développer une carrière complète.

• Solides Supérieures de commerce, Expertise Comptable, avec initiation à l'informatique, ou bien Ingénieurs Informaticiens souhaitant élargir leur champ d'action et de responsabilité.  
- Connaissance et expérience nécessaires de la comptabilité analytique secteurs industriels ou bancaires par exemple.  
- Diplômé et sens de la négociation. Habitude de l'animation.  
- La formation informatique complémentaire sera assurée par le Groupe.  
- Age minimum 30 ans.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 107/19.987 PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 Paris. (réponse assurée)

## TRES IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE

SECTEUR AERONAUTIQUE recherche Banlieue PARIS

## RESPONSABLES SECTEUR fabrication mécanique

Ces collaborateurs auront pour mission de diriger et gérer un atelier de fabrication de pièces mécaniques de haute qualité en petites séries. Personnel très qualifié (M - PG). Environ 80 personnes.

Les candidats doivent détenir une formation CENTRALE, AUTS ou METIERS ou équivalent. Anglais souhaité. L'expérience dans les fonctions d'encadrement ou de fabrication mécaniques, aéronautiques ou MOON souhaitées. Une aptitude au commandement est primordiale. Bon climat de travail. Possibilités d'évolution internationale.

Ecrire C.V. + photo + salaire actuel sous référence 804.

140, rue de la...  
75001 PARIS

## LE CEDICAM

filiale du CREDIT AGRICOLE

charge des instruments de paiement, recherche pour développer des systèmes de paiement électroniques.

## 3 INGENIEURS

2 Ingénieurs Electroniciens ou Electrotechniciens chargés des relations avec les industriels constructeurs d'appareils bancaires ou de calculs numériques, ayant une expérience ou une compétence dans le domaine de la microélectronique, de la programmation ou des logiciels.

1 Ingénieur en organisation chargé d'établir les spécifications fonctionnelles de ce système de paiement.

## 2 ANIMATEURS COMMERCIAUX

chargés d'assurer le réseau Agriote dans ses relations avec la distribution et ayant une expérience ou une compétence dans les domaines commerciaux et juridiques.

Les candidats (les) diplômés (ées) de l'Enseignement Supérieur devront avoir 11 ou 3 années d'expérience. Adresser CV, photo, salaire et prétentions en précisant la référence à CICA Recrutement Carrière Cedex 26 - 75300 Paris 15ème



## aérospatiale

1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE MATERIELS AEROSPATIAUX

La DIVISION des ENGINES TACTIQUES à CHATILLON SOUS BAGNEUX réalise :  
- un CHIFFRE D'AFFAIRES et à l'EXPORTATION, la meilleure performance du Groupe (plus de 100 pays sont équipés de nos matériels).  
Le succès de nos activités se reflète au niveau de l'augmentation constante de notre carnet de commandes. Le développement de nos affaires nous permettra de poursuivre et de renforcer nos équipes d'études en offrant des possibilités de carrière.

Nos recherches :  
Dans le cadre de notre DEPARTEMENT CONCEPTION, CALCULS ET SIMULATION

## ingénieurs grandes écoles ENSA - ECP - ENST - ENSICA - ENAC

Débutants ou max 2 à 3 années d'expérience.  
Les candidats retenus devront confier des travaux de conception, sur programmes en développement et avant-projets nouveaux dans le domaine du guidage, du pilotage et du calcul de performances avec applications de techniques numériques récentes.

## ingénieurs électroniciens de haut niveau ESE - ENSERG - ENST - ECP - ENSA

Débutants ou max 2 à 3 années d'expérience.  
Les candidats retenus devront confier des travaux de mise au point, d'équipements destinés au vol fonctionnant en temps réel.

- Avoir une bonne connaissance de l'anglais  
- Etre libéré des Obligations militaires.  
Envoyer C.V. + photo + photo à 71286 CONTESSÉ PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## société Industrielle d'automatismes

### DIRECTEUR DES VENTES

Minimum 35 ans, expérience de la vente de produits techniques élaborés, pour animation d'un réseau commercial d'agences et de distributeurs.  
Formation ou bonnes connaissances techniques nécessaires. - L.M. 102

## CADRE TECHNIQUE-COMMERCIAL

Homme de terrain, capable d'assumer les responsabilités commerciales et administratives d'une agence en région RHONE-ALPES. - L.M. 102

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste no 19.829, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

## jeune cadre de gestion

Nous sommes un groupe français de BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS.

Notre dynamisme nous permet de poursuivre notre développement international.

Nous recherchons un jeune cadre, de formation supérieure, pouvant justifier d'une première expérience d'environ 2 années dans le domaine de la gestion.

Dans un 1er temps, il travaillera au sein de notre Direction Travaux Publics ETRANGER au siège.

Il participera à la Gestion d'un chantier Etranger dont il sera le correspondant.

Après formation, ce poste débouchera vers le RESPONSABILITE ADMINISTRATIVE et FINANCIERE d'un chantier à l'Etranger.

La pratique de l'Anglais est une volonté affirmée de travailler à l'étranger pour nos ingénieurs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 1136 à :

Q7 organisation et publicité  
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

## enet

LE DEUTER NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS

recherche des

## INGENIEURS CONFIRMES

ayant 11 à 5 ans d'expérience pour des études portant sur les sujets suivants :

- Systèmes de télécommunications par satellites.  
- Dispositifs hyperfréquences.  
- Compatibilités entre systèmes radio-électriques.

Des connaissances approfondies en radio-électricité, télécommunications spéciales et hertzianes sont indispensables. L'Anglais courant est nécessaire.

Adresser votre candidature avec CV détaillé, références et prétentions en indiquant le poste souhaité à : CNET - PAB/ETR - 38-40 rue du Général Leclerc 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

مكتبة الامم



offres d'emploi

réussir  
votre rentrée

Vous êtes motivé par une carrière qui vous apporte la satisfaction et financière.  
Vous savez que le meilleur moyen d'y parvenir rapidement est la vente, plus particulièrement une importante entreprise américaine fabricant et commercialisant des équipements.  
Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, et vous considérez cette offre comme une bonne opportunité de vous perfectionner et d'évoluer.  
Une première expérience du terrain est bien sûr un atout.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 1011 à Philippe SAMET.

INTERNATIONAL  
BUSINESS DRIVE  
28, av. de Meaux  
75008 PARIS

IBD

il nous a confié cette recherche.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
DE CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE  
proche banlieue NORD, accès par métro  
recherche

- 1 INGÉNIEUR DÉBUTANT  
DE FORMATION ÉLECTROTECHNIQUE
- 2 TECHNICIENS DÉBUTANTS  
DIPLOMÉS BTS ou IUT  
de formation électrotechnique

1 TECHNICIEN BTS ou IUT  
Formation informatique de gestion.  
Connaissances :  
— langage de programmation PLI,  
— langage de base de données,  
— montage de microprocesseurs.

DESSINATEURS

CONFORMES AU DIB  
de formation électrotechnique

Env. C.V. à : M. HENRI CONTESSE PUBLICITE  
20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

EUROP  
ASSISTANCE

Première organisation d'assistance voyage en France et à l'étranger.  
Dans le cadre de l'expansion de son service informatique, crée un poste

INGÉNIEURS  
ANALYSTES

Sous la supervision du Responsable de l'Informatique, il dirigera une équipe d'analystes-programmeurs, il bénéficiera d'une large autonomie pour :

- assurer et développer les applications en cours en relation avec les services utilisateurs ;
- définir et mettre en place de nouvelles applications dans le cadre du plan informatique ;
- concevoir les nouveaux systèmes d'information ;
- assurer les relations avec les fournisseurs ;

Ce poste est réservé à un informaticien diplômé de l'enseignement supérieur ayant 3 à 5 ans d'expérience dans la conception et la mise en œuvre d'applications de gestion. Une pratique du système IBM 370/OS ou équivalent sera appréciée.  
Veuillez écrire, sous référence 22 M en précisant :  
à notre conseil, Jacques BOUTIER  
GROUPE BBC, 37, boulevard  
Sébastienopol - 75001 Paris.  
Vous pouvez téléphoner les 18 et 22 septembre au 233.86.30.  
Discrétion assurée et réponse rapide.

GENERAL MOTORS FRANCE

SON SERVICE COMMERCIAL  
équipements automobiles :

ingénieurs  
technico-commerciaux

Auprès des FLOTTES DE CAMIONS.  
Formation : diplômé Ingénieur.  
Quelques années d'expérience dans l'automobile.  
Disponibilité pour déplacements en France.  
Anglais courant exigé.  
d'allemand appréciées.

Voiture service fournie par Société.  
Salaire intéressant et possibilités de développement de carrière à l'intérieur du groupe.

Adresser CV détaillé, photo et préférence au Service du Personnel YM - 5, bld Gallieni 92231 GENNEVILLIERS

offres d'emploi

GROUPE NATIONAL  
AERONAUTIQUE  
DIVISION FORGE FONDERIE  
USINAGE TRAITEMENTS  
recherche

ingénieur  
entretien

- capable assurer maintenance matériels de production.
- gérer des personnes (bonnes aptitudes au commandement).
- coordonner travaux
- traiter avec fournisseurs.

L'HOMME :

formation Ingénieur  
(AM, ICAM, ENSI, ENGP)  
5 à 10 ans expérience industrielle, mécanique, électrique, hydraulique.

CONDITIONS :  
travail à Gennevilliers  
appointements intéressants,  
avenir et avantages sociaux.

Merci d'adresser CV et photo à :

PAJ Conseil  
Réf. A 160  
2, rue des Dardanelles  
75017 PARIS

PAJ  
CONSEIL  
EN RECRUTEMENT

COMPAGNIE D'ASSURANCES VIE  
en expansion appartenant à un  
Groupe Multinational  
recherche

CHEF  
COMPTABLE

diplômé supérieur, le candidat disposera de 3 à 5 ans d'expérience dans poste similaire.  
Anglais courant nécessaire.  
Larges possibilités d'évolution.

Envoyer CV détaillé, prétentions et photo sous N° 7701 à

PARFRANCE Annonces  
1 rue de la République 75008 Paris  
qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL  
EN INFORMATIQUE  
recherche

jeunes collaborateurs

- 3 à 5 ans d'études supérieures
- militaires, décrets des obligations militaires
- libérés

DÉSIREUX D'ENTREPRENDRE  
UNE CARRIÈRE dans  
L'INFORMATIQUE

Préparation de base dans le cadre d'un contrat de travail avec stage.  
Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé et photo en précisant la date de disponibilité à :  
70, rue de la République 75008 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Très important  
Groupe Industriel Français  
propose à un  
JEUNE CADRE  
de HAUT NIVEAU

Désireux de se spécialiser dans le  
DROIT SOCIAL

un poste de  
JURISTE

Les Missions :

- suivi de l'évolution de la législation sociale.
- Assistance et conseil aux différents échelons du Groupe en matière de droit du travail.
- Information des Cadres du Personnel impliquant des nombreux contacts.
- Traitement des problèmes juridiques liés aux Relations du Travail.

Profil recherché :

- Doctorat en Droit exigé. Formation de Sciences Po. appréciée.
- Anglais et/ou Espagnol souhaités.

De larges perspectives de carrière sont offertes au sein d'un GROUPE MULTINATIONAL.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous référence 099 M à Régie Presse, 1 rue de la République 75002 PARIS.

offres d'emploi

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE  
Filiale d'un des premiers constructeurs mondiaux

responsable comptabilité  
analytique  
(Revenue Accounting Supervisor)

Il animer une équipe de 5 personnes.  
Il sera à l'utilisation de systèmes informatiques, il supervisera le contrôle des revenus, des stocks et des transactions dans le cadre du groupe.  
Une expérience comparable, acquise de préférence dans une entreprise américaine, est la preuve de la langue anglaise sera nécessaire.  
Notre société en pleine expansion offre de réelles possibilités d'évolution.  
Adresser votre candidature à Chantal MILLET sous réf. M à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

18, rue Soufflot  
92200 NANTERRE cedex

directeur  
commercial 180.000 +

Société de publications hebdomadaires (CA 140 M de F) recherche de directeur commercial pour la structure de vendeurs-irviseurs s'adressant aux particuliers et implantés dans toute la France.

Nous souhaitons confier le développement de nos ventes à un professionnel de la vente aux particuliers sachant concilier le dynamisme commercial et l'indépendance qui implique une telle distribution.

Adresser C.V. détaillé sous référence 2111-M à

CNPG  
185 avenue Victor Hugo - 75116 Paris

LA CAISSE NATIONALE DE  
CREDIT AGRICOLE  
recherche pour l'une de ses filiales bancaires  
le quartier MONTPARNAISE

un Chef de Projet

Pour concevoir des schémas d'organisation et contrôler des projets informatiques dans les domaines bancaires (dépôts, comptabilité, prêts).  
Diplôme Grande Ecole ou équivalence et 5 ans d'expérience en Organisation/Informatique.

un Analyste

Pour réaliser des analyses fonctionnelles et techniques d'applications bancaires.  
Connaissant le COBOL/ANS sur série 08/CLL - HS.  
Connaissance théorique et base de données.  
Niveau Maîtrise Informatique et 3 ans d'expérience.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions en précisant la référence à : CNCA  
Recrutement Carrières cedex 26 - 75300 Paris Bruns

MANUFACTURIERS HANOVER BANQUE NORDIQUE  
recherche

CHEF COMPTABLE  
expérimenté

- Le poste comprend les responsabilités suivantes :
- supervision du Service Comptable
  - coordination de la préparation du budget et analyses des écarts
  - gestion des relations financières pour les actionnaires et les sociétés françaises
  - reporting à New-York et Paris
- Le poste nécessite une bonne connaissance de la Comptabilité U.S., une expérience bancaire et un esprit supplémentaire.

Salaire et avantages sociaux très compétitifs.  
Envoyer lettre manuscrite, CV, photo, prétentions à : M. Jean MILLARD - MBN - BP 269-06 75364 PARIS CEDEX 06. Urgence assurée.

ADP  
The computing company. 120.000+

Nous sommes la première Société de Services Informatiques en France et dans le monde. Dans le cadre de notre implantation sur le marché français, nous recherchons :

INGENIEURS  
COMMERCIAUX

Chargés de la vente de nos produits. Ils devront avoir une expérience prouvée dans la vente de services, acquise de préférence auprès d'une SSCI, depuis plusieurs années et de bonnes connaissances en gestion. Très forte rémunération pour candidat de valeur. Formation permanente donnée au sein du Groupe.  
Envoyer C.V. à A.D.P. - Tour Eiffel 40 r. Jean Jaurès - 93176 BAGNOLET Cedex

AUDITEUR

Nous sommes un cabinet d'audience internationale en Audit.  
Nous recherchons pour Paris un auditeur motivé par une carrière évolutive. Vous êtes expert-comptable stagiaire ou avez au moins 3 ans d'expérience.

Envoyer C.V. et prétentions à : JEANNE EMEREAU - HELIOS - 7, rue de la République - 75002 PARIS.

offres d'emploi

Un important établissement financier, rattaché à un Groupe Industriel de dimension internationale, cherche pour sa Division Informatique à PARIS - plus de 30 personnes, un IBM 3031 sous VM, DOS avec CICS, DL1-11

JEUNE  
CHEF DE PROJET

Il anime une petite équipe spécialisée dans la conception et la réalisation de projets concernant des opérations de leasing ou de crédit pour différentes Sociétés du Groupe. Le développement de ces activités devra assurer le champ de nos interventions. Des responsabilités importantes pourront être proposées, à moyen terme.

Diplômé d'une grande Ecole de préférence, il a déjà été responsable d'applications. Une expérience du milieu bancaire ou financier sera appréciée.

Nous vous remercions d'adresser, sous réf. M1600, à Hélène REFREGIER qui transmettra votre candidature.

SERTI  
SELECTION 49, av. de l'Opéra  
75002 Paris

SOGINFOR

filiale Informatique du CREG, un des premiers établissements bancaires spécialisés dans le crédit à la consommation, cherche à PARIS

UN JEUNE DIPLÔMÉ  
GRANDE ÉCOLE

Débutant, il reçoit une formation en Informatique. Intégré à une équipe performante qui conçoit et réalise des projets, il acquiert une expérience et tout premier plan qui pourrait lui permettre d'évoluer vers une fonction de Chef de Projet.

UN ANALYSTE-  
PROGRAMMEUR

Titulaire d'un MIAG, d'un DUT ou équivalent.  
Après une formation complémentaire, il participe à la réalisation d'applications en Temps réel sur IBM 3031. Compte tenu du développement important des projets et des techniques à mettre en œuvre, il a la possibilité d'acquérir une expérience complémentaire et d'envisager une progression de carrière intéressante.

Nous vous remercions d'adresser en précisant la référence, à M. DOGNIN qui transmettra confidentiellement votre candidature.

SERTI  
SELECTION 49, av. de l'Opéra  
75002 Paris

IMPORTANTE ASSOCIATION  
DE TOURISME SOCIAL  
recherche

pour son siège à PARIS

AGENT  
COMPTABLE  
(responsable comptable et financier)  
138.000 F.

Responsable devant le Directeur Général et le Conseil d'Administration :  
- de la comptabilité complète de l'association ;  
- de l'établissement des budgets et bilans ;  
- du contrôle budgétaire ;  
- du suivi financier des investissements.  
BTS ou DECS de comptabilité ou 5 ans minimum, expérience Chef comptable exigée.

Adresser lettre manuscrite sous C.V. et photo à :  
AREPOS  
34, rue des Martyrs - 75009 Paris

SOCIÉTÉ HOLDING  
pour 2 millions

1) JEUNE ADJOINT  
AU CHEF COMPTABLE  
- DECS  
- ou quelques années d'expérience  
- ou pourvoir à ST MAUR (réf.1)

2) CHEF COMPTABLE  
- DECS  
- ou quelques années d'expérience  
- ou pourvoir à LORIENT (réf.2)

Envoyer C.V. et prétentions à :  
H. DE MONFERRAND  
SOCIÉTÉ SIFA  
82-84 Bld de Bagnolles - 75011 Paris



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

# **SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE (PRODUCTION) recherche comptables**

obligations militaires  
ayant obligatoirement BTS ou DUT  
(option finance, comptabilité ou  
certificat comptable du DECS mini-  
mum).  
Un minimum 2 ans d'expérience  
dans une entreprise industrielle  
appréciée.  
Bonne connaissance de l'anglais  
indispensable.  
Les agents recrutés dans un pre-  
mier temps les services compa-  
rables à Paris nos filiales l'étran-  
ger suivant les besoins du groupe.  
Envoyer C.V., photo et prétentions  
No 89490 S.N.E.A.P. - D.C.  
Recrutement bis, Lilles  
(Tour 12-04) MUTIN PAU Cedex.



## **ARTHUR D. LITTLE SENIOR MANAGEMENT CONSULTANT (PETROLEUM DISTRIBUTION)**

D. LITTLE International recherche une  
équipe européenne spécialisée dans les problèmes  
d'énergie. Les candidats devront  
avoir une expérience considérable de la  
DISTRIBUTION PETROLIÈRE.

**PROFIL :**  
- Age : 30 à 40 ans  
- Formation : Grande école ou équivalent (MIT,  
etc.) et, si possible, une formation supérieure  
en management (MBA).  
- Expérience professionnelle :  
- Soit 10 à 15 ans dans le marketing  
et pétrolier ;  
- Soit 10 ans dans le marketing de la  
distribution de produits pétroliers dans  
un pays en développement.  
- Références : premier plan indiquant un  
niveau élevé de performances au cours des  
années précédentes.  
- Langues : anglais et français.  
- Localisation : Paris avec fréquents dépla-  
cements en Europe et à l'étranger.  
- Rémunération : pour des candidats  
répondant sur tous les points du profil.  
Les candidats seront reçus sur rendez-vous  
à Paris ou à l'étranger. Envoyer C.V. et  
photo détaillée à :  
Mme DUBOIS LAMBERT  
Arthur D. Little  
rue du Faubourg-Saint-Honoré,  
75008 PARIS, France.

## **LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS CHERCHE POUR DIRECTION DÉVELOPPEMENT MÉDICO-CHIRURGICAL EXPÉRIMENTATEUR CHEF DE PRODUIT**

connaissant bien les milieux hospitaliers et les  
besoins.  
Il a pour mission de mettre en place et de suivre  
les essais et expérimentations, de travailler avec le  
Directeur Développement les stratégies-produits et  
surtout de les réaliser.  
**PROFIL :**  
- Préférence MEDICIN ou PHARMACIEN.  
- 30 ans minimum.  
- 10 ans d'expérience avec milieux hospitaliers  
et pharmaceutiques.  
- Expérience expérimentale, en laboratoire et in vivo.  
Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et  
prétentions à : M. L. 34, av. Roche, 92400  
CLAMART, référence B16 qui transmettra.



## **THOMSON-CSF DESSINATEURS B.T.S. BUREAU D'ÉTUDES Niveau PROJETEUR**

Env. C.V. et photo au Service du Recrutement  
15, rue de la République, 92400 CLAMART

## **INDUSTRIE DE POINTE INGÉNIEUR DE BUREAU D'ÉTUDES**

Réf. 286  
Concrétisation des projets élaborés dans  
les bureaux d'études. Formation Ingénieur,  
type Arts et Métiers. Expérience de 3 à  
10 ans dans le domaine mécanique fabrica-  
tion et résistance des matériaux. de 175.000 F  
Ce poste est à pourvoir de l'anglais.  
Ecrire en rappelant la référence à :  
**NOËL CHOAY et Associés**  
31, rue François-Ier - 92100 Nanterre  
qui transmettra.



Nous sommes une Entreprise à taille humaine,  
filiale d'un important groupe français et nous  
mettons en oeuvre des techniques de pointe en :

- INFORMATIQUE EDITORIALE
- BASES DE DONNÉES
- INFORMATIQUE GRAPHIQUE

renforcer nos équipes nous cherchons des :

## **ANALYSTES**

- formation supérieure.
- Expérience de 2 à 5 ans.
- la réalisation de projets mettant en oeuvre  
des S.G.B.D.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à :  
IOTA  
Direction du Personnel 34, avenue de  
Neuilly sur Seine

## **IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCE PARIS 15ème**

recrute pour ses services informatiques  
des personnes dynamiques et rigoureuses un  
**PROGRAMMEUR**  
- de niveau supérieur I.U.T...  
- maîtrisant le langage COBOL/ASSEMBLEUR.  
- CICS sous OS/VS.  
- expérience en réalisation d'applications  
de moins de 2 ans.  
- esprit d'équipe, sens des responsabilités,  
dynamisme.  
Envoyer C.V. et prétentions à :  
STERIA RECRUTEMENT  
147, rue de la République 75017 Paris  
ou téléphoner pour premier contact à :  
Madame FOSTIER : 763.11.83.



LABORATOIRE ELCTE.  
TROCHE BANLIEUS SUD PARIS  
recherche  
**INGÉNIEUR  
ÉLECTRONICIEN**  
30-35 ANS  
pour travail en laboratoire et sur site  
- Formation en électronique.  
- Plusieurs années d'expérience de laboratoire  
dans activités de mesure, contrôle et régulation.  
Envoyer C.V. et prétentions à :  
PUBLIFOP 15, rue de la République, PARIS, qui transmettra.

## **IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER recherche Chargé(e) d'Études Marketing**

Formation statistique et/ou économique complé-  
mentaire une bonne connaissance des techniques  
qualitatives.  
Pratique des techniques de structuration des  
données.  
3 ou 4 années d'expérience acquises.  
Envoyer C.V., photo, et prétentions  
à : M. L. 31, rue de la République, PARIS, qui transmettra

## **IMPORTANT BUREAU SPÉCIALISÉ EN AUDIT ET EXPERTISES COMPTABLES ET FINANCIÈRES**

**AUDITEUR CHEF DE MISSION**  
EXPERIENCE : 3 ans dans un cabinet important.  
FORMATION : IUT, IUT, DEP, DESSE, DECS  
complet, titres.  
POUR MISSIONS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER :  
AFRIQUE, Océan Indien.  
LIBRE DE DÉLAI RÉPONDRE.  
Possibilité de développement.  
Envoyer C.V. et photo, n° T 021463 M. à :  
REGIE - PRESSE, bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

## **Importance Société de Construction de Réacteurs Thermiques et Nucléaires située à VELIZY (78)**

**INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES**  
(R.C.P., ENSTA, MINES, I.D.N., ENSCM)  
pour son service « Conception Réacteurs Nucléaires »  
ils seront chargés, dans un premier temps, de  
calculs thermiques et hydrauliques de haut niveau en résistance  
des matériaux thermiques et hydrauliques, pour  
assurer la responsabilité de la conception  
d'appareils complexes.  
- Expérience professionnelle :  
- Expérience dans le domaine de  
la conception.  
Envoyer C.V. et prétentions sous n° 2482P  
à : SERVICE B.P. 75494, CEDEX 09.

## **SECIM recherche pour renforcer le Service Commercial de son département HYDRAULIQUES ingénieur commercial**

Il aura pour mission, avec l'appui des diffé-  
rents services de l'Entreprise (R.E. juridiques  
et financiers), de négocier et vendre auprès  
d'industriels Français et Étrangers des presses  
hydrauliques de grande puissance (presses à  
fil et à forger).  
Ce poste pourrait convenir soit à un jeune  
Ingénieur (niveau Ingénieur équivalent  
- option mécanique privilégiée) ayant une  
première expérience en B.E., préparation,  
estimation, coûts, et, souhaitant diriger  
vers une fonction commerciale, soit à un auto-  
didacte confirmé dans le vente de produits  
biens industriels.

• Poste basé à Courbevoie ; déplacements  
fréquents mais de courte durée il prévoit  
en France et à l'étranger.  
• Anglais courant indispensable.  
Merci d'envoyer C.V. détaillé, photo et pré-  
tentions en précisant sur l'encloppe la réf.  
775 en

Cabinet Jean-Claude MAURICE  
Conseil en Gestion du Personnel,  
397 ter, rue de Valenciennes,  
75011 PARIS.

## **WATERS S.A. CHROMATOGRAPHES LIQUIDES recherche INGÉNIEUR CHIMISTE OU BIOLOGISTE**

pour région OUEST PARISIENNE  
Chargé de la promotion de la technologie et  
suivi des clients.  
- Expérience professionnelle.  
- Diplôme approprié.  
- Avancées sociales.  
- Voiture fournie.  
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions, à :  
Madame MAURICE  
Direction du Personnel  
Société WATERS S.A.  
19 et 21, rue Goubet - 75040 PARIS, CEDEX 13.



**THOMSON-CSF**  
Département RADIO-TELEPHONE  
**SECRÉTAIRE  
COMMERCIALE**  
ELLE ASSISTERA  
LE CHEF DU RÉSEAU COMMERCIAL  
La fonction implique :  
- une personnalité dynamique ;  
- le sens des relations commerciales ;  
- un excellent niveau général ;  
- une grande disponibilité.  
Adressez lettre de candidature à : F. P. GAILLARD,  
14, rue du Port-Blanc, 92331 GENNEVILLIERS.

## **Société d'importation et de distribution de produits chimiques recherche UN AGENT TECHNIQUE COMMERCIAL**

Pour suivre la croissance de la France au départ  
Est et Ouest de la France au départ de  
la région Parisienne.  
Le poste requiert un tempérament de  
vendeur allié à une formation techni-  
que de base. Une expérience de 2 à 3  
ans dans la vente de produits chimiques  
et/ou plastiques est souhaitée.  
Le poste implique des déplacements  
fréquents et la pratique de l'anglais.  
Adressez lettre manuscrite, C.V., photo  
et prétentions à : P. LICHAU S.A., BP 220 - 75008 PARIS  
cédex 02 qui transmettra.

## **Société spécialisée dans la fabrication et construc- tion de matériel chaudronné tous pays recherche JEUNE CADRE TECHNIQUE COMMERCIAL**

Le candidat :  
- aura une formation technique et une expérience  
industrielle ;  
- sera chargé de prospection, établissement des  
offres et négociations des contrats ;  
- anglais lu, écrit, parlé indispensable, autres  
langues appréciées.  
Adressez C.V. détaillé avec photo et prétentions  
sous n° 48916 à HAVAS CONTACT,  
156, bd Haussmann - 75008 PARIS.

## **Un consultant pas comme les autres...**

Si comme vous, vous croyez au conseil HUMAIN  
pour une clientèle soucieuse d'intégration à long  
terme, et ambitieuse d'investir aujourd'hui sur les  
hommes de demain.  
Si pour vous, il s'agit de trouver un entrepreneur  
connait le sens du risque et que l'insécurité, loin de  
vous rebuter, vous stimule. Si vous aimez avec  
cohérence dans les idées et dans les faits, en un mot  
si vous n'êtes pas un cadre assisté.  
Nous proposons la responsabilité de notre  
Agence Parisienne, laquelle vient de changer  
d'adresse.  
Psycho de préférence, vous êtes à 30 ans minimum,  
un professionnel du Recrutement de Cadres en  
Cabinet ou Entreprise. Vous assistez de manière  
autonome nos clients (PDG, DRA) dans la  
recherche, le développement et l'insertion du  
potentiel humain.  
Par la suite, vous deviendrez consultant associé.  
Guy MORENO, fondateur du Cabinet attend vos  
candidatures détaillées avec photo et salaire actuel  
sous réf. 3535.  
17, rue Commaux 75100 REIMS  
58, rue de Valenciennes 75017 PARIS.

## **MORENO CONSULTANTS Recrutement Structures et Communication**

## **ETS FINANCIER FRANCO-AMÉRICAIN TOUR MAINE-MONTFARASSE**

recherche  
**4 COLLABORATEURS  
GESTION COMPTABILITÉ**  
D'enseignement supérieur ou  
Comptable complété par une solide formation  
comptable, à possible D.E.C.A.  
Capacités :  
- de gérer les contrats d'affacturage  
conclus avec une clientèle de gros  
P.M.E. tous secteurs d'activité.  
- de proposer à cet effet toute initiative  
de nature à garantir la sécurité des  
engagements contractuels et à assurer  
la bonne qualité des services rendus à la  
clientèle.  
Ces postes seront en conséquence confiés à des  
candidats maîtrisant les techniques d'analyse  
financière et de contrôle comptable pour les avoir  
pratiques plusieurs années en entreprise, en  
cabinets ou au sein d'une banque.  
Les candidats retenus devront être âgés de 30 ans  
minimum, avoir un sens aigu du risque et des  
responsabilités et être le titulaire d'un passeport  
à la qualité du contrat commercial.  
Des déplacements de courte durée sont à prévoir  
pour des missions d'AUDIT.  
**POSTES A POURVOIR IMMÉDIATEMENT**  
Envoyer C.V. à : FACTOFRANCE - BELIER  
14, rue de la République - 92400 CLAMART - CEDEX 13.

## **IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE recherche pour son Agence de 16° arrondissement SECOND D'AGENCE CLASSE V ou VI**

- Réception d'une clientèle importante, suivi  
des comptes, traitement des problèmes de place-  
ments, titres notamment.  
- Surveillance du fonctionnement interne de  
l'Agence.  
- Répartition du travail entre les membres d'une  
petite équipe.  
Ce poste conviendrait à L.T.B. ou équivalent, 30 ans  
minimum, ayant :  
- bonne expérience professionnelle ;  
- bonne présentation et bon contact humain ;  
- qualité d'ordre et de goût pour approfondir  
les problèmes.  
Mettre candidature sous n° 16229, 20, avenue  
de l'Opéra, 75002 PARIS CEDEX 01, qui trans-  
mettra. DISCRETION ASSURÉE

## **IMPORTANT ORGANISME SECTEUR ASSURANCES recherche analystes programmeurs**

Minimum 3 ans d'expérience professionnelle.  
Ayant 1 ou 2 années d'expérience PL1, PL2, DLT  
pour participer à la mise en place d'applications  
de gestion sur IBM 3031 - VM/CMS.  
- Candidature sous référence 16229/M  
à Jean PORRACCHIA

## **CARRIÈRES INFORMATIQUES co-éducation 149, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS**



**THOMSON-CSF  
TECHNICIEN  
B.T.S. FABRICATION MÉCANIQUE  
ou PHYSIQUE**  
Pour responsabilité section photographique  
électronique :  
- Industrialisation de procédés nouveaux.  
- Maquettes et prototypes.  
Env. C.V. et ph. au SERVICE DU PERSONNEL  
21, av. Pierre-Brassac, 92400 CLAMART

مكتبة الأمل



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## MEDECIN

Notre Laboratoire, installé à Paris, a acquis, tant en France qu'à l'étranger, une bonne réputation par ses spécialités pharmaceutiques. Pour travailler en étroite collaboration avec notre Directeur Médical et notre Directeur Technique, nous recherchons un médecin jeune (thèse instance thèse) auquel nous souhaitons confier :

- la mise en place, le suivi et l'exploitation d'études cliniques.
- l'information et les relations médicales auprès des milieux hospitalo-universitaires.
- la participation à des Tables Rondes et à des Congrès.

Homme de contacts, il vivement souhaité qu'il ait acquis une formation pratique par des déplacements fréquents (50% en province et à l'étranger) est.

Une grande disponibilité personnelle pour des déplacements fréquents (50% en province et à l'étranger) est.

Une maîtrise de l'anglais est indispensable. Veuillez envoyer votre CV, photo, rémunération potentielle et référence 829 à :

**TIORACE conseil**  
11 rue de Richelieu 75002 PARIS  
MEMBRE DE SYNTHE

## Consultants haut niveau

Pour faire face à son expansion, la CORT, société de Conseil, recherche des consultants expérimentés et motivés pour travailler en France et à l'étranger, recherche deux consultants de haut niveau ECP, SUPLEG, AM.

### Ingénieur technico-commercial exportation

celui qui, avec une expérience de production ou de maintenance, a fait évoluer ou souhaite faire évoluer sa carrière vers une fonction commerciale. Il sera chargé de développer la production et la maintenance des clients existants et potentiels essentiellement à l'étranger.

### Jeune Ingénieur à fort potentiel

ayant quelques années d'expérience en maintenance et dont le niveau de compétence sera évalué.

Evolution rapide de situation et de responsabilité.

Pour ces deux postes, salaire indicatif.

Envoyer CV, photo et références à M. 2893 M en précisant le poste à 66, rue de la République 75011 PARIS

## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

section d'études et de recherches des télécommunications

recherche pour le Service Technique

### UN INGÉNIEUR AUTOMATISIEN ou ÉLECTRONICIEN

pour travaux d'études et de développement de systèmes.

Compétences en optique et en électronique numérique.

Il sera chargé de la direction du suivi de la mise au point et de la réalisation de projets importants.

Envoyer C.V. et références au Directeur de la SEPT, 101 rue de la République, 75011 PARIS.

## INGÉNIEUR A ET M DEBUTANT

pour suivi partie mécanique d'un gros chantier de terrassement à l'étranger.

Missions éventuelles à l'étranger.

Possibilité d'alternance avec un diplôme d'études supérieures.

Une formation technique par un diplôme d'études supérieures.

Une grande curiosité intellectuelle susceptible de s'appliquer à des réalisations concrètes.

Ecrire à M. 2322 M, BLEU, 12, rue de la République, 75011 PARIS.

## INGÉNIEUR A ET M DEBUTANT

pour Service Technique

### AGENT SERVICE ACHAT

parlant anglais, C.V.

Envoyer C.V., photo, présent, en précisant le poste souhaité à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## UN CONTRÔLEUR DE TIEN

Homme et Femme. Expérience approfondie de la comptabilité analytique, gestion et suivi des budgets.

Env. C.V., photo et références à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## OFFICIER SUPÉRIEUR RETRAITÉ

Envoyer C.V. et références à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS INFORMATIQUES

Lycée et micro-processeurs.

Ecr. 101 rue de la République, 75011 PARIS.

## IMPORTANT GROUPE

### HOMME SYSTÈME

ayant connaissance des systèmes informatiques pour assistance technique et développement de logiciels.

Env. C.V. et références à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## secrétaires

Nous recherchons pour LE PRÉSIDENT d'un GROUPE de SOCIÉTÉS (en France) :

### secrétaire personnelle

Comportant des missions très variées, ce poste nécessite une bonne expérience de la Secrétariat (sténodactylo, CR de séances, classement...), de la jeunesse et de la rapidité de réactions, de la finesse dans les contacts et de la discrétion, du dynamisme et une parfaite disponibilité (petits déplacements imprévisibles à l'étranger).

Envoyer C.V. et références, photo et rémunération souhaitée à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS

Steno anglaise et française pour la direction d'un groupe d'entreprises.

La candidate, 30 ans max., française ou étrangère possédant parfaitement le français aura l'expérience d'un poste de secrétaire de direction d'une direction administrative ou générale.

Env. C.V., photo, salaire actuel sous 15 jours à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## JOURNAL TECHNIQUE

### EXCELLENTE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Sachant rédiger et relire. Quartier Champs-Élysées. Un samedi sur deux indispensable, avec compensation.

Env. C.V. et références à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## Conseils en Carrières

### CADRES! POURQUOI ATTENDRE 1981?

Etes-vous prêt à changer et décidé à agir?

Nous les avons aidés à découvrir leur pleine potentialité ou même à définir leur position nouvelle.

Appellez-nous. Un de nos consultants s'entretiendra avec vous. Confidentiellement. Sans engagement ni frais.

Env. C.V. et références à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## représent. offre

de l'ambassade de Paris, nous vous offrons :

- une situation d'ATTACHE COMMERCIAL dans une Société à vocations financières.
- une très intéressante mission de poste.

874-97-83

## représent. demande

CONSEIL TECHNIQUE

Expérience en marketing, import-export, promo, des ventes, bonne connaissance des marchés du Moyen-Orient et d'Afrique.

Env. C.V. et références à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## KAPT

recherche pour l'électronique et aéronautique, pour son département SINISTRE

### JEUNE HOMME ou JEUNE FEMME

d'un niveau d'études supérieures (droit, sup. de commerce et lettres).

Formation assurée. Perspectives d'avenir intéressantes.

Env. C.V. et références à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## secrétaires

Nous recherchons pour LE PRÉSIDENT d'un GROUPE de SOCIÉTÉS (en France) :

### secrétaire personnelle

Comportant des missions très variées, ce poste nécessite une bonne expérience de la Secrétariat (sténodactylo, CR de séances, classement...), de la jeunesse et de la rapidité de réactions, de la finesse dans les contacts et de la discrétion, du dynamisme et une parfaite disponibilité (petits déplacements imprévisibles à l'étranger).

Envoyer C.V. et références, photo et rémunération souhaitée à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## CHRISTOFFE

### ORFÈVRE A PARIS

recherche

### UNE SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS

pour Service exportation. Niveau BTS avec excellente sténodactylographie.

Env. C.V. et références à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## formation profession.

### DES JEUNES QUI FONT FACE...

IFERP a but ses stages (rémunérés, à temps complet) pour former des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur à des spécialités suivantes :

- NIVEAU BAC (ou BAC+1 ou 2)
- PROGRAMMEURS de GESTION
- COLLABORATEURS des SERVICES COMMERCIAUX ou EXPORT
- NIVEAU LICENCE
- ATTACHES COMMERCIAUX à L'EXPORT
- ASSISTANTS TECHNIQUES de GESTION

Env. C.V. et références à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## Cadres demandeurs d'emploi... une solution

Nous stages à temps complet et rémunérés.

### GESTION COMMERCIALE

(Vente - Animation - Marketing - Distribution - Export).

### GESTION du PERSONNEL

(Administration - Législation - Gestion des Ressources Humaines...).

Env. C.V. et références à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## INTERNATIONAL ORGANISATION

Seeks experienced — at least five years — male or female translator into English language from French and Spanish. English mother tongue is a must. Talent in Journalism to assist Editor. Quarterly Review will be an asset. Salary commensurate with experience and ability. Rent allowance and Provident Fund. Apply sending C.V. and full particulars to :

Env. C.V. et références à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## propositions commerciales - capitaux

parmi les fabricants de points.

appareils de pulvérisation pour le jardinage et l'agriculture.

Nos produits : normalisés - qualité unique.

Nos résultats : sans cesse en expansion et, conséquemment, nous représentons plus de 100 000 de points dans le monde.

### REPRÉSENTANT GÉNÉRAL

Il sera notre partenaire privilégié et nous lui demanderons sur la région française.

Il devra livrer à partir de son atelier le meilleur service à la clientèle.

Nous lui offrons la représentation de nos appareils pulvérisateurs et de jardinage.

Le représentant après-vente devra être le principal responsable d'une politique commerciale qui devra attirer les spécialistes en outillage, quincailleries, les magasins d'entretien de jardinage, les professionnels de l'agriculture.

Nous notre, l'expansion de nos appareils pulvérisateurs et de jardinage.

Nous enjoinons les candidats qui sont intéressés par notre proposition à prendre contact avec nous par téléphone ou par courrier. Informations à leur sujet : quels sont les produits que nous commercialisons déjà ; quelles sont les firmes que nous représentons ; depuis quand nous sommes en France ; nous prions de bien vouloir répondre à la présente annonce en mentionnant son nom et son adresse à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## travaux à façon

### Demande

Rech. invest. pr. Sts. (Paris, Seine, Yvelines, Eure-et-Loire, Eure, Seine-Maritime, Normandie, Bretagne, Centre, Poitou-Charentes, Midi-Pyrénées, Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse).

Env. C.V. et références à M. 2893 M, 66, rue de la République, 75011 PARIS.

## formation profession.

### FORMATION GRATUITE ET RÉMUNÉRÉE

#### INFORMATIQUE POUR COMPTABLES

Pour être correspondant informatique en matière de gestion comptable.

Durée du stage : 300 h + stage pratique en entreprise de 30 h. Début du stage : 22 septembre 1980.

#### GESTIONNAIRE D'ENTREPRISE

Pour être correspondant technique de gestion de l'entreprise. Durée : 300 h. + stage pratique en entreprise de 30 h. Début : 15 sept. 80.

#### FONCTION COMMERCIALE

Pour être correspondant des ventes. Durée : 300 h. + stage pratique en entreprise de 30 h. Début : 15 sept. 80.

#### INITIATION A L'INFORMATIQUE DE GESTION

Stage ouvert aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur pour l'emploi de correspondant informatique en matière de gestion comptable.

Durée : 300 h. + stage pratique en entreprise de 30 h. Début : 15 sept. 80.

## UNIVERSITE PARIS I

### IFAPE : I.A.E. FORMATION PERMANENTE

Vous êtes à la recherche d'une formation permanente permettant d'acquies des fonctions Marketing ou permettant une spécialisation vers la gestion d'une P.M.E.

L'IFAPE I.A.E. Formation Permanente vous propose :

### CYCLE DE FORMATION A LA GESTION

avec 2 options :  
- Gestion Générale d'une P.M.E.  
- ou Marketing.

Stage ouvert à des :

- CADRES en RECONVERSION (ou rémunération d'Etat)
- CADRES en CONGÉ FORMATION

Durée : Novembre 1980 - Septembre 1981

Il limite d'inscription : 22 Octobre

Renseignements : I.A.E. Formation Permanente, 101 rue de la République, 75011 PARIS.

Tél. 558.02.28 / 557.28.41







## ÉNERGIE

## LA RÉUNION DE L'OPEP A VIENNE

## La première journée a été dominée par les affrontements politiques

La conférence qui réunit à Vienne les ministres des affaires étrangères, des finances et du pétrole des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se poursuit ce mardi 10 septembre (1).

La première journée du travail, marquée par des affrontements politiques, s'achève entre l'OAS d'une part et l'Assemblée Générale et l'Etat d'autre part, à également fait apparaître des divergences entre ceux qui plaident en faveur du pétrole pour son rôle aux pays en développement.

Vienne. — Interrogé sur la participation de son pays au mouvement de Bagdad — au moment où les incidents de frontières se multiplient entre l'Irak et l'Iran — M. Molnar, qui expédie les affaires étrangères de son pays, répondit, lundi 15 septembre, à Bagdad, que son pays n'avait aucune intention de participer à une action militaire de quelque nature qu'elle soit, dans la région du Golfe Persique. Il ajouta que son pays n'avait aucune intention de participer à une action militaire de quelque nature qu'elle soit, dans la région du Golfe Persique.

De tels aménagements tranchent avec le caractère austère et sévère du palais Hofburg et ne sont guère propices à l'harmonie au sein de l'OPEP. Les membres n'ont pas manqué au cours de la première journée de la conférence. Ainsi, la nomination de M. Abdul Karim, le ministre irakien, comme président suppléant de la réunion n'avait guère été appréciée des envoyés de l'ayatollah Khomeiny.

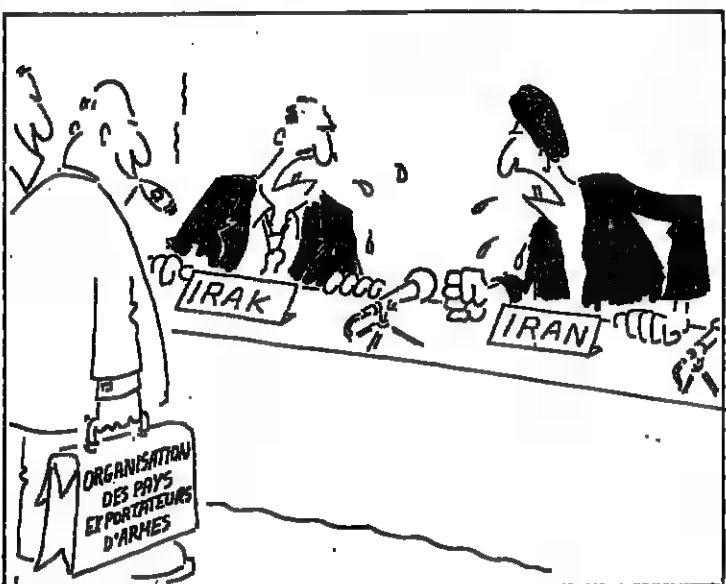
Une longue bataille s'est déroulée dans l'ambassade de Suède, ce qui a fait le jeu des pays consommateurs, des impérialistes et d'Israël, qui veut une protection des intérêts français dans les affaires étrangères de Riyad, le prince Al Fayçal. De plus, une intervention en charge dans les affaires étrangères sur la base d'un mandat international du pétrole aux pays industrialisés pour soutenir les intérêts de l'O.I.C.F., fort mal accueillie par les pays arabes qui ont refusé de recevoir le prince Fayçal. Seul le Liban appuie la présence des chefs de la monarchie dans les pays arabes, mais les divisions politiques des divisions arabes organisées par le pétrole ont toujours des techniques (même si elles sont faibles) comme des divisions arabes politiques.

Pourtant, malgré l'avis de la délégation à Téhéran de compromettre — ou du moins

De notre envoyé spécial

à Bagdad. Les vingt ans de l'OPEP par les efforts d'Etats des pays membres, la formation de ministres du pétrole, des Finances et des affaires étrangères réunis à Vienne aimeraient trouver un accord, ne serait-ce que de principe, sur la stratégie à long

dit, l'ambassadeur devra tenir pleinement compte de la nécessité de la protection du secteur d'hydrocarbures et des exportations de pétrole brut et du gaz naturel, comme de la prise en compte des besoins de notre développement ».



DATE: 11/20/2011

terme. Beaucoup de délégués soulignent les risques qu'il y aurait à se rendre à Bagdad sans avoir amorcé des solutions sur l'élévation du prix du pétrole et l'aide au tiers-monde.

[illegible]

... à jouer un rôle primordial dans le cadre du dialogue Nord-Sud. Ces mêmes Groupes devraient développer un renforcement de la coopération entre pays en voie de développement. » Les ministres pourraient-ils aller au-delà de l'émulation de ces vagues principes ?

## Divergence sur l'indexation

Sur l'indexation du prix, il faut que l'Algérie, le Libye et l'Irak aient des devises fortes. Les autres indices calculés par les pays arabes sont apparemment faibles. Certains pays ont voulu ajuster leur prix à ces devises fortes, mais c'est une stratégie à long terme (conscience de monnaies, coût de la vie et l'indice du prix des exportations des pays de l'O.C.E.D., une croissance de 10 % par an, une crise industrielle), une autre pour les pays arabes au prix des énergies de substitution. Une mesure, puisque ceux-ci varient de 1 à 50 selon que l'on parle du pétrole ou du gaz. La baisse de la récupération des schistes bitumineux, par exemple.

Plusieurs ministres ont souligné l'insuffisance d'une formule d'indexa-

■ qui ne s'accompagnerait pas d'une réelle programmation de la production. Or, on connaît les réticences de l'Arabie Saoudite ■ s'engager sur ■ terrain.

Les divergences pourraient être plus grandes encore, mardi, lorsque les délégués entrent en séance. Les délégués irakiens du prix des pétroles ont la formule (30-32 dollars) et les iraniens (la différence de prix entre les deux pétroles en fonction de leur qualité et de leur degré d'éloignement). Tous les délégués affirment cependant vouloir rassurer l'industrie pétrolière internationale quant à l'évolution future du prix du « brut », et chez Ali Khatifa, le ministre du Koweït, c'est possible un accord sur une hausse plus modérée que celle proposée par le comité de stratégie.

L'aidant le développement  
divise, elle a des mem-  
bres de l'OPEP. Certes, il faut  
d'accord pour la re-  
forcer, mais les modalités diver-  
gent. Alors ne veut-on pas  
d'un organisme qui ait une  
grande banque du tiers-monde,  
concurrente des organismes fi-  
nanciers internationaux actuelle-  
ment aux mains des riches, l'Ar-  
abe du Golfe qui, comme principal  
donneur de fonds, ne peut que  
se limiter à un rôle d'intermédiaire  
dans le champ d'activités de l'orga-  
nisme d'aide à l'équilibre des  
balances, mais pas paiement des plus  
pauvres, le développement de  
l'industrie et de l'agriculture des  
pays (deux fonctions déjà rai-  
sonnées par les spécialistes d'aide).

Il n'est pas question, se affirme le ministre des Finances de Ryad, de se substituer aux pays industriels qui ont une responsabilité majeure à l'égard du tiers-monde. Il n'y a donc plus guère de délégués pour parler d'une banque internationale de 20 milliards de dollars.

... tous jours, lorsque l'OPES  
... divisée, des comités ont  
... pour étudier ces deux ques-  
... tions. Cela permettrait aux minis-  
... tres des deux pays d'arriver à se  
... consacrer à la stratégie de l'OPES  
... à l'égard des pays industrialisés.  
... Mais, dans ce délai, il serait  
... que les Scandinaves puissent faire  
... d'un accord sur la stratégie de  
... l'Organisation, un préalable à la  
... hausse de leurs prix à 30 ou  
... 32 dollars le baril et à la réduction  
... de sa production à 9,5 millions  
... de barils par jour de la sou-  
... haite. Mais pour le moment, le  
... problème, il n'y a qu'un pas  
... les pays industrialisés n'ont aucun  
... intérêt à franchir.

**BRUNO DETHOMAS**

(1) Algérie, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Équateur, Gabon, Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Libye, Nigéria, Ouzbékistan, Tchad, Yémen.

## MARCHÉ COMMUN

A l'occasion de la session de rentrée

## Le Parlement européen consacre un débat au problème de la faim dans le monde

### De notre correspondant

— Le Parlement européen tient sa rentrée jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. Il devait ses travaux à un débat la fin du monde, en préparation depuis le 1<sup>er</sup> mai dernier, à la suite de la conférence de Strasbourg: le rapport de synthèse de M. Ferrero (communiste italien), quatre heures de travail de Mme Focke (socialiste allemande), MM. (U.D.F.), Simmonds (conservateur britannique) et Vergeer (démocrate-chrétien néerlandais).

Le rapport sur la synthèse des M. Ferrero comporte une proposition de résolution sur l'inéquité des points. Tout y a : nécessité pour les pays industrialisés de modifier leur mode de production et de consommation ; la nécessité de la croissance de leurs dépenses d'armement ; le développement des pays pauvres ; l'accroissement de l'aide de la C.E.E. ; la non récession des dépenses de défense (d'origine américaine) ; l'importance de la sécurité agraire dans les pays en voie de développement ; le rôle de la femme dans la production et la consommation des produits agricoles ; l'aide aux pays ; adaptation de la politique commerciale de la Communauté à leurs besoins élémentaires ; adhésion de Neuf à l'accord international le concernant.

N'est-ce pas trop ? On fallait-il  
pas attendre que les gouver-  
nements aient pris des actions  
concrètes et opérationnelles,  
qu'ils puissent publier les  
recommandations de l'Assemblée  
de Strasbourg ? On n'est en  
fait pas en mesure de respon-  
der à la commission européenne  
chargée de la coopération. Le  
Parlement européen, en ap-  
préhendant le problème d'un  
ensemble, commente-t-il, ne  
peut pleinement son rôle. Il ne  
peut exiger un aspect du  
problème.

« D'autant, ajoute-t-il, que me  
débat l'ensemble à un moment  
opportun, les réfugiés ont docu-  
ments et la preuve de la téma-  
sur la situation en Ouganda.  
M. Cheysson poursuit : « Cette  
fois, personne ne pourra dire qu'il  
ne s'agit pas... images qui sont  
imposées à nos yeux... dans nos  
loyers, à nos enfants... »

## Des situations scandaleuses

Malgré « de bonnes conjonctures », le commissaire européen pour le développement, **W. J. van den Broek**, a estimé « il est préférable de se faire et d'être en permanence au pas de l'industrie spectaculaire » au sein du conseil des ministres de la C.E.E. Ce qui serait important pour l'Europe, c'est d'être au premier plan national et national au sein du Parlement européen. »

Le M. Cheysson, le mental des dirigeants du monde industrialisé sont telles qu'on arrive à des « situations scandaleuses ». A titre d'exemple, il cite la case des négociations sur

publique au développement. 0,37 % pour la France. 0,57 % pour le Royaume-Uni et 0,57 % pour l'Allemagne.

**MARCEL**

« Les ministres à l'E.C.F. A l'E.C.F. les ministres de l'E.C.F. C.G.C. (U.N.C.M.) viennent de demander l'ouverture de négociations avec la direction L. de la C.E.E. disent-ils, à priori un refus inacceptable sur le prix. Les ministres de l'E.C.F. A l'E.C.F. fait la demande quelques jours plus tôt

MARCEL [REDACTED]

■ Les membres de l'E.G.F. A l'E.G.F., les anciens agents de contrôle C.G.C. (U.N.C.M.) viennent de demander l'ouverture de négociations avec la direction Le motif de leur, disent-ils, a priori un refus inacceptable sur les prix. La Fédération des électriciens F.O. a aussi fait la même demande quelques jours plus tôt.

**AUTREFOIS,  
IL N'Y AVAIT PAS LE PACTE  
POUR L'EMPLOI.**

**POURTANT QUELQU'UN VOUS A  
ENGAGÉ.**

Souvenez-vous, lorsque vous étiez jeune, un jour, un chef d'entreprise vous a dit : "Je vous engage..."

Aujourd'hui, le chef d'entreprise c'est vous. Vous savez que toute entreprise a besoin de jeunes, mais, face à une conjoncture souvent difficile, vous hésitez à engager.

C'est trop cher, c'est trop compliqué, c'est trop risqué, dites-vous...  
Mais maintenant, il y a le Pacte pour l'emploi.

**CHEFS D'ENTREPRISES, ENGAGEZ DES JEUNES, L'ÉTAT S'ENGAGE À VOUS AIDER.**

# PACTE POUR EMPLOI

■ ■ ■ ■ ■

**Pour tout renseignement, s'adresser à la direction départementale du travail,**  
des entreprises pour l'emploi ou téléphoner au ■ ■ ■ ■ ■



## SOCIAL

# Le droit de grève en Pologne... mais en France ?

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

Les Polonais ont-ils réellement obtenu le droit de grève ? La France s'est passionnée pour cette question en oubliant tout simplement — ce qui est parfois une allure — qu'en fait ce droit n'est pas encore totalement reconnu.

Ce n'est nullement une boutade. Les Polonais ont un droit de grève reconnu par la loi, mais son exercice n'est pas libre. Tel est en principe le droit de grève, évoqué par la Constitution (1). Les syndicats ne doivent pas le faire à « aucune circonstance », à l'exception de la grève des cheminots, des mineurs et des salariés du patronat. M. François Ceyrac, député de la région de Paris, a déclaré, si le droit de grève est susceptible d'entraîner un licenciement irrévocable, il est avec quelques limitations pour rupture de contrat, c'est-à-dire pour la grève n'est pas totalement libre. Les syndicats comprennent bien que ce droit n'est pas totalement libre, mais ils ne peuvent pas le faire pour un travailleur qui a perdu

son emploi et de se retrouver en chômage ?

Est-ce exactement la France ? Alors qu'il est acquis que la grève est totalement interdite, cette grève ne présente rien d'anormal, car on ne peut pas aller à l'infini. Les juristes ont le faire, pour dire que le juge de l'urgence, c'est-à-dire le juge des référés, peut ordonner la réintégration immédiate des salariés licenciés par les patrons. Et, d'ailleurs, quelle est la sanction envisagée, toute réintégration ne peut-elle pas être considérée comme un principe général de notre droit ? Etc.

### Un fatras

Rien, dans un fatras, ne peut un kopek, car le problème juridique est préalable : notre Constitution reconnaît-elle ou non l'existence d'un droit de grève ? C'est la question. Et la réponse est négative, si l'on pense qu'elle n'a donné de ce droit qu'un coup de théâtre purement symbolique, c'est le fait. En conséquence, le juge est incompétent, et il faut attendre la réintégration des grévistes.

L'affaire est trop délicate pour que la compétence des juges soit mise en jeu. Les travaux préparatoires de la loi de 1977 sur le contrat de travail, révélaient une allégresse du législateur à la reconnaissance pleine et entière du droit de grève : la loi de 1977 sur la réintégration des salariés licenciés par les patrons. Et, d'ailleurs, quelle est la sanction envisagée, toute réintégration ne peut-elle pas être considérée comme un principe général de notre droit ? Etc.

Le problème risque de lui être posé. Il est mis en grève le 29 mai 1980, dans des conditions apparemment régulières, une vingtaine d'ouvriers furent d'abord mis à pied par Chrysler-Talbot, puis licenciés, le 12 juin. Parmi eux, un certain nombre d'immigrés, qui s'imaginaient avoir obtenu le droit de grève reconnu en France.

Par un jugement très courageux du 1<sup>er</sup> juillet, le tribunal d'instance de Poissy (4), statuant en référé, a déclaré que, à moins de la voir de débats, et la continuation du contrat peut certainement être ordonnée par le juge. Jusqu'à maintenant, la Dole a été le premier à se pencher sur la question. Mais, à une époque où toute idée de réintégration, ou elle-même, lui déplaisait profondément. Or, le juge doit décider que le juge doit décider de la validité du contrat de travail d'un salarié licencié par les patrons. Mais, à une époque où toute idée de réintégration, ou elle-même, lui déplaisait profondément. Or, le juge doit décider que le juge doit décider de la validité du contrat de travail d'un salarié licencié par les patrons.

cléments sanctionnant l'exercice régulier du droit de grève.

Le problème risque de lui être posé. Il est mis en grève le 29 mai 1980, dans des conditions apparemment régulières, une vingtaine d'ouvriers furent d'abord mis à pied par Chrysler-Talbot, puis licenciés, le 12 juin. Parmi eux, un certain nombre d'immigrés, qui s'imaginaient avoir obtenu le droit de grève reconnu en France.

Par un jugement très courageux du 1<sup>er</sup> juillet, le tribunal d'instance de Poissy (4), statuant en référé, a déclaré que, à moins de la voir de débats, et la continuation du contrat peut certainement être ordonnée par le juge.

tout contenu. « L'exercice du droit de grève suppose soit assurée la sécurité de l'emploi par une protection directe du rapport contractuel et non seulement par le moyen dérivé de la responsabilité et des dommages-intérêts auxquels elle peut donner lieu, laquelle sans commune mesure avec la reconnaissance constitutionnelle du droit de grève ». Et d'ordonner la réintégration des grévistes licenciés. Décision que Chrysler-Talbot a refusé d'exécuter : l'affaire est venue en appel le 10 septembre et la Cour, au fin-pourcentage du sujet, a mis l'affaire en délibéré. Bien qu'il se soit agi de l'appel d'un jugement de référé.

### Guérillas d'arrière-garde

d'hui l'exemple ? On peut, à l'inverse, être contre le droit de grève, le conditionner à la reconnaissance de la durée transitoire. Mais un discours n'est plus tolérable, surtout en période de crise et de sous-emploi. Celui qui consiste à fétter bruyamment les travailleurs de ce pays de vivre dans une démocratie libérale qui leur reconnaît le droit de grève, mais à les empêcher de le faire, c'est la pire des choses. Le président du G.N.P.F. a su prendre ses responsabilités en termes catégoriques : on comprendrait mal que nos juridictions laissent se prolonger des guérillas d'arrière-garde (5). On le comprendrait encore moins après les événements de Gdansk.

(1) Le texte constitutionnel se borne à dire que le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.

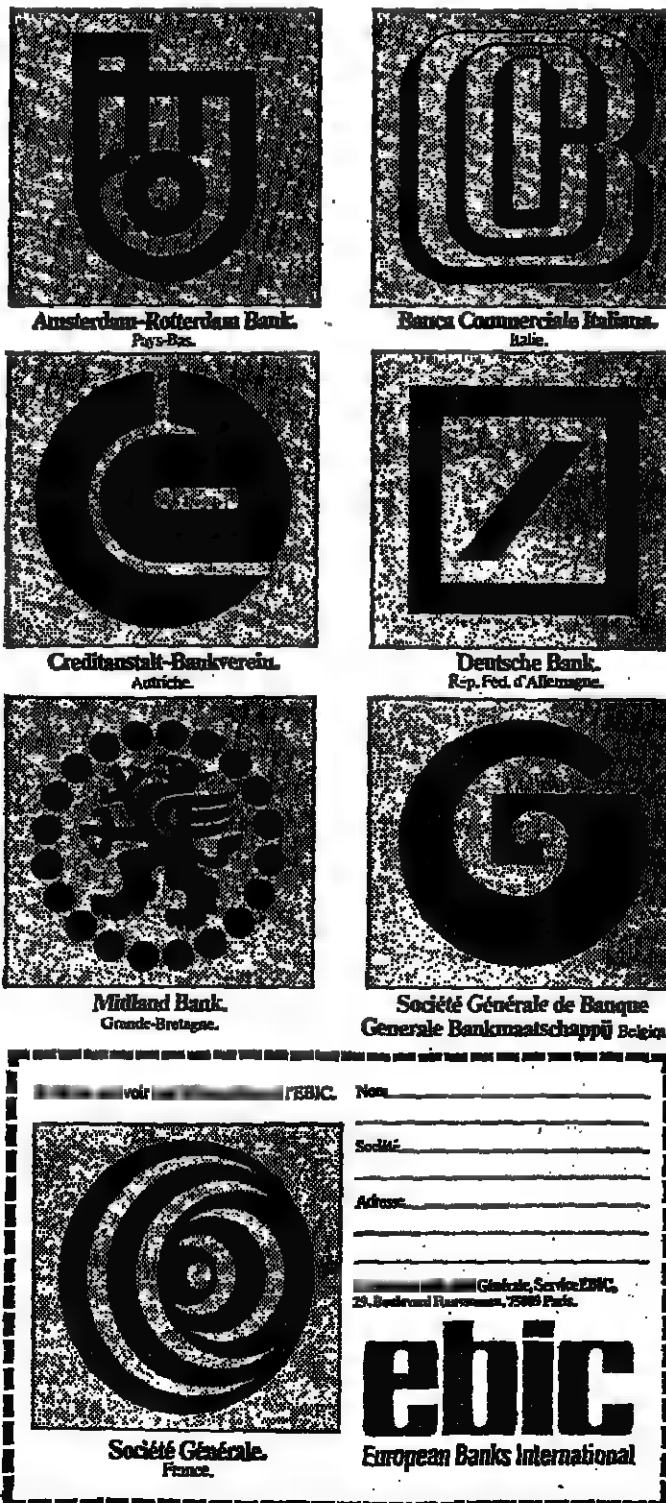
(2) « Le droit de grève » est inséparablement lié à la grande entreprise ainsi privilégiée, et l'on peut dire, par rapport à la petite, l'absence de la réglementation plus précise pour les salariés de faible ancienneté.

(3) Nous nous en tenons aux attitudes du jugement du tribunal de Poissy.

(4) Ce tribunal commença à avoir une certaine renommée des problèmes Chrysler-Talbot, et le rapport du conseiller R. de Lestang sur les élections professionnelles dans cette entreprise, à Paris, Droit social, novembre 1980.

(5) Ce qui est exact, et qui pose un problème redoutable, c'est que la réintégration ne permet pas d'éviter un licenciement ultérieur pour d'autres motifs qui pourraient être considérés comme la sanction sociale punitrice de la protection des grévistes. Néanmoins, on ne peut pas dire que le droit de grève n'est pas simplement reconnu.

# Ebic: L'expérience conjugquée de sept grandes banques internationales Européennes.



Où que vous soyez et quel que soit votre problème financier, nous pouvons vous aider.

Nous mettons à votre service les moyens d'action et l'expérience de sept grandes banques indépendantes.

Au total: 10.000 agences, plus de 200.000 personnes et des bilans dépassant \$280 milliards.

Voilà pour l'Europe.

Mais nous avons aussi un réseau EBIC dans d'autres parties du monde:

Aux États-Unis, avec l'European American Bank.

En Asie, avec l'European Asian Bank implantée à Hong-Kong, en Indonésie, en Corée du Sud, en Malaisie, au Pakistan, à Singapour, en Thaïlande et aux Philippines.

Enfin, des services financiers spécialisés sont offerts par la Banque Européenne de Crédit à Bruxelles et par l'European Banking Company à Londres.

En France, la banque EBIC est la Société Générale. Interrogez-la.

Des moyens pour les affaires partout où il y a des affaires.

## LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS PRÉCONISE UNE REPRISE DE LA CROISSANCE

Le retour au plein emploi en Europe occidentale d'ici à 1985 nécessite la création de 15 millions d'emplois, dont 10,8 millions dans la seule C.E.E., déclare un rapport de l'Institut syndical européen, organisme de recherches de la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.). Selon ce rapport, intitulé « L'économie européenne : 1980-1985, orientations pour une planification du plein emploi », la situation actuelle — 9 millions de chômeurs prévus pour 1980 en Europe occidentale (pays de l'O.C.D.E. moins la Turquie), soit 6,3 % de la population active — nécessite une relance de la croissance orientée vers la création d'emplois.

La C.E.S. propose un programme d'action qui permettrait de créer, d'ici à 1985, 15 millions d'emplois dans l'ensemble de la C.E.E., notamment par l'amélioration des conditions de travail, la conservation de l'énergie, l'exploitation d'énergies nouvelles et la réduction du temps de travail. Objectif : le retour à un taux de chômage de 2 %. Selon cette étude, les politiques actuelles « affaiblissent non seulement les perspectives de retour au plein emploi, mais ne sont même pas susceptibles de réduire l'inflation ».

Le rapport indique que les statistiques officielles sous-estiment le nombre réel des chômeurs — avec une sous-évaluation de 1 million en 1978. D'autre part, entre 1973 et 1978, un million de travailleurs immigrés ont quitté la Communauté, ce qui contribue à masquer une détérioration de l'emploi dans certains pays.

**DROIT Sciences Eco.**  
Documentation sur detentes  
Octobre à Juin  
• Soirée 1980  
IPEC Enseignement supérieur privé  
48, bd Saint-Michel, Paris 6  
Téléphone : 533.81.33/34/35/36/37

مكتبة الفصل



DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

# Le fossin de l'unité

Rien ne va plus entre la C.G.T. et la C.F.D.T. Les discours de rentrée prononcés par MM. Georges Séguin et Edmond Maire semblent bien sonner le tocsin de l'unité d'action.

Pour Philippe Warriner, dans *LE POINT*, T.C. : « Témoin de la rupture est profonde, et peut-être irréversible. C'est l'abaissement d'un long processus de rapprochement... »

Dans *LE POINT*, Dominique Joly, T.C. : « L'unité d'action... »

Dans *LE POINT*, T.C. : « L'unité d'action... »

Le dilemme d'Edmond Maire

Dans *LE POINT*, Dominique Joly, T.C. : « L'unité d'action... »

Dans *LE POINT*, T.C. : « L'unité d'action... »

Dans *LE POINT*, T.C. : « L'unité d'action... »

Le dilemme d'Edmond Maire

Dans *LE POINT*, Dominique Joly, T.C. : « L'unité d'action... »

Dans *LE POINT*, T.C. : « L'unité d'action... »

Dans *LE POINT*, T.C. : « L'unité d'action... »

Le dilemme d'Edmond Maire

Dans *LE POINT*, Dominique Joly, T.C. : « L'unité d'action... »

Dans *LE POINT*, T.C. : « L'unité d'action... »

Dans *LE POINT*, T.C. : « L'unité d'action... »

## CFDT : non à l'hégémonie du P.C. et non au réformisme

Après les tirs d'artillerie à bout de bras, les deux syndicats ont débuté du mois. MM. Séguin et Maire ont prononcé des discours de rentrée. Les dirigeants de la C.F.D.T. ont parlé de l'unité d'action, en commentant devant la presse.

La confédération, a dit Albert..., secrétaire national, « n'a pas l'intention de s'installer... »

Les polémiques ont décollé. Le secrétaire national de la C.F.D.T., M. Jacques Chéreau, a répondu à l'adjoint de l'unité d'action, M. Séguin.

Certes, l'alliance... la C.G.T. rompt.

Les deux syndicats se retrouvent... l'année 1980-1981.

Les dirigeants cégétistes... à donner à cette proposition d'action un caractère uni-

taire, afin de modifier la situation. C.F.D.T. ne réagira pas aux arguments, aux contre-arguments, aux attaques, aux défenses. C.G.T. Au contraire, elle en rendra compte.

« Ce qui pèse, c'est à la fois la campagne présidentielle, la position du P.C.F. depuis la rupture de la gauche, les conceptions hégémoniques s'inscrivant dans la stratégie soviétique.

« Les rapports avec F.O., les dirigeants C.F.D.T. estiment que les chances de rapprochement sont réduites par la prédominance politique et les arrière-pensées stratégiques. M. Bergeron, les dirigeants ne sont pas rigoureux à l'égard de la C.G.C. « Il est permis de rétorquer... »

« M. Mercier en fait allusion... de M. Séguin, qui aspire à créer un club de réformistes... F.O. et la C.F.D.T. Celle-ci tourne catégoriquement le dos à une telle hypothèse.

Cependant, la C.F.D.T. des cadres est la seule organisation, parmi toutes les autres, à avoir accepté l'invitation — déjà lancée par M. Maire — à participer au congrès de la C.F.D.T., qui se tiendra en mai de mai 1982. — J. R.

## ANCIENS COMBATTANTS

### L'UFAC APPELLE A MANIFESTER LE 25 OCTOBRE

L'Union française des anciens combattants (UFAC) appelle à manifester le 25 octobre à Paris et en province pour protester contre la décision gouvernementale de ne pas réviser le rapport de la commission de revalorisation des pensions. Il a été manifesté le 25 septembre.

Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion du bureau national, l'UFAC s'élève contre « cette attitude méprisante à l'égard des anciens combattants et victimes de guerre ». Elle avait espéré une prise en compte de la réévaluation des pensions.

Le congrès de la Confédération nationale des combattants volontaires de la résistance, qui s'est tenu à Paris du 13 au 14 septembre, M. Maurice Plantier, secrétaire national, a souligné la décision du gouvernement de ne pas réviser, dans le cadre de la loi pour 1981, le statut des anciens combattants et victimes de guerre.

Le congrès a appelé à ce que les anciens combattants et victimes de guerre soient pris en compte dans la loi pour 1981.

La fonction publique... et les pensions de guerre... 12,1.

Cependant, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants a annoncé qu'il a demandé au président de la République de proposer la réévaluation des pensions.

Il a été manifesté le 25 septembre.

Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion du bureau national, l'UFAC s'élève contre « cette attitude méprisante à l'égard des anciens combattants et victimes de guerre ». Elle avait espéré une prise en compte de la réévaluation des pensions.

Le congrès de la Confédération nationale des combattants volontaires de la résistance, qui s'est tenu à Paris du 13 au 14 septembre, M. Maurice Plantier, secrétaire national, a souligné la décision du gouvernement de ne pas réviser, dans le cadre de la loi pour 1981, le statut des anciens combattants et victimes de guerre.

Le congrès a appelé à ce que les anciens combattants et victimes de guerre soient pris en compte dans la loi pour 1981.

### DIMINUTION DU CHOMAGE EN AOUT (-0,9 %) ET MOINDRE AUGMENTATION EN UN AN (+ 5,4 %)

Le chômage a diminué en août de 0,9 %, après avoir augmenté de 0,5 % en juillet. Le chômage en août 1980 est de 5,4 %, contre 5,9 % en août 1979.

En août 1980, le chômage a diminué de 0,9 %, après avoir augmenté de 0,5 % en juillet. Le chômage en août 1980 est de 5,4 %, contre 5,9 % en août 1979.

En août 1980, le chômage a diminué de 0,9 %, après avoir augmenté de 0,5 % en juillet. Le chômage en août 1980 est de 5,4 %, contre 5,9 % en août 1979.

# OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE**  
au Palais de Justice à Paris le 22 OCTOBRE 1980 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT : UN  
IMMEUBLE  
PARIS 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**STUDIO**  
à Paris 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**DRÔTE DE CHASSE**  
pour 9 ans, sur 185 ha de bois  
région Gouloumiers  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE**  
au Palais de Justice à Paris le 22 OCTOBRE 1980 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT : UN  
IMMEUBLE  
PARIS 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**STUDIO**  
à Paris 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**DRÔTE DE CHASSE**  
pour 9 ans, sur 185 ha de bois  
région Gouloumiers  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE**  
au Palais de Justice à Paris le 22 OCTOBRE 1980 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT : UN  
IMMEUBLE  
PARIS 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**STUDIO**  
à Paris 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**DRÔTE DE CHASSE**  
pour 9 ans, sur 185 ha de bois  
région Gouloumiers  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE**  
au Palais de Justice à Paris le 22 OCTOBRE 1980 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT : UN  
IMMEUBLE  
PARIS 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**STUDIO**  
à Paris 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**DRÔTE DE CHASSE**  
pour 9 ans, sur 185 ha de bois  
région Gouloumiers  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE**  
au Palais de Justice à Paris le 22 OCTOBRE 1980 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT : UN  
IMMEUBLE  
PARIS 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**STUDIO**  
à Paris 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**DRÔTE DE CHASSE**  
pour 9 ans, sur 185 ha de bois  
région Gouloumiers  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE**  
au Palais de Justice à Paris le 22 OCTOBRE 1980 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT : UN  
IMMEUBLE  
PARIS 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**STUDIO**  
à Paris 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**DRÔTE DE CHASSE**  
pour 9 ans, sur 185 ha de bois  
région Gouloumiers  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE**  
au Palais de Justice à Paris le 22 OCTOBRE 1980 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT : UN  
IMMEUBLE  
PARIS 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**STUDIO**  
à Paris 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**DRÔTE DE CHASSE**  
pour 9 ans, sur 185 ha de bois  
région Gouloumiers  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE**  
au Palais de Justice à Paris le 22 OCTOBRE 1980 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT : UN  
IMMEUBLE  
PARIS 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**STUDIO**  
à Paris 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**DRÔTE DE CHASSE**  
pour 9 ans, sur 185 ha de bois  
région Gouloumiers  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE**  
au Palais de Justice à Paris le 22 OCTOBRE 1980 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT : UN  
IMMEUBLE  
PARIS 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**STUDIO**  
à Paris 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**DRÔTE DE CHASSE**  
pour 9 ans, sur 185 ha de bois  
région Gouloumiers  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE**  
au Palais de Justice à Paris le 22 OCTOBRE 1980 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT : UN  
IMMEUBLE  
PARIS 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**STUDIO**  
à Paris 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**DRÔTE DE CHASSE**  
pour 9 ans, sur 185 ha de bois  
région Gouloumiers  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE**  
au Palais de Justice à Paris le 22 OCTOBRE 1980 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT : UN  
IMMEUBLE  
PARIS 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**STUDIO**  
à Paris 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**DRÔTE DE CHASSE**  
pour 9 ans, sur 185 ha de bois  
région Gouloumiers  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE**  
au Palais de Justice à Paris le 22 OCTOBRE 1980 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT : UN  
IMMEUBLE  
PARIS 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**STUDIO**  
à Paris 19<sup>e</sup>  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.

**DRÔTE DE CHASSE**  
pour 9 ans, sur 185 ha de bois  
région Gouloumiers  
S'adresser pour renseignements à :  
M. Jacques SCHMIDT, notaire à Paris  
177, rue de Valenciennes, 75014 Paris  
Tél. : 734-14-13 de 11 heures à 18 heures et  
de 18 h. à 19 h. 30 en soirée sur rendez-vous.







## AFFAIRES

## CONJONCTURE

### Les négociations ont repris entre la direction de Fiat et les syndicats

De notre correspondant

Rome. — Les représentants de la direction de la Fiat et de la F.I.M. (Fédération nationale des métallurgistes) ont repris, lundi 15 septembre, à Rome, en présence du ministre du travail, M. Focchi, les négociations pour trouver une solution alternative aux quarante mille quatre cent cinquante-neuf licenciements annoncés par l'entreprise turinoise, le jeudi 11 septembre (« Le Monde » du 13 septembre).

L'annonce de l'accord Fiat-Peugeot pour la production en commun d'un moteur de petite cylindrée (voir ci-contre) est tombée à point nommé pour dénouer un peu l'atmosphère après la rupture des négociations la semaine dernière. Cet accord a été interprété par le ministre comme « l'indication d'un programme d'extension de l'entreprise turinoise », point de vue partagé par les représentants syndicaux. La Fiat n'insiste-t-elle pas pour que l'établissement de production commun de ces moteurs soit établi au sud de l'Italie, où les besoins d'emplois sont les plus importants ?

La discussion s'est concentrée sur les possibilités offertes par le marché de l'emploi à Turin pour le reclassement des ouvriers licenciés. La semaine dernière, au début des négociations, la Fiat proposait en effet la mise en chômage temporaire jusqu'au 31 décembre 1981 de 24 000 salariés, dont la moitié seulement seraient réintégrés à l'issue de cette période, 4 000 autres étant mis en pré retraite et 8 000 reclassés à l'étranger du groupe Fiat. Cette dernière mesure, dite de « mobilité externe », avait provoqué du fait de l'hostilité de la F.I.M. la rupture des négociations.

Lundi à Rome, les partenaires sociaux ont discuté des chiffres du marché de l'emploi à Turin. Trois rapports étaient sur la table : trois vérités opposées. D'une part, les chiffres de l'Union industrielle de Turin (organisation patronale), qui indiquent les possibilités de reclassement en moins de deux mois plus de six mille personnes ; de l'autre, ceux des syndicats, qui montrent qu'à Turin il y a déjà 58 199 chômeurs inscrits sur les listes ; enfin, les données du ministère du travail : il y a bien 58 199 chômeurs inscrits, mais beaucoup sont des jeunes ou des ménagères qui ne sont pas prêts à accepter n'importe quel travail.

Le front syndical est aussi divisé quant à l'attitude à tenir face à la mesure dite de « mobilité externe ». Refusée par principe par les délégués de base de la Fiat et dans un premier temps par la direction de la F.I.M., cette mesure est jugée avec beaucoup de nuances par les directions confédérales C.G.I.L. (à majorité communiste), C.I.L. (chrétienne) et surtout par la U.I.L. (proche des socialistes). Les directions confédérales insistent sur la nécessité pour la Fiat de prévoir un véritable nouveau plan de développement industriel pour les années à venir.

Si les partenaires sociaux espèrent éviter de dramatiser la situation, le climat reste tendu, notamment à Turin, où lundi et mardi (comme chaque début de semaine jusqu'en octobre), 74 000 ouvriers étaient en chômage partiel. Les délégués d'atelier du syndicat voudraient que les négociations aient lieu à Turin pour permettre une plus facile participation de la base.

Mercredi 17 septembre, le gouvernement doit se réunir pour décider des modalités d'attribution d'un fonds de soutien de 1 500 milliards de lire (175 milliards de francs environ) aux industries en difficulté et, notamment, à l'automobile. Il doit aussi trancher, après plusieurs renvois, sur l'accord Alfa-Romeo-Nissan. Ces deux décisions conditionneront les négociations en cours sur la Fiat. Si tous les ministres sont d'accord quant au principe de donner une partie de ces 1 500 milliards de lire à l'entreprise turinoise, le gouvernement est totalement divisé sur l'opportunité d'approuver l'accord entre Alfa-Romeo et la société japonaise. Cet accord ne pourrait-il pas rendre la situation de la Fiat encore plus difficile, et l'accepter ne donnerait-il pas un alibi au groupe pour justifier ses réductions de personnel ? — (Interim.)

### Nous avons repris notre marche en avant

déclare M. Zannotti  
P.-D.G. de Renault-Véhicules industriels (R.V.I.)

De notre correspondant régional

Lyon. — C'est un bilan de bonne santé que M. François Zannotti, P.-D.G. de Renault-Véhicules industriels (R.V.I.), a dressé lundi 15 septembre à Lyon devant la presse à l'occasion d'une présentation des activités de la firme nationalisée devant le Salon de l'Automobile.

« Après une période de normalisation de nos produits, de nos réseaux, de notre activité, de l'organisation et des rapports internes de l'entreprise, nous avons repris notre marche en avant », M. François Zannotti, optimiste, a longuement commenté des résultats notamment commerciaux en hausse sensible sur les précédentes exercices. En France, le taux de pénétration de

R.V.I. sur le marché atteint pour les sept premiers mois de l'année 43 % contre 41 % en 1979. Signe encourageant : la tendance semble s'accroître puisque 48,7 % des clients français ont choisi R.V.I. en juillet.

A l'étranger, le « boom » des exportations est spectaculaire : la progression est en un an de 55 %. Le nouveau marché américain n'entre que pour une faible part — mille deux cents véhicules — dans ce bon résultat. Conséquence de cette relance des commandes : la production s'est accrue de 35 % et les stocks « n'ont jamais été aussi bas » à la rentrée de fin août.

Dans l'immédiat, quelques inquiétudes commerciales se font jour, nées d'une baisse ponctuelle des commandes, à cause d'un recul sensible des exportations, notamment vers l'Europe, et de l'attitude des investisseurs français qui attendaient de connaître de quel régime d'incitations fiscales ils pourraient bénéficier. Ces ombres ne peuvent, selon M. Zannotti, masquer un « dynamisme retrouvé » appuyé sur une activité portante (les transports routiers) « dont le marché sera soutenu par le renouvellement d'un parc vieillissant et énergétiquement obsolescent ».

### LA COTATION DE L'ACTION SOFTEL EST SUSPENDUE A LA BOURSE DE PARIS

La cotation des actions de la Société Internationale SOFTEL sur le marché boursier de la Bourse de Paris a été suspendue mardi 16 septembre « en raison des problèmes d'opération financière ». La Chambre syndicale des agents de change a précisé qu'un communiqué de presse sera diffusé mardi en fin de journée et que la cotation des actions sera reprise le jeudi 18 septembre.

La Société Internationale SOFTEL, résulte de la fusion de la chaîne télévisuelle SOFTEL et de la Compagnie des Hôtels Jacques Borel. Elle est donc une filiale du groupe Jacques Borel International. Par ses déficits répétés elle avait contribué en 1977 à mettre en difficulté ce groupe, ce qui entraîna le départ de M. Borel. Ces derniers jours, l'annonce courait, en Bourse, de négociations entre le groupe Jacques Borel et différents groupes hôteliers, dont NOVOTEL, pour une cession éventuelle de la chaîne d'hôtels SOFTEL.

### Le déficit du commerce extérieur de la France a atteint 40,5 milliards de francs durant les huit premiers mois de l'année

Le commerce extérieur de la France a, de nouveau, été déficitaire en août de presque 5 milliards de francs. Les importations (33,7 milliards de francs) ont, en effet, nettement dépassé les exportations (28,8 milliards de francs). Après correction des variations saisonnières, les importations atteignent 44,8 milliards de francs (- 6 % par rapport à juillet) et les exportations 40,7 milliards de francs (- 0,5 % par rapport à juillet).

En un an, les ventes françaises progressent moins vite que les achats : + 12,2 % contre - 15,1 % (août 1980 comparé à août 1979).

Depuis le début de l'année, c'est-à-dire en huit mois, le déficit du commerce extérieur atteint 40,5 milliards de francs. Le moindre déficit d'août s'explique par une baisse après l'augmentation exceptionnelle observée

en juillet de nos importations de produits non énergétiques. Les exportations de produits agricoles de base et de produits agricoles transformés continuent de se développer et dépassant en août un excédent de 1,7 milliard de francs. De même, un accroissement des exportations de biens d'équipement professionnels, conjugué avec une relative modération des importations, permet de dégager dans ce secteur un excédent de 1,6 milliard de francs, supérieur à celui (975 millions de francs) observé en moyenne au cours des sept premiers mois de l'année.

Enfin, la bonne tenue des exportations et le retour à un niveau plus normal des importations de biens de consommation permettent de retrouver l'équilibre des échanges extérieurs dans ce domaine, pour la première fois depuis septembre 1979.

### Publi 10

Le Journal de la Publicité

- Le journal des professionnels et de ceux qui savent communiquer.
- Si vous voulez savoir ce qui se passe dans le monde de la Communication Publicitaire, agences, annonceurs, supports, etc., autrement que sous son aspect superficiellement scandaleux, notre support vous tiendra au fait de l'actualité.

Abonnements :  
9, rue Léo-Delibes - 75116 Paris  
Téléphonez-nous : 727.77.49

### Manufrance : négociations toujours animées

Ainsi, nous indique notre correspondant, que des divergences apparaissent à Saint-Etienne, aussi bien parmi les politiques que parmi les syndicats sur la conduite à tenir dans les négociations. Manufrance, U.I.L., C.F.D.T. et la FEN ont décidé de ne pas participer à la journée d'action organisée jeudi 18 par la C.G.T. Les négociations se poursuivent en coulisse sur le sort de la firme.

Les radicaux de gauche, avec leur chef de file, M. Michel Grossmann, adjoint au maire, priment depuis quelque temps, avec persévérance, une solution qui aurait été mise au point par l'homme d'affaires parisien, M. Tapia, qui s'était intéressé à Manufrance il y a quelques

semaines. Cette demande est accueillie avec circonspection par la municipalité, et M. Tapia, pour sa part, a déclaré avec un certain agacement, que parler d'un plan portant sur son nom était quelque peu prématuré.

M. de Saint-Just, pour sa part, poursuit des discussions avec un pays d'investisseurs dont on ignore encore le nom et selon certaines informations, M. René Mestries, ancien P.-D.G. de la Société nouvelle Manufrance, serait en rapport avec des industriels susceptibles d'apporter des capitaux suisses. Comme on le voit, les négociations sont animées et multipliées avant l'assemblée générale des actionnaires, prévue pour le 25 septembre.

### M. Stoléru annonce la mise en place d'un visa administratif sur les importations de velours

De notre correspondant

Epinal. — M. Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (travailleurs manuels et immigrés), a annoncé, lundi 15 septembre, devant une centaine d'industriels lorrains, alsaciens et franc-comtois réunis à Epinal, une série de mesures destinées à aider l'industrie textile, durement touchée par les importations de produits concurrents, en provenance notamment des Etats-Unis (pour les velours et le linge de maison).

• Un visa administratif préalable a été mis en place depuis le 12 septembre sur les importations de velours, peluches, tissus bouclés (éponge). Le visa, présenté comme une mesure de contrôle statistique, gêne en réalité les importateurs et permet de limiter momentanément les importations.

• Le décret sur le marquage d'origine des produits textiles vendus en France, publié en septembre 1979 au Journal officiel (le Monde du 14 septembre 1979), dont l'application avait été différée, sera effectivement mise en œuvre dès le 1<sup>er</sup> octobre 1980. En renseignant le consommateur sur la provenance réelle de son achat, il devrait permettre de retarder un moment l'écoulement des stocks des importateurs.

• Les taxes parafiscales de la profession seront harmonisées et un nouveau comité interprofessionnel d'aide à l'industrie textile sera créé le 1<sup>er</sup> janvier 1981. Il disposera de ressources supplémentaires à l'actuel CIRIT (Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile). Celui-ci, en attendant, recevra pour 1980 une dotation supplémentaire de 18 millions de francs pour le soutien des exportations.

• Le « plan coton » sera poursuivi. Près de 100 millions de francs d'aides publiques ont été distribués depuis trois ans à quarante-trois entreprises cotonnières (sur un total de deux cent soixante-quinze), ce qui a permis de faire progresser les investissements du secteur de 71 %.

### MONNAIES

#### NOUVELLE BAISSSE DE L'OR

L'or a continué à fléchir mardi 16 septembre, le cours de l'once de 31,1 grammes revenant à 666 dollars environ sur la place de Londres, contre 672,50 dollars la veille et 682,50 dollars vendredi 14 septembre sur métaux. Ce repli, observé aussi bien à New-York qu'à Hongkong et à Zurich, est dû aux déclarations de certains ministres à la conférence de l'ORPEP à Vienne, selon lesquelles aucun relèvement général du prix de l'or ne serait décidé dans l'immédiat.

D'autre part, un haut fonctionnaire du ministère helvétique des finances a indiqué lundi à Berne que les pays exportateurs de pétrole avaient transféré hors de Suisse environ 143 tonnes d'or au cours des sept premiers mois de l'année pour une valeur d'un peu moins de 3 milliards de dollars.

## FAITES DE L'ARGENT AVEC VOTRE ARGENT.

Vous êtes maintenant bien installé et équipé. Vos revenus l'emportent sur vos dépenses. Vous voici donc en mesure d'épargner et de faire de l'argent avec votre argent. En prévision de votre retraite ou pour aider vos enfants, par exemple.

Le Crédit Lyonnais peut vous conseiller et choisir avec vous, parmi les nombreux investissements, ceux qui sont le mieux adaptés à votre situation ou à vos désirs :

- Vous rêvez d'un placement à court terme, mais avec un bon rendement.
  - Vous avez en main un vrai capital et vous souhaitez qu'il garde sa valeur.
  - Vos revenus atteignent les tranches supérieures d'imposition et vous recherchez des intérêts exonérés d'impôt.
- Rien ne remplace un contact personnel lorsqu'il s'agit d'argent ; alors venez nous voir, nous en discuterons ensemble.

**CREDIT LYONNAIS**  
Votre partenaire.





# INSEAD

Institut Européen d'Administration des Affaires  
Fontainebleau

## Programme international de gestion générale

Langue de travail : français  
Durée : 7 semaines (résidentiel)  
Date : 19 octobre au 5 décembre 1980.  
Participants : - cadres supérieurs possédant un minimum de 10 années d'expérience professionnelle, dans une entreprise de taille nationale ou internationale.  
- dirigeants d'entreprise de moyenne importance  
- seront en général soutenus par leur entreprise  
Age : 32 - 45 ans sans exception  
Groupe : comprendra au moins 50 % de participants non français (Europe de l'Ouest, Pologne, Canada, Amérique Latine, Moyen-Orient, Afrique, etc...)  
Ce programme est également offert en anglais du 22 mars au 8 mai 1981.  
Pour obtenir une brochure détaillée, s'adresser à :  
Education Permanente  
INSEAD  
77305 Fontainebleau Cedex, France  
Tél : (6) 422 48 27 Téléc : 690389 F

## TELEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62

### PLACEMENT DIAMANT

PIERRE VINBERT

Information et vente aux particuliers de :

### DIAMANTS

certifiés  
Du lundi au vendredi de 10 h à 19 h, samedi de 10 h à 17 h.  
5, rue du Belvédère, 75009 PARIS.  
Parking Opéra  
247-13-41 +

UN COORDINATEUR, C'EST PAS PLUS CHER QU'UNE TÊTE VRAIE  
LISEZ LE GUIDE 1980 de l'INDIVIDUEL chez les marchands de journaux

"L'un des groupes d'étude de l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES TRÉSORIERS D'ENTREPRISE vient de consacrer aux problèmes de change, sujet plus actuel que jamais, une série de trois fascicules à vocation pratique :

- 1 - "Le marché des changes et les moyens de couverture" 20F
- 2 - "Les moyens de paiement internationaux" 35F
- 3 - "Choix des cours de rentabilité économique et de comptabilisation des opérations en devises" 15F

La technique de ces ouvrages fait qu'ils s'adressent particulièrement aux professionnels intervenant dans les entreprises travaillant avec l'étranger mais aussi aux étudiants en Finance Internationale.

Ils peuvent être commandés au siège de

### L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES TRÉSORIERS D'ENTREPRISE

70, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS - Tél. 281.53.98 (Frais de port 2F PAR FASCICULE)

## AGRICULTURE

### M. Giscard d'Estaing réaffirme

que le revenu agricole sera maintenu en 1980

Le président de la République a affirmé de nouveau que le revenu agricole serait maintenu cette année. Il a fait cette déclaration en recevant, lundi 15 septembre, cinq députés U.D.F. de la région Champagne-Ardenne.

M. Hubert Voilquin, député des Vosges, a souligné que les assurances présidentielles étaient très importantes en raison des inquiétudes de certains agriculteurs, notamment des producteurs de lait qui voient que jusqu'à présent les promesses de Bruxelles ne sont pas tenues. L'entretien a également porté sur les questions de la vigne, de l'industrie alimentaire, mais aussi du textile, du thermalisme et sur le développement des infrastructures.

Le chef de l'Etat s'était engagé pour la première fois à maintenir le revenu paysan en 1980, lors de l'inauguration de la Foire de Lyon, le 23 mars. Il l'a répété le 5 mai, lors d'un entretien télévisé, et confirmé le 5 juin, lors de son discours devant les chambres d'agriculture à Paris. A la télévision, M. Giscard d'Estaing avait expliqué que l'agriculture avait supporté probablement plus que les autres activités économiques les conséquences des hausses de prix. « Les hausses de prix des carburants,

des engrais, du matériel agricole, depuis le début de l'année, sont considérables, alors que le revenu, lui, résulte des prix fixés une fois pour toutes par année. »

Si la plupart des observateurs pensent que le revenu agricole sera stagnant, voire négatif en 1980, il est encore trop tôt pour se prononcer à une estimation, ce d'autant que, l'évaluation qui est faite en novembre par la commission des comptes de l'agriculture est souvent révisée, en baisse, par la suite, comme ce fut le cas pour les quatre dernières années (le Monde du 26 avril 1980). Les compensations qui pourraient être versées aux agriculteurs sous forme d'aides directes (1) ne seront calculées valablement qu'au début de l'année 1981, soit à quelques semaines seulement de l'élection présidentielle.

(1) Un point de revenu agricole correspond à environ 700 millions de francs.

### CORRESPONDANCE

#### Un paysan peut-il être chassé par un enseignant ?

A la suite de l'article intitulé « Un enseignant peut-il devenir paysan ? » paru dans nos éditions du 22 juillet, qui narrait les difficultés d'un enseignant, M. Pelletier, directeur de l'enseignement agricole d'une ferme, légende par son père, à l'exception du bail de fermage qui avait été concédé en 1987 à M. André Chappelier, ce dernier nous écrit :

judiciaire, en tant qu'exploitant de sa qualité de propriétaire, il semble oublier qu'à notre époque, si un propriétaire a des droits, il a aussi des devoirs. Du reste, il paraît bien peu soucieux du monde dans lequel il vit : en effet, malgré les nombreuses critiques portées, dans une période de chômage, l'encombrement des canaux d'écoulement semble paradoxalement vouloir s'y adonner, faisant ainsi preuve d'un don d'ubiquité ou cherchant à démentir qu'un enseignant ou qu'un paysan ont vraiment bien peu à faire pour pouvoir le faire en même temps !

Chacun sait que, dans notre société de liberté et de propriété, ces deux droits fondamentaux ont été soumis, pour des raisons d'intérêt général, à des limitations ou des restrictions. L'agriculture n'a pas failli à cet impératif d'une société organisée, et c'est ainsi qu'au cours des âges se sont élaborés le statut du fermage et la jurisprudence qui l'entoure.

Tel est le fond d'une affaire qui, en aucun cas, ne peut être caractérisée comme une analyse de portée générale sur le fermage et ses conséquences. Nous sommes face à des circonstances très spécifiques et très claires, comme le montrent d'ailleurs le jugement du tribunal de Beauvais et l'arrêt de la cour d'appel d'Amiens. Ces deux décisions de justice indiquent ainsi clairement qu'en aucun cas « les agriculteurs ou les organisations professionnelles agricoles ne s'arrogent les fonctions de gardiens du droit qui les concernent », comme le souligne justement le commentateur inductif figurant dans le Monde du 23 juillet.

Pour ma part, j'exploite depuis 1954 la ferme dont fait état Antoine Pelletier dans les propos qu'il a tenus au correspondant du Monde. En l'absence de toute continuité familiale professionnelle, elle m'a donc été donnée à bail à ce moment-là, moyennant une indemnisation très conséquente et le paiement annuel du fermage prévu par la loi. Pendant que je la cultivais en en accroissant considérablement le potentiel — et sur ce point l'auteur de l'article en cause a bien voulu souligner les efforts accomplis — mon propriétaire actuel se consacrait à d'éminentes études universitaires qui en firent un maître-assistant d'université.

Dans la société de droit qu'est la société française, ce sont toujours, fort heureusement, les magistrats qui, en leur âme et conscience, rendent les arrêts, quelles que soient les campagnes d'agitation qui suscitent parfois l'une des parties en présence, voulant, sans doute, emblémiser ainsi un temps de joir qu'elle souhaiterait combler en chassant de la terre un paysan !

De longues années s'étant écoulées, M. Pelletier, chapeauté quatre ans, a décidé d'ajouter à sa profession d'enseignant celle d'agriculteur et, à cette fin, de reprendre son bien. Or le législateur et les tribunaux ont, à juste titre et sans pour autant mettre en place le droit de propriété, protégé le fermier du risque de l'arbitraire que pouvait présenter l'intention d'un propriétaire de rentrer en possession de ses terres. Pourquoi ? Tout simplement parce que, contrairement à ce qu'affirme M. Pelletier, qui vit dans les agriculteurs d'aujourd'hui « la nouvelle classe industrielle de la terre », utilisant des méthodes assez comparables à celles de la colonisation (on peut d'ailleurs se demander comment, après un tel jugement, il peut encore souhaiter rejoindre cette corporation), le fermier ne tire de son exploitation qu'un revenu bien modeste, comparé à celui d'autres activités : il lui est donc indispensable de compenser par la durée la lente progression des gains.

● Le Canada pourrait attendre l'autosuffisance en matière de production de soja grâce à une nouvelle variété appelée « Maple Presto » mise au point par le centre d'agronomie d'Ottawa. Selon la revue *Canadian Research*, le « Maple Presto » est en effet le même de survie aux latitudes canadiennes en ne nécessitant que de 100 à 105 jours d'ensoleillement annuel, soit de 10 à 15 jours de moins que les variétés de soja actuellement plantées sur les 334 000 hectares réservés à cette culture au Canada.

En plantant 121 000 nouveaux hectares avec du « Maple Presto », le Canada aurait une production de soja couvrant tous ses besoins. — (A.F.P.)

La Société Continental vient de faire savoir qu'elle remet en cause l'ordonnance de la prise de contrôle de KIEBER-COLOMBES, autorisée le 19 juin 1980. Après vérification, KIEBER-COLOMBES fera connaître son appréciation de la situation qui résultera d'une éventuelle rupture des engagements pris.

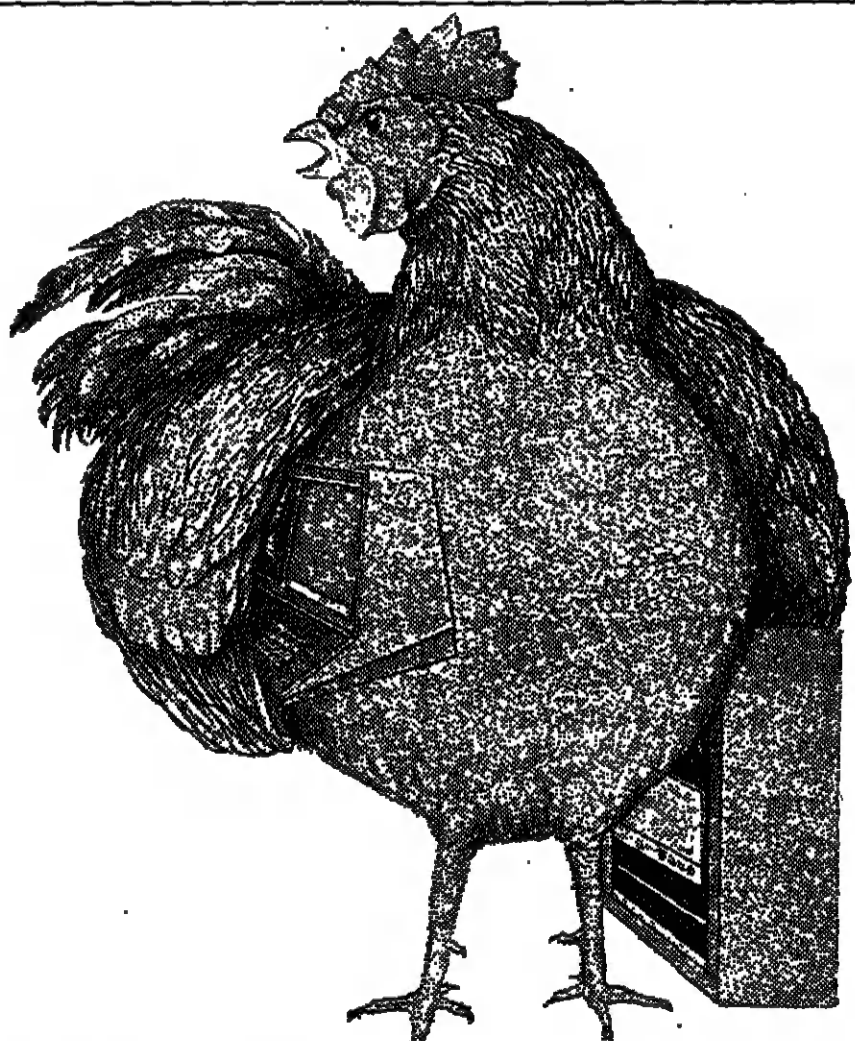
### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### KIEBER-COLOMBES

La Société Continental vient de faire savoir qu'elle remet en cause l'ordonnance de la prise de contrôle de KIEBER-COLOMBES, autorisée le 19 juin 1980. Après vérification, KIEBER-COLOMBES fera connaître son appréciation de la situation qui résultera d'une éventuelle rupture des engagements pris.

#### COMPAGNIE DES MACHINES BULL

Rappelons que le conseil proposé à l'assemblée extraordinaire du 31 octobre la nomination en qualité d'administrateur, du président de C.A.M.A.S. M. Alain Gomez et des trois administrateurs représentant les titulaires de sociétés du groupe Selva-Colombes-Pont-A-Mousson qui ont souscrit des actions : MM. Jean-Jacques Fauriol, Alain Gomez et Xavier de Villepin (voir « le Monde » du 14-15 septembre 1980).



## PME, avec votre mini-ordinateur ComputerAutomation

installez-vous à l'aise dans la croissance

**ComputerAutomation** : toute une chaîne de mini-ordinateurs compatibles et de périphériques connectables permettant aux PME d'accéder à une gestion informatique efficace (travail en temps réel) adaptable à leurs besoins du moment... mais extensible dans le futur.

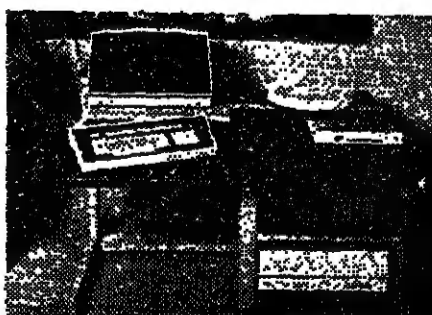
**ComputerAutomation** : des programmes élaborés en France pour résoudre les problèmes spécifiques des entreprises françaises.

**ComputerAutomation** : spécialiste de la mini-informatique depuis 13 ans avec un parc de 33.000 ordinateurs en service, dont plus de 1.300 en France.

Alors, avant de vous informatiser, appelez l'agent ComputerAutomation de votre région, ou la Société YREL (Direction des affaires en France)

Ils vous parleront des applications de gestion réalisées dans les domaines de : négoce, distribution, fabrication, transport, santé, professions libérales (syndics, notaires, experts-comptables, etc.).

Ils vous feront découvrir la facilité et l'efficacité du travail en temps réel, du dialogue direct avec l'ordinateur et le coût raisonnable d'une installation juste à vos mesures... d'aujourd'hui et de demain.



Direction des affaires en France  
**YREL**  
S.P. 40 - 21 rue de Farny, 75350 BUC.  
Tél. 956.61.42  
vos agents ComputerAutomation :  
AUX-EN-PROVENCE : AMSI : (42) 59.21.44  
BORDEAUX : BAUMANN : (56) 28.56.98  
MULHOUSE : DUBICH : (89) 42.55.52  
NANCY : ROUSSEAU et Cie : (83) 54.04.48  
NANTES : CORTEX CONSULTANTS : (40) 78.14.96  
ROUBAIX : INFEST : (26) 36.52.35  
ROUEN : DMGI : (36) 88.77.50

MEXIMA 735

مكتبة الامم المتحدة



## LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

16 SEPTEMBRE

## Repli de Michelin

Après plusieurs séances de hausse, les valeurs françaises se sont repliées mardi. L'indicateur de tendance termine à environ -0,50 %.

A quelques jours de la liquidation, qui commence vendredi avec la réponse des primes, on constate certains réajustements de position. Les informations négatives en provenance des Etats-Unis, en particulier la nouvelle hausse des taux d'intérêt, rendent les investisseurs prudents. D'autant que la publication des résultats de la balance commerciale française, toujours très déficitaire au mois d'août, n'incite pas à l'optimisme. Mais surtout le marché a été affecté par le recul sévère de Michelin (-5 %), intervenant après l'annonce par Continental Gummi, de sa décision de ne pas reprendre Kleber, filiale très déficitaire du groupe français de pneumatiques. Kleber-Colombes, un moment réorienté à la baisse, a finalement perdu 13 %.

Parmi les autres valeurs particulièrement touchées, on note Dock de France (-6,36 %), Lesieur (-4,96 %), SOGA (-3,79 %), B.E.V. (-3,53 %), Sainet et Gory (-3,31 %), Entreprises J. L. J. (-3,33 %). Au chapitre des hausses, remarque Compagnie du Midi (+4,52 %) (au plus haut de la séance), Sade (+3,03 %), SIAS (+2,92 %), Jacques Borel (+2,82 %), Chiquera Reunis (+1,93 %).

Aux étrangères, Attachi se distingue (+2,36 %). Les mines d'or sont en baisse.

Sur le marché de l'or, le lingot perd 90 F (89 000 F) et le napélon 230 F (792 500 F). L'emprunt 1 1/2 % 1973 recule (2 595 F), tandis que le 7 % 1973 gagne quelques points (8 810 F).

La hausse de Jacques Borel International s'est poursuivie : la cotation de la filiale Softel International a été suspendue, dans l'attente d'une opération qui pourrait aboutir à la cession de cette filiale à Novotel.

## LONDRES

16 SEPTEMBRE

## Repli de Michelin

Le marché reste déprimé par la perspective d'une grave dégradation des dockers britanniques. Les industriels perdent entre 2 et 3 pence. Recul également des pétroles et des mines d'or.

VALEURS	15/9	16/9
British Petroleum	158	158
Imperial Chemical	354	354
Glaxo	11 81	11 3/4
Shell	414	412
Woolworth	135	134
Woolworth	135	134
Woolworth	135	134
Woolworth	135	134

(\*) En dollars U.S.

## NEW YORK

16 SEPTEMBRE

## Repli de Michelin

Après un recul en début de séance, le marché américain s'est redressé par la suite. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles termine finalement à 2 873,83 (+1,1 point). Le volume d'échanges a un peu diminué par rapport à vendredi (14,8 millions contre 15,7 millions de titres).

Les liquidations des investisseurs tiennent d'abord à l'incertitude qui entoure la conférence des pays de l'OPEP. Certains craignent que l'Arabie saoudite ne puisse jouer son rôle modérateur. Par ailleurs, la croissance, plus rapide que prévu, de la masse monétaire fait craindre à nouveau des mesures plus restrictives en matière de crédit.

Le secteur des chemises de fer est mis en vedette. Union Pacific gagne 1/8 (49 1/8) et Missouri Pacific 7/8 (48 1/2). Les deux sociétés devraient fusionner sous l'égide des autorisations fédérales.

Les pétroliers sont faibles. Exxon perd 1/4 à 9 5/8. L'annonce d'une révision en baisse de ses réserves de pétrole en Libanie, les automobiles sont diversément traitées. General Motors perd 1/4 à 29 3/4.

Kennecott recule, après la publication d'un rapport décevant sur ses réserves de cuivre.

Les mines d'or sont en baisse. ASA s'écroule à 12 3/4, Dome à 5 1/2 points (123).

VALEURS	15/9	16/9
Alcoa	53 3/4	53 3/4
A.T.T.	53 3/4	53 3/4
Chrysler	43 3/4	43 3/4
Exxon	9 5/8	9 5/8
General Motors	29 3/4	29 3/4
Kennecott	33 3/4	33 3/4
Union Pacific	49 1/8	49 1/8
Missouri Pacific	48 1/2	48 1/2

Taux du marché monétaire

Effets privés du 16/9 : 11 3/4 %

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

REVELLON. — La filiale textile du groupe André Boudier vient de prendre le contrôle de deux sociétés spécialisées dans les tissus de lingerie. Cet ensemble représente un chiffre d'affaires de 40 millions de francs et dégage un résultat d'exploitation de 2,4 millions de francs.

ERONE-POULENC. — La société vient de signer avec l'Office national des phosphates un accord de coopération pour la réalisation au Maroc d'un projet d'usine de phosphore. L'investissement représente 600 millions de francs.

INDICES QUOTIDIENS (base 100 : 29 déc. 1979)

Indice français : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice étranger : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice général : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des actions : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des obligations : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs étrangères : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs américaines : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs japonaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs suisses : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs allemandes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs italiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs britanniques : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs canadiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs australiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs néo-zélandaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs sud-africaines : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs indiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs chinoises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs coréennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs thaïlandaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs philippines : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs indonésiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs malaisiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs singapouraises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs vietnamiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs cambodgiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs laotiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs birmanaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs cambodgiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs laotiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs birmanaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs cambodgiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs laotiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs birmanaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs cambodgiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs laotiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs birmanaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs cambodgiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs laotiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs birmanaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs cambodgiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs laotiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs birmanaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs cambodgiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs laotiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs birmanaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs cambodgiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs laotiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs birmanaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs cambodgiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs laotiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs birmanaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs cambodgiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs laotiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs birmanaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs cambodgiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs laotiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs birmanaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs cambodgiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs laotiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs birmanaises : 112,8 (16 sept. 1980)

Indice des valeurs cambodgiennes : 112,8 (16 sept. 1980)

## VALEURS

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

## BOURSE DE PARIS - 16 SEPTEMBRE - COMPTANT

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

## VALEURS

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours précédent, Cours, Dernier cours

Cours



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. Suite polonoise : « Une vie, qui serait supportable », par Zbigniew Rapacki ; « Le saint par l'antagonisme », par J.-H. Brun.

### ÉTRANGER

3-4. EUROPE  
— POLOGNE : les autorités polonaises ont refusé de signer les accords conclus à Gdansk sur les entreprises.  
— IRAN : M. Masik affirme qu'un processus de négociation n'est engagé avec Téhéran sur le sort des otages américains.

### ASIE

5. ASIE  
— DIPLOMATIE : les problèmes du Cambodge et de l'Afghanistan vont dominer les travaux de la trente-deuxième Assemblée, la fin de la session extraordinaire sur le dialogue Nord-Sud.

### AMÉRIQUES

6. AMÉRIQUES  
— POINT DE VUE : « Le Canada entre deux épreuves » (II), par Philippe de Saint-Robert.

### AFRIQUE

7. AFRIQUE  
— POLITIQUE : le conseil de la Grande Loge de France.

8. LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES : GARD : le P.S. vise le troisième siège ; FINISTÈRE : quand trois crocodiles mâles sont dans le même marigot.

### RÉGIONS

9. LANGUEDOC-ROUSSILLON : les achats massifs de terre par des ressortissants belges alimentent la spéculation foncière.

### SOCIÉTÉ

10. ÉDUCATION : la rentrée scolaire dans la région parisienne.

### INFORMATIONS

11. LA MODE : tenus et vête.

### MÉDECINE

12. Les professions paramédicales : pragmatisme, disparité et confusion dans la formation des personnels.

13. ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE : L'INRA va créer des filiales pour valoriser ses recherches.

### CULTURE

14. EXPOSITIONS : la nouvelle peinture américaine.

15. CINÉMA : après les mesures de modulation du prix des places : inévitables du secteur « art et essai ».

16. JAZZ : mort du pianiste Bill Evans.

### ÉCONOMIE

17. ÉNERGIE : affrontements politiques à la réunion de l'OEPE à Vienne.

18. SOCIAL : « Le droit de grève en Pologne, mais en France ? » par Jean-Jacques Dupeyron.

### AGRICULTURE

19. RADIO-TELEVISION (23) : Annonces classées (24 à 40) ; Carnet (25) ; Journal officiel (16) ; Programmes spéciaux (27 et 28) ; Méthodologie (19) ; Mots croisés (15) ; Bourse (47).

Le numéro du « Monde » daté 16 septembre 1980 a été tiré à 595 169 exemplaires.

Dans cet hôtel délicieux, courez le matin vos fenêtres au soleil, aux fleurs et aux chants d'oiseaux. Au

**moulin de moissac**

57 chambres grand confort, table fine et savoureuse, part, jardin, parking, piscine, 60 km de Toulouse, 42 km d'Agde, 25 km de Montpellier, 60 km de Carcassonne.

Site classé sur le Yarn même.

Réservation : 82200 MOISSAC Tél (03) 04.03.33. Télax 53.16.13.

A B C D E F G

## A LA SUITE D'UN INCIDENT DIPLOMATIQUE

### Le commandant supérieur des forces françaises à Nouméa est invité à demander son admission dans la réserve

Le général de division Jean Barthélémy, qui occupait jusqu'à ces dernières semaines les fonctions de commandant supérieur des forces armées de la Nouvelle-Calédonie, a été invité à demander son admission dans la réserve à compter du 1<sup>er</sup> octobre prochain. À l'origine de cette décision, qui place le général Barthélémy en deuxième section (réserve) au lieu de la première (active), il semble qu'il y ait eu des représentations diplomatiques de l'Assemblée sur l'attitude du commandant supérieur des forces françaises à Nouméa vis-à-vis du conseil général de ce pays en Nouvelle-Calédonie.

En poste à Nouméa depuis octobre 1978, le général Barthélémy a été, notamment, chargé de coordonner l'envoi de renforts français lors de la crise des Nouvelles-Hébrides déclenchée avant la proclamation, le 30 juillet dernier, de l'indépendance du condominium franco-britannique. Durant cette crise, des éléments de l'armée de Papouasie-Nouvelle-Guinée, encadrés par d'anciens officiers de l'armée australienne,

ont malmené des ressortissants français — mais on walloniens — et européens (on comptait plus d'un millier de citoyens français à Espiritu-Santo) ont été malmenés lors de leur arrestation et leur transfert à Port-Vila, la capitale des Nouvelles-Hébrides (devenues depuis Vanuatu), où ils ont été détenus en parloirs bondés par la foule néo-hébraïque.

Pour protester contre le rôle joué par des officiers australiens, le général Barthélémy a, fait savoir, lors d'une cérémonie officielle, que la présence du conseil général d'Australie à Nouméa n'était certainement pas la bienvenue. Le diplomate australien s'en est plaint auprès de son gouvernement, qui, considérant qu'il s'agissait d'un affront, a en conséquence des informations publiées par le Sydney Morning Herald du 2 septembre dernier, en a informé Paris.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

Le général Barthélémy a été aussitôt rappelé dans la capitale et remplacé à Nouméa par le général de brigade Michel Lartigue.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

### DANS LE NORD - PAS-DE-CALAIS LES 9 ET 10 OCTOBRE

Le président de la République fera, les 9 et 10 octobre, une visite officielle de travail dans la région Nord-Pas-de-Calais. Le programme de ce voyage, à partir, mardi 16 septembre, de Paris, porte-parole de l'Élysée, n'a pas encore été définitivement arrêté, mais le sera incessamment.

M. Giscard d'Estaing se rendra, le lundi 29 septembre, au camp de Cayeux (Terni-Cl-Garonne), où il assistera, selon le communiqué de la présidence diffusé ce mardi 16 septembre en fin de soirée, à l'entraînement de la 11<sup>e</sup> division parachutiste. À cette occasion (Le Monde du 13 septembre), le chef de l'État devrait remettre des décorations à des cadres de cette unité d'intervention.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

Le président de la République a remis ce mardi matin 16 septembre, dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur au général d'armée aérienne Guy Henry, à l'ancien Philippe de Gaulle, au général de corps d'armée Jacques Bley, au général (cadre de réserve) Jean-Frédéric, à l'ancien de Quatrebarbes et Lucien Le Bourgeois, et au lieutenant-colonel (honoraire) Jacques Dumayach ; ceux de commandeur de la Légion d'honneur au général de corps d'armée Bernard de Montaudou, et d'officier de la Légion d'honneur au médecin-chef André Lenoire.

## La société onest-allemande Continental renonce à racheter Klüber-Colombes

Un nouveau coup de théâtre vient de se produire dans le monde européen du pneumatique et du caoutchouc : après avoir annoncé, le 19 juin dernier, qu'elle rachetait, pour 50 millions de francs, à Klüber-Colombes, la société Continental-Gummi, premier fabricant onest-allemand de produits caoutchouteux, avec 5,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, a fait savoir qu'elle renonçait à l'opération.

Dans un communiqué publié lundi 15 septembre, à Hanovre, elle a indiqué que, « dans l'intérêt des deux entreprises, et compte tenu de la concurrence actuelle dans l'industrie du caoutchouc en Europe, elle ne peut faire de déclaration sur les motifs qui l'ont poussée à prendre cette décision ».

Immédiatement, Klüber-Colombes a répondu que, « après vérification, elle fera connaître son appréciation de la situation qui résulterait d'une éventuelle rupture des engagements pris ».

Au siège de la société française on déclare se perdre en conjectures sur les raisons qui ont poussé Continental à cette rupture. L'agence de son communiqué refusant de nous valoir l'honneur et, vraisemblablement, la surprise de ses dirigeants.

Ainsi donc, après avoir divergé au début de 1979 d'un des producteurs le communiqué du 19 juin, semble irrémédiablement compromise.

Le Monde publiera demain

- DURÉE DU TRAVAIL, chômage et inflation, par Pierre DROUIN
- IDÉES : Hors de Paris
- ARTS ET SPECTACLES : Expositions en Vénétie, par André CHASTEL ; les bilans de la Mostra de Venise
- DOSSIER : le SICOB

**PLUS DE 800 FOURRURES D'OCCASION**

Le prestige de la fourrure au prix de l'occasion

**achat dépôt vente**

Membre de la Chambre Syndicale de la Fourrure

**LES DEUX OURS**

91 rue du